

**Université de Paris-Est Créteil**  
**Diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches**

## **Aspects de l'identité autrichienne**

**TOME 2 : RECUEIL D'ARTICLES**

**Travaux présentés en vue de l'obtention du Diplôme  
d'Habilitation à Diriger des Recherches**

**par**

**Gérard Grelle**

**Maître de Conférences**

**Université de Limoges**

**Directeur de recherche :**

**Monsieur Jürgen Doll**

**Professeur à l'Université de Paris-Est Créteil**

## Sommaire

### 1. Identité « politique » de l'Autriche

- 1.1. - *La neutralité autrichienne*, in: *Austriaca* n° 10/1980, Rouen, p. 49-57.
- 1.2. - *Le catholicisme catalyseur de l'identité autrichienne?*, in: Gérard Grelle (dir.), *Culture et identité autrichiennes au XXe et au début du XXIe siècles*, Limoges, Pulim, 2003, pp. 37-47.
- 1.3. - *Convergences idéologiques des partis chrétiens-démocrates allemand, autrichien et suisse*, in: Angelika Schober (dir.), *Le Christianisme dans les pays de langue allemande. Enjeux et défis*, Presses Universitaires de Limoges, Limoges, 1997, p. 153-168.
- 1.4. *Ernst Karl Winter, précurseur de la culture politique autrichienne de la Deuxième République*, in: *Austriaca*, 67/68 (décembre 2008-juin 2009), pp. 29-40.
- 1.5. *L'Autriche face à la réunification allemande*, in: *Journée d'études Echos et répercussions du processus d'unification de l'Allemagne (1990-2010)*, in: Cahiers du MIMMOC n° 8 / 2012.
- 1.6. *Entstehung und Theorien der österreichischen Nation : Ernst Karl Winter und Alfred Klahr*, in: Francesco Saverio Festa, Erich Fröschl, Tommaso La Rocca, Luigi Parente, Giusi Zanasi (Hrsg.), *Das Österreich der dreissiger Jahre und seine Stellung in Europa*, Frankfurt am Main – Berlin – Bern et al., Peter Lang, 2012, p. 63-75.

## 2. Représentations « visuelles » de l'Autriche

### 2.1. Les affiches politiques « miroir de l'histoire »

- 2.1.1. *Zeichenwandel im politischen Paradigma: Von der Christlichsozialen zur Österreichischen Volkspartei (1918-1960)*, in: Jeff Bernard (Hrsg.), *Semiotika Austriaca*, Vienne 1987, p.369-385.
- 2.1.2. *Texte et image dans les tracts électoraux en Autriche*, in: *Actes du 25e congrès de l'AGES*, Université de Savoie, 1992, p. 85-97.
- 2.1.3. *La caricature de l'ennemi dans les affiches électorales de l'Autriche de l'entre-deux-guerres*, in : *Ridiculosa*, VI, revue de l'E.I.R.I.S. (Equipe Interdisciplinaire de Recherche sur l'Image Satirique), 1999, Brest. pp. 199-207.
- 2.1.4. *L'animalisation dans les affiches politiques de l'entre-deux-guerres en Autriche*, in: *Ridiculosa*, VI, revue de l'E.I.R.I.S., 10/2003, Brest. pp. 187-201.
- 2.1.5. *Vienne s'affiche – Vienne à l'affiche : auto-représentation ou auto-glorification ?*, Colloque Géocritique de Vienne, Académie Diplomatique, Vienne (Autriche), novembre 2006.
- 2.1.6. *Racisme, démagogie, populisme, .... Jörg Haider s'affiche en Autriche (campagne 1999)* in: Actes du colloque *L'affiche politique au XXe siècle, stratégies de communication visuelles*, à paraître en 2013.

### 2.2. Éléments de peinture autrichienne

- 2.2.1. *L'art de la provocation, Egon Schiele entre pornographie et érotisme : essai d'interprétation psychanalytique*, in: Eduardo Ramos-Izquierdo, Angelika Schober (dir.), *L'espace de l'Eros. Représentations textuelles et iconiques*, Presses Universitaires de Limoges, Limoges, 2007, p. 148-157.

2.2.2. *Egon Schiele ou le corps écartelé*, in: *Les espaces du corps II Arts visuels, Seminaria 2*, sous la direction de Eduardo Ramos-Izquierdo, Mexico – Paris, 2007, p. 9-21.

### 3. Figures de l'antinazisme autrichien

- 3.1. *Irene Harand : une femme contre Hitler*, in: *Le pouvoir au féminin*, in: Aline Le Berre, Angelika Schober, Florent Gabaude (dir.), *Le pouvoir au féminin, Spielräume weiblicher Macht. Identités, représentations et stéréotypes dans l'espace germanique*, PULIM, Limoges, 2013, p. 457-466.
- 3.2. *Ernst Karl Winter, tentatives et échecs de formation d'un gouvernement d'exil autrichien*, in: Jürgen Doll, dir., *Exil antinazi – témoignages concentrationnaires*, Indigo, Paris, 2008, p. 25-33 (Exils, migrations, créations, n°3: études germaniques).
- 3.3. *Lisbonne : un havre de paix ? Lisbonne et le Portugal vus par les réfugiés du nazisme – été / automne 1940. Friedrich Torberg témoigne*, in: Alain Montandon (dir.), Actes du colloque, *Lisbonne, Géocritique d'une ville*, Presses Universitaires de Clermont-Ferrand, 2007

### 4. L'Autriche dans la « Mitteleuropa »

- 4.1. *Hans Bergel, un écrivain germanophone décrit sa Transylvanie natale*, in: *Scholars in dialogue, Multidisciplinary approaches in dealing with the past in Transylvania*, Transylvanian Review, vol. XXI, Supplément nr. 3, 2013, , p. 161-173.
- 4.2. *"Nouvelles dépendances"*, in: *Outre-Terre, revue française de géopolitique*, n° 7/2004, p. 377-384.

## **1. Identité « politique » de l'Autriche**

LP793



# Austriaca

Cahiers universitaires d'information  
sur l'Autriche



## STRUCTURES ET IDEOLOGIES POLITIQUES II

*Le Président fédéral et sa fonction, le parti  
populiste, le catholicisme politique, la neutralité,  
la situation des sciences, influences françaises  
en Autriche, bibliographies, chroniques, etc.*

Études réunies par F. Kreissler et M. Cullin

Publications de l'Université de Rouen

mai 1980 - numéro 10

ISSN 0396 - 4590

Université de Haute-Normandie - Centre d'Etudes et de Recherches Autrichiennes

## DOSSIER SUR LA NEUTRALITÉ :

### I. L'ÉTABLISSEMENT DE LA NEUTRALITÉ AUTRICHIENNE

Si en Autriche la discussion sur l'idée de neutralité se fit jour dans l'opinion publique dès le lendemain de la guerre<sup>1</sup>, ce n'est vraiment qu'à partir de 1954 que les choses commencèrent à se clarifier. En effet certains observateurs ont pu noter que l'Union Soviétique, qui à la différence de l'administration américaine, allait brusquement encourager un règlement rapide de la question autrichienne, voyait deux avantages primordiaux dans l'établissement de la neutralité<sup>2</sup> :

Premièrement, l'Autriche neutre ne pourra ni adhérer au bloc militaire occidental, ni accorder à l'O.T.A.N. le droit d'installer des bases sur son territoire. Deuxièmement, la création d'un couloir neutre formé par la Suisse et l'Autriche entravait les facilités de manœuvre des troupes occidentales en cas de conflit. Ces thèses se trouvent confirmées par les propos que tint Molotov, ministre soviétique des Affaires étrangères, à la conférence de Berlin le 25 janvier 1954 lorsqu'il exigea « l'insertion dans le Traité d'Etat de conditions selon lesquelles il devait être interdit à l'Autriche de participer à des alliances ou à des coalitions s'érigeant contre un état qui a pris part à la Libération de l'Autriche<sup>3</sup> ».

Au cours du même discours il déclara encore :

« L'Autriche s'engage en outre à ne pas permettre l'établissement de bases militaires sur son territoire et à n'attirer ni conseillers ni spécialistes militaires en Autriche. »

Ces éléments ne représentaient rien d'autre que ceux de la future neutralité et correspondaient en tous points aux vœux exprimés jusqu'alors par les partis politiques autrichiens, à l'exception des néo-nazis.

Les négociations entre gouvernements soviétique et autrichien se poursuivirent régulièrement. Il s'agissait avant tout pour les Autrichiens

---

1 Voir Michel Cullin, Félix Kreissler : *L'Autriche contemporaine*, A. Colin, coll. U2, Paris, 1972.

2 Nous reprenons ici l'analyse développée par le Général Bethouard, dans son livre *Bataille pour l'Autriche*, Paris, Presses de la Cité.

3 B. Kreisky, *Die Herausforderung*, Wien, 1963, p. 93.

d'obtenir que la neutralité ne soit pas incluse dans les clauses du Traité d'Etat, ce que réclamait Molotov. Mais son homologue américain Dulles s'y refusait car ainsi la neutralité aurait été imposée à l'Autriche qui, de ce fait, n'aurait pu choisir en toute souveraineté. Après plus d'une année de négociations, Moscou renonçait à l'insertion de cette clause dans le Traité d'Etat mais exigeait une garantie qui empêcherait un nouvel Anschluss. Les rapports austro-soviétiques allaient être réglés par le Mémorandum de Moscou du 15 avril 1955.

Le Mémorandum de Moscou commençait ainsi : « Dans l'esprit de la déclaration autrichienne faite lors de la conférence de Berlin de 1954 sur l'interdiction de participer à des pactes militaires et de laisser établir des bases militaires sur son territoire, le gouvernement autrichien publiera une déclaration formulée de telle sorte qu'elle impose à l'Autriche l'obligation internationale de s'en tenir constamment à une neutralité du type de celle qu'exerce la Suisse<sup>4</sup>. »

Ce Mémorandum n'était donc pas un lot de paroles vagues puisqu'il s'appuyait sur les résultats de la conférence de Berlin qui, *grosso modo*, avait déjà prôné cette solution. Il constituait en fait un pas supplémentaire vers la situation finale ; alors que les deux délégations avaient publié séparément leur déclaration à Berlin, le texte ci-dessus fut rédigé conjointement, ce qui prouve l'unité de vue. Remarquons que, cette fois-ci, les deux parties en présence se mirent d'accord sur l'utilisation du terme « neutralité » alors qu'il avait été rejeté par les Autrichiens à Berlin et que cette neutralité se fondait sur le modèle suisse, ce qui lui conférait un statut précis. L'Union Soviétique proclamait son intention de « prendre part à l'octroiement de garanties visant à maintenir l'intégrité et l'inviolabilité du territoire de l'Etat Autrichien<sup>5</sup> ».

Dès la signature du Traité d'Etat, le gouvernement fédéral était chargé d'entreprendre toutes les démarches utiles afin que la loi sur la neutralité soit votée le plus rapidement possible. Dans le communiqué attendant au Traité d'Etat, on pouvait lire cette phrase : « L'Autriche mènera à l'égard de tous les Etats une politique d'indépendance qui assure le respect de cette déclaration<sup>6</sup>. »

Le 27 avril 1955, le Conseil National ratifiait les démarches du gouvernement en ce qui concerne la signature du Mémorandum de Moscou. Il serait illusoire de croire que ce débat engagé autour de la

4 Siegler, *Österreichs Weg zur Souveranität, Neutralität*, Wien, 1967, S. 283.

5 E. Weinzierl, *Die Republik Österreich*, p. 254.

6 Siegler, *op. cit.*, S. 283.

neutralité de l'Autriche se limitait à quelques négociateurs ; il était tout au contraire l'un des principaux sujets de préoccupation de la scène politique de l'époque. En général, ce Mémoire fut favorablement accueilli. Le Parti Communiste Autrichien réagissait ainsi :

« Nous saluons l'engagement du gouvernement qui a fait siens les désirs du peuple à l'exception de quelques fascistes ; à savoir le maintien de l'Autriche hors des pactes et obligations militaires. »

Ou encore :

« La sécurité de l'indépendance autrichienne peut donc servir de base à une évolution nouvelle au service de la paix en Europe et contribuer à réduire les risques de guerre<sup>7</sup>. »

C'était donc la reconnaissance de la neutralité par le parti communiste. Les socialistes, pour leur part, d'accord sur le principe, émettaient cependant quelques réserves quant à l'exemple de la Suisse comme modèle. Friedrich Scheu s'exprimait ainsi :

« Il n'est pas nécessaire de souligner le fait que l'expression "comme la Suisse" ne saurait signifier que les décisions du Conseil Fédéral Suisse à propos de l'application de la neutralité puissent avoir force de loi en Autriche. On ne peut transposer les conditions d'un pays dans l'autre<sup>8</sup>. »

Le SPÖ indiquait ainsi clairement que la neutralité autrichienne n'était pas la même que celle de la Suisse, mais que l'Autriche devait développer sa propre conception de la neutralité. Les socialistes acceptaient en effet un seul type de neutralité : la neutralité militaire, éliminant ainsi toutes ses autres formes. Ils refusaient en particulier la neutralité politique, témoin cette phrase d'un socialiste :

« L'Autriche ne souhaite pas s'astreindre à une neutralité politique qui aille plus loin qu'il n'est nécessaire pour remplir les obligations imposées par la neutralité militaire<sup>9</sup>. »

Cette phrase se réfère directement à l'attitude de la Suisse qui s'engage à rester en outre neutre également sur le plan politique. « Par contre, l'Autriche devrait se réserver la possibilité de prendre part aux aspirations politiques en vue d'une collaboration européenne si aucune obligation militaire n'en découle<sup>10</sup>. »

7 *Weg und Ziel*, mai 1955, *Für die Durchführung des Moskauer Memorandums*.

8 *Die Zukunft* : F. Scheu, *Der österreichische Staatsvertrag*, mai 1955.

9 F. Scheu, *Der österreichische Staatsvertrag*, mai 1955, dans *Die Zukunft*.

10 F. Scheu, *op. cit.*

Ainsi l'Autriche devait-elle pouvoir prendre part aux organisations internationales déjà existantes ou à celles qui seraient créées à l'avenir. Rien dans ces diverses déclarations n'était en contradiction avec la notion de neutralité. Cependant une phrase de cet article de Scheu peut laisser sceptique quand il déclare :

« Dans les grands débats philosophiques qui opposent l'Ouest démocratique à l'Est communiste, l'Autriche fait partie de l'Ouest. »

Cette prise de position contredit la stricte neutralité puisque les socialistes s'engagent ainsi en faveur de l'Ouest ; neutralité devant signifier engagement ni en faveur d'un camp, ni en faveur de l'autre, de quelque nature qu'il soit.

Pour pouvoir décider de cette neutralité en toute liberté, l'Autriche devait avoir toute sa liberté d'action, ce qui impliquait la signature du Traité d'Etat. Le 2 mai 1955, les ambassadeurs des Quatre Grands se rencontrèrent à Vienne pour en formuler le texte de façon définitive. Lors de la séance de la Conférence des Ministres des Affaires étrangères du 15 mai, ils déclarèrent que leurs gouvernements seraient prêts à reconnaître la déclaration de neutralité envisagée par l'Autriche. Celle-ci ne serait pas incluse dans les clauses du Traité d'Etat afin de prouver que la neutralité n'avait pas été imposée à l'Autriche. Le 15 mai, les quatre ministres des Affaires étrangères des puissances alliées et leur homologue autrichien signaient le Traité d'Etat. L'Autriche était alors libre et pouvait voter en toute souveraineté la loi de neutralité. Mais afin de prouver que cette décision était vraiment prise librement, les parlementaires attendirent que toutes les troupes d'occupation aient quitté le sol autrichien.

Bien que le gouvernement se fût prononcé pour un retardement du vote, le Parlement effectua déjà les démarches nécessaires à cet acte. Le 25 mai, le Conseil National rédigea le texte suivant : « En vue d'affirmer de façon constante son indépendance à l'extérieur et l'inviolabilité de son territoire ainsi que dans l'intérêt du calme et de l'ordre à l'intérieur, l'Autriche déclare de sa propre initiative sa neutralité permanente et est fermement décidée à la maintenir et à la défendre par tous les moyens dont elle dispose. Pour assurer ses buts, l'Autriche n'adhérera à l'avenir à aucune coalition militaire et ne permettra pas l'installation de bases militaires étrangères sur son territoire. L'Autriche déclare en outre vouloir s'en tenir à la Charte des Nations Unies dans ses relations avec des pays tiers et exprime son aptitude à accepter et respecter les obligations contenues dans cette Charte.

Le Gouvernement Fédéral est de plus chargé :

1. de présenter au Conseil National un projet de loi constitutionnelle réglant les questions de neutralité,
2. d'entreprendre toutes les démarches pour obtenir l'admission finale dans l'Organisation des Nations Unies qu'a déjà demandée l'Autriche,
3. de porter connaissance de cette loi à tous les états en les priant de reconnaître la neutralité autrichienne, ceci dès que le traité d'Etat sera entré en application et que l'Autriche sera libre des troupes d'occupation <sup>11</sup>. »

Tous les points que l'Union Soviétique exigeait dans le Mémoire de Moscou étaient inclus dans ce texte. Le débat pouvait donc être mis à l'ordre du jour du Parlement. Le 7 juin 1955, le texte ci-dessus fut présenté au Conseil national qui ratifia cette résolution à l'unanimité. Le même texte fut alors transmis au Conseil fédéral le 8 juin qui n'y fit aucune objection.

Le neutralité de l'Autriche était fermement ancrée dans la conscience autrichienne ; elle était de nature purement militaire ; il était interdit à l'Autriche de s'impliquer dans une guerre, non de prendre part à une organisation politique ou économique et, bien que le gouvernement ne pensât pas adhérer à une organisation précise, si ce n'est aux Nations Unies, le parti communiste faisait remarquer la chose suivante dès juin 1955 :

« L'Autriche en tant qu'Etat neutre ne peut se contenter de déclarer la neutralité militaire ; la neutralité politique fait aussi partie d'une neutralité sincère, c'est-à-dire l'amitié avec tous les pays ; en fait également partie la neutralité économique, à savoir des relations économiques avec tous les états, libres de toute interdiction comme l'exige l'article 29 du Traité d'Etat <sup>12</sup>. »

Pour les communistes, il semblait donc *a priori* évident que l'Autriche devait se comporter de façon neutre dans toutes ses relations internationales. Il n'y avait qu'une seule solution à ce problème : une loi de droit international. Le gouvernement autrichien fut chargé d'élaborer un texte concernant la neutralité qu'il présenta au Parlement le 19 juillet 1955. En voilà le texte intégral :

---

11 Voir Siegler, *op. cit.*, p. 31.

12 *Weg und Ziel*, juin 1955.

« Le Conseil national a décidé :

### Article I

(1) En vue d'affirmer son indépendance à l'extérieur et l'inviolabilité de son territoire ainsi que dans l'intérêt du maintien du calme et de l'ordre à l'intérieur, l'Autriche déclare de sa propre initiative sa neutralité permanente et la maintiendra et la défendra avec tous les moyens dont elle dispose.

(2) Pour assurer ces objectifs, l'Autriche n'adhérera à l'avenir à aucun bloc militaire et ne permettra l'installation d'aucune base militaire de pays étrangers sur son territoire.

### Article II

Le gouvernement fédéral est chargé de l'application de cette loi fédérale.

Remarquons que l'article I contient exactement les mêmes termes que le texte du 25 mai. Le gouvernement fédéral n'avait donc nullement l'intention de modifier la conception de la neutralité ; le texte avait certes été rédigé par des hommes politiques, mais avec l'aide d'experts. Ces derniers rédigèrent aussi les notes explicatives qui constituent une réponse au problème soulevé par les communistes en juin. Ces notes ne citent en effet que la neutralité militaire. A cette restriction près, l'Autriche conserve son entière liberté d'action qui n'est limitée que lorsque sa neutralité militaire peut être mise en danger.

Le parti populiste réagit immédiatement à ce sujet :

« La neutralisation ne signifie pas le renoncement à l'exercice d'intérêt du pays neutralisé dans le domaine de la politique extérieure <sup>13</sup>. » Les populistes voulaient ainsi prouver que l'Autriche refusait de s'isoler du monde et n'avait pas l'intention de se retirer de la discussion des problèmes mondiaux. Les communistes s'opposèrent à cette tendance en écrivant en septembre :

« La tâche nationale et décisive consiste aujourd'hui précisément à défendre la neutralité, à l'assurer contre toutes les pressions et à repousser par une politique d'amitié avec tous les peuples et de détente dans l'esprit de Genève toutes les tentatives visant à enterrer la neutralité <sup>14</sup>.

13 *Österreichische Monatshefte*, August 1955.

14 *Weg und Ziel*, September 1955.

Le chancelier Raab mettait un terme à la polémique lors d'un discours radiodiffusé le 15 octobre 1955 :

« Je veux très nettement souligner que rien n'est achevé par une simple déclaration de neutralité ; une certaine discipline doit y être liée. Etre neutre signifie aussi avoir le désir de vivre en amitié avec tous les peuples et toutes les nations. Il ne faut pas que nous critiquions à la légère des Etats ou des peuples avec lesquels nous voulons vivre en paix et faire du commerce. Il n'y a lieu ni à réprimander un état à cause de sa politique coloniale ni à déchaîner des propos propagandistes contre l'Est. Il serait très souhaitable que la presse et la radio autrichienne en fassent de même. »

Ainsi se trouvait éclaircie provisoirement la notion de « neutralité ». Il ne restait plus pour le Conseil national qu'à transformer le projet gouvernemental du 19 juillet en loi constitutionnelle. Ce dernier se réunit le 26 octobre pour voter la neutralité permanente de l'Autriche. C'est le rapporteur Prinke qui ouvrit les débats.

« L'Autriche ne doit pas se mêler des querelles qui existent entre les peuples et les états, elle doit s'efforcer comme le faisait déjà le noyau de la monarchie austro-hongroise de jouer un rôle de médiateur entre les nations. C'est ainsi que cette petite république doit continuer à remplir sa tâche au service de la réconciliation des peuples<sup>15</sup>. »

Ainsi souligna-t-il le rôle particulier de l'Autriche en Europe centrale et fit l'éloge de la neutralité qui permettrait à l'Autriche de trouver sa propre place. Le chancelier fédéral Raab lui succéda à la tribune pour faire part de sa propre conception de la neutralité. Son discours fut si clair qu'il se dispense de tout commentaire :

« La neutralité engage l'Etat et non le citoyen en tant qu'individu. La liberté intellectuelle et politique de l'individu, en particulier la liberté de la presse et la liberté d'opinion ne sont pas concernées par la neutralité permanente d'un état. Cela n'engage donc nullement à la neutralité idéologique...

« Je veux en outre mettre en relief le fait que la neutralité militaire que vous, Mesdames et Messieurs, allez voter aujourd'hui ne contient ni engagement ni conditions dans les domaines économiques et culturels... Notre neutralité n'est pas une limitation provisoire et révoquant de notre souveraineté que nous prenons à charge à contre-

---

15 Stenographisches Protokoll der am 26. Oktober 1955 gehaltenen Parlaments-sitzung.

cœur sous le poids des événements ; elle est la base permanente d'une politique extérieure qui doit à l'avenir assurer à notre patrie et à notre peuple la paix et le bien-être. Nous inaugurons ainsi une ère nouvelle de l'histoire autrichienne. La décision que nous prenons aujourd'hui ne lie pas que nous-mêmes ; elle lie aussi nos enfants et les enfants de nos enfants <sup>16</sup>. »

Un seul parti se déclara hostile à la neutralité, l'Union des Indépendants (VDU) dont le représentant déclara : « Nous estimons tout d'abord qu'il est faux de présenter la déclaration de notre neutralité comme un acte de libre arbitre alors que tout le monde sait qu'elle est le prix essentiel du Traité d'Etat. Il nous semble donc nécessaire de rayer les termes " de sa propre initiative " de la formulation... »

« Qui nous donne l'assurance qu'un jour un quelconque gouvernement ne cherchera pas pour des raisons de politique intérieure ou sur incitation de l'extérieur à falsifier la politique de neutralité que nous envisageons en une politique de neutralisation ou à exclure l'Autriche de l'Europe ?... Une Autriche neutre au carrefour d'intérêts politiques mondiaux n'assure pas la paix de façon assez satisfaisante ; par contre, une Europe unie sous un régime de neutralité armée serait la véritable garante de la paix <sup>17</sup>. »

La position des Indépendants était tout à fait isolée du fait que la neutralité avait été proposée aux quatre Grands par le gouvernement autrichien lui-même lors de la Conférence de Berlin de 1954 et qu'elle ne fut jamais imposée à l'Autriche. Il faut se demander si « une Europe unie sous un régime de neutralité armée » serait une garante pour la paix et dans quelle mesure une telle Europe peut rester neutre eu égard à son immense prépondérance économique. Le parti communiste présentait alors une image plus positive en clôturant les débats :

« Il ne s'agit pas de la lettre, il s'agit de l'esprit de la neutralité, de la disposition constante à triompher de la haine, de la méfiance et des tensions mondiales par une participation active <sup>18</sup>. »

A la fin de la séance, tous les députés furent appelés à exprimer leur avis sur le projet gouvernemental du 19 juillet. Celui-ci fut approuvé par tous les partis représentés au Parlement à l'exception des Indépendants.

---

16 *Ibid.*

17 *Ibid.*

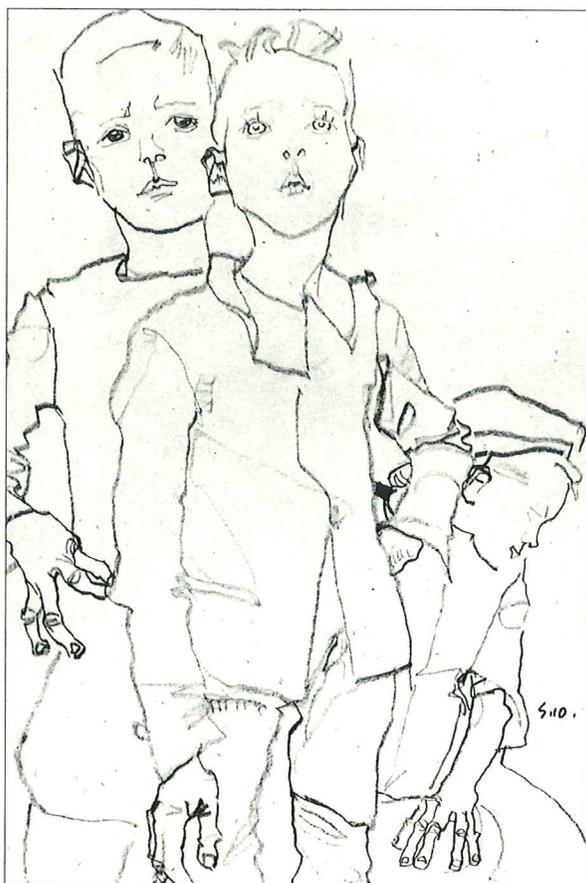
18 *Ibid.*

Le Conseil fédéral ratifia le projet le 28 octobre 1955 : la neutralité permanente de l'Autriche était alors votée. Elle fut communiquée officiellement le 14 novembre à tous les gouvernements étrangers.

Cet acte ne marquait pas la disparition de l'Autriche de la scène internationale. Au contraire, il ne faisait que la réintroduire après dix-sept années d'annexion puis d'occupation au cours desquelles les libertés souveraines avaient été enlevées au peuple autrichien. La neutralité de l'Autriche la préservait et la préserve encore aujourd'hui des agressions éventuelles de l'Est comme de l'Ouest. L'ouverture de l'Autriche aux organisations internationales lui conférait un rôle de médiateur dans les conflits mondiaux.

Gérard GRELLE.

# Culture et identité autrichiennes au XX<sup>e</sup> et au début du XXI<sup>e</sup> siècles



*sous la direction de*  
Gérard GRELLE

Collection Espaces Humains

  
Pulim

## **Le catholicisme catalyseur de l'identité autrichienne ! ?**

Gérard GRELLE  
*Université de Limoges*

Ce serait sans doute s'aventurer sur un terrain à la fois plus que mouvant et très problématique que d'établir l'équation "autrichien = catholique". Cette équation serait plus que réductrice et signifierait mépris de tous les Autrichiens qui ne se reconnaissent pas dans le catholicisme ou bien même se défendent de toute appartenance à l'Eglise catholique. Prise sous cet angle, l'équation est trop simpliste, mais contient cependant une part de vérité. Car le catholicisme, qu'on le veuille ou non, marque de manière décisive l'image du pays, et donc son identité. On en trouve des traces dans la plupart des domaines de la vie publique, y compris dans la vie politique, sociale et culturelle.

Dans le domaine politique, deux grands courants ont marqué de manière décisive et durable la vie du pays depuis un siècle : la social-démocratie et le catholicisme politique. Et, pour chacun d'eux, il me vient à l'esprit l'expression allemande : "Von der Wiege bis zur Bahre", soit en français "du berceau jusqu'à la tombe". L'un et l'autre ont eu la prétention d'accompagner l'individu de la naissance à la mort ... et de lui transmettre les valeurs dont il aurait eu besoin tout au long de sa vie. Seulement, dans cette lutte d'influence sans merci, la social-démocratie ne pouvait guère avoir de véritable chance. L'Eglise catholique, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, dominait la société autrichienne et lui avait déjà imposé son mode de pensée. La social-démocratie n'arrivait que tardivement et, en cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle, ne pouvait donc que se greffer sur ce schéma de pensée catholique préétabli. Car en fait, l'Eglise semblait tout régir. Les choses ont-elles évolué de nos jours ?

De manière un peu provocatrice, le politologue autrichien Anton Pelinka écrit dans un ouvrage récent consacré à l'identité autrichienne :

"L'Autriche est un pays catholique...L'Eglise y est hégémonique, l'Eglise y est dominante."<sup>1</sup>

A-t-il raison ? A-t-il tort ? L'Autriche est-elle vraiment aussi catholique qu'on ose souvent l'affirmer ? La religion catholique joue-t-elle un rôle aussi hégémonique et dominant que Pelinka le prétend ? Bref, l'Autriche catholique, l'identification de l'identité nationale autrichienne à la culture et/ou croyance religieuse est-elle un mythe ou une réalité ?

Sur le plan institutionnel, jamais l'Autriche n'a connu la séparation de l'Eglise et de l'Etat telle que nous l'avons en France depuis les lois de 1905. Au contraire, chacun sait l'étroitesse des liens qui existèrent de tous temps entre l'Eglise catholique d'Autriche et la maison de Habsbourg. A l'époque de Luther, le peuple chrétien d'Autriche avait été très réceptif aux thèses du grand réformateur et s'était, dans sa grande majorité, converti aux idées de la Réforme. Mais les monarques, catholiques, employèrent toutes leurs énergies pour rétablir l'Eglise catholique dans sa toute puissance, et ceci donna naissance au baroque autrichien. Certes, il y eut bien, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et concomitamment à la Révolution Française, les tentatives de l'empereur Joseph II, despote éclairé, de réduire les pouvoirs de l'Eglise au profit d'une plus grande autorité politique de l'Etat; mais ces tentatives furent vite effacées et l'Eglise retrouva toute sa place non seulement en tant qu'institution religieuse, mais également en tant que facteur décisionnel de pouvoir politique. L'alliance du trône et de l'autel fut étroitement maintenue jusqu'à la chute de la monarchie en 1918.

Les événements politiques des années 1918/1919 auraient pu faire changer radicalement le cours de l'histoire en la matière. L'arrivée au pouvoir, en 1918, de la social-démocratie dans la Grande Coalition, alors qu'elle représentait près de la moitié de l'électorat autrichien d'une part, les tentatives d'ériger d'autre part une république des conseils, auraient pu donner un coup fatal à l'emprise de l'Eglise sur la société autrichienne. Rien n'en fut, et l'Eglise continua à jouer un rôle de premier plan dans la vie politique du pays. Ce rôle fut, est et reste essentiel puisque presque tous les partis politiques autrichiens n'omirent et n'omettent pas encore de nos jours d'y faire référence.

L'histoire des partis politiques de l'entre-deux-guerres est marquée par cette sorte de "Kulturkampf" à l'autrichienne. Signalons d'abord les liens quasi officiels qui existèrent entre l'Eglise et l'Etat en la personne de Mgr. Seipel, haut dignitaire de l'Eglise, théoricien du catholicisme politique autrichien et simultanément chancelier à plusieurs reprises qui illustre l'imbrication quasi officielle de l'Eglise et de l'Etat. L'influence décisive de l'Eglise se retrouve par ailleurs dans les programmes fondamentaux des partis qui, semble-t-il, ne pouvaient éluder aux yeux de l'opinion publique cette question religieuse sous peine de perdre un potentiel électoral.

---

<sup>1</sup> Anton Pelinka, *Zur österreichischen Identität, Zwischen deutscher Vereinigung und Mitteleuropa*, Ueberreuter, Wien, 1990, p. 214.

*Le catholicisme catalyseur de l'identité autrichienne ! ?*

Le programme fondamental de la social-démocratie, adopté le 3 novembre 1926 et qui sert de référence pour l'analyse du discours idéologique de ce camp politique dans l'entre-deux-guerres, stipulait très clairement :

*A l'inverse du cléricanisme qui fait de la religion une affaire de parti afin de diviser la classe ouvrière et de tenir de larges masses populaires et prolétariennes sous l'emprise de la bourgeoisie, la social-démocratie considère la religion comme l'affaire privée de chaque individu<sup>2</sup>.*

La social-démocratie s'opposait ainsi au "cléricanisme" en tant que facteur d'immixtion de l'Eglise dans le débat politique, et non à l'Eglise en tant qu'institution. Elle faisait de la pratique ou non-pratique religieuse une affaire strictement privée et individuelle. Elle réclamait par ailleurs la "séparation de l'Eglise et de l'Etat", entendait lutter contre le "droit canon national en vigueur (en Autriche)"<sup>3</sup> et s'attaquait aux principaux privilèges de l'Eglise catholique : impôt officiel dû à l'Eglise par tous les catholiques, participation obligatoire des élèves de tous niveaux à l'enseignement religieux dispensé dans tous les établissements scolaires, soumission aux commandements de l'Eglise, notamment obligation du mariage religieux et - sans être directement formulé - interdiction de l'avortement. En clair, la social-démocratie prenait position sur des sujets d'intérêt général imposés par le poids de l'Eglise dans la société autrichienne alors que sa propre idéologie entendait strictement séparer l'Eglise de la politique.

En réponse à ce programme de la social-démocratie, Mgr. Seipel fit adoter par le parti chrétien-social le 29 novembre suivant, soit même pas un mois plus tard, un texte programmatique qui se voulait le parfait contrepoids du texte social-démocrate en matière de religion. Ce texte s'ouvrait en ces termes :

*Le parti chrétien-social considère le but suprême de l'Etat dans le développement du bien-être de la collectivité dans toute son ampleur. Persuadé que ce but ne peut être atteint que si les principes du Christianisme servent de ligne de conduite, il considère comme étant de son devoir de donner à la politique la direction qui correspond à ces principes<sup>4</sup>.*

---

<sup>2</sup> Programme du parti social-démocrate autrichien de 1926, cité d'après Kadan Albert, Pelinka Anton, *Die Grundsatzprogramme der österreichischen Parteien, Dokumentation und Analyse*, Verlag Niederösterreichisches Pressehaus, Sankt Pölten, 1979, p. 87.

<sup>3</sup> *Ibidem*.

<sup>4</sup> Programme du parti chrétien-social de 1926, *ibidem*, p.115.

Parmi les revendications de ce programme, nous citerons celles du maintien du droit canon en matière de mariage entre catholiques comme seule base contractuelle valable, de l'interdiction de l'avortement, de la protection "morale et juridique" de la femme, de la protection de la jeunesse et de son éducation selon les principes de la morale religieuse. En outre, le parti chrétien-social réclamait à corps et à cris "l'école confessionnelle" ou, à défaut, "la reconnaissance de l'enseignement religieux ... comme matière obligatoire dans tous les établissements scolaires primaires et secondaires". Cette dernière revendication s'imposait aux chrétiens-sociaux depuis que le secrétaire d'Etat social-démocrate à l'Education Otto Glöckel en avait levé l'obligation au début des années 20.

Ces deux programmes, entièrement centrés sur la question religieuse, montrent bien comment l'Eglise catholique autorisait officiellement ses représentants à prendre position dans les débats politiques. De plus, elle les incitait à s'engager publiquement au sein du parti chrétien-social. L'Eglise catholique occupait ainsi une position centrale dans la vie publique et le catholicisme servit - par attraction ou par répulsion - d'élément "fédérateur", parmi d'autres, bien sûr, de l'identité autrichienne.

A compter de mai 1934, le "catholicisme" devint d'ailleurs l'un des éléments constitutifs du régime corporatif instauré par Engelbert Dollfuß et géré après son assassinat en juillet 34 par son dauphin politique Kurt Schuschnigg. La constitution du 1<sup>er</sup> mai 34, fondement du nouvel Etat autrichien, ne s'ouvrait-elle pas sur un préambule théocratique :

*Au nom du Dieu tout puissant de qui procède toute loi, le peuple autrichien reçoit cette constitution pour son Etat fédéral chrétien allemand (érigé) sur des bases corporatives...<sup>5</sup>.*

De fait, l'intégralité de la vie publique devait désormais être placée sous les auspices de la religion catholique. C'est notamment dans les domaines de l'éducation et de la culture que les tenants de l'idéologie corporatiste ancrèrent leur œuvre d'imprégnation religieuse. Les contenus des programmes scolaires, jusque dans des matières qui ne se prêtaient guère à l'interprétation religieuse comme la géographie ou la physique, devaient ainsi être "pénétrés" d'esprit catholique. De la sorte, espérait-on, l'ensemble de la jeunesse serait imprégnée de cet esprit.

La scène littéraire n'échappa pas non plus à cette censure idéologique. Les écrivains autrichiens les plus connus aujourd'hui, les Schnitzler, Zweig, Musil, Kraus et autres, dont le malheur résidait dans le fait de n'être pas "catholiques", furent mis au ban de la vie littéraire officielle et

---

<sup>5</sup> Cité d'après Weber Edmund (Hg.), *Dollfuß an Österreich, Eines Mannes Wort und Ziel*, Wien, Reinhold-Verlag, 1935, p. 223.

remplacés par des auteurs très proches de l'Eglise. Le gouvernement créa dès 1935 le "prix national de littérature"<sup>6</sup> destiné à récompenser les écrivains dont l'œuvre refléterait une pensée à la fois catholique et autrichienne. On avait là la synthèse idéale des deux éléments en cause. Ce prix littéraire annuel fut attribué à trois reprises avant l'Anschluß. Il disparut entre 1938 et 1945 et fut de nouveau attribué après la libération selon les mêmes critères que ceux qui avaient prévalu lors de sa création, signe que perdurait, malgré la césure que représentait l'Anschluß, l'influence de l'Eglise catholique sur la vie littéraire autrichienne.

Le régime corporatiste développa ainsi une idéologie d'identification entre le catholicisme et la nation autrichienne. Lorsqu'en mars 1938, sentant la situation plus que dangereuse pour l'intégrité territoriale de l'Autriche, le chancelier Schuschnigg décida d'organiser un référendum sur l'indépendance du pays, la question à laquelle les Autrichiens étaient invités à répondre par "oui" ou par "non" était très révélatrice quant aux rapports souhaités entre catholicisme et identité nationale.

*Es-tu pour une Autriche libre et allemande,  
indépendante et sociale, pour une Autriche chrétienne et  
unie... ?<sup>7</sup>*

La question posée, même si les événements empêchèrent la réponse, liait intrinsèquement le catholicisme à l'identité autrichienne. Le rêve des corporatistes d'instaurer en Autriche un régime politique en parfait accord avec les exigences politiques formulées par l'encyclique "Quadragesimo anno" publiée en 1931 par Pie XI et qui aurait pu servir d'exemple "d'Etat chrétien" au monde entier ne devint cependant que partiellement réalité. L'annexion de l'Autriche par le III<sup>e</sup> Reich supprima brutalement l'identité autrichienne ... et le catholicisme subit la répression de l'idéologie nazie. Prêtres, laïcs responsables d'organisations politiques, syndicales ou sociales aux couleurs du catholicisme furent internés ou déportés.

En 1945, les responsables politiques de toutes couleurs étaient d'accord pour ne plus commettre les erreurs du passé. On aurait donc pu s'attendre à une séparation très nette de l'Eglise et de l'Etat, et ce d'autant plus que le Cardinal Innitzer, archevêque de Vienne et primat de l'Eglise autrichienne, exprima clairement sa volonté d'interdire aux membres du clergé catholique tout engagement politique. Il déclarait dès le 17 avril 1945, soit immédiatement après l'entrée des troupes soviétiques à Vienne et en pleine phase de reconstitution des partis politiques :

<sup>6</sup> En allemand "literarischer Staatspreis". Se reporter à ce sujet à Aspetsberger, Friedbert, *Literarisches Leben im Austrofaszismus. Der Staatspreis*, Hain, 1980, 222p.

<sup>7</sup> Kreissler Félix, *De la Révolution à l'Annexion, L'Autriche de 1918 à 1938*, Paris, PUF, 1971, p. 376.

*Conformément à l'article 138 du droit canonique, aucun prêtre ne peut assumer de fonctions dans la vie publique sans une autorisation des autorités archiépiscopales. Mon ordre le plus formel est que les prêtres se tiennent éloignés de la vie publique, ne s'immiscent pas dans les affaires politiques et ne donnent aucune recommandation en faveur d'institutions temporelles<sup>8</sup>.*

On aurait donc pu s'attendre, vu la volonté ferme de l'Eglise catholique de se désengager de la vie politique, à ce que celle-ci se trouve assainie du problème religieux, et donc que ce dernier soit réduit à une affaire strictement privée des individus. Mais tel ne fut pas le cas.

Certes, les héritiers du parti chrétien-social, tirant quelques leçons de l'histoire immédiate, s'empressèrent de supprimer toute référence à l'Eglise dans la désignation de leur parti, transformant le "parti chrétien-social" en "parti populiste autrichien", mettant désormais en avant leurs convictions patriotiques. Dans leurs réflexions idéologiques, ils firent d'ailleurs la distinction très claire entre une politique "chrétienne" telle qu'elle avait été en usage sous l'Etat corporatif, et une politique "d'inspiration chrétienne" qui entendait effectuer la séparation de l'Eglise et du parti<sup>9</sup>. Les "principes directeurs programmatiques" de 1945 ne firent plus allusion à un lien direct entre les deux institutions. Mais la pratique allait bientôt remettre la question religieuse au centre du débat politique.

Les programmes fondamentaux des deux grands partis constituant la coalition qui géra le pays de 1945 à 1966, et pratiquement constamment en alternance au pouvoir jusqu'en janvier 2000, le parti populiste et le parti socialiste, font en effet tous référence au problème religieux. Même si la polarisation de ces deux grandes forces politiques sur le thème de l'Eglise tend dès le début de la 2<sup>e</sup> République à s'estomper, une prise de position semble, en la matière, inévitable.

Du côté du parti populiste, on constate une certaine distanciation par rapport à la religion. Dans son programme de 1952 intitulé "Tout pour l'Autriche", ce parti réclame "une large influence de la doctrine chrétienne sur la cohabitation des citoyens de ce pays", mais s'empresse d'ajouter qu'il se considère comme "un parti non lié sur le plan confessionnel". En outre, il revendique la liberté du culte pour toutes les communautés religieuses existant en Autriche<sup>10</sup>. Le programme dit "de Salzbourg" adopté en 1972 ne fait que reprendre ces idées sous des formulations légèrement différentes.

<sup>8</sup> Cullin Michel, Kreissler Félix, *L'Autriche contemporaine*, Paris, Armand Colin, 1972, p. 328.

<sup>9</sup> Grelle Gérard, *L'évolution idéologique du parti chrétien-social au parti populiste autrichien*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Paris, 1989, p. 304-308.

<sup>10</sup> Kadan, Albert, Pelinka, Anton, *op. cit.*, p. 119.

Quant au parti socialiste autrichien, il adopte une position beaucoup plus conciliante qu'avant guerre en ce qui concerne le problème religieux. L'Eglise catholique n'est plus envisagée comme l'instrument que la bourgeoisie utilise de manière arbitraire pour maintenir ses privilèges; l'appartenance à une communauté religieuse est désormais considérée comme "une décision personnelle et intime de chaque individu". Un nouvel élément apparaît cependant dans la programmation : "Tout homme peut être à la fois croyant et socialiste."<sup>11</sup> Implicitement, le parti socialiste faisait ainsi appel aux chrétiens et aux valeurs qu'ils défendent comme étant non seulement "compatibles" avec son idéologie, mais également comme lui étant "complémentaires".

Cette analyse historique des programmes des deux principaux partis autrichiens nous montre combien le thème du catholicisme semble inévitable pour un parti qui se veut "de taille gouvernementale". Les références constantes à l'Eglise et à son message nous prouvent combien l'idéologie politique dans ce pays semble ne pas pouvoir faire l'impasse sur cette question, et donc combien celle-ci, par contrecoup, semble faire partie intégrante de l'identité nationale dans la mesure où cette référence quasi obligée à la religion ne se retrouve que dans peu de pays européens.

Pour ce qui est de la troisième force politique traditionnelle de l'Autriche, le camp dit "national", il fut dès ses origines marqué par un profond anticléricalisme.

Les programmes du F.P.Ö., parti national-libéral héritier de la tradition pangermaniste autrichienne, ne font jusqu'à la fin des années 90 sciemment aucune référence directe au phénomène religieux; et ce n'est que dans son dernier programme que le F.P.Ö. prend position sur ce sujet.

Comment donc expliquer ce phénomène ? L'échiquier politique autrichien s'est, au cours des vingt dernières années, considérablement élargi. Le monopole gouvernemental des partis populiste et socialiste a disparu. Le parti libéral national F.P.Ö., sous la houlette de Jörg Haider, a "fait peau neuve" vers la fin des années 80. La fondation du "Forum libéral", produit d'une scission du F.P.Ö. au début des années 90, l'émergence d'un mouvement écologiste assez puissant, surtout sur le plan régional, dès le début des années 80, tous ces éléments conjugués semblent avoir donné naissance en Autriche à une nouvelle culture politique plus conforme aux autres modèles européens. Ce renouvellement de l'image politique aurait pu être concomitant à l'abandon du thème religieux, et ce d'autant plus que l'audience et l'image de marque de l'Eglise catholique autrichienne ont sérieusement souffert de divers scandales dans le courant des années 90. Tel n'est cependant pas le cas. La consultation des programmes des différents partis qui se disputent actuellement les faveurs de l'électorat autrichien nous

---

<sup>11</sup> Das "Neue Parteiprogramm der S.P.Ö. 1958", dans Kadan Albert, Pelinka Anton, *op. cit.*, p. 96.

prouve que la référence à la religion est et reste une constante de l'identité des idéologies autrichiennes.

L'importance du christianisme en général et du catholicisme en particulier se révèle en Autriche par le fait que, pour la première fois de son histoire programmatique, le parti libéral national de M. Jörg Haider consacre un chapitre entier de son dernier programme au thème de la religion; celui-ci s'intitule "le Christianisme - fondement de l'Europe". Ce parti qui, comme nous l'avons dit, était toujours resté à distance par rapport à la question religieuse, réclame aujourd'hui, certes, la "séparation institutionnelle de l'Eglise et de l'Etat", mais s'empresse toutefois de préciser qu'il revendique une séparation "institutionnelle" et non "intellectuelle". Par ailleurs, les libéraux nationaux de M. Haider se considèrent comme les "partenaires idéaux des Eglises chrétiennes" dans la mesure où ils voient en elles les fondements de la culture occidentale.<sup>12</sup> On ne peut donc que s'étonner de la présence de cette thématique dans ce parti qui, traditionnellement, exprimait ouvertement son hostilité vis-à-vis du phénomène religieux. Celui-ci ne peut s'expliquer que si l'on place le thème religieux comme élément identitaire constitutif de l'Autriche.

Le parti populiste autrichien, pour sa part, continue, dans son programme actuel, à se référer expressément à l'enseignement de l'Eglise pour définir ses positions fondamentales. Dans le premier chapitre intitulé "Qui nous sommes", l'ÖVP se définit comme "parti chrétien-démocrate" et dans le chapitre intitulé "notre vision de l'homme", il affirme que les principes qui guident son action "se fondent sur une image chrétienne et humaniste de l'homme".<sup>13</sup> En ce qui concerne les groupes socio-culturels que ce parti entend atteindre, il s'agit des "chrétiens et de tous ceux qui, pour d'autres raisons, se reconnaissent dans ces valeurs (chrétiennes)".

Quant à la social-démocratie, après avoir, comme nous l'avons vu précédemment, cherché à "récupérer" un certain nombre de voix catholiques, il semble qu'elle prenne de nouveau ses distances vis-à-vis du problème religieux. Son programme actuel tend davantage à établir une sorte de neutralité entre l'Eglise et la politique, et donc entre la société civile d'une part et l'institution et le message religieux d'autre part. A propos des liens entre social-démocratie et Catholicisme, on peut lire actuellement dans le programme du parti social-démocrate :

*La social-démocratie et la religion ne sont pas en opposition. Nous reconnaissons le droit au libre exercice du culte. Toutefois, la religion ne doit pas être utilisée à des fins*

---

<sup>12</sup> Das Programm der F.P.Ö., 1997, <http://www.fpoe.at/bb/programm97>.

<sup>13</sup> Das Grundsatzprogramm vom 30. ordentlichen Bundesparteitag, <http://www.oevp.at>, 29.10.01.

*Le catholicisme catalyseur de l'identité autrichienne ! ?*

*politiques tout comme la politique ne doit pas être instrumentalisée dans des buts religieux*<sup>14</sup>.

Cette conception des rapports entre l'Eglise et la vie publique rappelle alors fortement ce que nous qualifions en France de laïcité.

On retrouve une situation analogue lorsque l'on se penche sur les programmes de certains partis récemment fondés. Le "Forum Libéral", produit d'une scission du parti de Haider en 1993, plaide lui aussi en faveur d'une "séparation des Eglises et de l'Etat et d'une neutralité des institutions de l'Etat sur les questions religieuses". La position du Forum Libéral s'exprime encore plus clairement dans la citation suivante :

*Nous respectons la décision de ceux qui se soumettent par libre décision à des normes religieuses, refusons cependant avec fermeté toute tentative de lier des normes sociales à des convictions religieuses*<sup>15</sup>.

Là encore, le thème de la religion semble donc inévitable pour tout parti politique qui cherche à s'affirmer et peut être considéré dans cette mesure comme un élément constitutif de l'identité politique nationale.

Ce thème figure d'ailleurs également dans le programme d'un nouveau parti, le "parti autrichien de la loi naturelle" ("Österreichische Naturgesetz-Partei") qui consacre un paragraphe à l'impôt dû à l'Eglise. Le texte stipule :

*Le parti autrichien de la loi naturelle respecte et honore toutes les religions. Il recommande une claire séparation entre les institutions de l'Eglise et de l'Etat et s'engage pour la suppression de l'impôt dû à l'Eglise et pour l'introduction d'un denier du culte librement consenti.*<sup>16</sup>

Ainsi, même les nouveaux partis semblent ne pas échapper à cette sorte de contrainte par laquelle ils se doivent d'aborder ce thème de la religion, et du Catholicisme en particulier. Situation paradoxale, qui plus est, en ces temps où la religion catholique compte de moins en moins de fidèles. Cette constatation nous mène toutefois à la conclusion provisoire selon laquelle il convient de se positionner par rapport à la question religieuse, et en particulier à l'Eglise Catholique. Comment, dans ces conditions, ne pas

---

<sup>14</sup> Das Grundsatzprogramm der SPÖ, angenommen am 30./31. Oktober 1998, <http://spoe.at>.

<sup>15</sup> Das Programm des Liberalen Forums, <http://www.lif.at/>, p. 50.

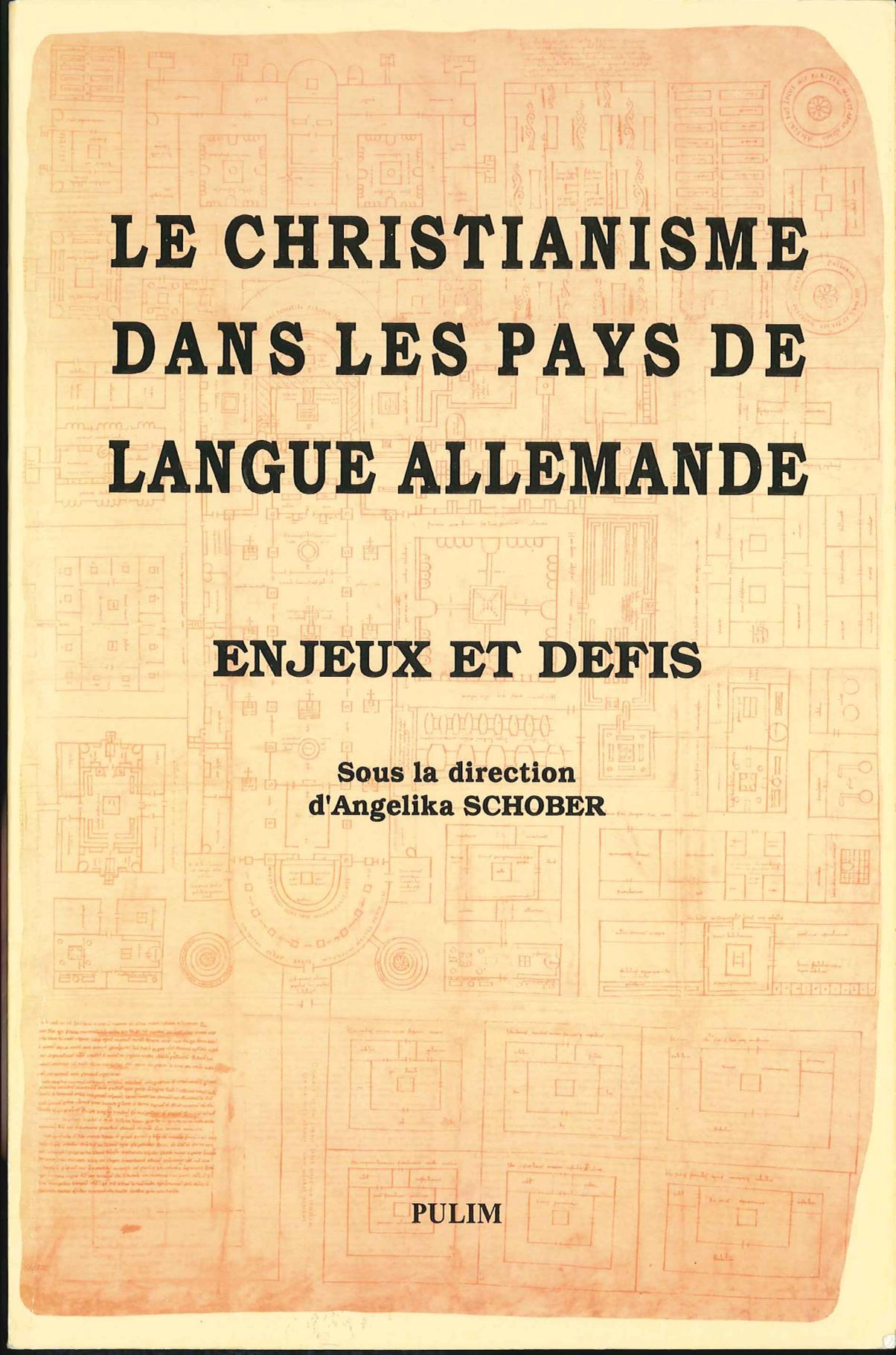
<sup>16</sup> Das Programm der Österreichischen Naturgesetz-Partei, <http://www.oenp.or.at/oenp/program.html>, 01.11.01, p. 6

aller jusqu'à penser que, en politique, la référence à l'Eglise fait partie de l'identité nationale ?

En outre, l'influence de l'idéologie catholique se fait tout autant sentir sur la vie sociale du pays au niveau de l'institutionnalisation du dialogue social. L'encyclique *Rerum Novarum* publiée en 1891 avait tenté de donner une réponse au problème de la prolétarianisation des travailleurs. Cette réponse d'esprit corporatiste s'opposait à la théorie de la lutte des classes analysée par le marxisme. La doctrine sociale de l'Eglise avançait l'idée selon laquelle la réponse à ce problème se trouvait dans le dialogue et dans l'harmonisation des intérêts entre patrons et salariés, chaque groupe social étant solidaire. Ce système allait d'abord servir de modèle à l'Etat corporatif entre 1934 et 1938 et permettre à ses partisans d'éliminer la démocratie parlementaire au sens classique du terme. Il fut balayé par l'annexion de l'Autriche en 1938, mais émergea de nouveau en 1945 et dans les années qui suivirent sous la forme du dialogue des partenaires sociaux : patrons, salariés, mais aussi Etat. En effet, celui-ci est en réalité la transposition d'un système corporatif issu d'une interprétation du Catholicisme dans des structures plus démocratiques, mais il reprend en fait, en matière sociale, les positions de l'Eglise catholique. La paix sociale qui règne en Autriche depuis la dernière guerre, fondée sur l'équilibrage des divers intérêts sociaux, n'est que l'expression de cette doctrine sociale de l'Eglise élaborée précisément en Autriche puisque le texte même de l'encyclique *Rerum Novarum* fut conçu et rédigé en Autriche sous l'impulsion du baron Carl von Vogelsang, père du mouvement chrétien-social.

En résumé, l'Autriche, dès la Contre-Réforme, fut le miroir du Catholicisme. Jusqu'à la fin de la monarchie austro-hongroise, l'union du trône et de l'Eglise était parfaite; à la fondation de la République, elle fut remplacée par l'union du parti chrétien-social et de l'Eglise. En profondeur, l'influence de l'Eglise allait toutefois beaucoup plus loin; l'ensemble de la vie et de la pensée politique autrichienne était marqué par l'influence du Catholicisme qui s'exprimait aussi bien à travers les traditions, la langue et la littérature qu'à travers la culture politique et sociale. Et il n'est sans doute pas faux d'affirmer que, jusque dans les années 80, l'identité nationale autrichienne fut profondément marquée par l'idéologie catholique. Mais depuis une vingtaine d'années, le Catholicisme est en nette régression en Autriche; le nombre des fidèles de l'Eglise étant en recul constant, celle-ci n'est plus prééminente et devient secondaire par rapport aux préoccupations matérielles de notre époque. Nous en sommes maintenant arrivés au point où le Catholicisme, tout comme le socialisme ou le libéralisme classiques, ont cessé d'être des idéaux, c'est-à-dire des modèles à réaliser ou à copier. Les idéologies politiques et religieuses se perdent dans l'immense flot de la mondialisation financière et économique qui domine désormais l'ensemble des relations nationales et internationales. Le Catholicisme a certainement contribué pour une large part, du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, à la définition de

l'identité nationale autrichienne. Mais la crise actuelle qu'il traverse et qu'il ne semble pas en mesure de surmonter nous indique présentement que cet élément jusqu'alors essentiel dans la définition de l'identité nationale est en train de disparaître. Autour de quelles valeurs la nouvelle identité devra-t-elle à l'avenir s'organiser, c'est aux Autrichiens eux-mêmes qu'il convient de trouver une réponse adéquate, faute de quoi ils risquent fort de se fondre dans l'amalgame d'une société supranationale dominée par l'argent, plus puissante que la communauté nationale autrichienne.



**LE CHRISTIANISME  
DANS LES PAYS DE  
LANGUE ALLEMANDE**

**ENJEUX ET DEFIS**

**Sous la direction  
d'Angelika SCHOBER**

**PULIM**

## CONVERGENCES IDEOLOGIQUES DES PARTIS CHRETIENS DEMOCRATES ALLEMAND, AUTRICHIEN ET SUISSE

Gérard GRELLE

Du fait de la laïcisation de la vie publique au cours de la phase de formation des partis politiques,<sup>1</sup> il n'existe pas et il n'a pas existé, en France, à part l'épisode du M.R.P. à la fin des années 40 et au début des années 50, de pensée politique qui s'inspire des principes chrétiens pour justifier son action.<sup>2</sup> Or, si l'on considère la situation dans les pays germaniques, que ce soit en Allemagne, en Autriche, en Suisse ou au Luxembourg, il existe des partis qui se réclament du christianisme. Certes, leur évolution depuis leur fondation dans les années 1880-90 est profonde, et le Zentrum allemand a parcouru un long chemin idéologique et historique pour devenir la C.D.U. d'aujourd'hui. L'on constate des évolutions semblables pour le parti chrétien-social en Autriche qui se transforme en 1945 en parti populiste autrichien ou bien pour le parti démocrate-chrétien suisse. Ces évolutions se font parallèlement d'un pays à l'autre, et il serait intéressant de montrer comment se produit ce phénomène. Cette analyse serait toutefois trop importante pour le cadre de cette communication, et nous allons nous limiter à montrer comment certains principes fondamentaux communs à ces partis frères régissent l'idéologie et la pratique de cette famille politique dans les pays germaniques.

---

<sup>1</sup> Dès mars 1882, l'une des lois signées par Jules Ferry instaurait la laïcité et l'obligation de l'enseignement, créant ainsi une première séparation de droit entre l'Église et la vie publique. La loi de séparation de l'Église et de l'État adoptée le 9 décembre 1905 parachevait cette étape en faisant du fait religieux un phénomène purement privé; par là-même, cette loi enlevait aux partis politiques la possibilité de se référer expressément à une quelconque doctrine religieuse.

<sup>2</sup> Certes, le MRP fondé le 25 novembre 1945 était bien l'héritier du parti démocrate populaire (créé en 1912 et dont l'idéologie était celle d'un socialisme personnaliste) et de la Jeune République; néanmoins, ces partis n'eurent jamais d'importance sous la Troisième République. Le Mouvement Républicain Populaire, d'inspiration catholique, obtint 25 % des suffrages en 1945 et 28 % en 1948, mais se fondit ensuite dans le parti gaulliste. Aujourd'hui, la démocratie chrétienne est représentée en France par le Centre Démocrate de M.J. Lecanuet, ce parti ne mettant guère en avant les fondements chrétiens de son idéologie.

## 1. La référence au christianisme.

Le premier élément fondateur des partis chrétiens-démocrates qui leur soit commun est de toute évidence la référence au christianisme en tant que système référentiel premier. Cette référence, fortement affirmée dans la première partie de l'histoire de ces formations politiques, est de moins en moins expressément verbalisée dans les programmes politiques actuels, et cette évolution s'amorce dès la fin de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale. Autant il était paru opportun aux partis chrétiens-démocrates des années 20 et 30 de mettre en avant le christianisme comme moteur même de leur pensée politique, autant il semble que cette référence à la pensée chrétienne soit aujourd'hui pour eux quasi marginale. C'est que ces partis, de par la situation conflictuelle existant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle entre les Églises, notamment catholique d'une part, et les idéologies socialisantes en formation de l'autre, ressentaient de toute évidence la référence au christianisme comme une nécessité absolue leur permettant de trouver leur identité. Des années 1880/90 jusqu'aux années 30 de notre siècle, la démocratie chrétienne, que ce soit en Allemagne ou en Autriche, participa activement à la vie politique en jouant le jeu de la démocratie.<sup>3</sup> Néanmoins, et en particulier en Autriche avec l'instauration en 1934 d'un régime corporatif dont les bases idéologiques se référaient expressément au christianisme,<sup>4</sup> elle participa, pour une part parfois non négligeable, à l'instauration des régimes fasciste et nazi<sup>5</sup> et attira ainsi sur elle un certain discrédit qui rendit plus que difficile, à la chute de ces régimes totalitaires, toute référence trop expresse à la doctrine chrétienne. Puis,

<sup>3</sup> En Allemagne, le Zentrum catholique participa à diverses coalitions gouvernementales sous la République de Weimar. En Autriche, le parti chrétien-social, qui possédait la majorité au niveau fédéral de 1918 à 1938, dirigea toutes les coalitions qui présidèrent aux destinées du pays jusqu'en 1934. La démocratie chrétienne s'en trouva ainsi étroitement mêlée au sort du pays respectif.

<sup>4</sup> Le régime instauré le 1<sup>er</sup> mai 1934 par le chancelier Dollfuß entendait être "catholique". Le préambule de la constitution promulguée à cette date en marquait d'emblée l'esprit: "Au nom du Dieu tout puissant, de qui émane tout droit, le peuple autrichien reçoit cette constitution sur une base corporative pour son état fédéral chrétien et allemand." L'ensemble de la politique du régime, et notamment sur le plan culturel, devait, selon les diverses circulaires ministérielles, s'orienter sur la doctrine catholique. Cette politique se traduisait, par exemple, jusque dans les programmes scolaires dans lesquels, était-il dit, devait régner l'esprit de la religion.

<sup>5</sup> En Autriche, ce fut l'aile autoritaire du parti chrétien-social qui entraîna intentionnellement la fin de la démocratie avant de procéder à l'interdiction des partis politiques pour en finir par la liquidation de la République. Certes, le parti, et notamment le mouvement ouvrier chrétien dirigé par Leopold Kunschak, ne soutenait pas unanimement cette voie, mais ces éléments "dissidents" ne purent peser assez fort dans la balance pour sauver la démocratie. La critique du régime démocratique n'était d'ailleurs pas toujours très éloignée sur le plan idéologique de celle que faisaient les nazis en Allemagne.

la déchristianisation progressive de la vie publique aidant,<sup>6</sup> il lui fallut s'ouvrir, tout en conservant son identité, à d'autres modes de pensée proches du sien, ce qui la contraignit et la contraignit encore aujourd'hui à s'affirmer chrétienne tout en élargissant son champ référentiel à d'autres familles idéologiques.

Aujourd'hui, ce n'est plus le christianisme en tant que tel qui sert de base idéologique aux partis chrétiens démocrates, mais la "conception chrétienne de l'homme".<sup>7</sup> On sent à travers cette formulation le souci d'élargir le débat idéologique à des groupes ou individus qui ne se réclament pas forcément du christianisme, mais qui peuvent s'identifier à des valeurs émanant du christianisme.<sup>8</sup> Ce glissement idéologique de la démocratie chrétienne en tant que mouvement politique ne se situe d'ailleurs nullement en opposition à l'attitude des Églises vis-à-vis de la politique puisque ces dernières, suite à des compromissions ou à des soutiens quelque peu trop intempestifs des régimes dictatoriaux tant en Allemagne qu'en Autriche, avaient bien donné l'ordre aux ecclésiastiques, au lendemain de la dernière guerre, de ne plus s'immiscer dans les affaires politiques.<sup>9</sup> Pour les partis qui se réclamaient du christianisme, il ne s'agissait d'ailleurs plus, dans le débat qui s'amorça dans l'immédiat après-guerre, de proclamer une politique chrétienne, mais une politique dite "d'inspiration chrétienne".<sup>10</sup> Aujourd'hui, la C.D.U. va même jusqu'à affirmer dans son programme actuel voté en octobre 1978 qu'il n'est "pas possible de déduire un programme politique de la foi chrétienne".<sup>11</sup> Mais le texte du

<sup>6</sup> Que ce soit en Allemagne, en Autriche ou en Suisse, la pratique religieuse ne cesse, comme en France, de diminuer depuis la Seconde Guerre Mondiale.

<sup>7</sup> Cette formulation, fréquemment utilisée dès l'immédiat après-guerre par les idéologues du parti populiste autrichien, se retrouve actuellement dans le programme du parti démocrate-chrétien suisse: "Le PDC rassemble des femmes et des hommes .... qui désirent façonner la vie publique selon une conception chrétienne de l'homme et de sa dignité essentielle." (Cf. *Principes fondamentaux de la politique démocrate-chrétienne*, Berne, 1978, p. 3).

<sup>8</sup> Ainsi le parti populiste autrichien formule-t-il dans son programme fondamental l'idée que le parti "est ouvert aux chrétiens et à tous ceux qui se réfèrent, pour d'autres motifs, à une conception humaniste de l'homme" (Cf. *Das Salzburger Programm, Das Grundsatzprogramm der ÖVP*, Wien, 1990, 9. Auflage, p. 5).

<sup>9</sup> Le 17 avril 1945, le cardinal Innitzer interdisait aux prêtres catholiques autrichiens toute activité et responsabilité politique, ceci afin de contrecarrer une pratique très habituelle de l'Église catholique selon laquelle les prêtres occupaient très souvent des fonctions politiques représentatives (Cf. M. Cullin, F. Kreissler, *L'Autriche contemporaine*, Paris, 1972, p. 328). De telles interventions se retrouvent aussi bien en Allemagne qu'en Suisse.

<sup>10</sup> Sur ce sujet, se reporter à Gérard Grelle, *L'évolution idéologique du parti chrétien-social au parti populiste autrichien*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Paris, 1989, p. 303-306.

<sup>11</sup> Le préambule de son programme fondamental actuellement en vigueur stipule: "Aus christlichem Glauben läßt sich kein bestimmtes politisches Programm ableiten. Aber er gibt uns mit seinem Verständnis vom Menschen eine ethische Grundlage für verantwortliche Politik. Auf

programme continue en indiquant que la dite foi chrétienne "donne avec sa conception de l'homme une base éthique pour une politique responsable". Selon le parti populiste autrichien, qu'il conviendrait d'ailleurs mieux d'appeler parti populaire autrichien sur le modèle du Mouvement Républicain Populaire français dont il s'est largement inspiré à sa fondation,<sup>12</sup> le christianisme nous livre des "principes de justice, de fraternité et de paix" <sup>13</sup> qui constituent un "défi constant pour organiser le monde". Quant au parti démocrate-chrétien suisse, il affirme que ses buts sont "la réalisation de la doctrine sociale et de l'éthique sociale chrétiennes". En résumé, on peut donc affirmer que ces partis démocrates chrétiens tentent à la fois de maintenir la référence expresse au christianisme afin de conserver leur électorat chrétien et de s'en distancier pour pouvoir étendre leur base électorale en direction de couches de population qui sont plus éloignées de la vie religieuse.

## 2. Le concept de "Volkspartei".

Conformément au message évangélique qui s'adresse à toutes les couches de la société sans aucune distinction, les partis chrétiens-démocrates chrétiens affirment d'ailleurs être des "Volksparteien",<sup>14</sup> c'est-à-dire des partis populaires censés représenter toutes les couches sociales. Ils entendent, comme par exemple la C.S.U. bavaoise, être "au service de tous les citoyens" et s'estiment "ouverts à tous les hommes et toutes les femmes prêts à s'investir dans la société ou dans l'État".<sup>15</sup> Ils se situent ainsi aux antipodes des partis de gauche

---

dieser Grundlage ist gemeinsames Handeln von Christen und Nichtchristen möglich." (Cf. *Grundsatzprogramm der Christlich Demokratischen Union Deutschlands, Freiheit, Solidarität, Gerechtigkeit, beschlossen vom 26. Bundesparteitag Ludwigshafen, 23.-25. Oktober 1978, Bonn, p. 5*).

<sup>12</sup> Lire à ce sujet l'excellent article de Anton Pelinka, "MRP und ÖVP - Vorbild auf Zeit", dans R. Altmüller, H. Konrad, A. Pelinka, G. Ravy, G. Stieg (Hrsg.), *Festschrift mélanges Felix Kreissler*, Wien-München-Zürich, 1985, p. 139-148.

<sup>13</sup> Le programme fondamental de l'ÖVP adopté le 1<sup>er</sup> décembre 1972 s'exprime dans les termes suivants: "Die ÖVP sieht im Christentum die ständige Herausforderung zur Gestaltung der Welt nach den Grundsätzen der Gerechtigkeit, der Nächstenliebe, der Brüderlichkeit und des Friedens. Sie ist offen für Christen und für alle, die sich aus anderen Beweggründen zu einem humanistischen Menschenbild bekennen." (Cf. *Das Salzburger Programm, op. cit.*, p. 5).

<sup>14</sup> Ce terme de "Volkspartei" a souvent été traduit par erreur: la traduction "parti populiste" utilisée notamment pour désigner le parti autrichien ne correspond pas à l'acception du terme de sciences politiques allemand. "Populiste" signifie en effet "qui utilise des méthodes populistes pour mobiliser des électeurs" et non l'idée d'un parti englobant toutes les couches de la société en cherchant à harmoniser leurs intérêts mutuels.

<sup>15</sup> Le Programme de la CSU de décembre 1993 stipule sur ce point: "Die CSU ist eine Volkspartei im Dienste aller Bürger. Sie ist dem Gemeinwohl verpflichtet und steht allen Frauen und

qui entendent défendre les intérêts de couches sociales spécifiques. Le principe même de fonctionnement du "Volkspartei" est alors "d'accorder les uns aux autres les intérêts des différents groupes",<sup>16</sup> ainsi que l'exprime le parti populiste autrichien, d'où la nécessité impérieuse du compromis définie par la C.D.U. de M. Kohl. Les intérêts des différents groupes sociaux n'étant de toute évidence pas les mêmes, ils doivent s'harmoniser entre eux. A l'affrontement de classes prôné par les idéologies de type socialiste, les chrétiens-démocrates opposent le dialogue et l'équilibre des intérêts entre les différents groupes sociaux, proposant ainsi de résoudre les contradictions sociales par la concertation.

### 3. Le principe de subsidiarité.

Le principe suivant qui semble commun aux partis chrétiens-démocrates des pays germaniques est celui de la "subsidiarité". Même si le parti populiste autrichien ne s'y réfère plus dans son programme actuel, ce principe fut longtemps exprimé et continue à être de mise, en particulier dans la réalité. Il fait en tous cas partie intégrante des programmes chrétiens-démocrates allemand et suisse. Il se définit comme volonté de réserver l'usage du pouvoir, que celui-ci soit politique, social ou autre, à l'échelon le plus bas de la société. Pour mieux comprendre ce principe, reportons-nous à la définition qu'en donne le programme de la C.D.U. qui stipule que:

*L'État doit renoncer à assurer des tâches que le particulier ou des communautés de moindre taille peuvent remplir. Ce que le citoyen seul, en famille ou en lien librement consenti avec d'autres peuvent tout aussi bien réaliser, doit lui rester réservé.*<sup>17</sup>

En clair, il s'agit de réduire au maximum l'influence de l'État. Dans l'idéologie chrétienne-sociale, une trop grande mainmise de

---

Männern offen, die bereit sind zur Mitarbeit in Gesellschaft und Staat." (Cf. *Grundsatzprogramm der Christlichsozialen Union in Bayern, in Freiheit dem Gemeinwohl verpflichtet*, München, 1. Auflage, Dezember 1993, p. 141).

<sup>16</sup> Le programme de l'ÖVP indique: "Als Volkspartei wendet sich die ÖVP an alle Menschen und Bevölkerungsgruppen. Als soziale Integrationspartei sucht sie die Interessen der verschiedenen Gruppen aufeinander abzustimmen und mit dem Gemeinwohl in Einklang zu bringen." (Cf. *Salzburger Programm, op. cit.*, p. 5).

<sup>17</sup> Programme de la CDU: "Die Verwirklichung der Freiheit bedarf der eigenverantwortlichen Lebensgestaltung nach dem Prinzip der Subsidiarität. Deshalb muß der Staat auf die Übernahme von Aufgaben verzichten, die der einzelne oder jeweils kleinere Gemeinschaften erfüllen können. Was der Bürger allein, in der Familie und im freiwilligen Zusammenwirken mit anderen ebensogut leisten kann, soll ihm vorbehalten bleiben. (Cf. *Grundsatzprogramm der CDU, op. cit.*, p. 7-8).

l'État sur la vie publique - politique, sociale ou économique - réduit la liberté individuelle. Selon le principe de "subsidiarité", plus l'initiative est laissée à la base, c'est-à-dire à l'individu ou au groupe le moins large possible, en l'occurrence à la famille, plus la liberté de l'individu est respectée. Priorité est donc donnée à l'individu et à son pouvoir autonome de décision dans la mesure où celui-ci est capable de se prendre en charge. Cependant, le programme chrétien-démocrate suisse précise bien que, lorsque l'individu n'est pas ou plus en mesure d'assurer ces tâches, l'État a le droit, voire le devoir de venir en aide à l'individu et de se substituer à lui. Dans cette conception, le rôle de l'État se voit réduit à un minimum de tâches et l'initiative de base est très encouragée.

#### 4. Le thème de la propriété.

C'est dans cette même optique de l'individu et de sa liberté qu'il convient également de considérer le thème de la propriété privée. Le programme du parti populiste autrichien proclamait en 1952 que "la propriété rend libre".<sup>18</sup> Cette maxime politique se retrouve dans les textes programmatiques actuels des partis germaniques frères et semble même constituer l'un des noyaux essentiels de l'idéologie démocrate chrétienne à tel point que la C.D.U. affirme aujourd'hui que

*... la propriété privée est un pilier et un signe distinctif essentiel de l'économie sociale de marché par rapport à d'autres systèmes économiques et sociaux.*<sup>19</sup>

Et la C.D.U. de poursuivre en argumentant que

*... la propriété privée donne au citoyen des possibilités de décision et augmente ainsi sa liberté individuelle.*<sup>20</sup>

<sup>18</sup> Le programme de l'ÖVP de 1952 stipulait: "Eigentum macht frei, und je mehr Besitzende in einem Lande sind, desto mehr wahrhaft freie Menschen wird es dort geben." (Cf. "Alles für Österreich, programmatische Grundsätze der Österreichischen Volkspartei", 1952, dans Albert Kadan, Anton Pelinka, *Die Grundsatzprogramme der österreichischen Parteien, Dokumentation und Analyse*, Verlag Niederösterreichisches Pressehaus, 1. Auflage, St. Pölten, 1979, p. 120) Le programme de 1958 allait dans le même sens en affirmant que: "Erst persönliches Eigentum gibt dem Einzelnen Sicherheit und Unabhängigkeit; erst die breite Streuung des Eigentums befreit die Gesellschaft von sozialen Spannungen. (Cf. "Was wir wollen", das Grundsatzprogramm der ÖVP, 1958, dans *Ibid.*, p. 130) De telles citations se retrouvent dans presque tous les programmes du parti populiste autrichien de 1945 à nos jours.

<sup>19</sup> Programme de la CDU: "Privates Eigentum ist ein Grundpfeiler und ein wesentliches Unterscheidungsmerkmal der Sozialen Marktwirtschaft gegenüber anderen Wirtschafts- und Gesellschaftssystemen." (Cf. *Grundsatzprogramm der CDU, op. cit.*, p. 29).

Le parti chrétien-social bavarois va dans la même direction lorsqu'il prétend que

*... la liberté de disposer de la propriété privée fait partie des conditions inaliénables d'une judicieuse réalisation de soi.*<sup>21</sup>

Et le parti populiste autrichien abonde en ce sens en soutenant l'idée que

*... la propriété est aussi bien une garantie de la liberté individuelle qu'une obligation vis-à-vis de la société.*<sup>22</sup>

La propriété privée, nous le constatons, est donc vue comme un moyen pour parvenir à la liberté individuelle et même le garant de cette dernière. A travers cette affirmation fondamentale, voire fondatrice, les partis chrétiens-démocrates germaniques se démarquent de façon décisive par rapport aux partis sociaux-démocrates pour lesquels la propriété privée ne se situe pas au coeur de la réflexion idéologique, et également des formations libérales qui n'attachent pas une importance essentielle à ce sujet. L'identité démocrate-chrétienne en la matière s'exprime donc en termes de multiplication de la petite propriété au détriment de la propriété plus importante.

Cependant, la morale chrétienne met en quelque sorte un verrou à une utilisation effrénée, voire abusive de la propriété privée. Lorsque celle-ci en vient à nuire au bien commun, c'est ce dernier qui obtient la primeur.

*L'exercice du droit de propriété de l'individu doit trouver ses limites dans l'intérêt supérieur de la communauté et dans le droit des semblables à la propriété.*<sup>23</sup>

C'est en ces termes que le parti populiste autrichien délimite le droit de propriété. En d'autres termes, lorsque les intérêts particuliers générés par la propriété privée sont en contradiction avec l'intérêt général, priorité doit être donnée à ce dernier, et ceci au nom de

<sup>20</sup> Programme de la CDU: "Persönliches Eigentum gibt dem Bürger Entscheidungsmöglichkeiten und erhöht damit seine persönliche Freiheit." (*Ibid.*)

<sup>21</sup> Programme de la CSU: "Die Freiheit, über Privateigentum zu verfügen, gehört zu den unabdingbaren Voraussetzungen sinnvoller Selbstverwirklichung." (Cf. *Grundsatzprogramm der CSU Bayern, op. cit.*, p. 52).

<sup>22</sup> Programme du parti populiste autrichien: "In einer modernen Eigentumsordnung ist das Eigentum sowohl eine Garantie der persönlichen Freiheit als auch eine Verpflichtung gegenüber der Gemeinschaft." (Cf. *Das Salzburger Programm, op. cit.*, p. 23).

<sup>23</sup> Programme du parti populiste autrichien: "Die Ausübung des Eigentumsrechtes des einzelnen muß im übergeordneten Interesse der Allgemeinheit und im Recht des Mitmenschen auf Eigentum seine Grenze finden." (Cf. *Salzburger Programm, op. cit.*, p. 23).

l'amour du prochain et de la solidarité qui doit régner entre les différentes couches sociales, conformément aux principes qui régissent le "Volkspartei".

## 5. L'actionnariat populaire.

Enfin, dernier élément concernant ce thème de la propriété: la constitution d'un actionnariat populaire dans les entreprises. Tant les partis allemand qu'autrichien et suisse s'accordent pour dire que

*...la formation de bien productif entre les mains des travailleurs constitue une nécessité sociale et permet de réduire les dépendances économiques, de transmettre aux travailleurs la coresponsabilité et d'assurer à l'avenir une juste répartition des revenus.*<sup>24</sup>

L'actionnariat populaire est ainsi considéré comme moyen pour sortir de la dépendance créée par le capital industriel. En associant le travailleur au capital de l'entreprise, les partis chrétiens-démocrates entendent le responsabiliser et, à la longue, modifier les structures de propriété au niveau des entreprises industrielles.<sup>25</sup> Cette idée correspond en gros à l'idée de participation chère au Général De Gaulle et reprise ensuite en France par J. Chaban-Delmas au début des années 70. Elle devrait servir, dans la théorie chrétienne-sociale, à surmonter le capitalisme tout en évitant de tomber dans le piège du marxisme.

## 6. L'économie sociale de marché.

L'idéologie démocrate-chrétienne entend dépasser tant le capitalisme que le marxisme grâce à un concept économique et social né dans l'Allemagne des années 50 et qui permet en quelque sorte le miracle économique allemand de l'après-guerre: je veux parler de l'économie sociale de marché. Ce système économique fut d'ailleurs

<sup>24</sup> Programme de la C.D.U.: "Die Bildung von Produktivvermögen in der Hand von Arbeitnehmern ist eine soziale Notwendigkeit, um wirtschaftliche Abhängigkeiten abzubauen, den Arbeitnehmern Mitverantwortung zu übertragen und eine gerechte Einkommensverteilung für die Zukunft zu sichern." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.D.U.*, op. cit. p. 29-30).

<sup>25</sup> L'actionnariat ouvrier consiste dans le fait de redistribuer les plus-values réalisées par les entreprises en les répartissant selon un schéma décidé d'avance entre l'entreprise et ses salariés. En acquérant un certain nombre de parts sociales du capital augmenté, les salariés deviennent ainsi, en quelque sorte et dans une moindre mesure, copropriétaires de l'entreprise. Ce fait est censé dépasser l'opposition capitalisme/marxisme et responsabiliser les travailleurs au sein de l'entreprise.

également appliqué en Autriche où il donna des résultats tout à fait comparables à ceux de l'Allemagne.

Selon la C.D.U.,

*... l'économie sociale de marché trouve son fondement intellectuel dans l'idée de la liberté responsabilisée qui fait partie de la vision de l'homme chez le chrétien.*<sup>26</sup>

Ainsi le domaine économique trouve-t-il ses racines dans la morale chrétienne. Le système économique souhaité doit s'inspirer de la pensée chrétienne et répondre à ses exigences. Ce que l'économie sociale de marché entend être aujourd'hui, nous l'apprenons dans le programme de la C.S.U. qui précise que

*Celle-ci assure aux entrepreneurs l'espace de liberté nécessaire à l'utilisation optimale des moyens de production dans leur responsabilité personnelle et à leurs propres risques et périls, elle ouvre aux travailleurs la chance d'une promotion sociale et d'accroissement du revenu grâce à leur propre travail, elle veille toutefois aussi à l'égalité des chances et à la réduction des tensions sociales.*<sup>27</sup>

Il s'agit donc, comme son nom l'indique, avant tout d'une économie de marché dans laquelle il n'est pas question d'interventionnisme ni de dirigisme et qui répond en premier lieu aux critères du marché, c'est-à-dire à la loi de l'offre et de la demande, soit en quelque sorte aux lois du capitalisme. Mais puisque cette pratique provoquerait à coup sûr des inégalités sociales, il convient d'y remédier en accompagnant ces lois du marché de mesures sociales qui atténuent les disparités, sans toutefois les remettre fondamentalement en question.

## 7. La famille.

A part la référence au christianisme, la famille et l'attention particulière qui lui sont accordées de la part des partis démocrates

<sup>26</sup> Programme de la C.D.U.: "Die Soziale Marktwirtschaft hat ihr geistiges Fundament in der zum Menschenbild des Christen gehörenden Idee der verantworteten Freiheit." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.D.U.*, op. cit., p. 24).

<sup>27</sup> Programme de la C.S.U.: "Die Soziale Marktwirtschaft gewährt den Unternehmern den Freiraum für den optimalen Einsatz der Produktionsmittel in ihrer persönlichen Verantwortung und auf ihr eigenes Risiko, sie eröffnet den Arbeitnehmern die Chance auf gesellschaftlichen Aufstieg und mehr Einkommen durch Leistung, sie sorgt aber auch für Chancengleichheit und Verminderung sozialer Spannungen." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.S.U.*, op. cit., p. 53).

chrétiens constituent l'un des noyaux originaux de la politique de ces partis. Selon la C.D.U., "le mariage et la famille .... sont le fondement de notre société et de notre État".<sup>28</sup> Le parti démocrate-chrétien suisse va également tout à fait dans ce sens et ni le parti populiste autrichien, ni le parti chrétien-social bavarois ne contredisent cette affirmation. Ce dernier va encore plus loin en définissant la famille comme "cellule primitive de la société" ou comme "pilier d'une société libre et solidaire",<sup>29</sup> ce par quoi il entend faire encore plus ressortir le caractère "originel" de la famille. Le dénominateur commun est bien celui de la famille, celle-ci s'inscrivant toujours dans le cadre institutionnel du mariage. Ces partis, sans le formuler expressément, refusent ainsi l'idée du concubinage aujourd'hui de plus en plus répandu dans les pays germaniques.<sup>30</sup> C'est que, selon eux, la famille est seule à savoir communiquer la "Geborgenheit"<sup>31</sup> et le sens de la vie. D'après le parti populiste autrichien, elle serait en outre le lieu de transmission de "l'orientation morale" et d'apprentissage de la "responsabilité démocratique".

Par ailleurs, les partis chrétiens-démocrates s'accordent à dire qu'il convient de laisser à la mère de famille la possibilité de rester au foyer, dans la mesure du possible, et de lui attribuer alors une rémunération de type salarial qui lui confère un statut officiel et ne relègue plus le travail domestique au rang des corvées évidentes de la mère de famille, ce qui constituerait pour elle un désavantage économique, social et juridique.<sup>32</sup> La C.S.U. est le seul parti à proposer des aménagements du temps de travail pour faciliter la réinsertion sociale de la femme au foyer. Ceux-ci vont de la flexibilité des horaires de travail aux emplois à temps partiel en passant par les stages de réin-

<sup>28</sup> Programme de la C.D.U.: "Ehe und Familie ..... sind das Fundament unserer Gesellschaft und unseres Staates." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.D.U.*, *op. cit.*, p. 12).

<sup>29</sup> Après avoir présenté la famille comme fondement de la société, le programme fondamental de la C.S.U. la qualifie de "Urzelle der Gesellschaft" et de "Grundpfeiler einer freien und solidarischen Gesellschaft". (Cf. *Grundsatzprogramm der C.S.U.*, *op. cit.*, p. 27).

<sup>30</sup> Selon le parti démocrate-chrétien suisse, le mariage est la "forme idéale" pour la famille. (Cf. *Les points forts de la politique démocrate-chrétienne*, Berne, 1994, p. 5).

<sup>31</sup> Ce terme, improprement traduit en français par celui de "sécurité", occupe en réalité un champ sémantique beaucoup plus large. Il implique le sentiment de se sentir à l'abri auprès de quelqu'un ou quelque chose, et que cette personne ou cette chose veille sur vous en assurant votre bonheur.

<sup>32</sup> Programme de la C.D.U.: "Die Zuwendung kann den Kindern meist nur dadurch gegeben werden, daß die Mutter in den ersten Lebensjahren des Kindes auf die Ausübung eines Erwerbsberufes verzichtet. Wenn sich die Mutter dieser Aufgabe in der Familie widmet, darf sie nicht wirtschaftlich, gesellschaftlich, rechtlich oder sozial benachteiligt werden. .... Ein Erziehungsgeld ..... ist daher unabdingbar." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.D.U.*, *op. cit.*, p. 13).

sersion professionnelle.<sup>33</sup>

Pour réaliser une telle politique, des sommes importantes d'argent sont nécessaires. Les partis chrétiens-démocrates proposent de les obtenir en faisant appel à un fonds de répartition des charges familiales dont la tâche est de pénaliser fiscalement les familles plus aisées au profit des familles plus pauvres.<sup>34</sup> Ils adoptent une telle position principalement à cause de leur attitude "nataliste". Selon leurs conceptions, le recul des naissances serait en partie dû au désavantage causé aux familles plus nombreuses par le fait qu'elles sont financièrement désavantagées. Pour combler cette lacune, les partis démocrates chrétiens proposent donc de redistribuer les richesses publiques afin de rétablir l'équilibre.

Afin de compléter ces mesures, ils veulent une politique du logement "adaptée" à la famille.<sup>35</sup>

Enfin, le dernier point qui permette de bien situer la position démocrate-chrétienne est sans nul doute la question de la contraception, voire de l'avortement. Quel que soit le pays évoqué, l'unanimité règne pour condamner l'avortement. Certes, les formulations sont nuancées de l'un à l'autre; néanmoins, il y a accord profond entre eux. Et si la C.D.U. passe ce thème sous silence, c'est pour ne pas trop perdre d'électeurs "centristes" pour qui l'avortement n'est pas un crime. Sinon, la position va du simple refus, au nom du respect de la vie, de la part du parti populiste autrichien<sup>36</sup> ou du parti démocrate chrétien suisse<sup>37</sup> jusqu'à la mise en accusation de l'avortement comme meurtre

<sup>33</sup> Programme de la C.S.U.: "Die C.S.U. erwartet von den Sozialpartnern eine familienfreundliche Regelung der Arbeitswelt. Dazu gehören eine flexible Gestaltung der Arbeitszeiten, qualifizierte sozialversicherungspflichtige Teilzeitarbeitsplätze sowie Wiedereinstiegsprogramme für Frauen und Männer, die zur Betreuung von Kindern ..... zeitweise auf Erwerbstätigkeit verzichten." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.S.U.*: op. cit., p. 29).

<sup>34</sup> Programme de la C.S.U.: "Wesentliches Kriterium des Familienlastenausgleiches ist die Fürsorge der Kinder. Familien, die über das Steuerrecht keinen angemessenen Ausgleich erhalten können, müssen durch staatliche Transferleistungen unterstützt werden. Der gesamte Familienleistungsausgleich ist der Einkommensentwicklung anzupassen." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.S.U.*, op. cit., p. 30).

<sup>35</sup> Aussi bien la C.D.U. que la Ö.V.P. s'accordent pour parler en la matière d'une "familiengerechte Wohnbaupolitik". A noter toutefois que cette exigence reste purement théorique et n'est pas plus explicitée. (Cf. *Grundsatzprogramm der C.D.U.*, op. cit., p. 15 et *Salzburger Programm*, op. cit., p. 37).

<sup>36</sup> Programme de l'Ö.V.P.: "Unsere Ehrfurcht vor dem Leben schließt auch das keimende Leben ein. Die Abtreibung ist daher als Instrument der Geburtenregelung abzulehnen." (Cf. *Das Salzburger Programm*, op. cit., p. 37).

<sup>37</sup> Programme du parti démocrate chrétien suisse: "Nous revendiquons une politique globale de la famille .... qui protège la vie de l'enfant à naître." (Cf. *Principes fondamentaux de la politique démocrate-chrétienne suisse*, op. cit., p. 7)

par la C.S.U..<sup>38</sup> Celle-ci ne se prive d'ailleurs pas d'accuser les médecins qui pratiquent l'acte médical de ne pas respecter le serment d'Hippocrate.<sup>39</sup>

## 8. L'éducation.

Dans le domaine de l'éducation, priorité n'est plus donnée, comme autrefois, à l'aspect religieux; celui-ci n'apparaît plus qu'en marge des programmes. L'un des thèmes centraux de la politique chrétienne démocrate est celui de l'égalité des chances que l'on retrouve dans le programme de chaque parti. Il semble même que, comme pour compenser les reproches qui lui étaient adressés de par le passé, cette famille politique veuille mettre inconsidérément l'accent sur ce fait, entrant ainsi parfois en contradiction avec d'autres thèmes qui lui sont parfois chers. En tout premier lieu, le parti populiste autrichien affirme pour tous le droit à l'éducation qu'il associe étroitement à l'égalité des chances.<sup>40</sup> Une fois donc ce principe du droit à l'éducation posé - et s'il ne l'est pas expressément dans les autres programmes, c'est qu'il est considéré comme prémisse de la suite sur laquelle il semble inutile de revenir -, les partis démocrates chrétiens entendent baser leur système éducatif sur le principe de l'égalité des chances.<sup>41</sup> Néanmoins, ce thème hautement affirmé est de suite quelque peu corrigé lorsque la C.D.U. souligne qu'il faut "tenir compte en même temps des différences de dispositions et d'aptitudes".<sup>42</sup> Cette réflexion implique qu'il existe des différences fondamentales entre les êtres humains et qu'il n'est pas du rôle du système éducatif d'y remédier. En mettant en relief les différences originelles entre les enfants, les chrétiens démocrates affirment aussi, à l'inverse des partis sociaux-démocrates, que le système éducatif n'est pas en mesure de combler

<sup>38</sup> Sur ce point, le programme chrétien-social bavarois campe sur ses positions traditionnelles en stipulant que: "Abtreibung ist Tötung menschlichen Lebens. Eine Fristenregelung, die die Tötung ungeborener Kinder generell bis zu einer bestimmten Schwangerschaftswoche erlaubt, öffnet der Willkür Tür und Tor." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.S.U.*, op. cit., p. 32).

<sup>39</sup> Programme de la C.S.U.: "Eine besondere Verantwortung für das Leben des Ungeborenen kommt gerade auch dem Arzt zu, der die Frau medizinisch betreut. Die C.S.U. betont ausdrücklich die Verantwortung der Ärzte, gemäß ihrem Eid, Leben zu schützen, zu beraten und zu behandeln." (Cf. *Ibid.*, p. 33).

<sup>40</sup> Le programme populiste stipule sur ce point: "Wir bekennen uns zum Recht auf Bildung und zum Grundsatz gleicher Bildungschancen." (Cf. *Das Salzburger Programm der Ö.V.P.*, op. cit., p. 15).

<sup>41</sup> La C.D.U. affirme que: "Bildungspolitik muß von der grundlegenden Rechtsgleichheit aller Menschen ausgehen..." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.D.U.*, op. cit., p. 16).

<sup>42</sup> Le programme de la C.D.U. continue ainsi: "... und zugleich die Unterschiede ihrer Anlagen und Fähigkeiten zu berücksichtigen". (*Ibid.*).

les déficits sociaux ou naturels. D'ailleurs, au lieu de vouloir les gommer, il semble parfois qu'ils veuillent les accentuer en demandant la création de filières spéciales d'enseignement pour les enfants plus doués ou, tout au moins, de filières mieux adaptées au développement des enfants,<sup>43</sup> bien qu'ils affirment eux-mêmes le contraire. Le parti populiste autrichien va encore dans ce sens lorsqu'il affirme que "celui qui est moins doué a droit à une aide, celui qui peut atteindre de meilleures performances a droit au développement (de sa personnalité)".<sup>44</sup> Comment, cependant, pouvoir à la fois favoriser les plus doués et compenser le déficit éducatif de ceux qui sont défavorisés? Ce système ne risque-t-il pas, en réalité, de créer l'inverse de ce qu'il prétend instaurer?

C'est d'ailleurs dans la droite ligne de cette pratique que s'inscrit l'idée d'inciter les jeunes en âge scolaire à obtenir des résultats sans cesse meilleurs et à atteindre des performances de plus en plus élevées. Déjà fermement ancré dans le programme de la C.D.U., le "principe de la performance" est mis en valeur par la C.S.U. bavaroise comme l'un des principes de base de sa politique scolaire.<sup>45</sup> Ce principe, au lieu de réduire les différences entre les enfants, tend plutôt, à notre sens, à l'accentuer dans la mesure où il semble évident que celui qui pourra produire de meilleurs résultats atteindra un niveau d'éducation plus élevé et creusera ainsi l'écart avec celui qui, déjà défavorisé dès le départ pour des raisons socio-culturelles, n'arrivera pas à produire de telles performances.

Ce qui semble également caractéristique des partis chrétiens-démocrates, c'est la volonté de professionnaliser l'enseignement et de créer relativement tôt des filières spécialisées. Ainsi la C.D.U. préconise-t-elle d'"orienter davantage les programmes scolaires vers le monde du travail".<sup>46</sup> La C.S.U. la suit en la matière et estime que "les écoles de formation générales doivent préparer les jeunes aux exigen-

<sup>43</sup> Programme de la C.D.U.: "Chancengleichheit erfordert ein Bildungswesen, das in gleichwertige Bildungswege gegliedert ist. Gliederung und Durchlässigkeit der Bildungs- und Weiterbildungseinrichtungen entsprechen den unterschiedlichen Begabungen und wirken Schranken sozialer Herkunft entgegen." (*Ibid.*)

<sup>44</sup> Programme du parti populiste: "Im Bildungsvorgang hat der weniger Begabte Recht auf Hilfe, der Leistungsfähige Recht auf Entfaltung. (Cf. Grundsatzprogramm der Ö.V.P., *op. cit.*, p. 16).

<sup>45</sup> Programme de la C.S.U.: "Leistung ist in einer demokratischen Gesellschaft der entscheidende Auswahlgrundsatz für Aufstieg und Erfolg. Die Schulen sind deshalb dem pädagogisch verantworteten Leistungsprinzip verpflichtet." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.S.U.*, *op. cit.*, p. 99).

<sup>46</sup> Programme de la C.D.U.: "Die Lehrpläne sind stärker auf die Berufswelt auszurichten." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.D.U.*, *op. cit.*, p. 19).

ces de transformation du monde professionnel",<sup>47</sup> ce qui revient à dire que l'école doit préparer le plus vite et le plus tôt possible à l'avenir professionnel, quitte à négliger alors la formation générale des jeunes.

Malgré cette orientation "professionnelle" nette des programmes scolaires, tous les partis chrétiens-démocrates du monde germanique s'accordent pour vouloir donner au système éducatif ainsi qu'à ses contenus des "valeurs" qui permettent aux jeunes de trouver leurs repères dans la société moderne. Ainsi, selon la C.D.U., "la tâche de l'éducation et de la formation ne peuvent être ni la partialité philosophique ni l'indifférence neutre".<sup>48</sup> Et la C.S.U. d'ajouter que "la formation et l'éducation assurent la transmission des traditions culturelles de notre peuple, de ses valeurs religieuses et de ses connaissances scientifiques aux générations futures".<sup>49</sup> Il ne s'agit donc en aucun cas d'une transmission "neutre" d'une culture, mais d'une transmission de points de repères idéologiquement bien situés. En réalité, au centre du débat et conformément à l'idéologie démocrate chrétienne, le but de l'enseignement est de véhiculer à travers le savoir les valeurs éthiques chrétiennes. La C.S.U. rappelle notamment dans son chapitre sur la politique scolaire le fait que

... les fins suprêmes de la Constitution bavaroise, la crainte de Dieu, le respect de la dignité de l'homme et la responsabilité pour l'homme, la nature et l'environnement sont la base de la vie en société.<sup>50</sup>

On n'en est plus, certes, à l'idéologie de l'État corporatif autrichien de Dollfuß qui consistait à pénétrer tous les enseignements de l'esprit religieux;<sup>51</sup> néanmoins, il reste la ferme volonté, chez certains démocrates chrétiens, d'imprégner les contenus de l'enseignement d'une teinte nettement cléricale. Cette tendance, latente dans la C.D.U., s'affiche très ouvertement dans la C.S.U. Bien que ne transpa-

<sup>47</sup> Programme de la C.S.U.: "Die allgemeinbildenden Schulen müssen junge Menschen auf sich wandelnde Anforderungen der Berufs- und Arbeitswelt vorbereiten." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.S.U.*, op. cit., p. 98).

<sup>48</sup> Programme de la C.D.U.: "Aufgabe von Erziehung und Bildung kann weder weltanschauliche Parteilichkeit noch wertneutrale Beliebigkeit sein." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.D.U.*, op. cit., p. 16).

<sup>49</sup> Programme de la C.S.U.: "Bildung und Erziehung sichern die Weitergabe der kulturellen Traditionen unseres Volkes, der religiösen Werte und wissenschaftlichen Erkenntnisse an die nächsten Generationen." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.S.U.*, op. cit., p. 96).

<sup>50</sup> Programme de la C.S.U.: "Die in der Bayerischen Verfassung obersten Ziele 'Ehrfurcht vor Gott, Achtung vor der Würde des Menschen' und die Verantwortung für Mensch, Natur und Umwelt sind Grundlage für das Leben in der Gemeinschaft." (*Ibid.*, p. 97).

<sup>51</sup> Cf. G. Grelle, op. cit., p. 276-277.

raissant plus du tout dans les programmes des partis frères autrichien et suisse, elle reste toutefois très présente dans de nombreux esprits. Ceci s'explique par le fait que le christianisme reste la référence ultime de ces partis sans laquelle ils perdent toute raison d'exister.

Le parti populiste autrichien et la C.D.U. préconisent par ailleurs l'instauration, voire l'élargissement de la "formation politique",<sup>52</sup> ce qui revient un peu à notre éducation civique d'autrefois. La C.D.U. lui donne toutefois un profil bien précis: il s'agit, pour ce parti, de transmettre "la conscience de l'histoire", en somme d'éveiller la conscience des jeunes allemands au passé de leur pays et à leur responsabilité historique. Selon lui, l'enseignement de la "formation politique" en tant qu'histoire affermirait le pouvoir de jugement et contribuerait à la formation d'un sentiment national allemand destiné à immuniser la jeunesse contre les tentatives de détournements idéologiques, allusion très directe à la situation de l'Allemagne au début des années 30.<sup>53</sup>

Enfin, chacun de ces partis s'accorde pour donner une place non négligeable à la formation continue, phénomène relativement nouveau dans la politique démocrate chrétienne.

## Conclusion

Il y aurait encore bien d'autres domaines des programmes qu'il faudrait passer au crible, comme par exemple la vision de la femme et de son rôle dans la société, le rapport aux hiérarchies ecclésiastiques et encore bien d'autres thèmes de réflexion, mais cela nous entraînerait trop loin.

En guise de conclusion, nous pourrions peut-être nous demander si les partis qui se réclament de la démocratie chrétienne sont les seuls représentants du message chrétien. Force est d'abord de constater que tel n'est pas le cas puisqu'aujourd'hui les partis sociaux-démocrates, que ce soit en Allemagne ou en Autriche, font eux aussi

<sup>52</sup> Programme du parti populiste autrichien: "Dem Ausbau der politischen Bildung muß in Hinblick besondere Bedeutung zukommen." (Cf. *Grundsatzprogramm der Ö.V.P.*, op. cit., p. 16).

<sup>53</sup> Programme de la C.D.U.: "Bildung und Erziehung sollen Geschichtsbewußtsein vermitteln. Alle Bestrebungen, die Kenntnis der Geschichte abzubauen, die Orientierung an der Geschichte aufzugeben, führen zur geistigen Entmündigung. Systematisch vermittelte geschichtliche Kenntnisse helfen mit, Urteilsfähigkeit zu begründen, nationales Selbstverständnis zu erwerben und die Widerstandsfähigkeit gegen ideologische Verführungen zu stärken. Wir wollen der eigenen Geschichte nicht ausweichen... Wer seine Geschichte leugnet, gefährdet seine Zukunft." (Cf. *Grundsatzprogramm der C.D.U.*, op. cit., p. 17).

référence au christianisme comme source d'inspiration de leur réflexion et de leur action politique. Et puis, si nous faisons la différence entre théorie et pratique, il faudrait bien se rendre à l'évidence que le message évangélique est loin d'être pleinement pris en compte dans son intégralité par les partis démocrates-chrétiens, mais que ceux-ci ont malheureusement de plus en plus tendance à s'identifier à la droite classique et à perdre l'originalité et l'attrait idéologique qu'ils ont pu avoir dans l'immédiat après-guerre, notamment sur tous les thèmes touchant les problèmes sociaux et socio-économiques.

# Austriaca

Cahiers universitaires d'information sur l'Autriche  
*Revue fondée par Félix Kreissler*

## Hommage à Félix Kreissler (1917-2004)

Études réunies par Ute Weinmann



Université de Rouen  
Centre d'études  
et de recherches  
autrichiennes

**URAH**

Gérard GRELLE  
Université de Limoges

## Ernst Karl Winter, précurseur de la culture politique autrichienne de la Seconde République

Lorsque l'on évoque aujourd'hui le nom d'Ernst Karl Winter, on l'associe généralement – et à juste titre – aux théories de la nation autrichienne, mais son champ de réflexion politique est beaucoup plus vaste et reste à bien des égards inexploré, voire inexploité. Cependant, nombre de référents de la structure politique et sociale de l'Autriche d'après 1945 sont présents en germe dans ses écrits et dans sa pensée.

Il convient d'emblée de signaler qu'il n'existe à ce jour aucun travail de recherche d'ensemble, que ce soit monographie ou autres, sur la vie, l'œuvre politique et la pensée d'Ernst Karl Winter. Tout au plus quelques rares articles disséminés çà et là dans diverses publications scientifiques. Il faut donc ici souligner le grand mérite de Félix Kreissler qui, dans plusieurs de ses ouvrages, fait référence explicite à E. K. Winter, faisant de lui un véritable précurseur des théories de la nation autrichienne. Ainsi note-t-on dans son ouvrage *La Prise de conscience de la nation autrichienne* une quarantaine d'entrées au nom d'E. K. Winter et sept entrées dans son ouvrage intitulé *De la révolution à l'annexion, l'Autriche de 1918 à 1938*. C'est dire toute l'importance que celui-ci accordait à la pensée et à l'action politiques d'E. K. Winter. Un phénomène qui mérite d'autant plus d'attirer l'attention que celles-ci semblaient irrémédiablement tombées dans l'oubli.

À cela plusieurs raisons : E. K. Winter fut longtemps considéré par la gauche autrichienne comme trop marqué à droite. Même si l'on reconnaissait, après la guerre, le mérite de sa main tendue à la social-démocratie sous l'austrofascisme, on lui faisait grief de son engagement ferme en faveur de la restauration des Habsbourg et de sa position au sein du régime en tant que maire adjoint de Vienne nommé par Dollfuß, position jugée – à juste titre, sans doute – équivoque par les sociaux-démocrates, ceux-ci oubliant volontiers que, dans ses écrits polémiques des *Wiener Politische Blätter*, il avait à maintes reprises pris clairement

position contre les pratiques du régime corporatiste et qu'il avait été l'un des seuls représentants du camp conservateur à avoir réclamé l'amnistie pour les sociaux-démocrates arrêtés et condamnés après la guerre civile de février 1934.

De l'autre côté de l'échiquier politique, le camp conservateur catholique vit en E. K. Winter un «  l ment dangereux », un personnage trop marqué à gauche, encore et précisément pour sa politique de la main tendue à la gauche sous l'austrofascisme, et pour ses idées de coopération entre les partis adverses. Un profond désaccord existait par ailleurs en 1945 entre les fondateurs du Parti Populiste Autrichien  VP et E. K. Winter, celui-ci refusant de s'identifier à un programme politique qu'il ne jugeait pas assez social.

Repoussé par la droite comme par la gauche, E. K. Winter n'en reste pas moins un « esprit critique », l'inverse d'un *Mitl ufer* au regard des questions politiques qui se posèrent à l'Autriche de l'entre-deux-guerres. Il faut tout au contraire considérer Winter comme une sorte de « déclencheur » de la réflexion politique qui s'imposera après la libération. En effet, immédiatement après l'élimination du Parlement en mars 1933, il publie dans le *Arbeiter-Zeitung*, puis dans les *Wiener Politische Blätter* deux lettres ouvertes au pr sident Miklas dans lesquelles il qualifie littéralement ces événements de « coup d'état » et somme ce dernier de rétablir, fort de sa fonction de garant de l'ordre constitutionnel, la légalité républicaine et démocratique en reconvoquant le Parlement. Ses écrits postérieurs à ces deux lettres, tant les deux grands textes intitulés *Arbeiterschaft und Staat* publiés en 1934 que *Monarchie und Arbeiterschaft*, daté de septembre 1936, ainsi que ses nombreux articles dans les *Wiener Politische Blätter* sont à considérer plutôt comme des écrits critiques vis-à-vis de l'austrofascisme que comme des soutiens déclarés au régime. Leur caractère souvent polémique à l'égard du pouvoir, notamment en ce qui concerne les positions idéologiques du catholicisme politique incarné selon lui par la figure de Ignaz Seipel, et auquel il reprochait son « accommodation » à l'idéologie dominante, fait apparaître un personnage critique qui souhaite une autre culture politique pour son pays. Partisan certes, avant 1933, d'un corporatisme inspiré des théories de Othmar Spann et basé sur les idées de Karl von Vogelsang, père autrichien du mouvement chrétien-social, sa pensée connaît, à la lumière des événements de mars 1933, de février 1934 et de juillet 1936, de profondes transformations idéologiques. En opposition à l'idéologie chrétienne-sociale qu'il ne cesse d'accuser de compromissions à l'égard du national-socialisme et du fascisme, il prône, outre

la construction d'une véritable conscience nationale fondée sur une « conception de l'histoire autrichienne », un retour à la démocratie, au pluripartisme, au dialogue social ainsi qu'une séparation claire et nette de l'Église catholique et de la politique, et ce au nom d'un engagement antinazi sans failles.

Si E. K. Winter n'a pas totalement disparu de la réflexion politique contemporaine, c'est parce qu'il est et reste l'un des rares théoriciens de la nation autrichienne. Sa réflexion sur le thème de l'identité autrichienne remonte à ses expériences durant la Première Guerre mondiale et connaît différentes étapes, allant d'une vision purement « romantique », voire « mystique » de l'Autriche, selon les propres termes de l'auteur, jusqu'à une conception très pragmatique et « réaliste » de l'État moderne. Constante, cette évolution du concept de l'identité autrichienne prend néanmoins un tournant décisif au printemps 1933, suite à l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne et à l'élimination du Parlement en mars 1933 à Vienne.

La « constante » dans la pensée de Winter, qui se retrouve inlassablement dans toutes ses prises de position, est constituée par la différence fondamentale et pour lui indubitable entre l'Autriche et l'Allemagne, en opposition à l'idéologie pangermaniste dominante dans l'ensemble des camps politiques autrichiens qui font de leur pays un « appendice », voire une « province intellectuelle de l'Allemagne », pour reprendre les propos d'E. K. Winter. Son tout premier objectif est donc de montrer le développement historique fondamentalement différent des deux pays. Et il n'a de cesse d'utiliser des qualificatifs péjoratifs pour qualifier tant le voisin allemand que l'attitude de ses concitoyens à l'égard de celui-ci. Ainsi n'hésite-t-il pas à affirmer que l'Autriche se trouve « à la remorque de l'Allemagne », estimant qu'elle s'est « rendue dans le sillage prussien après 1866 », et qualifie l'Allemagne de « grande mère à laquelle s'est jointe l'Autriche », et ce cinq ans avant l'« Anschluß ». Selon lui, « l'Autriche se situe sur une toute autre hémisphère que l'Allemagne », les deux États ne sauraient en aucun cas aller ensemble et « seules une séparation et une différenciation politique claire et nette de l'Autriche par rapport à l'Allemagne » sont en mesure de clarifier une fois pour toutes les rapports entre les deux États.

L'Autriche d'E. K. Winter connaît toutefois, sur le plan géographique, une longue évolution conceptuelle. Le jeune E. K. Winter voit l'Autriche dans ses dimensions de la monarchie austro-hongroise. Élaborant un concept géographique à partir d'un « système fluvial », il fait de l'Autriche alpestre le centre germanophone d'un vaste ensemble

géographique délimité par le bassin danubien. L'Autriche est alors une « pentarchie [...] qui s'étend de l'Allemagne aux Balkans » et englobe la Hongrie, la Bohême, une partie de la Pologne et, au sud, la péninsule balkanique. Cependant, cette conception « romantique » de l'Autriche fait peu à peu place, sous la pression de la situation géopolitique de l'entre-deux-guerres et face à la réalité socio-politique des États successeurs, à une conception beaucoup plus réaliste. Analysant les termes de cette évolution, E. K. Winter en tire la conclusion : « Le noyau central d'un grand et riche État s'est transformé en un petit État pauvre<sup>1</sup>. » L'Autriche se réduit alors à ce « petit État autrichien alpestre ». Dès 1933, E. K. Winter revendique pour cette nouvelle entité géopolitique, menacée par le national-socialisme, son « indépendance politique », tout en suggérant une union politique et économique avec les États successeurs. À compter de cette année 1933, l'Autriche ne sera plus pour lui que le petit État moderne issu du démantèlement de la monarchie en 1918.

Allant de pair avec cette transformation de la vision géopolitique de l'Autriche, la définition des concepts de « nation » et « État » subit également une profonde mutation. Pour le jeune Winter encore ancré dans la tradition monarchique, ces deux notions recouvrent des concepts différents. La « nation » est un élément « supranational » ; elle est une « communauté volontaire qui lie une société » et peut se répartir sur plusieurs États. À l'inverse, l'État est une « communauté nécessaire » et détient l'autorité. Il est formé à l'instar de la famille<sup>2</sup>. Cette distinction disparaît à compter de 1933. La « nation » devient alors une « communauté de personnes qui doivent vivre ensemble, ont des tâches historiques communes et doivent se respecter mutuellement<sup>3</sup> », « l'État » une « valeur morale indépendante de la forme constitutionnelle et gouvernementale donnée<sup>4</sup> ». De plus, l'État, c'est « nous-mêmes, et personne d'autre<sup>5</sup> ». Il s'établit ainsi progressivement, chez E. K. Winter, une adéquation entre les notions de nation et d'État, position que l'on retrouve clairement dans ses réflexions politiques en exil puisque les limites géographiques sont alors, dès 1940-1941, et sans équivoque, celles de l'Autriche définies en 1918. Outre-Atlantique, l'adéquation entre ces deux notions se transforme de manière beaucoup plus politique : en mai 1941, E. K. Winter

1. « Die Österreichische Idee », *Wiener Politische Blätter*, 20 août 1933, p. 111-112.

2. « Souveränität », dans *Österreichische Aktion*, Vienne, Selbstverlag, 1927, p. 144-149.

3. *Arbeiterschaft und Staat*, Vienne, Reinhold-Verlag, 1934, p. 82.

4. *Ibid.*, p. 5.

5. *Ibid.*, p. 7.

propose à ses compatriotes exilés la constitution d'une plate-forme autrichienne dont les principaux points sont « l'autodétermination de l'Autriche, un système démocratique de gouvernement, une démocratie sociale basée sur la coopération de toutes les classes<sup>6</sup> », autant d'éléments précurseurs et annonciateurs de l'Autriche de 1945.

Si E. K. Winter en vient à adopter de telles positions, c'est qu'il est profondément convaincu de la différence de l'identité autrichienne par rapport à l'identité allemande. Selon lui, les « fondements raciaux de l'homme autrichien et de l'homme allemand » sont totalement différents, voire diamétralement opposés. Il caractérise l'identité germanique des Autrichiens et des Allemands comme étant « de nature complètement différente », sans préciser la nature de cette différence. L'Autriche, pour sa part, se voit souvent définie comme « mystère » et E. K. Winter, qualifiant son pays d' « œuvre d'art réussie », énonce cinq critères pour en caractériser l'identité : les forces historiques, intellectuelles, économiques, les paysages et les liens du sang. Qu'il s'agisse de la petite ou de la grande Autriche, le « système autrichien », comme il le nomme, « se fonde sur une histoire culturelle et étatique<sup>7</sup> ». La prise de conscience de la nation autrichienne, pour employer un terme cher à Félix Kreissler et qui se trouve déjà en 1935 chez E. K. Winter, est synonyme de « combat pour l'indépendance vis-à-vis de l'Allemagne » et de « réveil de la conscience nationale autrichienne » ; selon E. K. Winter, l'Autriche est une « nation *sui generis* », une « communauté intellectuelle avec des contenus culturels<sup>8</sup> » qu'il ne définit pas comme Alfred Klahr, lequel, presque à la même époque, élabore une théorie de la nation autrichienne beaucoup plus « scientifique<sup>9</sup> ». Il n'hésite pas par ailleurs à employer des expressions telles que « l'homme autrichien » ou encore « la race autrichienne », affirmant sans relâche que l'existence du peuple autrichien est « une réalité<sup>10</sup> ». Recourant à l'histoire, dans un contexte où l'identité se définissait de manière courante selon des critères raciaux alors en vigueur, il évoque une « race pré-nordique<sup>11</sup> » comme antécédent de cette race autrichienne. Et l'on pourrait multiplier à loisir les citations et extraits des écrits d'E. K. Winter relatifs à l'existence d'une identité

6. *Austrian Bulletin in the United States*, mai 1941, p. 3.

7. « Souveränität », art. cité, p. 104.

8. « Europa », *Wiener Politische Blätter*, 23 juin 1935, p. 84-85.

9. Alfred Klahr, « Zur nationalen Frage in Österreich I und II », *Weg und Ziel*, n° 2 & 4, 1937.

10. « Der österreichische Mensch », *Wiener Politische Blätter*, 24 mai 1936, p. 195-196.

11. *Ibid.*, p. 198.

autrichienne. Sa réflexion sur ce sujet n'a pu qu'alimenter les débats d'après-guerre autour de l'identité nationale dans les divers courants politiques, et notamment dans le camp catholique et conservateur du parti populiste autrichien (ÖVP), que l'on pense aux divers articles d'Alfred Missonig publiés dans les années 1946-1948 dans la revue théorique du parti, les *Österreichische Monatshefte*<sup>12</sup>, lequel connaissait – sans doute aucun – les positions d'E. K. Winter.

Mais le thème de la « nation autrichienne » n'est pas le seul point où E. K. Winter a pu inspirer la culture politique autrichienne d'après-guerre. L'une des questions essentielles qui se posèrent en 1945 aux nouveaux responsables politiques fut sans conteste celle de la démocratie, à savoir quel « modèle » de démocratie il convenait de choisir pour la nouvelle Autriche. Rejetant l'État autoritaire corporatiste, les nouveaux responsables politiques de 1945 s'efforcèrent de mettre en place un système de « démocratie consensuelle », démocratie basée sur le dialogue et la coopération des partis antinazis. Sur ce point encore, la pensée d'E. K. Winter semble devancer la mise en place de ce système. En effet, même si celui-ci fut pendant longtemps, à cause de son attachement fermement déclaré à un ordre monarchiste traditionnel, un adversaire du système des partis tel qu'il existait dans les années 1920<sup>13</sup>, ceci ne l'empêcha pas, dès l'élimination du Parlement en mars 1933 suivie de l'interdiction des partis politiques « démocratiques » – comme nous l'avons déjà souligné auparavant – de plaider auprès de Dollfuß en faveur de la clémence à l'égard des accusés sociaux-démocrates après la guerre civile de février 1934 ; il n'eut en outre de cesse de prôner une « politique de réconciliation » vis-à-vis de la gauche sociale-démocrate et communiste. Car E. K. Winter reconnut très tôt le véritable ennemi de l'Autriche : le pangermanisme, puis le national-socialisme. Dès 1927, il avait écrit dans la *Österreichische Aktion* que le conservatisme catholique se devait de « donner la préférence à la démocratie face au fascisme, au pacifisme face au militarisme et à la Société des Nations face à l'État autoritaire nationaliste<sup>14</sup> ». Après la proclamation de l'État corporatiste, et en dépit

12. À titre d'exemple, citons l'article intitulé « 25 Thesen über die österreichische Nation », *Österreichische Monatshefte*, n° 11, 1948, p. 484-488.

13. Dans la *Österreichische Aktion* publiée en 1927, E. K. Winter critiquait violemment les partis politiques qu'il qualifiait de « mal nécessaire ». Il leur reprochait de ne pas suffisamment représenter les oppositions entre villes et campagnes et tirait alors la conclusion suivante : Les partis ne sont pas l'avenir. « Die katholische und die österreichische Aktion », *Die Österreichische Aktion*, 1927, p. 257-261.

14. « Souveränität », art. cité, p. 159.

de l'interdiction des partis politiques, E. K. Winter plaida ardemment la cause de la démocratisation. Tout en s'inscrivant à l'intérieur du régime autoritaire, il réclama « la reconnaissance de l'adversaire comme facteur historique<sup>15</sup> », évoquant une « politique de réconciliation » vis-à-vis de la social-démocratie. Certes, il n'appelait pas directement le gouvernement à une nouvelle légalisation de la gauche, mais suggérait aux gouvernants de revenir à un ordre plus démocratique, soulignant la nécessité impérieuse de réhabiliter la gauche sociale-démocrate et communiste. Il rappelait d'ailleurs qu'« il existe des partis politiques qui ont leur place à droite et à gauche dans la représentation populaire<sup>16</sup> » et souhaitait un « accord entre gouvernement et opposition<sup>17</sup> ». Face au péril national-socialiste, E. K. Winter saisissait l'urgence de la situation. Pour y remédier, à son avis, n'existait qu'une seule solution : la création d'un « front populaire de droite à gauche contre le national-socialisme ». Ce slogan revient dès lors comme un véritable leitmotiv dans les textes de Winter. On le trouve dès juin 1933 dans les *Wiener Politische Blätter*<sup>18</sup> et, près de dix ans plus tard, dans son *Austrian Bulletin in the United States* publié Outre-Atlantique, alors qu'il tente de mettre sur pied un gouvernement d'exil autrichien<sup>19</sup>. Entre-temps, il ne cesse de proclamer ce slogan. Celui-ci suppose simultanément un retour à la démocratie. La « politique de réconciliation » précédemment évoquée implique d'une part la revendication de légalisation pour la social-démocratie, d'autre part le rétablissement, voire la création d'un « conservatisme social-réformateur ». Une fois le rétablissement de ces deux partis réalisé, E. K. Winter suggère instamment la « coopération de ces deux groupes en une action politique commune<sup>20</sup> » contre le régime nazi. Ce terme de « coopération » entre les deux principaux partis comme catalyseur de l'unité nationale revient régulièrement dans ses écrits. Il semble ainsi singulièrement préfigurer les gouvernements de concentration, puis de grande coalition, qui vont se former après la libération et se succéder jusqu'à nos jours.

---

15. *Arbeiterschaft und Staat*, op. cit., p. 57.

16. *Arbeiterschaft und Staat*, op. cit., p. 91-94.

17. « Die österreichische Idee », art. cité, p. 117.

18. « Die Stunde des Konservatismus », *Wiener Politische Blätter*, 18 juin 1933, p. 75-76.

19. *Austrian Bulletin in the United States*, juillet 1941, p. 2. E. K. Winter y évoque la formation d'un « Austrian united front from the right to the left ».

20. « Dollfuß », *Wiener Politische Blätter*, 23 décembre 1934, p. 116 et 126.

La réflexion à propos des partenaires sociaux et des syndicats n'échappe pas non plus à E. K. Winter. Ses conceptions en la matière ressemblent fort à ce que sera la Confédération syndicale autrichienne (*Österreichischer Gewerkschaftsbund* [ÖGB]). Ses principaux écrits relatifs à ce sujet se situent autour de 1934, à un moment donc où le régime autoritaire de Dollfuß, puis de Schuschnigg a bâillonné tout mouvement de syndicalisme libre et tente d'instaurer un syndicalisme jaune. Certes, sa position est et ne peut être que délicate puisqu'il choisit de se positionner à l'intérieur du système autoritaire et donc de faire des compromis avec ce dernier. Néanmoins, E. K. Winter évoque déjà la création d'un « syndicat unitaire » qui soit en mesure de faire contrepoids à un organisme de représentation patronale. Il nomme cet organe de représentation salariale *Gewerkschaftsbund* (= Confédération syndicale) pour lequel il revendique « une certaine liberté intellectuelle », « une certaine autonomie » ainsi qu'une « indépendance organisationnelle » à un moment où les instances officielles amorcent le mouvement inverse. Et, élément encore plus surprenant en cette période dictatoriale, mais qui préfigure l'ÖGB, il préconise une réorganisation du milieu syndical en proposant une « nouvelle formation selon des connexions politiques transversales », préfigurant ainsi l'organisation interne de cette confédération en « fractions politiques » représentatives du spectre politique autrichien. Cette confédération doit selon lui se créer « sur le terrain de la constitution libre et démocratique des partis ». Elle doit être une « institution de l'État » et les différentes fédérations qui la constituent doivent être organisées entre elles sous l'égide de l'État, préfiguration du néo-corporatisme de la Seconde République. Enfin, la fédération ouvrière devra s'organiser « sur la base de l'idée autrichienne », c'est-à-dire mettre en avant l'identité nationale, en opposition à toute velléité de récupération pangermaniste. E. K. Winter va même jusqu'à attribuer à cette institution un « caractère d'économie planifiée<sup>21</sup> ».

Ce modèle syndical, imaginé en une période de répression du mouvement ouvrier, offre malgré tout de nombreuses parallèles avec le système syndical qui s'installe en Autriche en 1945. En effet, une confédération syndicale composée de différentes tendances politiques, ayant un statut d'organisme quasi étatique, jouissant d'une large autonomie vis-à-vis du pouvoir politique, tel est le modèle qui s'instaure dans l'Autriche

21. « Die Katastrophe des Austromarxismus », *Wiener Politische Blätter*, 20 mai 1934, p. 16-19.

de l'après-guerre. En ce domaine encore, E. K. Winter pourrait avoir exercé une certaine influence sur la réflexion.

Le rôle d'E. K. Winter peut encore être évoqué dans le domaine de l'économie. En effet, les lois de nationalisations votées en 1946 et en 1947, adoptées dans un contexte politique et diplomatique très particulier<sup>22</sup>, vont faire de l'Autriche un pays à la structure et au fonctionnement économiques originaux, alliant le modèle capitaliste à une certaine forme d'économie d'État. Or, E. K. Winter, commentant la « crise de l'État » du printemps 1933, écrivait alors ce qui suit à propos de l'indispensable réorganisation de l'économie.

Le cours ne saurait être un autre que celui d'une coopération compréhensive de la majorité et de la minorité qui se présente sur le plan de la politique sociale et économique comme un lien entre les éléments capitalistes et socialistes, dans laquelle la structure capitaliste de l'économie individuelle reste la forme dominante, mais dans laquelle les corrections socialistes y entraînent une organisation étatique de l'économie qui soit à penser comme organisation bien comprise de l'économie planifiée<sup>23</sup>.

Ne peut-on voir en ce condensé théorique formulé par E. K. Winter dès 1933 la préfiguration de la forme de l'économie qui s'installera en Autriche vers la fin des années 1940, modèle qui conduira au miracle économique autrichien des années 1950. Il faut savoir en effet que E. K. Winter, à compter de 1935-1936, s'intéressa très sérieusement à toutes les questions d'économie planifiée dont il devint un ferme partisan. Une fois encore, ses écrits en la matière servirent-ils de base de réflexion à la future pratique des économistes autrichiens ? Rien, jusqu'à ce jour, ne permet de confirmer cette thèse ; mais à l'inverse, aucun élément ne nous permet de l'infirmier.

E. K. Winter sera également un précurseur en ce qui concerne le rôle de l'Église catholique au sein de l'État. Il a été l'un des tout premiers intellectuels issus du camp catholique à critiquer la trop grande présence de l'Église dans le milieu politique. Sa critique se formule à partir d'un exemple précis, celui de M<sup>Bf</sup> Ignaz Seipel, des années durant leader incontesté du parti chrétien-social et de surcroît chancelier à plusieurs reprises. Dès 1927, il prend clairement position dans la *Österreichische Aktion* en faveur de la stricte séparation de l'Église et du parti et considère

---

22. Ces lois ne furent pas votées en vertu d'une conception « socialiste », mais – comme chacun le sait – afin de préserver le potentiel industriel autrichien d'un éventuel démontage par les autorités soviétiques.

23. « Die Staatskrise in Österreich », *Wiener Politische Blätter*, 16 avril 1933, p. 33.

la présence de prêtres en politique, en économie ou dans les domaines de l'art comme une « évolution erronée » et demande aux membres du clergé de « renoncer à toute activité politique ou scientifique<sup>24</sup> ». Et il condamne « le pouvoir direct de l'Église dans les choses temporelles [... exercé] par tel ou tel de ses serviteurs ». E. K. Winter n'hésite pas à qualifier la politique menée par Ignaz Seipel de « théologie sécularisée<sup>25</sup> ». Selon lui, l'Église est une « organisation du salut » ; sa mission n'est donc pas de s'immiscer dans les affaires politiques. Ainsi les prêtres doivent-ils se confiner dans leur rôle ecclésiastique et non s'engager dans les luttes politiques. La condamnation de M<sup>gr</sup> Seipel par E. K. Winter – auquel il consacra d'ailleurs un ouvrage entier publié à titre posthume – est ainsi sans appel. Une telle prise de position va à l'encontre de la politique menée par l'Église sous le régime autoritaire corporatiste qui, à l'inverse, visait à instaurer une hégémonie de la hiérarchie catholique sur le cours des événements politiques et réciproquement par les responsables politiques du régime qui, pour leur part, entendaient par leurs choix politiques imposer une gouvernance catholique de la société autrichienne. Or, au lendemain de la guerre, l'Église catholique, suite à ses compromissions avec le régime national-socialiste, somme les membres du clergé de se retirer sans condition de la vie politique du pays et, en parallèle, le nouveau parti conservateur catholique, le parti populiste autrichien, entame une vaste réflexion sur les rapports entre l'Église et le parti, substituant les termes de « politique chrétienne » par celui de « politique d'inspiration chrétienne ». Là encore, l'influence directe d'E. K. Winter n'est pas prouvée, et ce d'autant moins que l'initiative de cette séparation entre Église et politique émane en premier lieu de l'épiscopat, et non des responsables politiques. Néanmoins, tout laisse à penser que les positions d'E. K. Winter dont les écrits étaient relativement bien connus dans les milieux catholiques aient sinon influencé, du moins « inspiré » le comportement des conservateurs catholiques autrichiens dans une nouvelle définition de leurs rapports avec la hiérarchie catholique et vice-versa.

Après la guerre, E. K. Winter ne connut de la part des autorités autrichiennes aucune reconnaissance ; le poste de professeur qu'il brigua à l'université lui fut refusé, son œuvre de réflexion politique tomba rapidement dans l'oubli. Son retour au pays fut semé d'embûches. Les responsables tant politiques que scientifiques l'ignorèrent sciemment

24. « Die katholische und die österreichische Aktion », art. cité, p. 261.

25. « Souveränität », art. cité, p. 150-151.

jusqu'à sa mort. Néanmoins, quel qu'ait pu être l'apport idéologique d'E. K. Winter à la conception du nouveau modèle politique et social de l'Autriche moderne, la postérité se devrait – ou bien se doit – de reconnaître que sa contribution ne fut pas des moindres. Que sa pensée ait, d'une manière ou d'une autre, inspiré les pères fondateurs de la Seconde République, semble, à la lumière de ce qui précède, très probable. En effet, qu'il s'agisse d'un mode de gouvernement de grande coalition, du dialogue des partenaires sociaux ou de la séparation de l'Église catholique et de la politique, et *a fortiori* du thème essentiel de l'existence de la nation autrichienne, on retrouve dans presque tous les domaines publics novateurs des traces de l'ouverture de pensée d'E. K. Winter. Ce serait lui rendre justice que de lui accorder, dans l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle, une place – modeste certes, mais honorable – aux côtés des grands responsables de l'Autriche moderne.

# Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain

8 (2012)

Unification allemande

Gérard Grelle

## L'Autriche face à la réunification allemande

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

### Référence électronique

Gérard Grelle, « L'Autriche face à la réunification allemande », *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain* [En ligne], 8 | 2012, mis en ligne le 08 novembre 2012, consulté le 11 janvier 2013. URL : <http://mimmoc.revues.org/880>

Éditeur : Université de Poitiers

<http://mimmoc.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://mimmoc.revues.org/880>

Document généré automatiquement le 11 janvier 2013.

Tous droits réservés

Gérard Grelle

## L'Autriche face à la réunification allemande

- 1 Vingt ans après la chute du Mur de Berlin, les États européens se sont souvenus, mais chacun à sa manière. Les Français n'ont pas commémoré cet événement de la même façon que les Allemands, les Hongrois encore différemment des Polonais. Les Autrichiens, comme les autres, ou peut-être plus encore que les autres, se sont souvenus de ces mois qui se succédèrent entre le printemps 1989 et l'automne 1990. Pour eux, cette période représente en effet, au-delà de la réunification allemande, le démantèlement du rideau de fer, la fin d'une frontière considérée comme « morte », car sur près d'un tiers de ses frontières, l'Autriche était directement confrontée au bloc socialiste.
- 2 L'Allemagne de l'après octobre 1990 se devait de penser principalement à ses problèmes de réunification interne et essentiellement aux réformes profondes des structures économiques indispensables. Elle ne pouvait donc que se préoccuper de manière secondaire des conséquences de sa réunification hors de ses frontières. Tel ne pouvait être le cas de l'Autriche, car si son principal partenaire économique et culturel, depuis de nombreuses années, était bien l'Allemagne, elle ne pouvait en aucun cas oublier ses voisins de l'Est avec qui, en des temps où les relations entre l'Europe occidentale, et en particulier l'Allemagne de l'Ouest, d'une part, et les pays de l'Est, d'autre part, étaient quasiment inexistantes, elle s'efforçait de nouer, voire de maintenir avec les États socialistes voisins des liens humains et économiques qui, si ténus fussent-ils, n'en maintenaient pas moins un certain contact. Son statut particulier de pays neutre adopté en 1955 lui imposait certes une stricte neutralité politique et diplomatique, mais ne lui interdisait en aucun cas d'entretenir des relations économiques et commerciales avec un autre État tiers ; de fait, de 1955 à 1990, l'Autriche eut, notamment avec la Hongrie, des échanges économiques qui, si restreints fussent-ils, furent cependant un signal fort en direction de l'Europe de l'Est.
- 3 Ces contacts avec l'Est passaient pour l'Autriche en premier lieu par la Hongrie voisine, pays qui lui était relié par une histoire commune remontant à l'époque de la monarchie des Habsbourg. Mais plus que l'histoire, les Autrichiens avaient en souvenir les milliers de Hongrois venus se réfugier dans leur pays en 1956 à la suite de l'écrasement brutal de leur révolte par les troupes soviétiques ; ils avaient été près de deux cent mille, et la plupart d'entre eux étaient restés en Autriche, créant ainsi une véritable communauté hongroise en terre autrichienne.
- 4 De même avec le voisin tchécoslovaque : en 1968, au moment de l'écrasement du Printemps de Prague, l'Autriche avait, là encore, joué le rôle de pays d'accueil et offert refuge à nombre des quelque 70.000 réfugiés qui avaient fui leur pays face à la répression exercée par les troupes du Pacte de Varsovie.
- 5 En 1989, les regards des Autrichiens se portèrent bien sûr vers les événements en Allemagne, mais les esprits avaient auparavant été préparés par l'évolution interne des pays de l'Est, et notamment par celle de la Hongrie qui, un an plus tôt, avait déjà effectué sa « Wende », son « tournant ». En effet, entre 1988 et 1989, le passage à la démocratie et au capitalisme s'était fait sans bruit. Une bonne dizaine d'années plus tôt, le régime hongrois, qualifié de « socialisme du goulash »<sup>1</sup> avait autorisé au sein du système économique socialiste la constitution d'une sorte d'économie mixte et fait appel aux capitaux occidentaux, notamment autrichiens, pour combler les déficits abyssaux des caisses de l'État hongrois. En 1988, le régime communiste avait normalisé ses relations avec l'Église catholique, à nouveau autorisé les ordres religieux et ainsi mis un terme à l'antagonisme profond qui l'opposait à une forte majorité de population catholique. Début 1989, le gouvernement hongrois avait levé l'obligation de visa pour les citoyens hongrois qui voulaient se rendre en Autriche, et vice versa. En mai 1989, ce même régime, pour faire face à la situation catastrophique de l'industrie hongroise, avait proposé aux États occidentaux le rachat de 52 entreprises d'État. La transformation politique du pays avait devancé en sourdine la chute du Mur de Berlin puisque, le 6 octobre 1989, soit largement un mois avant la chute du Mur, le Parti communiste hongrois avait officiellement renoncé à toute

référence au communisme avant de se transformer, le lendemain 7 octobre, en Parti socialiste hongrois. Le gouvernement en place décida dès le 19 octobre d'instaurer le multipartisme et la démocratie. Le 23 octobre 1989, soit deux bonnes semaines avant le 9 novembre, était proclamée la République démocratique de Hongrie. Les premières élections libres eurent lieu le 25 mars 1990.

- 6 Au printemps 1989, ce même gouvernement avait procédé à deux actes essentiels : le 2 mai 1989, il avait ordonné le début du démantèlement des installations de défense du rideau de fer, et le 27 juin 1989, les ministres autrichiens et hongrois des Affaires Étrangères Alois Mock et Gyula Horn s'étaient retrouvés au poste frontière de Nickelsdorf-Hegyeshalom pour couper officiellement les barbelés du rideau de fer. Cet acte hautement symbolique et politique signifia, pour les Allemands de l'Est, une voie ouverte qui permit à nombre d'entre eux, via la Tchécoslovaquie, puis la Hongrie, de gagner la RFA en traversant le territoire autrichien. Le 10 septembre, les autorités hongroises levèrent en effet l'obligation de visa pour les Allemands de l'Est voulant passer la frontière autrichienne. Quelques-uns seulement au début de l'été 1989, ils furent des centaines, fin septembre et début octobre, à emprunter cette voie qui les conduisait vers la RFA en passant par la Hongrie, puis par l'Autriche, pour fuir le régime est-allemand.
- 7 Cette voie de passage entre l'Est à l'Ouest avait d'ailleurs été mise en valeur et fortement médiatisée par le célèbre « pique-nique paneuropéen » organisé le 19 août 1989 au poste frontière de Sopron sur l'initiative du président du mouvement pan-européen, Otto de Habsbourg, qui avait, semble-t-il, négocié cet événement spectaculaire avec les autorités officielles autrichiennes et hongroises. Ce « pique-nique pan-européen » voulait « accueillir » les citoyens est-allemands au royaume de la liberté.
- 8 Face à une telle intensité de bouleversements politiques et diplomatiques, la chute du Mur de Berlin fut certes perçue en Autriche comme un événement majeur annonçant la fin définitive des régimes socialistes du bloc de l'Est, mais surtout peut-être comme l'un des éléments, parmi d'autres, qui entraînèrent cette fin. Le regard de l'Autriche se porta bien évidemment vers Berlin, mais également, au moins à part égale, vers les énormes bouleversements qui se produisaient simultanément à ses frontières immédiates en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie et en Hongrie, comme en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie, regards de grande satisfaction mêlés d'une forte dose d'inquiétude quant à la tournure que pouvaient prendre ces bouleversements.
- 9 Vingt ans plus tard, en 2009/2010, l'Autriche a donc commémoré la chute du Mur de Berlin et la réunification allemande, mais plus généralement celle des régimes socialistes et cherché à faire le bilan de ces vingt années de reconstruction qui ont fait passer l'Europe d'une division apparemment insurmontable à une Union Européenne qui dépasse ou s'apprête à dépasser les frontières des anciennes Europe de l'Est et de l'Ouest réunies.
- 10 Si l'Autriche officielle a été représentée lors des célébrations de commémoration de la chute du Mur en la personne du chancelier autrichien Werner Feymann, le gouvernement autrichien n'a, en revanche, publié aucun communiqué officiel relatif à la réunification allemande.
- 11 Tandis que la chute du Mur de Berlin, puis le processus d'unification des deux Allemagnes demeurent des éléments essentiels de l'année 1989-90, la chute simultanée du rideau de fer dans le reste de l'Europe fut très certainement, sous les regards autrichiens, tout aussi importante. En effet, ces regards se tournaient déjà depuis le début de l'année 1988 vers les transformations qui se produisaient dans les pays limitrophes. Après avoir évoqué les événements qui s'étaient produits en Hongrie, voyons l'évolution des autres Etats socialistes voisins de l'Autriche.
- 12 La Tchécoslovaquie, pour sa part, bascula, sous la dénomination de « révolution de velours », vers la démocratie. Sans effusion de sang, le Parti communiste tchécoslovaque démissionna le 24 novembre 1989 ; le 29 décembre, Alexandre Dubcek et Vaclav Havel étaient élus démocratiquement à la tête de l'État tchécoslovaque.
- 13 En Pologne, les premières élections libres et démocratiques avaient eu lieu en juin 1989, donc quatre mois avant la chute du Mur, et le syndicat libre Solidarność avait remporté la victoire.

Le 16 août, donc près de trois mois avant la chute du Mur, se formait la première coalition démocratique de la Pologne moderne entre Solidarność et le parti communiste réformé.

14 Quant au voisin méridional de l'Autriche, la Slovénie, jusqu'en 1991 partie de la République Fédérative Socialiste de Yougoslavie, elle ne fit pas exception : dès le 17 janvier 1989, soit une dizaine de mois avant la chute du Mur de Berlin et celle du rideau de fer, le comité central des communistes slovènes se déclarait favorable au pluralisme politique, ouvrant ainsi sans heurts la voie à un régime démocratique. Le 25 juin 1991, la Slovénie déclarait son indépendance par rapport à la République yougoslave.

15 Ces processus de démocratisation sans heurts et antérieurs ou simultanés à la chute du Mur qui se produisaient dans ces pays limitrophes de l'Autriche ne pouvaient la laisser indifférente. Chacun savait alors que ces États qui retrouvaient la démocratie après quarante ans de dictature communiste étaient encore des plus fragiles et qu'il convenait, de la part des démocraties occidentales, de les soutenir tant sur le plan politique qu'économique et social. Et l'Autriche ne pouvait que se situer au premier rang des préoccupations de ces États.

16 Vingt ans plus tard, les manifestations de commémoration des événements de 1989/90 organisées par l'Autriche officielle le furent sur l'initiative du Ministère des Affaires Européennes et Internationales à Vienne qui les regroupa sous un slogan : « Europa 1989 geteilt / 2009 geeint » - « L'Europe divisée en 1989 / unie en 2009 ». Tout un site internet<sup>2</sup> présente l'esprit et le contenu de ces manifestations commémoratives. La page d'accueil nous décline l'esprit dans lequel sont conçues ces manifestations :

« Les processus qui ont été à la base des révolutions 'douces', 'de velours' et les conséquences qu'elles ont eues pour la nouvelle Europe ont encore bien trop peu pénétré dans la conscience de larges couches de population... Très tôt (dès 1956 et 1968), l'Autriche a établi des ponts politiques, diplomatiques et humains permanents avec 'l'autre Europe'. A l'époque de la guerre froide, elle se situait à la frontière, était toutefois simultanément lieu de rencontres et de franchissements (culturels) de la frontière. Elle a ainsi aidé les hommes et acquis sa réputation internationale. Depuis lors, la fin du rideau de fer constitue le fondement de la position forte qu'occupe l'Autriche dans l'Europe Centrale et du Sud-Est. Ceci fut de fait la condition préalable de l'adhésion de l'Autriche à l'Union Européenne. »<sup>3</sup>

17 Ce texte introductif situe parfaitement la démarche autrichienne par rapport aux événements qui se sont déroulés en 1989/90 ; vus selon la perspective autrichienne, ceux-ci constituent les éléments d'un puzzle, et chacun sait que chaque élément du puzzle, si petit soit-il, reste pour autant essentiel à sa reconstitution intégrale. Ce qui frappe en premier, c'est le fait qu'il soit question ici de la fin du rideau de fer, et non de la chute du Mur de Berlin. Ce déplacement de perspective, ce 'recentrage' – en quelque sorte - nous montre bien la différence entre les attitudes allemandes et autrichiennes par rapport à ces événements. Pour l'Allemagne, la chute du Mur de Berlin signifia non seulement la fin d'une division, mais aussi et plus encore le début d'un processus de reconstruction de l'unité nationale ; souvenons-nous des paroles prononcées lors des grandes manifestations d'octobre 89 en RDA : « Wir sind das Volk », puis « Wir sind ein Volk ». Pour l'Allemagne donc, au-delà de la reconstruction de l'unité politique, il s'agissait de réunir les deux parties de la nation. Pour l'Autriche, tel n'était pas le cas puisque l'unité du pays, ou plutôt du peuple ou de la nation, était un fait réel et lentement acquis au cours d'un long processus de prise de conscience nationale entamé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1989, tous les sondages indiquaient alors que l'existence d'une nation autrichienne n'était plus remise en cause. Dans de telles conditions, le regard de l'Autriche ne pouvait se porter sur elle-même, mais sur l'étranger, et en l'occurrence sur les pays limitrophes. Rien d'étonnant alors que celle-ci, à cause des liens tissés par le passé avec ces pays, se soit principalement tournée vers ses voisins de l'Est.

18 Si l'on analyse maintenant le contenu du site internet précédemment évoqué, on constate que les rubriques commémoratives consacrées à l'année 1989 traitent à égalité les sujets suivants : « Allemagne : chute du Mur de Berlin / Autriche : adhésion à l'Union Européenne / Pologne : élections libres / Roumanie : chute de Ceausescu / Tchécoslovaquie : Révolution de velours / Hongrie : frontières ouvertes ». Ceci nous montre que, pour les autorités

autrichiennes, la question allemande n'occupa pas une place plus importante que l'évolution politique en Pologne, en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Pour l'Autriche neutre, l'adhésion à l'Union Européenne ne pouvait se concevoir que dans le cadre d'une réunification entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Il s'agissait donc en premier lieu pour elle d'œuvrer d'abord à la consolidation des régimes politiques nouvellement installés dans les pays limitrophes, puis ou plutôt simultanément à la reconstruction économique et sociale de ces États avant de parvenir à la constitution d'une Europe unie.

19 Dans une autre rubrique du site, les ambassadeurs des pays précédemment cités prennent la parole, commentent les événements dans leurs pays respectifs et offrent ainsi au public autrichien une perspective en provenance de l'Est. Dans la rubrique suivante, on peut voir des photos prises vingt ans après ces événements, donc en 2009, le long de la frontière entre l'Autriche et ces pays, photos édifiantes sur les changements d'atmosphère le long de la frontière entre 1989 et 2009.<sup>4</sup>

20 Quant aux réactions de la presse autrichienne par rapport à ces événements, elles furent essentiellement de nature informative ; les journaux d'opinion, tels qu'ils existaient encore il y a une vingtaine d'années, avant la chute du Mur, ont tous disparus, ainsi les quotidiens de gauche tels que le *Arbeiterzeitung* social-démocrate ou encore la *Volksstimme* communiste qui ont cessé de paraître à la fin des années 80 ou au début des années 90. Le grand quotidien conservateur-libéral *Die Presse*, longtemps porte-parole d'un libéralisme modéré, a été confronté à la fin des années 80 à un nouveau type de quotidien jusqu'alors inconnu en Autriche, *Der Standard*, quotidien qui s'est voulu, dès les débuts de sa parution, « objectif » et qui donc, de ce fait, s'est contenté et se contente encore de relater les faits d'actualité sans les commenter, ou du moins en évitant les prises de position partisans. Face à ce que l'on serait tenté de qualifier de perte ou d'absence de positions idéologiques incarnées par un journal de ce type, le quotidien autrichien *Die Presse*, afin de ne pas perdre trop de lecteurs centristes ou de centre-gauche, a ainsi lui aussi renoncé à publier des positions affirmées pour se contenter de relater les faits. Par ailleurs, le seul grand hebdomadaire autrichien, *Profil*, a en quelque sorte emboîté le pas des quotidiens et s'est largement aligné sur la ligne que ceux-ci avait adoptée. Cette évolution du discours de la presse autrichienne actuelle ne saurait étonner lorsque l'on prend en considération le fait que la plupart des organes de presse autrichiens sont, depuis quelques années, passés sous contrôle des grands groupes de presse allemands dont ils sont désormais abondamment le relais.

21 Pour l'essentiel, la presse autrichienne se contente donc largement de relater la chronologie des événements à Berlin en s'abstenant de tout commentaire engagé.

22 Dans de telles conditions, l'on ne peut s'étonner du manque, voire de l'absence de réflexion critique vis-à-vis de la chute du Mur comme de la réunification allemande. Ces deux événements capitaux de la fin du vingtième siècle, événements-clés de l'histoire européenne actuelle, ne sont donc que très rarement et brièvement thématiques dans la presse autrichienne.

23 Parmi les quelques commentaires critiques vis-à-vis de ces événements, certains thèmes reviennent de manière récurrente. Ainsi le chômage : suite aux déclarations de Thomas de Maizière, ministre allemand de l'Intérieur, qui présentait la réunification allemande comme une « success-story », le *Standard* souligne au contraire les aspects négatifs :

« Le problème majeur des nouveaux Länder reste, vingt ans après la réunification, le chômage. Celui-ci n'est certes plus deux fois plus élevé qu'en Allemagne de l'Ouest, il est toutefois en moyenne toujours bien plus élevé que dans les anciens Länder – en août 2010 de 6,6 % à l'Ouest, de 11,5 % à l'Est. »<sup>5</sup>

24 Et comme pour bien souligner les difficultés économiques que pose cette réunification, le journaliste poursuit :

« On le voit sur d'autres données économiques significatives : l'Est rattrape son retard, mais on est encore bien loin de l'égalité. Le Produit Intérieur Brut par habitant se situe actuellement à 73 % du niveau moyen ouest-allemand, ce que de Maizière qualifie de 'petit miracle économique'. Il y a vingt ans, il s'élevait encore

à 43 %. Dans le même laps de temps, le revenu moyen annuel d'un Allemand de l'Est est passé de 8.156 à 15.536 euros. »<sup>6</sup>

25 La critique est évidente : quoi que puisse affirmer Thomas de Maizière, les faits sont là ; et le journaliste les mentionne afin de mettre, pour les lecteurs autrichiens, un bémol à la « success-story » répandue par les autorités officielles allemandes. Cette dernière information concernant le PIB dans les nouveaux Länder ne peut que faire frémir le lecteur autrichien lorsque l'on sait que le PIB moyen atteint en 2010 plus de 30.000 euros en Autriche et que ce même BIP par habitant s'élève pour l'ensemble de l'Allemagne à plus de 28.000 euros.

26 Ce même type de critiques se retrouve dans les « *Salzburger Nachrichten* ». Le quotidien de Salzbourg s'empare de l'expression « *blühende Landschaften* », « paysages en fleurs », expression créée par Helmut Kohl le 1<sup>er</sup> juillet 1990 à l'occasion d'un discours prononcé devant le Bundestag lors de l'entrée en vigueur de l'Union économique et monétaire entre les deux Allemagnes<sup>7</sup>, et la met à l'épreuve des vingt années qui nous sépare en 2010 des propos du chancelier allemand. Et les *Salzburger Nachrichten* énumèrent alors une série de points qui viennent largement remettre en cause ces propos de « paysages en fleurs ». Y est d'abord évoquée la question de la productivité des nouveaux Länder dont on souligne qu'elle a, certes, quasiment doublé en vingt ans, mais qu'elle n'atteint toutefois que 78 % du niveau de la productivité ouest-allemande. Le quotidien relève au passage le fait qu'il n'y ait, dans les nouveaux Länder, aucun siège de grands groupes industriels allemands et que BMW, Siemens ou Allianz préfèrent encore Munich aux nouveaux Länder pour y asseoir leurs activités. Enfin, il souligne le phénomène de la migration des jeunes diplômés de l'Est vers l'Ouest. Il nous relate certes le fait que le nombre des bacheliers à l'Est a été, durant ces vingt années, multiplié par trois, mais fait aussitôt remarquer que la plupart des jeunes diplômés – et surtout les femmes – quittent leur pays et laissent derrière eux des contrées quasi désertifiées.

27 Un second article publié dans les *Salzburger Nachrichten* tire un bilan sans appel de ces vingt années de réunification :

« Vingt ans après la réunification, l'Allemagne a certes une chancelière issue d'Allemagne de l'Est. Mais son gouvernement est allemand de l'Ouest. Il y a certes depuis peu en Basse-Saxe la première femme ministre d'Allemagne de l'Est. L'élite économique ne se compose presque que d'Allemands de l'Ouest. Dans la ligue fédérale de football, il n'y a plus de club est-allemand. Par contre, en ce qui concerne les interventions de la Bundeswehr, l'armée fédérale allemande, à l'étranger, les Allemands de l'Est sont surreprésentés. Ils représentent près de la moitié des soldats en Afghanistan. »<sup>8</sup>

28 La conclusion de l'article est encore bien plus sévère :

« La chute du Mur a entraîné un exode massif de 1,7 millions de personnes qui ont quitté l'Est. La plupart d'entre elles ont atterri dans les Länder du bien-être que sont la Bavière ou le Bade-Wurtemberg. »<sup>9</sup>

29 La conclusion est d'autant plus brutale que ce chiffre de 1,7 millions de personnes qui auraient quitté les nouveaux Länder depuis 1990 correspond à peu près au chiffre total des Allemands de l'Est ayant quitté la RDA entre 1949 et 1961. Si l'on suit ainsi le raisonnement du journaliste, la réunification allemande se solderait alors par un échec cinglant.

30 Bien que rares, certains commentaires de la presse autrichienne soulignent également le fait que la chute du Mur de Berlin n'a pas entraîné de véritable réunification de la capitale. Le 6 novembre 2009, le quotidien *Die Presse* titrait : « Capitale multipliée par deux : l'Est c'est l'Est et l'Ouest c'est l'Ouest »<sup>10</sup>. Dans cet article, le journaliste souligne le fait que les différences continuent d'exister entre les deux parties de la ville :

« Bien des habitants continuent à vivre de manière obstinée à l'Ouest ou à l'Est, et ne viennent que rarement au quotidien dans l'autre partie de la ville... A l'inverse, il y a suffisamment de gens à l'Ouest qui sont nostalgiques du passé. Avec le tournant, prit fin non seulement Berlin-Est, mais aussi Berlin-Ouest qui représentait une sorte d'île des bienheureux au milieu de la RDA. »<sup>11</sup>

31 Le journaliste y souligne le fait que Berlin aurait ainsi perdu son caractère de laboratoire intellectuel et déplore le dédoublement encore existant de nombreuses institutions :

« Suite à la division de Berlin, la plupart des offres sont en double, même si leur financement est difficile : deux universités, deux zoos et même trois opéras. Si le Berlinois ne le veut pas, il ne doit jamais obligatoirement se rendre dans l'autre moitié de la ville. »<sup>12</sup>

La critique, y compris économique, est évidente.

32 La presse autrichienne souligne par ailleurs, à travers les déclarations de l'ancien chancelier Helmut Kohl, le rôle non négligeable joué par l'Autriche dans ce que l'on serait tenté d'appeler les préparatifs de la chute du Mur. Dans une interview au quotidien *Kleine Zeitung* de Graz, largement reprise par les autres organes de presse autrichiens, l'ex-chancelier Kohl déclarait que « le fait que mon ami Alois Mock ait soutenu dès le départ la voie vers l'unité allemande a été particulièrement favorable. »<sup>13</sup> Et faisant allusion au cisaillement du rideau de fer le 27 juin 1989 à la frontière austro-hongroise, il commentait l'événement en ces termes :

« Mock et Horn, par leur geste symbolique, ont mis le régime de la SED encore plus dans l'embarras. Pour beaucoup de gens en RDA, ce fut le signal du départ... »<sup>14</sup>

33 Dans cette même interview, H. Kohl fit également l'éloge du « pique-nique paneuropéen » précédemment évoqué qu'il qualifia de « grande heure de notre histoire, et de grande heure de l'histoire des habitants du Burgenland »<sup>15</sup>. Ces paroles émanant du principal artisan de la réunification allemande largement relayées par l'ensemble des quotidiens autrichiens ne purent que flatter l'opinion publique autrichienne.

34 Au-delà de ces considérations politiques et culturelles, il est un domaine dans lequel la chute du Mur de Berlin et, de manière plus générale, la disparition du rideau de fer, ont eu et ont encore pour l'Autriche, vingt ans plus tard, des conséquences tangibles et immédiates, à savoir l'ouverture de l'espace économique est- et sud-est-européen. Pour l'Autriche, pays en quelque sorte « enclavé » entre la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Yougoslavie communistes, l'essentiel des relations économiques, et notamment des exportations, se faisaient, jusqu'à la fin des années 80, avec les pays de l'Europe de l'Ouest, et principalement avec l'Allemagne Fédérale. La disparition du rideau de fer lui ouvrit de nouvelles opportunités dont elle ne tarda pas à faire usage. Ainsi, dès 1990, on vit le commerce extérieur autrichien « se réorienter » en direction des pays de l'Est et on assista à un déplacement de l'activité exportatrice de l'Autriche de l'Ouest vers l'Est.

35 En 2008 par exemple, le pourcentage des exportations autrichiennes en Europe Centrale et en Europe de l'Est s'élevait à 23,2 % ; en 2009, celui-ci, du fait de la récession économique, a légèrement diminué, et n'atteint plus que 21,3 %, mais les chiffres pour 2010 et 2011 indiquent de nouveau une augmentation des exportations autrichiennes en direction de l'Europe de l'Est.

36 Par ailleurs, les chiffres montrent que, durant les vingt années qui ont suivi la chute du Mur, l'économie autrichienne a largement investi dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est. Ainsi, en 2002 par exemple, l'Autriche a investi 3 milliards d'euros en Europe de l'Est, soit environ dix pour cent de tous les investissements étrangers dans cette région. Le principal pays bénéficiaire de ces investissements autrichiens fut la République Tchèque. En outre, l'Autriche, en 2007, était le premier pays investisseur dans trois pays : la Slovaquie, la Croatie et la Bulgarie, sans oublier l'abondance des liens économiques et financiers qui l'unissent à la Hongrie<sup>16</sup>.

37 En conclusion, si, en 1989/90, l'Autriche n'a pas manqué de considérer la chute du Mur de Berlin et la fin du rideau de fer avec une certaine inquiétude, elle a perdu, vingt ans après, ses peurs vis-à-vis d'une Allemagne réunifiée ; elle a saisi qu'il n'existait plus, comme par le passé, de « danger allemand » et que la crainte d'une nouvelle annexion, ne fût-elle qu'économique, était sans fondement. Désormais située au centre géographique et géopolitique de l'Union Européenne, elle parvient peu à peu, depuis la disparition du rideau de fer, à retrouver sa position centrale tant par rapport à l'Europe de l'Ouest que par rapport à l'Europe de l'Est. En matière économique, sa politique d'investissements directs dans les pays limitrophes de l'Est

lui permet aujourd'hui de rééquilibrer ses échanges commerciaux. Car même si l'Allemagne réunifiée reste, et de loin, son premier partenaire commercial, cette relation cesse d'être exclusive pour laisser place à une large diversification des échanges. Ainsi semble se résoudre la difficile question de la « viabilité » de l'État autrichien, question cruciale de son histoire depuis le démantèlement de l'empire austro-hongrois, voire depuis les luttes d'influence du dix-neuvième siècle entre la Prusse puissance montante et l'Autriche épuisée par plusieurs siècles de règne sur la Mitteleuropa.

---

## Notes

1 L'expression « socialisme du goulash » fait référence à la politique pratiquée par Janos Kadar, premier ministre hongrois qui instaura, après 1968, un régime socialiste plus souple que celui de Moscou, introduisant déjà une série de réformes économiques libérales dans des structures communistes.

2 [www.1989-2009.at](http://www.1989-2009.at)

3 « Die Prozesse, die den 'sanften', 'samtenen und 'singenden' Revolutionen zugrunde lagen und die Folgen, die sie für das neue Europa hatten, sind aber noch viel zu wenig ins Bewusstsein breiter Bevölkerungsschichten gedrungen. [...] Österreich hat früh (schon 1956 und 1968) und dauerhaft politische, diplomatische und menschliche Brücken zum 'anderen' Europa geschlagen. Es lag in der Zeit des Kalten Kriegs an der Grenze, war gleichzeitig Ort für Begegnungen und für (oft kulturelle) Grenzüberschreitungen. Es hat damit Menschen geholfen und internationale Reputation erworben. Seither ist das Ende des 'Eisernen Vorhangs' die Grundlage für die starke österreichische Position in Mittel- und Südosteuropa. Dies war de facto die Voraussetzung für die Mitgliedschaft Österreichs in der EU. » Cf. <http://www.1989-2009.at/?story=1>

4 Cf. <http://www.1989-2009.at/?story=26>

5 « Größtes Problem der neuen Länder bleibt auch zwanzig Jahre nach der Wiedervereinigung die Arbeitslosigkeit. Diese ist zwar nicht mehr doppelt so hoch wie in Westdeutschland, liegt aber im Schnitt immer noch deutlich höher als in den alten Bundesländern - im August 2010 bei 6,6 Prozent im Westen, bei 11,5 Prozent im Osten. » *Deutsche Einheit – Der Osten holt auf*, dans *Der Standard*, 22. September 2010.

6 « Auch bei anderen relevanten Wirtschaftsdaten zeigt sich : Der Osten holt auf, Gleichstand gibt es aber noch längst nicht. Das Bruttoinlandsprodukt (BIP) je Einwohner liegt jetzt bei 73 Prozent des westdeutschen Durchschnittsniveaus, was de Maizière als 'kleines Wirtschaftswunder' bezeichnet. Vor zwanzig Jahren betrug es noch 43 Prozent. Das durchschnittliche Jahreseinkommen eines Ostdeutschen stieg im gleichen Zeitraum von 8156 auf 15.536 Euro. » *Ibidem*.

7 1. Juli 1990, Fernsehansprache von Bundeskanzler Kohl anlässlich des Inkrafttretens der Währungs-, Wirtschafts- und Sozialunion, <http://helmut-kohl.kas.de/index.php?msg=555>.

8 « 20 Jahre nach der Wiedervereinigung hat Deutschland zwar eine ostdeutsche Bundeskanzlerin. Doch ihr Kabinett ist westdeutsch. Immerhin gibt es in Niedersachsen seit Kurzem die erste Ministerin aus Ostdeutschland. Die wirtschaftliche Elite besteht fast nur aus Westdeutschen. In der Fußball-Bundesliga gibt es keinen ostdeutschen Klub mehr. Bei den Auslandseinsätzen der Bundeswehr dagegen sind die Ostdeutschen überrepräsentiert. Sie stellen fast die Hälfte der Soldaten in Afghanistan. » *Blihende Landschaften nach 20 Jahren*, dans *Salzburger Nachrichten*, 9. November 2009.

9 « Der Mauerfall hat zu einem Massenexodus von 1,7 Millionen Menschen aus dem Osten geführt. Die meisten sind in den Wohlstands-Bundesländern Bayern und Baden-Württemberg gelandet. » *Ibidem*.

10 « Hauptstadt mal zwei : Ost ist Ost und West ist West » dans *Die Presse*, 06.11.2009.

11 « Viele Bewohner der Hauptstadt leben jedoch weiterhin stur in West oder Ost, kommen in ihrem Alltag nur selten in den anderen Stadtteil. Umgekehrt gibt es im Westen der Stadt genügend Leute, die der Vergangenheit noch nachtrauern. Mit der Wende endete ja nicht nur Ost-, sondern auch Westberlin, das eine Art Insel der Seligen in der DDR darstellte. » *Ibidem*.

12 « Nicht zuletzt gibt es infolge der Teilung in Berlin auch heute noch die meisten Angebote doppelt, wengleich deren Finanzierung schwierig ist : zwei Univeristäten, zwei Zoos, sogar drei Opern. Wenn der Berliner nicht will, muss er nie zwingend in die andere Stadthälfte. » *Ibidem*.

13 *Kohl würdigt Rolle Österreichs im Wendejahr 1989*, dans *Salzburger Nachrichten*, 1. November 2009.

14 « Mock und Horn brachten mit ihrer symbolischen Geste das SED-Regime weiter in Bedrängnis. Das war für viele in der DDR das Signal zum Aufbruch ... » *Ibidem*.

15 « Eine große Stunde in unserer Geschichte, auch eine große Stunde in der Geschichte der Burgenländer. » *Ibidem*.

16 Voir à ce sujet : [http://international.fiducial.biz/fr/pays/autriche/chiffres-du-commerce#classification\\_by\\_country](http://international.fiducial.biz/fr/pays/autriche/chiffres-du-commerce#classification_by_country)

---

### ***Pour citer cet article***

#### Référence électronique

Gérard Grelle, « L'Autriche face à la réunification allemande », *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain* [En ligne], 8 | 2012, mis en ligne le 08 novembre 2012, consulté le 11 janvier 2013. URL : <http://mimmoc.revues.org/880>

---

### ***À propos de l'auteur***

#### **Gérard Grelle**

Université de Limoges, Espaces Humains et Interactions Culturelles EHIC (EA 1087)  
Maître de Conférences en civilisation germanique à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Limoges (1991-), spécialiste de civilisation autrichienne (histoire politique, économique et sociale)

---

### ***Droits d'auteur***

Tous droits réservés

---

### ***Résumé***

La chute du Mur de Berlin, en 1989, fut certes pour l'Autriche un événement politique majeur, mais pas plus important que la fin du rideau de fer. En effet, quasiment « enclavée » entre plusieurs pays socialistes, l'Autriche considéra la disparition du rideau de fer comme une ouverture sans limite aux pays d'Europe Centrale et de l'Est. Au cours des vingt années qui suivirent ces événements, l'Autriche a largement contribué au développement politique, économique et social des pays de l'Est en pratiquant une politique d'échanges économiques et financiers avec ces pays afin d'aider à leur reconstruction. Dans un tel contexte, la chute du Mur de Berlin et la réunification allemande ont été appréhendées comme un simple élément du puzzle de la reconstruction européenne. Une telle stratégie a alors permis à l'Autriche de sortir définitivement de son inquiétude face à la persistance d'un danger « annexionniste » de la part de l'Allemagne.

### ***Entrées d'index***

***Mots-clés*** : rideau de fer, bloc de l'Est, Wende (tournant), Europe, commémorations

***Aires géographiques*** : Allemagne, Autriche, Europe Centrale et de l'Est

***Périodes*** : depuis 1989

***Thèmes*** : chute du Mur, mémoire autrichienne



Francesco Saverio Festa / Erich Fröschl /  
Tommaso La Rocca / Luigi Parente / Giusi Zanasi  
(Hrsg.)

# Das Österreich der dreißiger Jahre und seine Stellung in Europa

Materialien der Internationalen Tagung in Neapel,  
Salerno und Taurasi (5.-8. Juni 2007)

**PETER LANG**

Internationaler Verlag der Wissenschaften

## ENTSTEHUNG UND THEORIEN DER ÖSTERREICHISCHEN NATION: ERNST KARL WINTER UND ALFRED KLAHR

*Gérard Grelle*

Die Entwicklung von Theorien zur österreichischen Nation stellte sich in den zwanziger und vor allem in den dreißiger Jahren als notwendig dar, denn zu jener Zeit gab es im Land keinerlei Nationalbewusstsein. Um dieses Phänomen zu verstehen bedarf es einer genaueren Betrachtung der historischen Vorkommnisse eben jener Zeit. Der österreichische Staat zwischen den beiden Weltkriegen war geographisch und geopolitisch gesehen eine Kreation der Sieger des Ersten Weltkrieges. Die geopolitische Aufteilung Mittel- und Osteuropas bis November 1918 ließ Österreich-Ungarn als ein sich weit erstreckendes Imperium erscheinen, das in seinem Inneren durch eine Vielzahl an Nationalitäten charakterisiert war. Die Jahrhundertwende war gekennzeichnet durch den Aufstieg nationalistischer Bewegungen im Inneren der Donaumonarchie. Unter Berücksichtigung dieser ethnischen Bestrebungen proklamierte der amerikanische Präsident Wilson im Januar 1918 dementsprechend das Recht der Völker auf Selbstbestimmung. Dieses Prinzip wurde im November 1918 für die Bildung der aus dem Zerfall des Habsburger Reiches entstandenen neuen Staaten angewendet. Auf diese Weise entstanden neue Nationalstaaten, die sich auf Basis der Selbstbestimmung der einbezogenen Völker definierten; in dieser Eigenschaft wurden unter anderen die Staaten Tschechoslowakei, Ungarn, Jugoslawien und Polen gegründet. Was jedoch den Staat Österreich betrifft, so resultierte er, auf den bekannten Ausspruch des französischen Ministerpräsidenten Clemenceau zurückgehend, als „Rest“ aus der Auflösung der Donaumonarchie. Da sie als Verantwortliche für den Ersten Weltkrieg betrachtet wurden, wurden die Österreicher, so wie im Übrigen auch die Deutschen, in keiner Weise hinsichtlich der Entscheidungen, die ihre nationale Identität betrafen, konsultiert: der Staat Österreich wurde ihnen schlicht oktroyiert. Unter Berücksichtigung dieser Umstände erscheint das Fehlen eines österreichischen Nationalbewusstseins also keinesfalls verwunderlich. Dies erklärt auch die seit der Proklamation der Republik Österreich am 11. November 1918 wiederholten Bestrebungen seitens Österreichs, sich Deutschland anzuschließen. Jeglicher Anschluss wurde jedoch sogleich durch die Siegermächte des Krieges untersagt. Aber wie hätten die Österreicher sich auch mit einem Staat identifizieren können, den sie nicht selbst gewählt hatten, und was

ist so außergewöhnlich daran, wenn sie weiterhin nach diesem Anschluss strebten, zumindest bis 1933, als Adolf Hitler in Deutschland an die Macht kam?

Es ließ also in der Zeit zwischen den beiden Weltkriegen der größte Teil der politischen Parteien Österreichs, mit Ausnahme der kommunistischen Partei, nicht davon ab, den Anschluss zu befürworten. In ihrem Programm von 1920 erklärte die Großdeutsche Partei, der Anschluss ans Deutsche Reich sei: „der unverrückbare Leitstern unserer Außenpolitik“<sup>1</sup>. Die Agrarpartei, die zweite pangermanische Partei Österreichs, hatte 1923 den „Zusammenschluss aller deutschen Stämme von Mitteleuropa zu einem einheitlichen Volksstaat“<sup>2</sup> zum Ziel. Die zwei größten Parteien, die Christlichsozialen und die Sozialdemokraten, dachten nicht anders. In ihrem Linzer Programm von 1926 betrachtete die österreichische Sozialdemokratie den Anschluss Österreichs an das Deutsche Reich als den notwendigen „Abschluss der nationalen Revolution von 1918.“<sup>3</sup> Die Christlichsozialen indessen forderten zwar nicht offen den Anschluss an Deutschland, strebten jedoch nach einer „Ausgestaltung des Verhältnisses zum Deutschen Reich auf Grund des Selbstbestimmungsrechtes“<sup>4</sup> und so suggerierten sie also, wenn auch indirekt, die Möglichkeit eines Anschlusses an Deutschland.

Konfrontiert mit derartigen Forderungen seitens der politischen Parteien zeigte die internationale Gemeinschaft extreme Vorsicht. Auch die zwischen den Repräsentanten des Völkerbundes und der Regierung Österreichs beschlossenen *Genfer Protokolle*, zur Befreiung Österreichs aus seiner wirtschaftlichen Notlage, enthielten aus diesem Grund ein formelles Verbot für Österreich, sich Deutschland anzuschließen. Um den gewaltigen Auswirkungen der Wirtschaftskrise entgegenzuwirken begann die österreichische Regierung dennoch Verhandlungen mit der Berliner Regierung zur Bildung einer Zollunion mit dem Ziel, die wirtschaftliche Situation zu stabilisieren. Gegenüber diesen Bestrebungen zogen die Bündnisländer (Frankreich, Italien und die Tschechoslowakei) ihr Verbot zurück.

Eine eindeutige Änderung der politischen Ausrichtung Österreichs war indessen erst ab der Machtübernahme Hitlers in Deutschland wahrnehmbar. Von diesem Moment an traten die zwei Regimes Österreich und Deutschland in Konkurrenz und der kleine Staat Österreich mit seiner Überzeugung, dem großen deutschen Nachbarn die Stirn bieten zu können, begann den fast selbstzerstörerischen Kampf für eine eigene Identität. Die politischen Führungskräfte Österreichs, die Kanzler Dollfuß und später Schuschnigg, vertraten ab diesem Zeitpunkt den Standpunkt einer deutschen Identität Österreichs mit der Behauptung, die Österreicher seien die „besseren Deutschen“, und hätten gegenüber den Völkern Mitteleuropas eine kulturelle „Mission“ zu vollbringen. Mit einer derartigen Hervorhebung der „deutschen“

1 K. Berchtold (Hrsg.), *Österreichische Parteiprogramme 1868-1966*, Wien 1967, S. 446.

2 Ebd., S. 483.

3 A. Kadan, A. Pelinka, *Die Grundsatzprogramme der österreichischen Parteien. Dokumentation und Analyse*, St. Pölten 1979, S. 93.

4 Ebd., S. 116.

Identität Österreichs bewegten sie sich bewusst auf dem gleichen ideologischen Terrain wie die Deutschen des Dritten Reichs, und glaubten so in der Lage zu sein, allen Anschlussbestrebungen seitens Deutschlands widerstehen zu können. Unglücklicherweise stellten sich ihre Überlegungen schon bald als falsch heraus.

Gegenüber der überwältigenden Mehrheit, die den Konkurrenzkampf mit Deutschland hinsichtlich der deutschen Identität befürwortete, verfolgten indessen zwei Randfiguren des politischen Geschehens das Ziel einer österreichischen Identität und Nation: Ernst Karl Winter und Alfred Klahr. Wenn die beiden auch aus einem entgegengesetzten politischen Umfeld stammten, der Erste aus der legitimistischen, der Zweite aus der kommunistischen Bewegung, so fanden doch ihre Theorien über die Existenz einer von der deutschen Nation klar abgegrenzten „österreichischen Nation“ unter ihren Zeitgenossen kaum Zustimmung. Ihr Verdienst liegt jedoch im visionären Charakter ihrer politischen Gedanken.

Geboren 1895 in Wien stand Ernst Karl Winter während seiner Jugend unter dem Einfluss der Habsburgermonarchie und der Monarchie an sich als Regierungsform. Die Niederlage von 1918 und somit die Auflösung der Donaumonarchie machten aus ihm einen „Österreicher der ersten Stunde“. Schon von seinen ersten Schriften an, das heißt seit Anfang der zwanziger Jahre, verfocht er, im Gegensatz zu den großdeutschen Bewegungen und den von der Mehrzahl der politisch Verantwortlichen der Zeit geäußerten Wunschvorstellungen eines Anschlusses an Deutschland, die Existenz einer österreichischen Identität. Gleichwohl findet sich das entscheidende Moment des „pro-österreichischen“ Engagements E. K. Winters in der Publikation der *Österreichischen Aktion* aus dem Jahr 1927, einem Sammelband mehrerer, der legitimistischen Bewegung angehöriger Autoren, die sich resolut für eine österreichische Identität einsetzten. Das wahre Engagement Ernst Karl Winters begann jedoch erst effektiv im Jahr 1933 mit der Machtergreifung Hitlers. Ab diesem Zeitpunkt begann Winter sich unermüdlich für die österreichische Sache einzusetzen, in Opposition gegen, oder besser gesagt als Reaktion auf die unmittelbaren, von Berlin ausgehenden Bedrohungen hinsichtlich einer Annexion. Infolge des Staatsstreichs im März 1933 und des Bürgerkriegs im Februar 1934 begann er, eine fundierte und konsequente Theorie der „österreichischen Nation und Identität“ zu entwickeln. Von 1933 bis 1936 veröffentlichte er die Zeitschrift „Wiener Politische Blätter“, mit denen er leidenschaftlich die „österreichische Idee“ verteidigte, die ihm zufolge eng an die Rückkehr des Landes zur demokratischen Legalität und zur Legalisierung der sozialdemokratischen und der kommunistischen Partei gebunden war. Im September 1936 veröffentlichte E.K. Winter sein Werk mit dem Titel *Monarchie und Arbeiterschaft*, in welchem er offiziell gegen die von Wien und Berlin unterzeichneten Vereinbarungen vom Juli '36 Stellung bezog, die Österreich zum „zweiten deutschen Staat“ machten und so für einen Anschluss ans Reich den Weg ebneten. Winter plädierte hierin für eine Restauration der Habsburger im Rahmen einer „sozialen Monarchie“ unter klar österreichischer Prägung. Infolge dieser Veröffentlichung wurde er seiner Position als Vize-Bürgermeister

Wiens enthoben und so definitiv von der Regierung Schuschnigg's ausgegrenzt. Von diesem Moment an und bis zur Annexion Österreichs seitens des Dritten Reichs im März 1938 bot er all seine Kräfte auf für eine Reihe von im Ausland, vor allem in Frankreich und Italien, abgehaltenen Konferenzen, um die europäische Meinung bezüglich der unmittelbar bevorstehenden Gefahr für das Land zu sensibilisieren. Nach März 1938 ging er ins Exil, anfänglich nach Paris, später in die Vereinigten Staaten, wo er mehrmals ohne Erfolg versuchte, eine österreichische Exilregierung ins Leben zu rufen. Trotz all dieser Bemühungen versagten ihm die politischen Behörden Österreichs in der Nachkriegszeit die Anerkennung der Originalität seiner Überlegungen zur nationalen Identität. Und bis heute ist keine akademische Arbeit von Bedeutung über dieses Thema erschienen.

Der Gedanke E.K. Winters war in der Tat nicht, wie man meinen könnte, ein monolithisch und ein für alle Male gültig formulierter Gedanke, sondern ein Gedanke in ständiger Entwicklung, sicher auch mit gewissen Konstanten, jedoch verloren sich im Lauf der Zeit auch einige seiner oft von ihm behandelten Themen, während wiederum neue Themen an ihre Stelle traten; zu unterscheiden ist zwischen dem Gedankengut E.K. Winters vor 1933/34 und dem nach den Ereignissen, welche zur Beseitigung der Demokratie in Österreich geführt haben. Zur besseren Definition des Gedankens E. K. Winters sind ohne Zweifel unterschiedliche „Ansätze“ bezüglich des Begriffs Nation heranzuziehen, „Ansätze“, welche im Lauf der historischen Ereignisse gewissen Änderungen unterlagen und deren Gewicht sich entsprechend der historischen Entwicklung in die eine oder andere Richtung verschob.

Schon früh, seit Anfang der zwanziger Jahre, und als Reaktion auf den Untergang der Habsburger Monarchie beschäftigte sich E. K. Winter mit der Frage nach der österreichischen Identität, mit dem Begriff „Nation“, seiner Definition und dessen Verhältnis zu der des „Volkes“. Sein erster „Ansatz“ war dem Wesen nach „romantisch“ und folgte bestehenden Auffassungen des neunzehnten Jahrhunderts. In einem ersten Versuch einer Definition von 1921 bemühte er sich, den Begriff „Nation“ mit dem des „Staates“ zu verbinden. Jedoch sind seine Definitionen zu dieser Zeit noch sehr verschwommen. Im Zentrum seiner Überlegung stand der Begriff „Heimat“, zu dem nacheinander die Begriffe des „Staates“ und der „Nation“ hinzutraten. So finden wir in seinen Texten: „Nationen und Sprachen kommen und gehen, die Heimat aber, der Staat, die Landschaft bleibt, solange die Berge und Flüsse bleiben, die sie bilden. So scheint der Staat mehr Raumbegrenztheit, die Nation mehr Zeitgemeinschaft, diese mehr geschichtlicher, jener mehr geographischer Organismus, und zwar so, dass die Nationen staatenverklammernde und die Staaten nationenverbindende Funktionen zu erfüllen hätten. Freilich hat auch jeder Staat seine Geschichte und jede Nation ihre Geographie.“<sup>5</sup> Der Staat wird also verstanden als „notwendige gesellschaftsschaffende Gemeinschaft“, wäh-

5 E. K. Winter, *Nibelungentreue – Nibelungenehre*. Ein katholisches, österreichisches deutsches Kulturprogramm, Wien 1921, S. 7.

rend die Nation „eine freiwillige, gesellschaftsverbindende Gemeinschaft“<sup>6</sup> ist. Der junge Winter sah den Staat als Reproduktion der familiären Zelle und seine internen hierarchischen Strukturen nur auf einem anderen Niveau. Wie jeder Vater unfehlbar die Autorität der Familie verkörpere, so verkörpere das Staatsoberhaupt, in diesem Fall der Monarch, die unbestrittene und unanfechtbare Autorität des Staates und das Volk in seiner Gesamtheit vereinige sich um den Monarchen in ein- und demselben Staat bestehend aus unterschiedlichen Nationen. In seinem 1921 veröffentlichten Buch mit dem Titel *Austria Erit in Orbe Ultima* definierte E. K. Winter den Staat wie folgt: „Der naturgewachsene, kulturgewordene Staat ist seinem innersten Wesen nach Familienstaat, Ständestaat.“<sup>7</sup> Winter betrachtete Österreich bis in die dreißiger Jahre einzig als Mitglied jener geopolitischen Gemeinschaft der bis 1918 existierenden Donaumonarchie. Er nahm damit Bezug auf den Begriff „Vaterland“. Österreich war zu dieser Zeit nichts anderes als ein Teil dieses großen Imperiums, welches sich seiner Meinung nach aus drei von ihm oft „Nation“ genannten Elementen zusammensetzte: Österreich, Böhmen und Ungarn; jedoch diese Konzeption blieb rein romantisch.

Vor 1933 findet sich ein zweites Kriterium für die Definition der „österreichischen Nation“, und zwar ihre Katholizität, ihr tief und in seinem Wesen selbst „katholischer“ Charakter. In einem 1921 abgefassten Text sprach E. K. Winter von der geheimnisvollen österreichischen „Übereinstimmung von Kultur und Religion, von Menschheit und Gottheit, Mystik des Paradieses“, einige Zeilen weiter definierte er Österreich als „staatlich vorgelebte, volkisch ausgelebte, kulturell erlebte Katholizität“<sup>8</sup> und fährt fort mit der Feststellung: „Die Geschichte des Vaterlandes ist eine katholische Geschichte.“<sup>9</sup> Doch nach und nach verschwand dieses Argument aus dem Gedankengut Winters, ohne Zweifel aus „politischen“ Gründen; so erhoffte er sich statt dessen seit den dreißiger Jahren eine Allianz der demokratischen Rechten mit den linken Parteien. Sicher war er sich bewusst, dass das katholische Element ein Hindernis für die Vereinigung mit den damals stark antiklerikal eingestellten linken Kräften darstellte und hat fortschreitend auf dieses Argument verzichtet.

Eines der größten Anliegen E. K. Winters war es vor allem zu zeigen, dass Österreich nicht mit Deutschland in Übereinstimmung zu bringen sei, dass es anders sei; er wollte durch diese Gegenüberstellung mit Deutschland die Verschiedenheit Österreichs nachweisen. Aus historischer Sicht an das Problem herangehend erklärte er: „Österreich war vor dem deutschen Volk und wird nach ihm sein.“<sup>10</sup> Wenig später begründete er eingehender: „Schon im Mittelalter entwickelte sich Österreich mit historischer Notwendigkeit von Deutschland weg, um die Bedingtheit

6 Ebd., S. 8.

7 E. K. Winter, *Austria Erit In Orbe Ultima*, Wien 1921, S. 28.

8 Ebd., S. 1.

9 Ebd., S. 4.

10 E. K. Winter, *Die österreichische Idee in der Geschichte*, in H. K. Zeßner-Spitzenberg, A. Missong, A. M. Knoll, W. Schmid, *Die Österreichische Aktion*, Wien 1927, S. 26.

bloß deutscher Politik mit europäischer Orientierung zu vertauschen.“<sup>11</sup> In seinen „Wiener Politischen Blättern“ schrieb er 1935: „Die beiden deutschsprachigen Staaten Deutschland und Österreich sind die ausgeprägteste Antithese auf europäischem Boden geworden.“<sup>12</sup> Für ihn hat sowohl die historische als auch die politische Entwicklung der beiden benachbarten Staaten eine Separation und eine Differenzierung der österreichischen Identität nach sich gezogen. Diese historische Evolution, die sich vor allem seit Bismarck manifestierte, verursachte eine Absonderung der beiden Staaten, was ihm somit erlaubte „die klare, eindeutige politische Trennung und Unterscheidung Österreichs von Deutschland“<sup>13</sup> zu bekunden.

Aus historischer Sicht ließ E. K. Winter die Existenz einer österreichischen Nation auf die Zeit des Königreichs „Noricum“ zurückgehen, welches er als das „erste Österreich“ betrachtete. Seiner Meinung nach bestand Österreich weiterhin während der Karolingerzeit, offenbarte sich aber tatsächlich erst mit Anbeginn der Habsburger Dynastie und begann von da an, sich klar von Deutschland zu unterscheiden. Nach und nach stellte sich Österreich unter den Auswirkungen der Expansion der Donaumonarchie an die Spitze einer aus Böhmen, Ungarn, Polen und Kroatien bestehenden „Pentarchie.“ Die Gründung unabhängiger Staaten in Mitteleuropa am Ende des Ersten Weltkriegs verursachte nach Winter keine wirkliche Trennung. Es handelte sich hierbei einfach darum, im neuen politischen Umfeld zwischen den beiden Weltkriegen ein System der Kooperation unter diesen Staaten zu finden, um das zerstörte Gleichgewicht wieder herzustellen.

Die klare Trennung zwischen Deutschland und Österreich selbst wurde für E. K. Winter zur Essenz der österreichischen Identität. Seiner Meinung nach war Österreich „eine Brücke zwischen West und Ost“; es war vor allem europäisch oder genauer gesagt „mitteleuropäisch.“<sup>14</sup> Da Österreich sich im Zentrum Europas befinde, obliege ihm eine „historische Funktion“: „Es verbindet die romanischen mit den slawischen Kulturen.“<sup>15</sup> In seiner Vergangenheit hatte Österreich nach E. K. Winter eine „Kulturmission im Osten und Süden“<sup>16</sup>. Auf vollkommen natürliche Weise sei Österreich dazu berufen, eine „europäische“ Rolle zu übernehmen, auf gewisse Art die Rolle des Vermittlers zwischen Osten und Westen und unter diesen Bedingungen könne es eine Wiederausammenführung mit Deutschland nicht tolerieren, da es dadurch behindert würde, diese natürliche Funktion auszuüben. Unter Hervorhebung des „europäischen“ Charakters seines Landes schrieb Winter 1927:

11 Ebd., S. 29.

12 E. K. Winter, Die soziale und demokratische Monarchie, in „Wiener Politische Blätter“, Jg. III/1, 24. März 1935, S. 18.

13 E. K. Winter, Die österreichische Idee, in „Wiener Politische Blätter“, Jg. I/3, 20. August 1933, S. 121.

14 E. K. Winter, Der europäische und der österreichische Raum, in Die Österreichische Aktion, a. a. O., S. 25: „Österreichs mitteleuropäisches Schicksal“.

15 Ebd.

16 E. K. Winter, Das konservative und liberale Österreich, in Die Österreichische Aktion, a. a. O., S. 124.

„Je konsequenter sich Österreich auf den Boden Europas stellt, um so klarer erfasst es das Wesen seiner Geschichte.“<sup>17</sup> Winter verteidigte diese Idee einer „europäischen Orientierung“ Österreichs auch in seinen politischen Aktivitäten während seines amerikanischen Exils, bis er aktiv an der Entwicklung eines Projekts einer Donaukonföderation beteiligt war, welche jedoch nie verwirklicht wurde.

Ab den Ereignissen im März 1933, die Winter als „Staatsstreich“ definierte, nahmen seine Überlegungen über die Nation eine radikale Wende. Er ging von einer „historischen“ und „geopolitischen“ Idee der Nation zu einer rein „politischen“ über. Seine bis dahin von historischen und geopolitischen Aspekten zur österreichischen Frage geprägten theoretischen Überlegungen verloren sich, denn die externe Gefahr, in unserem Fall die nationalsozialistische Bedrohung, lastete zu sehr auf dem Land, als dass er sich in derartigen Spekulationen hätte verlieren können. Von nun an waren seine Überlegungen zur Frage der „Nation“ nicht mehr theoretischer Natur. Was die „Nation“ betrifft, so ging es nicht mehr vorrangig um eine historische oder eine geopolitische Frage, sondern sie wurde zu einer höchst politischen Frage. E. K. Winter entschied sich von nun an Österreich, sowohl als Nation als auch als Staat, in seinen durch den Vertrag von Saint-Germain bestimmten geographischen Grenzen zu betrachten. Im Bewusstsein des Unterschieds zwischen den zwei Sphären Österreich und Deutschland, begann er Österreich als das zu definieren, was es heute ist. Von diesem Zeitpunkt an überdeckten sich die Begriffe „Nation“ und „Staat“ ganz. Gegenüber der von Hitler ausgehenden Gefahr, welche durch das Attentat der Nazis auf den Kanzler Dollfuß deutlich wurde, definierte E. K. Winter nunmehr Österreich innerhalb seiner modernen geopolitischen und soziologischen Grenzen. Diese Haltung ist besonders in dem „Zehn-Punkte-Programm“ offensichtlich, welches er im September 1934 bezüglich der bekannten „Aktion Winter“ veröffentlichte: Der erste Punkt, den er als essenziell betrachtete, reduziert sich auf die folgende einfache Formel: „Für ein freies, unabhängiges Österreich.“ Seither ließ Winter weder in seinen Schriften noch in seinen Aktionen davon ab, für die Unabhängigkeit seines Landes einzutreten. Die „österreichische Nation“ gründe sich von nun an auf die Kooperation aller nationalen politischen Kräfte, die sich dem Nationalsozialismus entgegenstellten, einschließlich der wichtigsten linken Kräfte Österreichs und besonders der Sozialdemokratie, deren wesentlichen Beitrag zur nationalen Identität Österreichs er immer wieder unterstrich. Nunmehr seien es diese politischen Kräfte, die sich vereinigen müssten, um die „österreichische Nation“ zu gründen und in der Lage zu sein, sie vor der vom nationalsozialistischen Deutschland ausgehenden Gefahr zu verteidigen. Mit seinem Appell an die Rückkehr zur konstitutionellen Legalität stützte er sich auf die Thesen seines Lehrmeisters Hans Kelsen, um zu Dialog und Absprache zwischen Regierung und Opposition, zwischen Stadt und Land, kurz zwischen der Rechten und der Linken

17 E. K. Winter, Die österreichische Idee in der Geschichte, in Die Österreichische Aktion, a. a. O., S. 36: „Je konsequenter sich Österreich auf den Boden Europas stellt, um so klarer erfasst es das Wesen seiner Geschichte, um so reiner dient es ihr.“

aufzufordern. Durch eine gemeinsame Vereinigung der Parteien sei die politische Unabhängigkeit Österreichs zu proklamieren und zu verteidigen. Nachdem dies erreicht sei, könne ihr einziges Ziel nichts anderes sein als das Trachten nach Absprache und Kooperation mit den Nachfolge-Staaten der österreich-ungarischen Monarchie und nicht, wie es bis zu diesem Zeitpunkt schien, ein Rückzug in eine riskante Annexion ans Deutsche Reich, welche den unabwendbaren und definitiven Verlust der nationalen Identität und Unabhängigkeit mit sich bringen würde.

Im Gegensatz zu den politischen Führungskräften der Christlichsozialen Partei an der Macht, die ihr Land nach Ausschaltung der Linken mit der externen Hilfe Italiens verteidigen wollten, meinte E. K. Winter, dass der Schutz des österreichischen Staates durch die Errichtung einer „Völkischen Front“ gewährleistet werden müsse. Und so strebte er ab 1933 nach einer solchen österreichischen „Front von rechts bis links“, die er definierte als „eine breite Volksbewegung, die den Nationalsozialismus weit in den Schatten stellen könnte.“<sup>18</sup> Um die Gründung der Front zu unterstützen, ersuchte er die Führungskräfte des austro-faschistischen Regimes die Linke zu legalisieren und sie in den antinazistischen Kampf miteinzubeziehen. Die Errichtung dieser Front wurde für Winter nun das einzig erdenkliche Mittel zum Schutz des österreichischen Staates. Als Konsequenz der Vereinbarungen vom Juli 1936 zwischen Österreich und Deutschland, veröffentlichte er sein Werk mit dem Titel *Monarchie und Arbeiterschaft*, in welchem er die These vertrat, nach der allein die Monarchie dazu in der Lage sei, der nationalsozialistischen Gefahr die Stirn zu bieten, jedoch nur unter einer Kondition: Die Monarchie müsse sich der Gründung zur bereits seit 1933 erstrebten nationalen Front verpflichten. Abermals definierte er die Front wie folgt: „Die österreichische Volksfront ist die Zusammenfassung der politischen Kräfte von rechts bis links gegen den Nationalsozialismus.“<sup>19</sup> Die Front müsse demnach alle politischen Bewegungen Österreichs mit Ausnahme des Nazismus miteinbeziehen, was für Winter auch die Einbeziehung der Christlichsozialen bedeutete, also der damaligen Führung des austro-faschistischen Regimes. In diesem Punkt ist er mit Alfred Klahr nie übereingekommen. Die von Winter gesetzten Ziele der Front sind klar formuliert: der Schutz der Unabhängigkeit Österreichs, die Bewahrung der individuellen Freiheit und die Kooperation mit den Nachfolgestaaten im Donauraum.<sup>20</sup> Viele dieser Ziele hat er zuerst während seines Exils in Paris und später dann in den Vereinigten Staaten zu verwirklichen versucht, jedoch ohne Erfolg.

Alfred Klahr wurde im Jahr 1904 als Sohn einer jüdischen Familie im 10. Bezirk Wiens geboren. Schon als Oberschüler wurde er Mitglied des Kommunistischen Jugendverbandes. Er studierte Staatswissenschaften an der Universität Wien und promovierte 1928 unter der Direktion von Professor Hans Kelsen. Anschlie-

18 E. K. Winter, Die Stunde des Konservativismus, in „Wiener Politische Blätter“, Jg. 1/2, S. 75-76.

19 E. K. Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft*, Wien 1936, S. 12.

20 Ebd., S. 15.

ßend begann er bei der kommunistischen Zeitung die „Rote Fahne“ mit seiner Tätigkeit als Journalist und Chefredakteur, zuerst in Berlin und später in Wien. Während des Bürgerkriegs im Februar 1934 inhaftiert wurde er anschließend befreit und emigrierte zunächst nach Prag und dann nach Moskau, wo er von 1935 bis 1938 an der Lenin-Schule österreichische Zivilisation und Kultur unterrichtete. Ende 1938 emigrierte er nach Belgien und in der Folgezeit wurde er in verschiedenen Konzentrationslagern im Süden Frankreichs inhaftiert. Im August 1942 wurde er nach Auschwitz deportiert, wo ihm Ende Juni 1944 die Flucht gelang. Im Juli des gleichen Jahres wurde er von einer SS-Streife in den Straßen Warschaus erschossen.

Während seines Aufenthalts in Moskau entwickelte Alfred Klahr zwischen 1935 bis 1937, ausgehend von den Arbeiten Stalins zur nationalen Frage und mit der Unterstützung von Georgi Dimitroff, eine Theorie der von der deutschen Nation unabhängigen österreichischen Nation im Widerspruch zur allgemeinen Meinung der Linken, die mit überwiegender Mehrheit weiterhin an der Idee von einem großen sozialistischen Deutschland festhielt, unter Einschluss Österreichs, das damals bloß als deutsche Provinz betrachtet wurde. Seine Überlegungen zu dieser Frage finden sich in der im März und im April 1937 publizierten österreichischen kommunistischen Zeitschrift „Weg und Ziel“; auch wenn später eine Vervollständigung in verschiedenen internationalen kommunistischen Zeitschriften folgte, so ist doch das Wesen seiner Theorie der österreichischen Nation in den zwei angegebenen und mit dem Pseudonym „Rudolf“ unterschriebenen Beiträgen enthalten.

Vor der Festlegung auf die Frage, ob eine österreichische Nation existiere oder nicht, begann Alfred Klahr die Bedeutung des Begriffs „Nation“ zu definieren. Dieser Begriff war für ihn, und hierbei übernimmt er den Vorschlag Stalins, dargestellt in einer Schrift aus den Jahren 1912-1913 mit dem Titel *Marxismus und nationale Frage*, in erster Linie ein „historischer Begriff“, „eine beständige aus der Geschichte hervorgegangene Gemeinschaft“. Und unter weiterer Bezugnahme auf diese Schrift Stalins formulierte Klahr die Kriterien, die für ihn bei der Entwicklung einer Theorie der Nation wichtig waren. Seiner Meinung nach handelte es sich um vier Kriterien: die Sprache, das Territorium, das wirtschaftliche Leben und schließlich die Kulturgemeinschaft. Weiterhin auf Stalin gestützt behauptete er: „Es genügt, dass auch nur eines dieser Merkmale fehlt, damit die Nation aufhört, Nation zu sein.“<sup>21</sup> Wenn er auf diesem Punkt bestand, so zeigte dies seine Absicht, sich auf der einen Seite in vollkommene Opposition zu Otto Bauer zu begeben, dem großen ideologischen Anführer der österreichischen Sozialdemokratie, und auf der anderen Seite in Opposition zur nationalen Ideologie, getragen vom politischen Katholizismus Österreichs, vor allem von Ignaz Seipel, dem Führer der Christdemokraten Österreichs, später dann, in den Jahren 1933 und 1934, von Dollfuß und seinem Nachfolger Kurt von Schuschnigg, der zum Zeitpunkt der Abfassung von Klahrs Texten Kanzler war. Mit seiner Haltung wollte Klahr die seit 1924 vertrete-

21 P. Rudolf, Zur nationalen Frage in Österreich [I], in „Weg und Ziel“, April 1937, zitiert in A. Klahr, Zur österreichischen Nation, Wien 1994, S. 15-16.

nen Thesen von Otto Bauer<sup>22</sup> entkräften, nach denen eine Nation sich durch „die Besonderheit des nationalen Charakters“ oder besser durch „die Besonderheit der Kultur- und Sprachgemeinschaft“ definiert. Für Klahr waren solche Positionen schlicht und einfach „falsch“<sup>23</sup> und man müsse sich ihrer erwehren. Er bezeichnete diese Positionen als „idealistisch“<sup>24</sup> und auch als „völlig unhistorisch“<sup>25</sup>; was er Otto Bauer vorwarf, war dessen Definition der Nation als eine „natürliche Gemeinschaft, das heißt als eine Bluts- und Generationengemeinschaft“. Darin verwechselte seiner Meinung nach Bauer den Begriff „Nation“ in seiner Bedeutung als historische Kategorie mit dem Begriff „Volk“. Klahr setzte dem eine „historisch materialistische“ und also „nicht marxistische“ Definition gegenüber.

Den grundlegenden Ideen des historischen Materialismus folgend setzte Klahr das Entstehen des Begriffs Nation mit der Entstehung des Kapitalismus an, und sah ihn in Verbindung mit dem Kampf gegen den Feudalismus<sup>26</sup>, was ihn direkt dazu führte, die Notwendigkeit einer österreichischen Nation zu beschwören, die von ihrer historischen Entwicklung geprägt war. Von den anlässlich der Revolution von 1848 formulierten Thesen Karl Marx' ausgehend, in denen die Notwendigkeit einer Einheit der deutschen Nation, die Österreich mit einschloss, erklärt wurde, zeigte Klahr, dass das Scheitern der Revolution das Scheitern der Vereinigung der Deutschen und Österreicher bedeutete. Er stützte sich daraufhin auf die weitere Entwicklung der historischen Fakten und zeigte, dass der Preußisch-Deutsche Krieg von 1866 und dann der Zusammenschluss des Deutschen Reiches im Jahr 1871 die definitive Trennung Deutschlands und Österreichs bedeuteten, da nun einmal seiner Argumentation nach „der deutsche Stamm in Österreich [...] aus dieser Gemeinschaft endgültig hinausgedrängt“<sup>27</sup> worden war. Diese Trennung hätte sich sowohl auf politischer als auch auf wirtschaftlicher Ebene vollzogen. Er fuhr mit seinen Überlegungen fort und stellte fest: „In dieser ganzen Zeitperiode, die für den Zusammenschluss der Menschen zur Nation die entscheidende ist, vollzog sich die wirtschaftliche, staatliche, kulturelle und damit auch die nationale Entwicklung unter anderen Bedingungen und in anderer Richtung als die Entwicklung der deutschen Nation“<sup>28</sup>, da sich seiner Meinung nach „in den Massen des österreichischen Volkes eine besondere nationale Eigenart, eine ‚österreichische‘ Orientierung, die auf die Erhaltung der Selbständigkeit gegenüber dem übrigen Deutschland gerichtet war“<sup>29</sup> entwickelte. Klahr verdeutlichte, dass diese Orientierung nicht nur die

22 O. Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Wien 1924.

23 P. Rudolf, *Zur nationalen Frage*, a. a. O., S. 15.

24 Ebd., S. 19: „Otto Bauers Begriff ist idealistisch.“

25 Ebd., S. 21: „Otto Bauers Begriff der Nation ist auch völlig unhistorisch.“

26 Ebd., S. 14.

27 Ebd., S. 18.

28 P. Rudolf, *Die nationale Frage und die Stellungnahme der Kommunisten in Österreich*, in „Kommunistische Internationale“, Zeitschrift des Exekutivkomitees der Kommunistischen Internationale, 10/1937, zitiert in A. Klahr, *Zur österreichischen Nation*, Wien 1994, S. 52.

29 P. Rudolf, *Zur nationalen Frage*, a. a. O., S. 24.

des Bürgertums und der Bauern war, sondern sich auch in der Arbeiterklasse wieder fand. Er erwähnte dann das Brünner Programm, das „Programm der Nationalitäten“, das 1899 von der österreichischen Sozialdemokratie angenommen worden war, welches er als „österreichisch“ einstuft und damit die Anteilnahme des Proletariats an der nationalen Identität Österreichs und seine Abneigung gegenüber einer Annexion seitens Deutschlands von Wilhelm II. beweisen wollte. Klahr erinnerte daran, dass die Sozialdemokratie bezüglich des Ersten Weltkriegs sehr wohl für einen Anschluss Österreichs an Deutschland war, jedoch sei dies in der Perspektive der Gründung eines sozialistischen Großdeutschlands zu sehen und nicht in der Perspektive einer bürgerlichen Republik, wie es die Weimarer Republik gewesen wäre. Nun aber habe die Machtergreifung Hitlers mit Vorbedacht die Situation geändert; die Österreicher könnten sich nur vereinigen und sich der von außen kommenden Tyrannei entgegenstellen. Gerade unter der Last der Ereignisse beschleunige sich die Bildung eines österreichischen Nationalbewusstseins.

Einer der grundlegenden Faktoren, die Klahrs Meinung nach eine Definition des Begriffs „Nation“ erlaubt hätten, war die „Kulturgemeinschaft“ und er bemühte sich, die Existenz einer „österreichischen Kulturgemeinschaft“, einer „österreichischen Kultur“ aufzuzeigen. Auf die Frage „Gibt es denn eine besondere von der deutschen verschiedene österreichische Kulturgemeinschaft?“ antwortete er mit einem klaren: „Jawohl, es gibt sie.“<sup>30</sup> Er beschrieb sie als zwei unterschiedlichen Kriterien folgend: Zum einen gebe es ein Deutschland und Österreich gemeinsames kulturelles deutsches Erbe, welches sich über den Zeitraum des 18. Jahrhunderts bis Anfang des 19. Jahrhunderts erstreckte, der als Zeitraum „deutscher Klassizismus“ bezeichnet werden kann. Dieses Erbe entstand vor den deutschen und österreichischen „Nationen“. Dann gebe es noch eine „besondere österreichische Kultur, die aus den besonderen Lebensbedingungen Österreichs hervorgehe“. Er erläuterte seine Gedanken genauer wie folgt: „Es gibt auf allen Gebieten der Kunst eine Reihe von Männern, die auf keinem anderen als österreichischem Boden denkbar sind, die in ihrem Schaffen spezifisch österreichische und keine andere Eigenart des nationalen Charakters verkörpern.“<sup>31</sup> Er zitierte dann eine Reihe von Schriftstellern wie Grillparzer, Nestroy, Schnitzler oder Kraus, Musiker wie Haydn, Mozart und Bruckner und Maler wie Makart, Waldmüller oder Hannak, die er ohne Zweifel als rein österreichisch einordnete. Um zu zeigen, dass die Kunst dieser Künstler sich nach einer spezifisch österreichischen Orientierung entwickelt hat, führt er an: „Die ungleichen Existenzbedingungen der Deutschen im Reich und der deutschen Österreicher im Verlauf einiger Generationen, die Verschiedenheit der politischen Kämpfe und des politischen Erlebens, die Verschiedenheit der Entwicklung der Arbeiterbewegung mussten eine besondere österreichische Geistesart im Bewusstsein der Massen hervorrufen.“<sup>32</sup> Indem er einräumt, dass die österreichische Kultur

30 Ebd., S. 32.

31 Ebd., S. 33.

32 Ebd., S. 34.

vor allem eine Kultur der dominierenden Klasse gewesen sei, forderte er die Arbeiterklasse auf „alles das, was es an demokratischen, fortschrittlichen und sozialistischen Elementen in der österreichischen Kultur gibt“ zu vereinigen, um die kulturelle Grundlage für die österreichische Nation zu schaffen<sup>33</sup>.

Unter Berücksichtigung dieser historischen, wirtschaftlichen und kulturellen Postulate entwickelte Alfred Klahr die Theorie, nach der die Entwicklung der österreichischen Nation noch nicht an ihr Ende gekommen war, da diese sich noch nicht in einem definitiven Stadium befand. Er setzt fort: „Vom Standpunkt der revolutionären Perspektive in Österreich selbst ist es absolut richtig und notwendig, dass die Kommunisten für die weitere selbständige nationale Entwicklung des österreichischen Volkes kämpfen.“ Er erinnert an die Gefahr eines Anschlusses an Hitlers Reich und kam dann zur Schlussfolgerung: „Das Interesse des ganzen österreichischen Volkes verlangt die Aufrechterhaltung der Unabhängigkeit Österreichs.“<sup>34</sup>

Diese Unabhängigkeit Österreichs könne jetzt nicht durch Errichtung einer proletarischen Diktatur, sondern durch die Restauration der Republik und der Demokratie bewahrt werden. Hierzu schrieb er: „Dieser nationale Kampf ist unlösbar verbunden mit unserem Kampf um die demokratischen Freiheiten, um die demokratische Republik in Österreich. Denn nur ein freies Volk kann seine nationale Freiheit verteidigen. Die demokratische Republik wird die beste Garantie für die Erhaltung der Unabhängigkeit des Landes sein.“<sup>35</sup>

Zur Verteidigung der Unabhängigkeit des Landes schlug Klahr die Gründung einer starken „Volksfront“ vor, die „alle demokratischen Kräfte des Landes“<sup>36</sup> einschlieÙe. Dennoch lehnte er es ab, in diese Front, die als „anti-nationalsozialistische Front“ bezeichnet werden könnte, die konservativen politischen Kräfte einzubeziehen, welche zu dieser Zeit das ständestaatliche Regime Schuschniggs unterstützten und von Klahr als „opportunistisch“ beurteilt wurden. Er fuhr fort: „Es ist ausgeschlossen, dass in dieser Volksfront reaktionär-konservative und legitimistische Kräfte aus dem Schuschnigg-Lager Platz haben, wie sehr sie auch ‚antinationalsozialistisch‘ gesinnt sein mögen, wie sehr sie auch mit Worten die Unabhängigkeit Österreichs ‚anerkennen‘.“<sup>37</sup> Auf diese Weise machte er eine Kooperation mit Ernst Karl Winter unmöglich.

Bevor wir zum Ende kommen, werden wir versuchen, die Konvergenzen und Divergenzen der Theorien der zwei Autoren zu verdeutlichen: der eine wie der andere haben das Verdienst, die Identität einer österreichischen Nation in einer Zeit zur Diskussion zu stellen, die dieser Idee gegenüber zutiefst feindlich gesinnt ist. Natürlich war für Winter die österreichische Nation bereits greifbare Realität, wäh-

33 Ebd., S. 35.

34 P. Rudolf, Die nationale Frage und die Stellungnahme der Kommunisten in Österreich, a. a. O., S. 46.

35 P. Rudolf, Zur nationalen Frage in Österreich, a. a. O., S. 38.

36 Ebd., S. 44.

37 P. Rudolf, Die nationale Frage und die Stellungnahme der Kommunisten in Österreich, a. a. O., S. 56.

rend sie sich bei Klahr noch in der Phase der Entwicklung befand. Natürlich gab es zwischen den beiden Unstimmigkeiten über die Rolle, die den Verfechtern der ständestaatlichen Ideologie Österreichs in einer „österreichischen“ Volksfront zuteil werden sollte. Jedoch waren beide überzeugt, dass Österreich eine gemeinsame Front aller demokratischen Kräfte des Landes aufbauen müsse, um dem Nazismus zu entkommen. Fernerhin stimmen beide am Ende ihres Werks in ihrer Auffassung überein, dass nur die republikanische Form fähig sei, den unbegrenzten Fortbestand Österreichs zu garantieren. Und wenn auch die historischen Betrachtungsweisen hinsichtlich der nationalen Frage bei Winter und Klahr offensichtlich nicht die gleichen sind, so konvergieren sie doch weitgehend in ihren Ergebnissen der Analyse der Geschichte Österreichs des 19. und 20. Jahrhunderts. Aber schließlich und vor allem, wenn auch beide von völlig entgegengesetzten politischen Horizonten ausgehen, so bekräftigen doch beide die reelle Existenz der österreichischen Nation und die zwingende Notwendigkeit, sie zu verteidigen bis sie zur authentischen historischen Realität werden würde.

Es ist kein Zufall, dass Ernst Karl Winter wie auch Alfred Klahr zu ihren Lebzeiten ausgegrenzt wurden. Ihre Zeitgenossen schienen ihre Theorien vollkommen unbeachtet zu lassen, durch ihre jeweiligen ideologischen Scheuklappen waren sie buchstäblich zu blind, als dass sie diese Theorien hätten erfassen können. Es musste erst zur Katastrophe des Nazismus kommen, bis die Österreicher ihre Nachricht verstanden. Sowohl das Werk Winters als auch dasjenige Klahrs waren für das Österreich nach 1945 von extremer Bedeutung. In der Tat gab es einen Bewusstwerdungsprozess der österreichischen Nation, womit wir uns auf den Titel eines wichtigen Werks über eben diese Frage von Felix Kreissler beziehen, schon während und am Ende des Zweiten Weltkriegs. Sowohl die politisch sozialen Formen, die so vortrefflich die Strukturen der Zweiten Republik Österreichs geprägt haben, als auch die resolut „österreichische“ Ideologie der politischen Parteien, über ihre Differenzen hinweg, berechtigen zu der Annahme, dass sie von diesen zwei großen Theoretikern der österreichischen Frage inspiriert wurden. So ist es doch erst recht erstaunlich, dass die wissenschaftliche Forschung bis heute ihren Werken und ihrem Einfluss auf das Österreich nach 1945 keine effektiven Studien gewidmet hat.

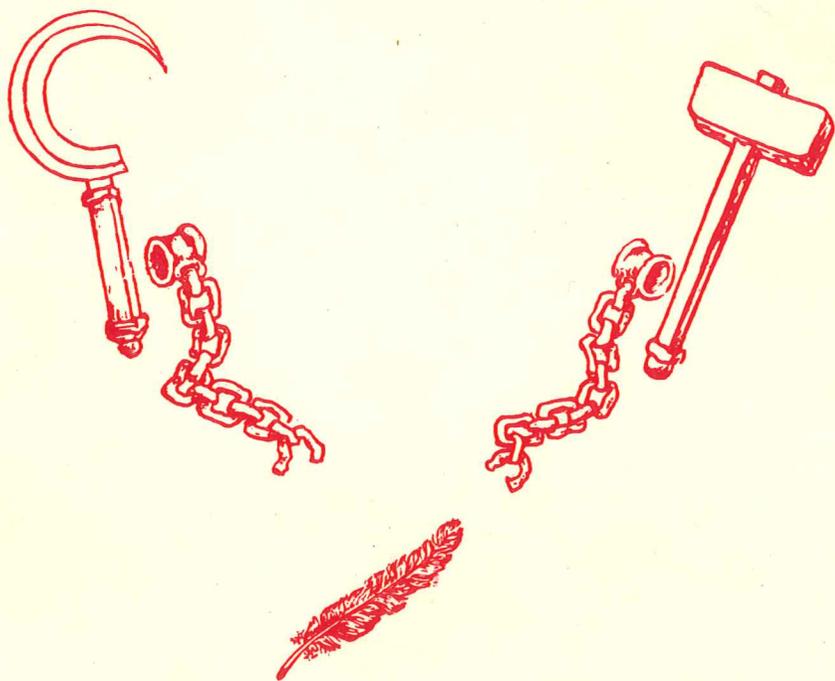
*(Übersetzung aus dem Französischen von Simone Marcinkowski und Alfonso Salvatore)*

## **2. Représentations « visuelles » de l'Autriche**

Jeff Bernard (Hg.)

# Semiotica Austriaca

Angewandte Semiotik 9,10



Gérard GRELLE

Zeichenwandel im politischen Paradigma: Von der Christlich-sozialen Partei zur Österreichischen Volkspartei (1918-1960)

Die Analyse von Wahlplakaten fand bis jetzt wenig Beachtung in der Geschichtsschreibung; jene wurden meistens als Randerscheinungen des politischen Geschehens und Handelns betrachtet. Es wurde vielfach ignoriert, daß dieses politische Geschehen von der Stärke bzw. Schwäche der Regierungs- und Oppositionsparteien abhängt, welche wiederum ihre Stellung im politischen System von der Gunst oder Ungunst der Wähler erhalten. In diesem Sinne kommt dem einzelnen Wählerverhalten eine große Bedeutung zu, und zwar insofern, als jeder einzelne Wähler durch seine Stimme über die Macht verfügt, der ihm zusagenden Partei zu noch mehr Macht zu verhelfen. Parteiapparate müssen sich daher bemühen, ein bestmögliches Bild von sich selber den potentiellen Wählern zu vermitteln, um ihre Stimmen zu gewinnen.

Die politische Propaganda der Parteien richtet sich zwar prinzipiell an alle potentiellen Wähler, dennoch speziell an die sogenannten Wechselwähler. Die Stammwähler einer Partei bedürfen im allgemeinen keiner besonderen Aufmerksamkeit seitens der jeweiligen Partei, denn sie wissen lange vor der Wahl, wie sie wählen. Anders ist es bei den Wechselwählern, die per definitionem nicht "partei-fixiert" sind. Es soll daher die Strategie jeder Partei sein, diese Wähler durch entsprechende propagandistische Mittel für sie zu gewinnen, wobei Wahlplakate eine wesentliche Rolle spielen.

Wahlplakate können eine nicht unbedeutende Stellung unter den Werbemitteln einer Partei einnehmen, weil sie im Gegensatz zur parteipolitischen Presse, die im Grunde an die eigenen Wähler gerichtet ist, für alle sichtbar auf offener Straße hängen, dadurch einen viel weiteren Personenkreis erreichen, und daher eine größere Wirksamkeit erzielen können. Während der Wähler sich bewußt die Mühe geben muß, einen schriftlichen Werbetext, sei es in einer Zeitung oder auf einem Werbezettel, zu lesen, wird ihm das Wahlplakat sozusagen aufgedrängt, indem es vor seinen Augen hängt, und er ihm nicht ausweichen kann. Das Wahlplakat gewinnt dadurch eine höchst persuasive Funktion unter allen den politischen Parteien zur Verfügung stehenden Werbemitteln. Es hängt für alle da, ohne jegliche soziale Diskriminierung, und beeinflußt somit jeden Wähler, ob positiv oder negativ, bewußt oder unbewußt. Nimmt der

Wähler das Plakat bewußt auf, so erfolgt durch ihn eine bewußte Dekodierung der zu übermittelnden Botschaft und damit auch eine Bewußtseinsnahme der intendierten Manipulierung; nimmt er es unbewußt auf, so fallen Dekodierung und Bewußtseinsnahme weg, dennoch bleibt in ihm die unbewußte Beeinflussung hängen. Dieses Phänomen wird meistens durch das Anbringen mehrerer gleicher Plakate - z. B. serienweise an einer Wand, oder öfters im gleichen Stadt- bzw. Landviertel - verstärkt. Diese iterative Funktion wirkt sich im Zuschauer wie eine Drillübung aus, die Wiederholung des Plakats ist auch ein persuasives Mittel.

Unter diesen Umständen wird klar, daß dem Medium Wahlplakat eine gewisse Bedeutung beigemessen wird. Hinzu kommt, daß die Wahlplakate, geschichtlich betrachtet, einiges über die Ideologien der Parteien aussagen (1), sogar deren Spiegel in Bildform verkörpern. An ihnen kann man die ideologische Fortentwicklung einer Partei verfolgen. Im folgenden wird der Versuch unternommen, die Ideologie des christlichsozial-konservativen Lagers und deren Entwicklung von 1918 bis in die sechziger Jahre anhand von Wahlplakaten zu erforschen.

Die Analyse der Wahlplakate dieses Lagers läßt auf drei ziemlich deutlich voneinander zu trennenden Periodenschlüssen: die erste Periode umfaßt die Zeit von 1918 bis 1934, also die Erste Republik; die zweite erstreckt sich von 1934 bis 1938, es ist die Ära des sogenannten Ständestaates; die dritte schließlich umfaßt die Wiederaufbauperiode der Zweiten Republik.

Bevor die Wahlplakate der ersten Periode in ihren Aussagen untersucht werden, sei kurz auf die politische Situation der Ersten Republik eingegangen. Diese ist durch den unerbittlichen Kampf der beiden großen politischen Lager, des christlichsozial-konservativen und des sozialdemokratischen, gegeneinander gekennzeichnet. Die Christlichsozialen, während dieser Zeit ständig Hauptstütze der Regierung, setzten alle ihre Bemühungen daran, die oppositionellen Sozialdemokraten stets von der Macht fernzuhalten. Dies konnte nur geschehen, indem die politische Opposition den Wählern in genügend überzeugender Weise als Zerstörer der etablierten Ordnung hingestellt wurde. Die Sozialdemokratie als Ursache aller gesellschaftlichen und politischen Übel darzustellen, war das offen deklarierte Ziel der Christlichsozialen Partei in der Ersten Republik (2). Als eines der Hauptmittel zur Übermittlung dieser Botschaft an den Bürger und Wähler galt das Wahlplakat.

Was das bildliche Element der Wahlplakate betrifft, so stellten sie meistens eine Szene dar, die suggestiv auf

die möglichen Gefahren hinwies, die eine Machtübernahme durch die Sozialdemokratie mit sich gebracht hätte. Das vielleicht bekannteste und sicherlich auch signifikanteste Beispiel dafür war ein Wahlplakat von Rudolf Ledl aus dem Jahre 1930 (3). Auf diesem Plakat wird ein geschichtlich-politisches Ereignis in Erinnerung gerufen und propagandistisch ausgewertet: der Brand des Justizpalastes in Wien am 15. Juli 1927. Der Justizpalast wird im untersten Drittel des Plakats in Flammen abgebildet. Mit ihm wird die gesellschaftliche Ordnung samt Gesetz, Moral, Justiz, Recht, und - implizit - die demokratische Ordnung suggeriert, also Werte, an denen die meisten Bürger hängen. Die Brandlegung dieses symbolträchtigen Gebäudes bedeutet die Zerstörung aller dieser Werte; ihre Darstellung soll im Wähler Schreckvisionen auslösen und ihn über das Ereignis nachdenklich stimmen. Das Bezeichnete hört aber damit nicht auf. Das Plakat setzt sich außerdem das Ziel, den Wähler über den eigentlichen Urheber der Brandstiftung aufzuklären: die zwei restlichen Drittel der Bildfläche sind ihm gewidmet. Dieser Urheber wird in Form eines riesigen Schreckgespenstes dargestellt, das sich drohend über den Justizpalast beugt und die österreichische Arbeiterschaft darstellen soll. Es ist in der Größenordnung etwa zweimal so groß wie der Justizpalast, was auch die Relation der beiden Elemente zueinander andeuten soll: das Schreckgespenst ist viel größer als der Justizpalast, woraus man schließen kann, daß die Gefahr, die dieses Schreckgespenst verkörpert, viel mächtiger als die gesellschaftliche Ordnung ist, die durch den Justizpalast symbolisiert wird. Außerdem hält der Riese eine Fackel und einen Ölkännchen in den Händen. Er ist es, der den Brand gelegt hat. Damit ist die Beziehung zwischen dem Riesen und dem Justizpalast hergestellt. Was nun aber dieses Monstrum und dessen Identifizierung mit einer bestimmten Gruppe betrifft, so liefert die Farbe, in der es bemalt ist, eine eindeutige Interpretation: es ist die Farbe Rot. Rot ist wiederum politisch betrachtet die Farbe, mit der die Sozialdemokratie assoziiert wird. Also steht der Riese als Symbol dieser politischen Gruppe, die somit für die Brandlegung des Justizpalastes verantwortlich gemacht wird, was sich vollkommen mit den Äußerungen der christlichsozialen Politiker in Bezug auf dieses Ereignis deckt. Die Farbe Rot, die auf die vermutlich christlichen Wähler eine Wirkung haben soll, läßt eine zusätzliche Interpretation zu. Für den Christen ist Rot das Synonym von Hölle, Teufel, ewigem Feuer, usw., also gerade das Gegenteil des von Gott Gewollten. Die Sozialdemokratie wird also mit dem Teufel in Verbindung gesetzt und die Werke dieses politischen Lagers als teuflisch betrachtet. Somit wird für die Zielgruppe christliche Wähler nicht nur gegen die Sozialdemokratie als gegnerische Gruppe, sondern auch gegen die Sozialdemo-

kratie als Handlanger des Teufels agitiert.

Das gesamte Bild dieses Plakats soll dem Wähler zeigen, wie gefährlich es für ihn wäre, wenn er seine Stimme für die Sozialdemokratie abgeben würde. Es liefert keinerlei Auskunft über die politischen, wirtschaftlichen und sozialen Vorschläge der Christlichsozialen Partei, sondern suggeriert dem Wähler, daß er, wenn er den geschilderten Gefahren nicht ausgesetzt werden will, für die Christlichsoziale Partei stimmen soll.

Der zu diesem Bild gehörige Text ist sozusagen die Fortsetzung der Botschaft des Bildes und soll direkt den Leser zur Wahl der Christlichsozialen Partei bewegen: "Denkt an den 15. Juli! und wählet die Liste der Christlichsozialen Partei und Heimatwehr!" Der erste Teil dieser schriftlichen Botschaft wird mit einem Imperativ eingeleitet, der hier die Funktion einer Aufforderung und Mahnung übernimmt (4). Der Bürger und Leser wird aufgefordert, sich an die Ereignisse des 15. Juli 1927 zu erinnern, wobei das Gedächtnis durch die aus dem Bild resultierende Message gelenkt wird. Der Satz soll nämlich nicht nur an den historischen Teil, sondern auch an die Verantwortung der Sozialdemokratie für die grauenhaften Ereignisse erinnern. Diese Aufforderung zur Besinnung ist aber zugleich auch Mahnung an das Volk, es solle ja nicht die politische Macht in die Hände der Sozialdemokraten legen, sonst wären Moral, Ordnung und Gesellschaft wie im Jahre 1927 gefährdet. Auf diese Mahnung, die wie ein Verbot wirken soll, folgt ein Aufruf, die richtige Liste zu wählen, die sich quasi als den einzigen Weg aus dem Chaos versteht. Diese letzte Aussage wird mit der vorherigen durch die kopulative Konjunktion "und" in Zusammenhang gebracht. Diese Konjunktion leitet einen "Ursache-Wirkung"-Effekt ein: der Schluß, der im zweiten Satzteil ausgesprochen wird, soll als logische Folge der im ersten Satzteil enthaltenen Aussage aufgefaßt werden. Im Klartext soll es heißen: weil ihr die Gefahren einer sozialdemokratischen Regierung kennt, sollt ihr für die Christlichsoziale Partei stimmen.

Genau dieselbe Strategie in der Ausgestaltung von Wahlplakaten ließe sich bereits früher erkennen, etwa bereits 1919, als ein Rotgardist, auch mit Fackel und Ölkanister in der Hand, als Mittel zur Brandstiftung auf Wien zuzug, um die friedliche und christliche Stadt, symbolisiert durch den Stephansdom und die Karlskirche, zu zerstören. Der Begleittext lautet: "Wenn ihr den nicht wollt, so wählet christlichsozial!"

Diese Strategie bestand darin, die Sozialdemokratie als einen übermächtigen Dämon hinzustellen, den Bürgern Angst vor dieser Partei einzuflößen, und sie dadurch zur Wahl

der Christlichsozialen Partei als Retter vor dem Chaos. auszurufen. Dabei wurde die Christlichsoziale Partei selber eigentlich nicht dargestellt.



WENN IHR DEN NICHT WOLLT,  
SO WAHLET  
**CHRISTLICHSOZIAL**

Eine leicht verschiedene Variante in der Wahlwerbung bot sich der Partei an, nämlich indem sie direkt in der Form eines riesigen "christlichen Säubermannes" dargestellt wurde, etwa auf einem Plakat aus dem Jahr 1920 (5). Das Bild repräsentiert diese riesige kräftige Gestalt, die gerade dabei ist, die Abhängigkeitsbänder, die zwei Menschenmassen miteinander verbinden, niederzureißen, und die eine Menschenmasse in den Abgrund zu schieben. Die zwei Gruppen von Menschen sind sehr deutlich in ihrer ikonographischen Funktion voneinander zu unterscheiden. Die linke Gruppe ist aus wohlleibigen Männern und Frauen zusammengesetzt, die offenbar an keinerlei Entbehrungen leiden. Die Männer tragen Anzüge; die einzige Frau ist frivol gekleidet und läßt mit ihrem breiten Hut an eine "Luxusfrau" denken. Neben ihr geht ein "roter Revolutionsjude", wie die Christlichsozialen die der S.P.Ö. angehörenden Juden nannten. Mit diesen stilisierten Menschen sind die Sozialdemokraten gemeint; alle sind stellvertretend für die kapitalistischen, jüdischen und bedrückenden Züge, die die Christlichsozialen ihren damaligen Gegnern zuschrieben. Noch ist zu beachten, daß diese Gruppe gleich

neben dem Abgrund steht. In der rechten Hälfte des Plakats steht eine ziemlich kümmerliche Gruppe da, deren Mitglieder teils völlig nackt, teils lumpenhaft gekleidet sind. Alle Gesichter wirken bedrückt, zerstört, hilflos, die Vision irgendwie apokalyptisch. Mitten in dieser Szene tritt der Riese auf, der die unterdrückten Armen von ihren Fesseln befreit und die reichen Sozialdemokraten in den Abgrund stößt. Dieses Bild assoziiert deutlich das Jüngste Gericht aus dem Neuen Testament, wo Christus die Erwählten von den Verdammten trennt. Der Vergleich ist sicherlich für die sich als christlich bezeichnende Partei angebracht. Die Christlichsoziale Partei übernimmt die Rolle Christi, die Auserwählten sind das einfache, unterdrückte Volk, die Verdammten die Sozialdemokraten. Auf symbolische Art wird damit suggeriert, daß die Christlichsoziale Partei abermals der Retter des einfachen Volkes vor dem Chaos der Linken sei. Diesmal ist der Begleittext sehr knapp gehalten: "Wählt christlichsozial!" heißt es kurz und prägnant. Der früher erwähnte Ursache-Wirkung-Effekt wird hier nicht auf sprachlicher Ebene vollzogen, sondern in der Kombinierung von Bild und Text (6). Die Wähler werden aufgerufen, christlichsozial zu wählen, weil diese Partei das Volk von den Ketten der Sozialdemokraten befreit. Der Imperativ bedeutet hier keine Mahnung mehr, sondern lediglich die ausdrückliche Aufforderung, christlichsozial zu wählen. In diesem Plakattypus wird die Partei sozusagen zum Helden, der wie in einer Heldensage die Gefährdeten von allen Übeln befreit.

Einen völlig anderen Plakattypus stellt das Textplakat dar. Es bietet dem Auge kein Bild mehr. Die Wirkung soll allein über den verbalen Kanal erzielt werden. Es wird nicht mehr an das Unterbewußte appelliert, wie es in den vorher besprochenen Plakaten der Fall war, sondern die Bürger werden direkt mittels sprachlicher Strategeme mobilisiert. Der Betrachter soll auf seine Lektüre reagieren. Die Dekodierung der Message ist dadurch einfacher als beim Bild. Schwer darstellbare Themen wie z. B. Fragen des Ehrechten oder Trennung von Kirche und Staat können problemlos angeschnitten werden, und benötigen keiner besonderen Dekodierung. Auf Plakaten, die diese Werbetechnik anwenden, werden eben vor allem solche Themenkreise angeschnitten, die sich bildlich kaum darstellen lassen, die aber für die Ideologie der Partei von wesentlicher Bedeutung sind. Die Kernaussage eines aus dem Jahre 1919 stammenden Textplakats(7) ist beispielsweise jene: "Glaubst Du an Gott, dann wähle christlichsozial!" Der Glaube an Gott wäre schwer darzustellen gewesen; also wurde der sprachliche Text als Ausdrucksmittel gewählt. Es ist binär abgefaßt und impliziert eine innere und zwangsläufige Beziehung zwischen Gottesglauben und Wahl der Christlichsozialen Partei. Diese "Quasi"-Gleichung wird auf Grund

von Äußerungen aufgestellt, die die Wahl einer anderen Partei praktisch unmöglich machen: So werden Forderungen wie Trennung von Kirche und Staat, Verschlechterung des Ehrechten und Abschaffung der Teilnahmepflicht am Religionsunterricht als Hauptziele der anderen Parteien erklärt, welche wiederum christliche Bürger nicht wählen können. Diese Aussagen reduzieren die Ideologie des Gegners auf sehr wenige stereotype Themenkreise und vernachlässigen den Kern der ebenbesagten Ideologie. Auf eines wird nur geachtet, nämlich auf die Verteidigung der Religion. Der Gegner wird zum Feind der Religion gestempelt. Für den Bürger ergibt sich daraus nur mehr eine einzige Wahlmöglichkeit: christlichsozial.

Die christlichsozialen Wahlplakate der Jahre 1918 bis 1934 offenbaren also die zwei Hauptziele dieses politischen Lagers: den unermüdlichen und unerbittlichen Kampf gegen den sozialdemokratischen Gegner, dem ständig böse Absichten unterschoben werden, und die Bewahrung der Religion und der religiösen Werte als Aufgabe der Partei.

1934 entstand aber für die Christlichsozialen eine völlig neue Situation. Im März 1933 war das Parlament ausgeschaltet worden; nach den Februarereignissen 1934 wurde die sozialdemokratische Partei verboten. Damit fielen die auf Angriff gerichteten Zielgruppen der christlichsozialen Propaganda weg. Neue Themen, neue Wege mußten gesucht werden. Da die Demokratie nicht mehr bestand, mußten nicht mehr Stimmen geworben werden. Angesichts der aufsteigenden nationalsozialistischen Bewegung und der dadurch gefährdeten weiteren Existenz des Staates ging es der Regierung vor allem darum, den österreichischen Patriotismus gegen sämtliche Anschlußtendenzen zu stärken und die Einheit der Bevölkerung um die nationale Idee zu fördern. Dies wurde bald zum erklärten Kurs des neuen Regimes und fand seinen Niederschlag auch in den politischen Plakaten: es wurde demonstrativ patriotisch geworben. Der neue Patriotismus wurde sowohl bildlich als auch sprachlich propagiert.

Die meisten Plakate wiesen die Farben Rot-Weiß-Rot, oftmals im Hintergrund, auf, und deuteten damit auf die nationale Flagge Österreichs hin, so z. B. ein Plakat aus dem Jahre 1934, das um Mitglieder für die neugegründete Vaterländische Front warb. Das Plakat war die österreichische Flagge selbst, über die andere Bild- und Textelemente hinzukamen. Es war auch mit dem Krückenkreuz, das Symbol des österreichischen Ständestaates, versehen, damit die Bürger ein Identifikationsinstrument der ständischen Ideologie haben. Wie die Nationalsozialisten das Hakenkreuz verwendeten, so benützten die Anhänger der ständischen Ideologie das Krückenkreuz als Erkennungszeichen. Dieses Zeichen stand irgendwie in Konkurrenz zum Hakenkreuz und

zur Ideologie, die es darstellte. Die Farben Rot-Weiß-Rot erscheinen auch alternativ im sprachlichen Text und bringen zum Ausdruck, daß dieser auch patriotisch sei. Ziemlich neu im Ständestaat ist das Auftreten von Personen auf Plakaten, so hier die Abbildung von Bundeskanzler Dollfuß. Diese Tendenz, die des öfteren auf Plakaten dieser politischen Epoche feststellbar ist, deutet in irgendeiner Weise auf einen gewissen Personen- und Führerkult hin. Der Kanzler, in zivil gekleidet, verkündet an das Volk eine Botschaft, die das Auge erst beim Lesen der Textlegende entdeckt. Diese Botschaft ist vermutlich auf dem Blatt Papier abgedruckt, das der Kanzler in seinen Händen hält, ist aber nicht zu sehen. Der Zuschauende sieht nur ein weißes Blatt, was andeuten soll, daß die Organisation, für die das Plakat wirbt, ein reines, "unbeschriebenes" Blatt sei. Der Text gibt die Auflösung des Rätsels: "Hinein in die Vaterländische Front!" Es ist ein Aufruf zum Beitreten in diese politisch-patriotische Bewegung. Dieser Aufruf wird hier nicht mit einem Verb im Imperativ zum Ausdruck gebracht, sondern mit einem Adverb, das viel direkter und auffordernder wirkt. Die Gesamtheit des Plakats, nämlich Bild und Text, fordern die Bürger auf, gemeinsam mit dem Bundeskanzler Dollfuß für die Erhaltung der nationalen Unabhängigkeit zu kämpfen, indem sie sich in der patriotischen Bewegung "Vaterländische Front" vereinigen.

Ein ähnlicher Plakattypus wurde 1938 anlässlich der für den 13. März geplanten Volksbefragung entworfen (8). Es zeigt ein Bild von Bundeskanzler Schuschnigg, der den am Plakat vorbeigehenden Bürgern ernst und persuasiv in die Augen schaut. Unter seinem Bild ist ein einziges Wort vermerkt: "Österreich". Gleich daneben ist das Krückenkreuz abgebildet. Diese drei Elemente sollen die Bürger dazu bewegen, mit "ja" bei der Volksabstimmung zu stimmen. Diese bejahende Antwort soll das Ergebnis des Zusammenspiels der drei Elemente sein. Vom Betrachter wird erwartet, Kanzler Schuschnigg, das Krückenkreuz und Österreich miteinander zu assoziieren. Die Frage, die den Bürgern gestellt wird, heißt somit nicht nur, ob sie für ein unabhängiges Österreich sind, sondern ob sie mit einem unabhängigen Österreich, das unter den Prinzipien ständestaatlicher Ideologie und unter Führung von Bundeskanzler Schuschnigg regiert wird, einverstanden sind. Man findet also hier wieder diese Art Personen- und Führerkult, von dem wir vorher gesprochen haben, und die zuerst für die faschistischen Bewegungen der Zwischenkriegszeit ziemlich charakteristisch waren, denn es darf nicht vergessen werden, daß die Christlichsozialen, die inzwischen ihre politische Organisation aufgelöst hatten, sich immer mehr in Richtung Autoritarismus und Faschismus weiterentwickelt hatten.

Neben diesem Typus der personifizierten Plakatwerbung

stand auch in der ständestaatlicher Ära ein oft verwendetes Werbemittel, und zwar das Textplakat. Diese Plakatsorte bot kein Bild, sondern einen reinen Text an. Interessant ist nun, was im Text mitgeteilt wurde. Nehmen wir als Beispiel ein Plakat aus dem Jahr 1934, das anlässlich des ersten Jahrestages der sogenannten Selbstausschaltung des Parlaments affiziert wurde. Die einzelnen Zeilen sind in verschiedenen Druckgrößen gehalten, was jeder Zeile eine andere Rangordnung zuteilt. Die fett- und großgedruckten Zeilen erhalten dadurch größere Bedeutung als die fein- und kleingedruckten. Der Leser empfängt zuerst unwillkürlich die großgedruckten Zeilen; in diesem Beispiel fallen ihm folgende Zeilen auf: "Ein Jahr... Dollfuß!... Die Wirtschaft erholt sich!... Österreicher!... Die Vaterländische Front".



"Die Vaterländische Front". Obwohl dazwischen Erklärungen und Ergänzungen eingefügt werden, ergeben die erwähnten Zeilen miteinander einen deutlichen Sinn. Erstens wird der Amtsantritt Engelbert Dollfuß' nicht mit dem 20. Mai 1932, wie es wirklich war, sondern mit dem 4. März 1933, den Tag der Selbstausschaltung des Parlaments, datiert. Dies bedeutet, daß für die Vaterländischen die Ära Dollfuß erst mit dem 4. März 1933 beginnt; alles, was vorher geschehen ist, zählt in ihren Augen nicht. Zweitens läuft die gemachte Aussage auf etwa Folgendes hinaus: "Erst ein Jahr Dollfuß "und schon" erholt sich die Wirtschaft "dank der" Österreicher, "die in der" Vaterländischen Front "organisiert sind". Es ist also eine Lobhymne an Dollfuß und seine Regierung, und damit auch ein Aufruf, den eingeschlagenen, als erfolgreich anerkannten Kurs

voll zu unterstützen. Die anfängliche Annahme, daß die Botschaft des Plakats ganz mit den großgedruckten Zeilen zum Ausdruck kommen würde, wird durch den Umstand bestätigt, daß das Kleingedruckte nur eine Ausführung des bereits Bekannten bringt. Die "großen" Leistungen der Ära Dollfuß werden aufgezählt und die Bürger aufgefordert, am Jahrestag des Amtsantritts an den Feierlichkeiten teilzunehmen. Die Botschaft bedarf in diesem Fall keiner besonderen Dekodierung durch den Passanten; nur muß sie gelesen werden. Die Zeit, die man zum Lesen eines solchen Plakates benötigt, ist viel länger als diejenige, die man zum Dekodieren eines Bildplakates aufwendet. Daher kann ein derartiges Textplakat vermutlich nicht so wirkungsvoll sein wie ein Bildplakat. Dennoch wurde es im Ständestaat benützt, um die Verdienste des Regimes zu preisen und um neue Anhänger anzuwerben.

Dieselbe Technik der Beeinflussung der Massen durch Textplakate wurde auch von Schuschnigg herangezogen, um für die auf den 13. März 1938 datierte Volksbefragung zu werben. Es wurde aus diesem Anlaß ein Textplakat erstellt, das in Großdruck folgendes verkündete: "Volk von Österreich Sonntag, den 13. März 1938... Ja! Schuschnigg" (9). Die Botschaft war einfach und klar: Schuschnigg forderte die Österreicher auf, die Volksbefragung positiv zu beantworten. Der lange, dazwischen gefügte, kleingedruckte Text war nicht unabdinglich, um diese Botschaft zu vernehmen. Es blieb also jedem Bürger frei, ob er ihn lese oder nicht. Das Ziel, nämlich die Aufforderung, mit ja zu stimmen, war auf alle Fälle bereits erreicht: die Österreicher mußten sich zu ihrem Staat bekennen. Daß dieser Staat ein deutscher und christlicher sein sollte, war für die Propaganda nebensächlich. Da die Bürger in ihrer größten Mehrheit für die Unabhängigkeit eintreten würden, würden sie auch den Preis dafür zahlen, nämlich das Schuschnigg-Regime voll und ganz billigen.

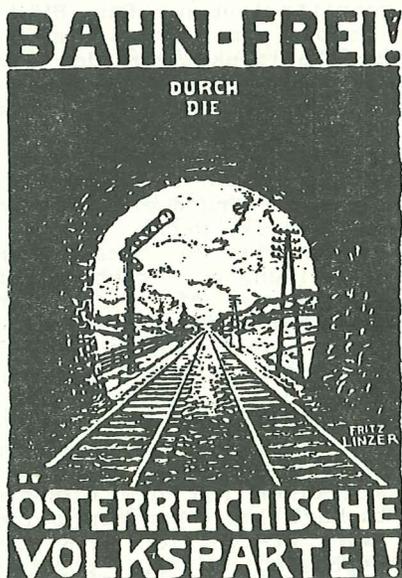
Die ständische Propaganda wurde also in den vier Jahren dieses politischen Regimes durch ein Hauptthema dominiert: der österreichische Patriotismus, der angesichts der drohenden Anschlußbestrebungen der Nationalsozialisten unbedingt gefördert werden mußte. Der Feind wurde aber niemals direkt erwähnt. Es wurde immer positiv und aufbauend geworben, und die "großen Leistungen" des neuen Regimes aufgezeigt, damit das Volk der neuen Ideologie völlig beipflichtete. Die weniger attraktiven Aspekte wie das Fehlen der Demokratie, das Auferlegen der für manche relativ fremden Religion, wurden nur am Rande oder kaum erwähnt, spielten jedoch eine wesentliche Rolle in der Tagespolitik des Ständestaates.

Dieses Streben der ehemaligen Christlichsozialen nach

Aufrechterhaltung der nationalen Unabhängigkeit unter Preisgabe der politischen Demokratie zahlte sich nicht aus. Das Regime wurde vom Nazi-Deutschland buchstäblich liquidiert.

1945 konstituierte sich das konservative Lager wieder und nannte sich dann "österreichische Volkspartei". Jene wurde bemüht, von sich selber ein neues Image zu geben. In ihrer Programmatik betrachtete sie sich zwar als "Erbe jener politischen Gruppen, die stets auf dem Boden der österreichischen Überlieferung standen und Österreichs Selbständigkeit verteidigten", präsentierte sich aber auch zugleich als eine "neue Partei" (10). Diese Dualität zwischen Traditionsbewußtsein und Modernisierungswillen spiegelt sich in der gesamten Politik der Ö.V.P. nach dem Krieg, wobei die Wahlplakate davon nicht ausgeschlossen sind.

Die ersten Plakate der Ö.V.P. im Jahre 1945 waren offensichtlich bemüht, von der Partei ein positives Bild zu geben. Sie wurden meistens in Form von Bildplakaten konzipiert, und waren alle eindeutig zukunftsorientiert. So ein Wahlplakat für die ersten Nationalratswahlen nach dem Krieg im November 1945, das eine aus einem Tunnel herauskommende Bahnlinie konfiguriert. Die Strecke kommt aus dem Dunkel des Tunnels und führt geradeaus durch eine schöne, fast idyllische Landschaft. Für den Bürger soll dieses Bild relativ einfach zu dekodieren gewesen sein.



Der Tunnel symbolisiert die finsternen Jahre des Faschismus und Nationalsozialismus. 1945 bedeutet gerade das Ende dieser Periode und wird deswegen durch das Ende des Tunnels dargestellt. Das Ende dieses Tunnels weist auch darauf hin, daß man "über dem Berg" ist, und daß ein neues Tal beginnt: dieses Tal sollte die Zweite Republik sein. Das Bild sollte also die Wähler einladen, in den Zug miteinzusteigen und einer besseren und schöneren Zukunft entgegenzufahren. Das Bild wird außerdem durch den Text ergänzt: "Bahn frei! durch die Österreichische Volkspartei!" heißt es hier. Dieser elliptische Satz ist keine direkte Aufforderung mehr wie im Sinne der vorher beschriebenen christlichsozialen Plakate, sondern einfache Einladung, den Zug gemeinsam mit der Ö.V.P. zu nehmen, und mit ihr einer schönen Zukunft entgegenzufahren. Halten wir indessen fest, daß das Bild aus der Welt der Technik stammt.

Ein zweites, auch im Jahr 1945 entstandenes Ö.V.P.-Wahlplakat zielt in dieselbe Richtung. Es zeigt ein völlig technisiertes Bild der Welt (11). Man sieht keine Spur von Natur mehr, sondern nur technische Einrichtungen des modernen Zeitalters: eine Eisenbrücke, eine für die damalige Zeit überaus moderne Lokomotive, einen hohen Kran, eine Fabrik mit vielen hohen Schloten. Im Vordergrund steht ein hohes Gerüst, worauf Plakate mit Werbeslogans angebracht sind. Dies alles entspricht der Vision einer technisierten Gesellschaft und impliziert auch einen schrankenlosen Fortschrittsglauben. Das Bild will die Wähler auffordern, am Aufbau einer industrialisierten Welt mitzuwirken. Da dieses Wahlplakat von der Ö.V.P. stammt, weist dieses Bild darauf hin, daß diese Partei sich als Partei der modernen Technik und des unaufhaltsamen Fortschritts präsentieren wollte. Diese Tendenz wird auch durch die Textlegende verstärkt. Es ist nicht mehr von vollständigen Sätzen in Rede. Es werden nun einzelne prägnante Wörter hingeschrieben, die die Grundwerte der Volkspartei verkünden, und zwar: Sicherheit, Recht, Arbeit, Freiheit, Aufbau. Diese Begriffe hängen alle übereinander am vorher beschriebenen Gerüst. Die Reihung am Gerüst ergibt eine Rangordnung der Werte. Der unterste, die Sicherheit, liegt offenbar für diese Partei an unterster Stelle der vertretenen Werte. Hingegen prängt der Begriff Aufbau ganz oben und ist sogar durch einen Zwischenraum von den anderen getrennt, woraus man schließen kann, daß der Aufbau ein weitaus wichtiger Begriff für die Volkspartei als Sicherheit, Recht oder sogar Freiheit war. Dieses Verhalten entsprach durchaus dem Geist der vierziger Jahre, während deren das Hauptaugenmerk der Politiker auf dem Wiederaufbau des Landes und seiner Wirtschaft lag. Aus den beiden eben beschriebenen Plakaten wird ersichtlich, daß die Ö.V.P. in ihrem Anfang sich ausschließlich als positive, aufbauwillige

Partei verstanden wissen wollte und jeden Angriff auf den Gegner mied.

Ein Thema sollte lange Zeit das politische Klima in Österreich überschatten: die langanhaltende Besetzung Österreichs durch die vier Alliierten. Schon 1948 machte sich die Volkspartei zum Verteidiger der Interessen Österreichs, was übrigens im Einklang mit ihrer 1945 proklamierten patriotischen Gesinnung war. Ein symbolhaftes Ö.V.P.-Plakat aus dem Jahre 1948 zeigte eine dunkle Gefängniszelle, die spärlich durch ein vergittertes Fenster beleuchtet war (12). Insasse dieser Zelle war kein anderer als Österreich selber, das durch eine Landkarte materialisiert war. Auf Österreich war der Schatten des Gitterwerkes geworfen. Im übertragenen Sinne bedeutete dieses Bild soviel: Österreich sitzt im Gefängnis und bekommt sehr wenig vom Licht der freien Welt. Der schlichte Text ("1938-1948") sollte darauf hinweisen, daß das Land 1938 seine Freiheit verloren hatte und sie zehn Jahre später immer noch nicht zurückerobert hatte. Damit kam ein unverblümter Angriff gegen die vier Alliierten, die eben mit den nationalsozialistischen Besatzern auf eine Ebene gleichgestellt wurden. Dieses Plakat sollte gegen die herrschende Resignation der Bevölkerung ankämpfen und die alliierte Politik auf die besondere Situation Österreichs aufmerksam machen. Es wurde von der Ö.V.P. unterzeichnet, was diese Partei als die bessere Partei zur Verteidigung der nationalen Interessen darstellen sollte.

Während wahlpolitisch das Jahr 1945 den einigenden Willen der politischen Parteien um die Befreiung und den Wiederaufbau des Landes bedeutet hatte, brachte das Wahljahr 1949 die erste Zerreißprobe der Parteien untereinander mit sich. Ursachen dafür waren mehrere Faktoren, aber vor allem einerseits die Wiedererlangung des Wahlrechtes durch die ehemaligen Nationalsozialisten, und andererseits die Zulassung einer vierten politischen Partei, des Vereins der Unabhängigen, die der politischen Rechten zuzuzählen war, und damit als Konkurrent der Ö.V.P. auftrat. Die Strategie der Volkspartei mußte daher darauf hinzielen, möglichst viele ehemalige Nationalsozialisten für sich zu gewinnen, und zu verhindern, daß die neugegründete Partei ihr zu viele Wählerstimmen wegnimmt.

Die ehemaligen Nationalsozialisten wurden durch verschiedene Werbemittel, z. B. durch Reden, Wahlversammlungen, usw. aber vor allem durch Wahlplakate angesprochen. Ein sehr charakteristisches Plakat zeigte 1949 Männer aus verschiedenen politischen Richtungen, die voneinander durch einen tiefen Abgrund getrennt waren (13). Auf der einen Seite des Abgrunds waren Vertreter der drei seit 1945 zugelassenen Parteien, nämlich Ö.V.P., S.P.Ö. und

K.P.Ö., die alle an ihren Parteiabzeichen erkennbar waren; auf der anderen Seite ein ehemaliger Nationalsozialist. Aus dieser eindeutigen Trennungslinie konnte man ablesen, wo die Ö.V.P die Gegensätze sah: hier die Guten, dort der Böse, der ohne Hilfe von drüben niemals über den Abgrund kann und somit als Ausgeschlossener der Gesellschaft dasteht. Die beiden Vertreter von S.P.Ö und K.P.Ö. stehen abseits in einer Ecke und werfen sogar Projektile auf den jungen Ö.V.P.-Mann, der vor dem Abgrund kniet, und gerade dabei ist, dem ehemaligen Nationalsozialisten ein Brett über den Abgrund hinüberzureichen, damit dieser auf die andere Seite gelangen kann und in die Gesellschaft der politisch Zugelassenen zurückfinden kann. Das Brett, das der Ö.V.P.-Vertreter hinüberschiebt, ist in rot-weiß-rot gestrichen, und bedeutet, daß der ehemalige Nationalsozialist in den Schoß der Nation zurückgehen kann. Das Bild selber zeigt also, daß die Ö.V.P. die einzige Partei sei, die die Lösung des Nationalsozialistenproblems anstrebt, denn die Vertreter der beiden anderen Parteien werfen ja Projektile auf den Ö.V.P.-Vertreter als Zeichen dafür, daß sie seine Handlung mißbilligen. Der begleitende Text verdeutlicht noch besser diese Ansicht. Außer der Trennung durch den Abgrund steigern die aufgestellten Warnschilder mit den Aufschriften "nur für Österreicher erster Klasse" und "für Österreicher zweiter Klasse" die zwischen den beiden Gruppen liegende Kluft. Das als Brücke zu dienende Flagge-Brett bietet dem Auge das Wort "Gleichberechtigung" an, als Zeichen dafür, daß die Ö.V.P. die ehemaligen Nationalsozialisten als ganz normale Bürger betrachtet wissen wollte. Diese Partei versprach ihnen die Gleichberechtigung, damit sie ihr ihre Stimme abgeben. Noch dazu beabsichtigte dieses Plakat eine "Schwarzmalerei" der Linksparteien. Es wurde ihnen vorgeworfen, daß sie nicht nur die "Ehemaligen" diskriminieren würden, sondern auch, daß sie für den Haß eintreten würden. Der Satz "Sie reden vom ewigen Frieden... und wollen den ewigen Haß", der das Bild sozusagen oben und unten umrahmt, sollte laut Ö.V.P.-Absichten die Passanten über die wahren Absichten der Sozialisten und Kommunisten aufklären.

Damit die ehemaligen Nationalsozialisten und andere sonstige unentschlossene Wähler nicht der Versuchung erliegen, für die Linksparteien zu stimmen, wurde auch 1949 ein anderes Plakat entworfen, das die Bürger abschrecken sollte (14). Ein Arbeiter, an dessen Gesicht man merken konnte, daß er schwer arbeiten mußte, trug auf seiner Schulter mit Mühe und Not einen überdimensionalen roten Hammer und eine ebensolche Sichel. Das Bild evoziert zwei verschiedene Assoziationen: zuerst Sysiphus, der dazu verurteilt ist, den ewig rückrollenden Stein hinaufzutragen, und keine Hoffnung auf ein Ende seines Leidens besitzt; dann den verurteilten Christus, der selber sein Kreuz

trägt. In beiden Fällen kann der Betroffene seinem Los nicht enttrinnen. Im übertragenen Sinne besagt das Bild, daß jeder Bürger, der für die Linke stimmen würde, sich in der Tat eine Bürde auferlegen würde, unter der er zwangsläufig zu leiden hätte. Verstärkt wurde diese Message durch die Textlegende: "Damit dies nicht dein Schicksal sei... wähl Österreichische Volkspartei". Jeder Bürger wurde durch die zweite grammatikalische Person direkt angesprochen. Der "Du"-bezogene Satz drückte unmißverständlich eine Warnung und Mahnung aus, die den Wähler von der Linkswahl zurückhalten sollte. Nicht offen ausgesprochen, aber aus dem Zusammenhang des Bildes ziemlich gut ersichtlich, wurde mit rotem Hammer und roter Sichel die Angst vor der Hölle und dem Teufel gemeint, die, wie zu den guten alten Zeiten der Christlichsozialen Partei, wieder als quasi latente Schreckenssymbole auftauchten. Das Bild sollte schließlich für den Wähler folgende Dualität evozieren: auf der einen Seite die "gute" Volkspartei, die die Österreicher zum Glück führen konnte, auf der anderen Seite die Linksparteien, die für die Landsleute nur Hürden herbeiführen und somit eine fatale Bürde auferlegen würden.

Es gab dennoch in dieser Wahlkampagne 1949 ein positiv besetztes Plakat. Es präsentierte ein einfaches Porträt des damals amtierenden Ö.V.P.-Bundeskanzlers Leopold Figl (15). Der hohe Beliebtheitsgrad des Ö.V.P.-Politikers wurde als Garant für einen sicheren Wahlerfolg benützt: Figl war eine unbestrittene Figur durch alle Bevölkerungsschichten. Neben seinem Porträt wurde ein rotweißroter Buchstabe "Ö" als Zeichen der österreichischen Identität abgebildet. Der Passant wurde dadurch angeregt, den Bundeskanzler Figl mit dem Österreichertum gleichzusetzen, ja sogar zu identifizieren. Figl wählen hieß also Österreich wählen. Da aber dieser Mann der Obmann der Volkspartei war, bedeutete es auch eine Aufforderung, diese Partei zu wählen. Diese Beziehung zwischen diesem Mann und seiner Partei war derart selbstverständlich, daß sich die Erwähnung des Parteinamens erübrigte. Der Text wurde auf ein Minimum reduziert: "Alles für Österreich!" Die durch das "Ö" visuell ausgedrückte patriotische Komponente ließ sich im Wort "Österreich" wiederfinden. Der Leser wurde eingeladen, "alles" mit Figl zu assoziieren, sodaß der Politiker praktisch das denkbar Beste für Österreich darstellen sollte. Hiemit fand man eine Werbestrategie, der wir bereits im Ständestaat mit Dollfuß und Schuschnigg begegnet waren, und die schrittweise zu einer personifizierten Werbekampagne der Großparteien hinführte, wie wir sie heute gewöhnlich kennen. Damit verschwanden auch allmählich die ideologischen Auseinandersetzungen zwischen den Lagern, die für die Zwischenkriegszeit so typisch waren. Dies entspricht wiederum einer gewissen Entideologisierung der Wahlkampagne.

seit dem Beginn der fünfziger Jahre. Diese personifizierte Wahlwerbung mit Wahlporträts von bedeutsamen Ö.V.P.-Politikern fand sich des öfteren auf den Wahlplakaten dieses Jahrzehnts wieder; die direkten Angriffe gegen den politischen Gegner klangen langsam aus; die Zeiten, in denen man dem Wähler Angst vor dem Feind als Symbol des Teufels und der Hölle einflößte, waren vorbei.

Am Ende dieser Betrachtungen läßt sich feststellen, daß die Wahlplakate sowohl den Wandel des konservativen Lagers als auch denjenigen der gesamtgesellschaftlichen Lage widerspiegeln. Auf der einen Seite wirkt sich die ideologische Weiterentwicklung dieser Partei auf die Plakate insofern aus, als periodenspezifisch gebundene Wahlthemen durch zeitgemäßere Themen abgelöst werden. So spielte z. B. die Verunsicherung der Wähler durch das Präsentieren von Linksparteien als Handlanger des Teufels und Zerstörer religiöser Werte eine weniger wichtige Rolle nach dem Krieg als vorher, erstens weil die Partei sich langsam zu entklerikalisieren begann, zweitens weil die Bürger durch dieses Thema weniger ansprechbar waren. Auf der anderen Seite entwickelt sich die gesamtgesellschaftliche Situation derart, daß bestimmte Themenkreise, die zu einer gegebenen Zeit wichtig sind, später belanglos werden. So die Frage des Ehrechten, die Jahre lang ein Stein des Anstoßes war, und heute überhaupt nicht mehr aktuell ist.

Wie das konservative Lager sich den gesamtgesellschaftlichen Veränderungen angepaßt hat, so haben sich seine Wahlplakate auch angepaßt. Die religiös-politischen und antimarxistischen Standpunkte der Christlichsozialen Partei, die vor dem Zweiten Weltkrieg so wesentlich waren, verschwanden zum Großteil sowohl aus der Ideologie der Partei als auch aus dem öffentlichen Diskussionsbereich. An ihre Stelle trat bei der Ö.V.P. die patriotische Gesinnung, die für die damalige Zeit insofern von Bedeutung war, als das Land zuerst durch das Nazi-Deutschland, dann durch die Besetzung durch die vier Alliierten unfrei war und nach Freiheit strebte. Die Wahlplakate sind ein echtes Bild dieser Entwicklung. Vielleicht wäre es gewagt, zu behaupten, daß die Geistesgeschichte unserer Zeit sich zum Teil durch die Wahlplakate schreiben ließe. Möglicherweise könnte eine solche Geschichtsschreibung neue Elemente beisteuern, die uns zu einem besseren Verständnis unserer Zeit verhelfen würden.

Universität Wien  
Institut für Romanistik  
Schlickgasse 4  
A-1090 Wien

Anmerkungen:

- (1) Zur Frage der Ideologiekritik siehe W. Pollak, Sprachwissenschaft und Ideologiekritik, Ein Beitrag zur Soziosemiotik, in Semiotische Berichte 1,2/86, Wien, S. 187-197.
- (2) Über die Geschichte der Ersten Republik im Allgemeinen und das Verhältnis der Christlichsozialen zu den Sozialdemokraten siehe unter anderem: F. Kreissler, Von der Revolution zur Annexion, Europa Verlag, Wien, 1970.
- (3) Tagebuch der Straße, Geschichte in Plakaten, Wiener Stadt- und Landesbibliothek (Hg.), Österreichischer Bundesverlag und Jugend und Volk, Wien, 1981, S. 195.
- (4) W. Schmidt, Grundfragen der deutschen Grammatik, Volk und Wissen Volkseigener Verlag, Berlin, 1977, S. 238.
- (5) Tagebuch der Straße, S. 150.
- (6) Zu diesem Thema siehe: R. Barthes, Rhétorique de l'image, in Communications 4(1964), S. 240-251.
- (7) Tagebuch der Straße, S. 138.
- (8) Ebenda, S. 217.
- (9) Ebenda, S. 217.
- (10) K. Berchtold, Österreichische Parteiprogramme 1868-1966, Verlag für Geschichte und Politik, Wien, 1967, S. 376.
- (11) Tagebuch der Straße, S. 269.
- (12) Ebenda, S. 291.
- (13) Ebenda, S. 298.
- (14) Ebenda, S. 300.
- (15) Ebenda, S. 301.

ASSOCIATION DES GERMANISTES DE  
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

LE TEXTE ET L'IMAGE

*Actes du XXVe Congrès de l'AGES*

*Chambéry, 15-17 mai 1992*

UNIVERSITE DE SAVOIE 1992

TEXTE ET IMAGE  
DANS LES  
TRACTS ELECTORAUX  
EN AUTRICHE

Face à l'emprise grandissante de l'audiovisuel sur les campagnes électorales, nous serions presque tentés de croire que le tract électoral n'a plus sa raison d'être. Si le phénomène semble de plus en plus se vérifier en France, il n'en va pas ainsi en Autriche. En ce pays, on continue d'en imprimer, parfois même sur papier glacé, et d'en expédier par voie postale à chaque électeur. Compte tenu du fait que l'impression de ces tracts et leur envoi postal coûtent des sommes assez élevées aux partis et aux candidats, on peut en conclure que l'effet escompté ne doit pas être totalement nul, sans quoi ceux-ci n'y auraient pas recours. Une fois acquis ce premier principe, nous serons d'accord sur un second qui consiste à postuler que les tracts visent un but précis, à savoir mobiliser l'électeur pour l'inciter à voter de telle ou telle manière. Nous ne chercherons pas ici à déterminer dans quelle mesure, mais comment ces tracts influencent le choix de l'électeur. Pour ce faire, chacun utilise deux éléments: l'image et le texte. A nous maintenant de trouver quelle contribution apporte chacun de ces éléments et quels types de rapports ils entretiennent entre eux à travers des thèmes auxquels ils servent de supports. Notre analyse portera sur un corpus composé de tracts rédigés pour la campagne des municipales de 1990 dans le Land de Basse-Autriche.

Consacrons-nous à l'étude des tracts électoraux des trois grands partis lors des municipales de mars 1990. Pour parvenir à ses fins, chaque tract utilise trois codes différents (chromatique, visuel et verbal), et les codes utilisés sont les mêmes dans les trois cas.

Dans le code chromatique, chaque tract fait usage de la symbolique des couleurs bleues et jaunes qui sont en fait celles du Land de Basse-Autriche. A chaque fois, la première page fait se côtoyer ces deux couleurs, suggérant ainsi l'identité régionale à travers le référent "couleurs régionales". On n'affiche donc pas directement le drapeau de la Basse-Autriche, ce qui conférerait un ton un peu trop chauvin à la campagne; on préfère jouer sur les couleurs du drapeau que l'on utilise habilement dans le code de l'image. Deux techniques entrent alors en application. La première consiste dans le fait d'écrire un texte dans l'une des deux couleurs et de l'insérer dans un fond de l'autre couleur (1), la seconde dans celui de mettre côte à côte, dans l'image même, les deux couleurs qui, par un jeu conscient de la part du concepteur et inconscient sans doute dans la réception de l'électeur potentiel, rappellent à leur tour l'identité régionale (2). Enfin, dernier élément chromatique employé,

(1) C'est notamment le cas du tract social-démocrate qui présente son principal slogan "Für ein Leben in blühenden Gemeinden" en gros caractères jaunes sur fond de ciel bleu azur et imprime le reste du message textuel de la première page ("Wir ergreifen Partei", "Lesen Sie viele gute Gründe, am 25. März SPÖ zu wählen") en bleu sur fond d'encadré jaune. Une technique semblable se retrouve sur le tract populiste où le slogan que l'on peut lire sur chaque page, à savoir "Was vor Ihrer Haustür geschieht" est imprimé en jaune sur fond marron mais entouré d'un liseré bleu qui rappelle indubitablement les couleurs régionales. Le parti libéral national FPÖ a également recours à ce stratagème puisqu'il imprime son slogan "1990 freiheitlich" en caractères doublés bleus et jaunes.

(2) Les tracts social-démocrate et libéral mettent surtout

le blason de la Basse-Autriche placé au centre du tract populiste qui, par sa nature même, incarne la symbolique parfaite de ces deux couleurs.

Il est à présent légitime de se demander pourquoi, à travers l'utilisation régulière de ces signes chromatiques les partis politiques ont jugé nécessaire de mettre en valeur l'identité régionale de la Basse-Autriche. La réponse à cette question se trouve dans l'histoire récente de ce Bundesland. Bien que faisant partie des terres héréditaires des Habsbourg, et ayant donc à ce titre une forte conscience autrichienne (en opposition à d'autres régions comme le Vorarlberg ou le Tyrol qui, par le passé, ont parfois cherché leur identité au-delà des frontières autrichiennes), la Basse-Autriche, de par sa situation géopolitique, a toujours été dans l'ombre de la capitale autrichienne. Depuis que le Land de Basse-Autriche est doté d'organes exécutifs et législatifs, ceux-ci se sont toujours trouvés à Vienne. Or, et ceci notamment sous la pression du tout puissant parti populiste, la Basse-Autriche a connu depuis le début des années 80 une véritable campagne en faveur d'un détachement plus net vis-à-vis de Vienne, campagne qui devait aboutir en 1986 par voie référendaire à la création d'une capitale régionale du Land en tous points indépendante de Vienne, Sankt Pölten (3). Depuis lors, les partis politiques oeuvrent de sorte que la Basse-Autriche affirme sa propre identité, notamment au niveau des mentalités, ce qui

en oeuvre cette technique. Le premier, en plus de la technique précédemment décrite, fait clairement ressortir le polo jaune du jeune protagoniste sur son pantalon bleu marine, le tout sur un fond bleu ciel. Le second met en opposition la chemise jaune de l'un des personnages et le bleu du ciel, celui du pantalon et le fond bleuté des montagnes.

(3) Peter Pernthaler, Österreichs Länder und Gemeinden, dans Österreich, Kohlhammer Verlag, Stuttgart-Berlin-Köln-Mainz, 1988, p. 97.

peut expliquer l'utilisation symbolique massive des couleurs.

Après le code chromatique, abordons maintenant le code visuel ou plutôt le code de l'image au sens où celle-ci fait appel à la "mythologie" (4) d'une civilisation moderne. A travers les "images mythiques" ou encore "mythes imagés" que fournissent les tracts électoraux en question, se reflètent les thèmes porteurs d'une société. Les concepteurs de propagande électorale ne choisissent pas au hasard les images des tracts électoraux, mais en fonction de l'impact que celles-ci peuvent avoir sur les récepteurs-électeurs. Pour avoir un impact optimal, il faut donc que les images "disent" ce que leurs récepteurs en attendent, sous peine de manquer complètement leurs buts. Les concepteurs essaient alors d'offrir la meilleure image du mythe suggéré.

Le premier "mythe" que nous rencontrons dans ces tracts et le plus frappant aussi, est celui de l'environnement. Les représentations ou "signes" de l'environnement vont du plus caricatural au plus naturel. Les concepteurs sociaux-démocrates ont choisi d'illustrer ce thème à l'aide d'un dessin (5) et non d'une photo, le premier étant plus susceptible de livrer "de la signification" que la seconde (6). Le but est ici de suggérer un monde idyllique tel que chacun le rêve. Ce caractère idyllique

(4) Le terme "mythologie" est ici employé au sens défini par R.Barthes dans son ouvrage du même titre.

(5) Ce dessin représente, peint sur un drap blanc qui lui sert de fond, un arbre vert au moment de la pleine floraison. Il est placé sur une prairie elle aussi bien verte et en fleurs. Tous ces éléments, très fortement stylisés, rappellent les productions des dessins animés et prennent des formes très caricaturales.

(6) R.Barthes, *Mythologies*, Ed. du Seuil, Coll. Points, Paris, 1970, p. 194.

du dessin est souligné par les regards admiratifs que dirigent vers lui la jeune mère et son fils. Le dessin va alors fonctionner comme "signifiant" dont le "signifié" sera ici le "concept" d'environnement et l'association des deux éléments produira, au sens où le définit Barthes, le "mythe de l'environnement" et de sa protection. Toujours selon Barthes, "le mythe fait comprendre et impose" (7), ce qui se trouve ici vérifié. Pour compléter l'analyse, notons qu'il n'y a aucune trace de civilisation urbaine ou industrielle: c'est le "retour à la nature" également si mythique.

Stratégie analogue au niveau du tract libéral; mais la photo a remplacé le dessin et offre ainsi une vue plus "réaliste" de l'environnement. Un paysage de moyenne montagne apparemment photographié en Basse-Autriche sert de toile de fond au tract (8) et de "signifiant" au même "mythe de l'environnement" précédemment évoqué, le "signifié" restant le même. Ici non plus, aucune trace de civilisation moderne, pas même d'habitations dans cette nature encore à l'état pur.

Ce "mythe de l'environnement" ne fait pas défaut dans le tract populiste, même s'il est présent de façon beaucoup plus discrète. Ici, des photos de petit format disposées en bordure de page offrent de ce thème des images sensiblement plus proches de la réalité quotidienne (9).

(7) Ibidem, p. 202.

(8) La photo a été prise au printemps; les neiges hivernales ont presque complètement fondu, les forêts ont retrouvé leurs feuilles et les protagonistes du premier plan attestent par leur tenue vestimentaire les températures printanières. Les conditions idéales sont réunies pour faire la randonnée pédestre dominicale dont les Autrichiens sont friands à cette saison.

(9) L'image de l'environnement véhiculée par ces photos est celle d'une nature moins à l'état pur, mais déjà

La stratégie n'est plus de présenter le mythe de manière caricaturale ou idéalisée; elle vise à montrer, par touches successives, diverses facettes de ce que l'on nommera le "respect" de l'environnement, tout en faisant comprendre que les choses n'en restent pas à l'état de nature, mais que celle-ci est harmonieusement transformée par la main des humains.

Pourquoi donc cette omniprésence du "mythe de l'environnement"? Sans doute en premier lieu parce que le cadre naturel du pays, de par le fait géographique, offre une qualité du cadre de vie que l'on ne trouve pas partout. Ensuite parce que cette qualité du cadre de vie est menacée par l'évolution actuelle, soit que les pluies acides en provenance d'Allemagne ou de Tchécoslovaquie s'abattent sur l'Autriche pour détruire ses forêts, soit que l'urbanisation anarchique gâche les paysages. Enfin parce que l'Autriche est l'un des pays d'Europe, voire du monde, dans lequel les normes de protection de l'environnement sont des plus sévères (10). Ces différents éléments ayant contribué à sensibiliser, puis à mobiliser l'opinion publique, il n'est guère étonnant que les organisations politiques s'en saisissent pour attirer l'électeur. En recourant au mythe de l'environnement, elles ne font que suivre la tendance du moment.

Second "mythe" relevé dans ces tracts: la famille. Dans domestiquée par la main de l'homme. L'univers industriel, bien que sous-représenté, est cependant présent, mais dans la mesure où il s'intègre dans son milieu naturel. La plupart des photos montrent des exemples de rénovation d'habitat ancien en harmonie avec la qualité de l'environnement.

(10) Signalons entre autre l'obligation du pot catalytique sur tous les véhicules nouvellement immatriculés à compter du 1er janvier 1989, quelle que soit la cylindrée. Ou bien encore l'interdiction pour les véhicules lourds de rouler de nuit dans certaines régions de l'Autriche.

le paysage politique autrichien, elle est l'apanage traditionnel du parti populiste qui s'en fait le fidèle défenseur alors que, pour les partis libéral et social-démocrate, ce thème n'est que très marginal, voire inexistant dans leurs programmes. Il est alors d'autant plus étonnant de constater que, dans la propagande pour les municipales de 1990, ce soit en fait le parti social-démocrate qui, dans son message visuel, présente l'évocation la plus forte du thème de la famille. En effet, dès la première page de sa brochure électorale, il affiche ostensiblement une jeune famille dont les éléments sont repris soit par deux, soit par trois, dans les pages intérieures (11). L'icône présentée est celui d'une famille heureuse, unie et décontractée, prototype même de la famille dans l'imagerie populaire. Il offre une excellente possibilité d'identification pour nombre d'électeurs puisqu'il visualise le rêve secret de bien des gens dans la société autrichienne au sein de laquelle, tout au moins à Vienne, un couple sur deux se sépare. Par ce biais, la social-démocratie se fait, aux yeux des électeurs, le meilleur défenseur des valeurs familiales.

Curieusement, ce thème cher au parti populiste est visualisé de façon bien plus discrète et parcimonieuse. Seules ici et là, au hasard des pages, quelques petites photos parmi d'autres offrent des scènes de la vie familiale "prises sur le vif" et se fondent dans un ensemble visuel qui ne met pas particulièrement en valeur le thème de

(11) La première page montre une famille unie comportant père, mère et enfant; la mère, apparemment assise devant l'arbre-icône de l'environnement précédemment évoqué, regarde celui-ci de manière admirative; le fils, sans doute âgé de cinq ou six ans, probablement debout sur le bord de la chaise de sa mère, s'associe à son regard émerveillé, alors que le père, debout derrière sa femme, dirige ses yeux vers la caméra, comme pour associer le spectateur à la joie de sa femme et de son fils. En outre, les trois protagonistes sont vêtus de façon décontractée (polos, manches de veste retroussées pour le père), ce qui transmet une image tout à fait réaliste de la famille.

la famille (12). Sans doute le parti populiste considère-t-il que sa politique traditionnellement très favorable à la famille le dispense de faire campagne sur ce terrain.

Le tract libéral ne traite pas ce thème de la famille. Il adopte, en ce qui concerne la visualisation de personnes, une autre stratégie. En présentant une photo de groupe de ses trois principaux responsables (13) vêtus de façon décontractée, à la manière dont sont habillés les traditionnels randonneurs du dimanche, il offre au public l'image d'une équipe jeune, souriante et dynamique qui veut "signifier" sa volonté et sa capacité de "renouvellement politique" face à un électorat qui éprouve dans bien des cas un profond malaise à l'égard du monde politique. Ce n'est donc pas ici une stratégie d'identification qui est mise en oeuvre, mais un dialogue de confiance qui doit s'instaurer entre le parti et ses électeurs.

Enfin, dernier élément visuel qui doit être abordé: l'icône de la porte dans la brochure populiste. Chaque page de texte est visuellement introduite par le dessin d'une porte devant laquelle se trouve un tapis. Cette porte semble symboliser le parti populiste; le texte imprimé dessus correspond à son message idéologique. Tout se passe alors comme si le tract invitait l'électeur à ouvrir cette porte pour trouver, au-delà, la solutions de ses

(12) Un couple en télésiège qui fait des signes de la main au reste de la famille supposé "en bas" en première page, des enfants dans un intérieur douillet et un couple avec trois enfants encore jeunes photographiés sur la pelouse de leur jardin en troisième page, telles sont les seules références directes à la famille.

(13) Il s'agit à droite de Mme Heide Schmidt, candidate du FPÖ à la toute récente élection présidentielle, au centre de M. Jörg Haider, leader du parti, et à droite de M. Norbert Guggenbauer, chef de file des députés libéraux au parlement autrichien.

problèmes quotidiens, et donc à présenter le parti populiste comme le plus apte à répondre aux préoccupations des électeurs.

Toutes ces figures visuelles visent à attirer l'attention de l'électeur, le plus souvent par le jeu d'associations à première vue inconscientes ainsi que nous venons de le démontrer. Elles servent aussi de support, d'introduction ou d'invitation à la lecture d'un message verbal qui peut être soit redondant, soit complémentaire par rapport aux images.

Au niveau du message textuel, chaque tract adopte une stratégie différente. Le parti populiste choisit, pour cette campagne des municipales, de présenter des informations les plus proches possibles de la vie quotidienne des électeurs dans leurs communes sous une forme syntaxique facile à lire. Le parti libéral bombarde le récepteur de slogans politiques très généraux formulés en phrases nominales. Quant au parti social-démocrate, il aborde moins de thèmes que ses concurrents, consacre en revanche plus de place à chaque sujet et essaie de personnaliser davantage son discours (14). En outre, il fait largement état de ce qu'il a déjà réalisé dans ces différents domaines et ne propose guère que la continuation de cette politique sans formuler de véritables nouveautés.

Quant aux thèmes abordés, il convient de les classer en deux groupes: d'abord ceux qui sont communs aux trois brochures, ensuite ceux qui sont spécifiques à chaque parti et lui permettent de mieux définir son profil.

(14) Notons en outre l'emploi du "wir = nous" tout au long du message qui met en contact verbal direct les concepteurs du texte et ses lecteurs par le biais de ce simple moyen de rhétorique.

Parmi les thèmes communs, on retrouve l'environnement déjà abondamment évoqué par l'image. Alors que le parti libéral se contente de quelques slogans purement généraux qui seraient tout aussi bien applicables à une élection à caractère national (15), le parti social-démocrate spécifie son message en direction de la Basse-Autriche en faisant référence à des plans de sauvegarde de l'environnement déjà en application dans ce Land (16). Le parti populiste, pour sa part, s'approche beaucoup plus de la politique communale proprement dite en proposant des actions très concrètes de protection de l'environnement au quotidien (17).

Second thème commun aux trois partis: les retraités. On retrouve ici la même structure que pour l'environnement: slogans très vagues du parti libéral (18), référence au travail concret déjà effectué en ce domaine pour le parti social-démocrate (19) et formes très concrètes d'actions possibles au niveau local en faveur du troisième âge pour le parti populiste (20).

(15) Entre autres slogans libéraux, citons "Naturschutz ist Menschenschutz" ou bien "Abfallvermeidung - Müllkonzept".

(16) Le tract fait allusion au "Höger-Modell", plan conçu pour l'assainissement des eaux, ou bien au "Hans Czettel-Preis für Natur- und Umweltschutz".

(17) Le tract populiste propose par exemple de faire la collecte séparée des ordures ménagères "jusque dans le moindre village".

(18) Parmi les quelques maigres slogans libéraux relatifs aux retraités: "Die ältere Generation hat ein Recht auf sichere Pension".

(19) Le SPÖ présente la création de "Sozial-Zentren" comme solution à tous les maux des retraités.

(20) L'ÖVP apporte l'exemple d'une sorte de maison de retraite dans un village de Basse-Autriche et les conséquences que cela entraîne pour les personnes âgées.

Le thème de la santé n'est plus utilisé que par deux partis: le parti populiste souligne le fait que le Land de Basse-Autriche s'occupe des soins à domicile et réclame plus de droits pour les communes en ce qui concerne l'ouverture de cabinets médicaux alors que le parti social-démocrate met en valeur le fait de s'être réellement attaqué au problème du manque de médecins spécialistes dans la région.

Ces deux mêmes partis argumentent également sur le thème de la famille, les sociaux-démocrates pour montrer combien leur politique a amélioré la situation des familles, en particulier sur le plan financier, alors que les populistes rappellent que les infrastructures du logement ont considérablement facilité la vie des familles.

A côté de ces sujets communs, d'autres sont plus spécifiques à tel ou tel parti et lui permettent de préciser ses stratégies vis-à-vis de l'électorat. Ainsi le parti populiste s'efforce-t-il de présenter la Basse-Autriche comme une région qu'il n'est plus nécessaire de quitter pour trouver un emploi ou faire des études, répondant de la sorte au problème posé par l'exode massif des habitants de la région vers la capitale autrichienne. Il fait état de l'amélioration des moyens de communication, notamment ferroviaires, qui facilitent l'accès au lieu de travail, et de la croissance économique particulièrement forte par rapport aux autres régions (21). En outre, il souligne l'engagement du Land en faveur de la jeunesse, par exemple par la création à long terme d'une université régionale à Krems, ce qui n'obligerait pas les étudiants à faire leurs études à Vienne, ou par les efforts réalisés dans le domaine des loisirs également dans le but de

(21) Le tract avance un chiffre régional de croissance de 6,7% qu'il confronte à la moyenne nationale de 4,2%.

retenir la jeunesse au pays (22). Ces arguments supplémentaires veulent persuader l'électeur que le parti populiste est le parti grâce auquel adviennent ces évolutions positives.

La stratégie proprement libérale consiste à dénoncer certains maux ou insuffisances de la société autrichienne dont elle attribue implicitement la responsabilité aux deux autres grands partis. Reprenant ses chevaux de bataille habituels, le parti libéral rejette avec virulence l'attribution des postes dans l'administration publique selon des critères d'appartenance politique (23) ou bien le laxisme pratiqué dans le domaine de l'immigration qui, affirme-t-il, conduit à un accroissement de la criminalité (24). Il s'attaque également à ce qu'il considère comme un gaspillage de fonds publics et entend se profiler comme le parti défenseur d'un certain ordre moral, essayant ainsi de canaliser à son profit l'important potentiel contestataire qui émerge actuellement au sein de l'électorat autrichien.

En fin de parcours, tentons de définir les rôles respectifs de l'image et du texte dans la propagande électorale autrichienne. En tout premier lieu, ils servent l'un et l'autre à transmettre des idées à caractère politique. Mais les messages transmis sont reçus selon deux modes différents: l'image s'adresse en nous à l'inconscient

(22) A cet égard, il est fait mention des efforts fournis au niveau des équipements sportifs et culturels au cours de la législation en cours.

(23) Le slogan est ici simple et habituel de la part du FPÖ: "Schluß mit der Parteibuchwirtschaft".

(24) Le FPÖ reprend à son compte l'argument qui consiste à dire que l'arrivée massive de réfugiés en provenance des anciens pays de l'Est correspond à l'accroissement de la criminalité en Autriche et en vient ainsi implicitement à exiger la fermeture des frontières, ce qui correspond à un certain état d'esprit actuel dans la population.

ou à l'émotionnel alors que le texte écrit fait appel à notre entière rationalité. Ainsi la vue de l'arbre en fleurs stylisé va-t-elle évoquer en nous l'idée d'un environnement intact et, par une sorte d'onde de choc, rappeler le thème de la protection de la nature, sans pour autant formuler de propositions concrètes sur ce sujet. Si elles sont formulées, celles-ci le seront dans le cadre du message textuel. Même lorsque le texte écrit reprend le message visuel, il n'y a pas redondance du second par rapport au premier, mais complémentarité. L'image suggère un thème qui, que ce soit l'environnement, la famille ou l'identité régionale, ne signifie rien d'autre que lui-même s'il reste dénoté. Par contre, dès qu'elle reçoit la connotation politique par l'adjonction de l'écrit, elle devient elle-même image politique alors explicitée, complétée, voire identifiée par le message textuel. En soi, chacun des deux éléments pourrait exister séparément, mais leur conjonction produit un supplément de signification.

En outre, et nous l'avons amplement vérifié dans notre démonstration, le texte permet de donner en un minimum de place beaucoup plus d'informations politiques que l'image. Dans le cas de la propagande électorale, il sert aux partis à mieux définir leur profil les uns par rapport aux autres sur des sujets très particuliers alors que l'image se concentre sur un message assez général. Image et texte concourent ainsi l'un et l'autre à faire passer le message de propagande politique et à nous révéler les grands sujets de préoccupation d'une société.

Gérard Grelle (Limoges)

# RIDICULOSA



## TEXTUEL ET VISUEL Interconnexions entre textes et images satiriques

Université de Bretagne Occidentale

Université de Limoges

Brest - 6/1999

## **LA CARICATURE DE L'ENNEMI DANS LES AFFICHES ÉLECTORALES DE L'AUTRICHE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES**

Gérard GRELLE

Il y a deux manières de faire une campagne électorale :

- soit on se présente soi-même, on montre ce que l'on peut apporter de positif si l'on est élu. Dans ce cas, on emploie le « je/nous » auxquels on attribue un certain nombre de qualités ou d'actions virtuelles. Mais pour l'électeur, comment croire à ces slogans parfois bien utopistes ? Et qui donne la preuve de la véracité de ce qui a été affirmé ?
  
- soit on se situe par rapport à son ennemi politique potentiel en le caricaturant. Pour ce faire, on peut ou bien le ridiculiser par l'image, ou bien le présenter comme un danger, voire comme un monstre, pour faire peur à l'électorat. Le modèle binaire est alors à peu près toujours le même et se fonde sur le leitmotiv suivant : « Si vous ne voulez pas souffrir de l'emprise de cet ennemi au caractère monstrueux, .... votez pour nous ! »

C'est principalement selon ce dernier modèle qu'ont fonctionné les campagnes électorales de l'Autriche de l'entre-deux-guerres, quels que soient les camps politiques que l'on puisse évoquer. Mais avant de nous plonger dans le vif du sujet, faisons une esquisse de la situation politique de l'époque et un rapide tour d'horizon des partis politiques.

La quasi-totalité de la droite autrichienne est occupée par le parti chrétien-social majoritaire sur l'ensemble du territoire autrichien, sauf à Vienne où il a dû céder la place à la social-démocratie depuis 1910. C'est un parti fondamentalement catholique très étroitement lié à l'Eglise. Sociologiquement, il s'appuie principalement à l'origine sur les petits commerçants et artisans viennois, puis sur la paysannerie de province. Fondé dans les années 80-90 du siècle précédent, il a peu à peu intégré en son sein les divers groupes antisémites pour devenir lui-même le parti antisémite par excellence. Dès sa fondation, il se définit en tant que « Volkspartei », en tant que parti populaire qui veut représenter les intérêts de toutes les couches de la société. Il prône une organisation corporative de la société et souhaite la « confessionnalisation » de l'ensemble de la vie publique. Il s'est progressivement éloigné des positions anti-capitalistes de son père spirituel, Karl von Vogelsang, pour devenir le parti des petits propriétaires et assurer la défense des classes moyennes. De 1918 à 1934, il n'aura jamais la majorité absolue, mais sera constamment le parti le plus puissant sur l'échiquier politique autrichien.

Son ennemi le plus redouté est le parti social-démocrate autrichien créé lui aussi dans les années 80-90 sur la base de diverses organisations ouvrières. Celui-ci se définit dès le départ, en opposition au parti chrétien-social, comme parti spécifiquement ouvrier qui revendique la « dictature du prolétariat ». Mais, à la différence des autres partis sociaux-démocrates européens, il développe le concept de l'austro-marxisme qui, en plus de la révolution prolétarienne traditionnelle, englobe de nombreux aspects socio-culturels tels que la création d'associations littéraires ou musicales. En outre, et comme nous l'avons évoqué précédemment, le parti social-démocrate autrichien a la majorité absolue à la mairie de Vienne à compter de 1910 et pratique dans la capitale autrichienne, après la Première Guerre mondiale, une politique communale probablement unique en Europe : la municipalité sociale-démocrate construit, grâce à une sorte d'impôt sur la fortune, de nombreux immeubles d'habitation à caractère social dont la conception pourrait encore aujourd'hui faire réfléchir de nombreux urbanistes. Bien qu'il se serve d'un radicalisme verbal parfois outrancier, le parti a malgré tout choisi la prise du pouvoir par la légalité et écarté toute idée de révolution violente, y compris dans les moments très précaires de novembre 1918. Par ailleurs, et de nouveau en opposition absolue aux chrétiens-sociaux, le parti social-démocrate est très anticlérical.

En marge de ces deux grands partis qui occupent l'essentiel de la scène politique autrichienne existe également en 1918 un « troisième camp », une orientation libérale hostile à la formation d'un Etat autrichien indépendant et favorable à un rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Ce camp n'obtiendra qu'un seul mandat en novembre 1918, puis sera éliminé de la vie politique autrichienne sous la Première République. C'est néanmoins dans cette mouvance que naîtra le courant national-socialiste autrichien du début des années 30.

Enfin le parti communiste autrichien, parti révolutionnaire revendiquant la « dictature du prolétariat », qui aligne sa stratégie sur celle du parti frère de Moscou et plaide en faveur de l'instauration de républiques des Conseils. Ce parti communiste autrichien restera très marginal durant toute la Première République, sauf après la proclamation par Dollfuß de l'Etat corporatif en mai 34 ; il accueillera alors dans l'illégalité de nombreux militants sociaux-démocrates à la recherche d'une patrie politique.

Les rapports entre ces divers camps sont, dès 1918, extrêmement conflictuels, et le deviendront de plus en plus au fil des années pour aboutir à l'élimination en 1933-34, de la gauche par la droite. Les chrétiens-sociaux voient dans les sociaux-démocrates les partisans de la révolution prolétarienne qui risque de balayer l'ordre social établi. Ils les associent inéluctablement aux Juifs qualifiés de responsables de tous les maux et de toutes les difficultés sociales et économiques de la petite et moyenne bourgeoisie. Ils ont très peur, en cas de victoire de la gauche, de voir le rôle prépondérant de l'Eglise catholique dans la société autrichienne considérablement réduit. Dans l'imaginaire collectif chrétien-social, la social-démocratie est perçue comme l'incarnation du diable. A l'inverse, les sociaux-démocrates voient les chrétiens-sociaux comme les tenanciers du capitalisme et du cléricalisme responsables de la misère des masses ouvrières. Les hantises respectives d'un parti par rapport à l'autre vont se retrouver sur les affiches électorales sous forme d'une caricature de l'ennemi destinée à le stigmatiser pour l'opinion publique.

Voyons maintenant ensemble comment fonctionnent ces affiches électorales. Commençons d'abord par une affiche du parti libéral en 1919. Elle montre tout un petit peuple en train de gravir une pente assez douce. Ce peuple, c'est Monsieur/Madame tout le monde, tout aussi bien des couples que



des personnes seules. Ce petit peuple, joyeux, gesticule, fasciné par deux géants qui l'entraînent vers un but qu'il ne connaît pas. Ces deux géants, de par leur nature même surdimensionnés, ont, de prime abord, un aspect repoussant, voire répugnant. L'un, vêtu d'une soutane noire, représente l'ecclésiastique type de cette époque. Joufflu et ventru, il harangue la foule de ses discours religieux et l'incite à le suivre. Il est le symbole des chrétiens-sociaux dont le leader incontesté des années 20 était Mgr. Seipel. Le second est un diable rouge, nu, d'une maigreur effrayante, mi-homme mi-animal, caricature outrancière de la social-démocratie, qui, par son jeu de flûte, opère sur le peuple sa séduction, allusion directe au « Joueur de flûte de Hameln » des frères Grimm. Dans le conte comme sur l'affiche, le « Joueur de flûte » est rempli d'intentions séductrices et mensongères ; dans les deux cas, il conduit le peuple vers l'abîme qui, en 1919, sera de nature politique, économique, sociale, etc. Le rôle concomitant des deux géants consiste donc à faire peur aux électeurs en leur suggérant par l'image la crainte du chaos politique, économique et social en cas de victoire des chrétiens-sociaux et des sociaux-démocrates. Le texte

prolonge l'image en la complétant : « Ils vous conduisent vers l'abîme / c'est pourquoi vous devez voter bourgeois-démocratique. »

Cette affiche utilise donc comme moyen de propagande électorale la caricature négative de l'ennemi afin d'apeurer l'électorat en cas de victoire de l'ennemi. Elle stigmatise l'attitude de ce dernier et renverse le message en sa propre faveur.

Le parti chrétien-social procède de la même manière : l'une des principales affiches pour la campagne de 1920 montre le petit peuple chrétien, enchaîné par les riches bourgeois juifs et que le géant vient libérer de son joug. A droite, le petit peuple chrétien, nu ou fort mal vêtu, en haillons, est représenté dans sa maigreur : exposé en 1920 à la disette, il est torturé par le dénuement matériel dont il souffre. Il se compose d'ailleurs ici dans sa plus grande majorité de femmes et d'enfants, donc, en soi, du groupe social le plus démuné de la société. Il est enchaîné et entraîné vers un abîme qu'il ne devine même pas par



un autre groupe qui se trouve au bord du précipice sans toutefois véritablement s'en soucier : ce sont les bourgeois caricaturés comme des personnages gras et laids, représentants du grand capital juif qui exploite la misère du peuple chrétien. Ils contrastent avec ce dernier par leur équipement vestimentaire : chaussures et fracs, ce qui était loin d'être une évidence en ces temps d'extrêmes difficultés économiques. Ils s'amusent avec leurs « femmes de

luxe », filles de petite vertu qui nagent dans la luxure. Tout ce « grand monde » mène la belle vie tout en tenant les chaînes qui asservissent le peuple chrétien. L'opposition est encore mise en valeur par la présence du géant chrétien, symbole simultané de la force du travailleur chrétien représenté dans sa force physique et figure mythique du Christ justicier et libérateur de l'humanité dont le parti chrétien-social se veut l'incarnation politique terrestre. Ce géant chrétien-social libère le peuple de l'emprise du grand capital juif en précipitant ses détenteurs dans l'abîme. L'image caricaturale doit suffire pour édifier le spectateur/électeur ; le texte, très bref et concis, ne donne pas d'informations concernant les éléments visuels mais se contente de l'appel qui donne une sorte de conclusion : « Votez chrétien-social ! »



La social-démocratie utilise elle aussi la figure du géant comme véhicule de sa stratégie électorale. Sur une affiche de 1920, on voit au premier plan un travailleur qui recouvre toute la hauteur du document. Le haut du corps est en partie dénudé pour laisser apparaître le caractère musclé du travailleur, symbole même de la puissance quasi physique de la classe ouvrière. Le regard, dirigé vers le groupe d'individus situé au second plan, est ferme et décidé. Le travailleur tient à deux mains un maillet qu'il s'apprête à asséner de toutes ses forces – et l'esquisse du

mouvement en témoigne – sur la tête des membres du groupe du second plan. Il défend sa cause et celle de la classe ouvrière dans son ensemble. Le groupe du second plan présente de manière stylisée les ennemis politiques. On y reconnaîtra des banquiers en chapeau, des ecclésiastiques en soutane et des officiers en uniforme, tous aussi gras et répugnants les uns que les autres. Leur

stylisation caricaturale doit provoquer le dégoût et le rejet et avoir un effet mobilisateur sur la classe ouvrière. Par ailleurs, ceux-ci sont assis sur des tas de sacs remplis de billets de banque pour bien marquer leur appartenance à la haute finance capitaliste et constituent ainsi un barrage qui entrave l'accès au Parlement reproduit sur un troisième plan de l'image. Ce dernier est alors investi de la symbolique démocratique et républicaine. La conjonction des trois plans fait naître un sens évident pour les ouvriers: s'ils veulent avoir accès à l'ordre parlementaire, il faut qu'ils éliminent les représentants du conservatisme. Le texte conforte le sens né de l'image : « Contre le front unitaire du capitalisme – le front unitaire des ouvriers ! » La consigne textuelle vient prolonger le sens créé par l'image et lui attribuer son contenu de propagande électorale.



Le parti communiste autrichien conçut en 1920 une série de six affiches électorales toutes aussi édifiantes les unes que les autres et fonctionnant toutes sur le même modèle : l'inefficacité absolue du parlementarisme. Dans celle que nous présentons, on voit la figure du travailleur fort et musclé, au torse nu pour être plus libre de ses mouvements, sorti de ses usines situées dans de lointaines banlieues et simplement esquissées en arrière-plan, qui vient d'incendier l'édifice parlementaire. Son visage,

marqué par les souffrances du travail et les privations de tous ordres, exprime sa haine vis-à-vis d'un système politique et économique qui, à ses yeux, l'exploite injustement. Ses pieds et son torse nus indiquent par ailleurs son degré de pauvreté. Il brandit dans sa main gauche le drapeau rouge, symbole de la révolution prolétarienne et de la volonté d'un renversement de l'Etat

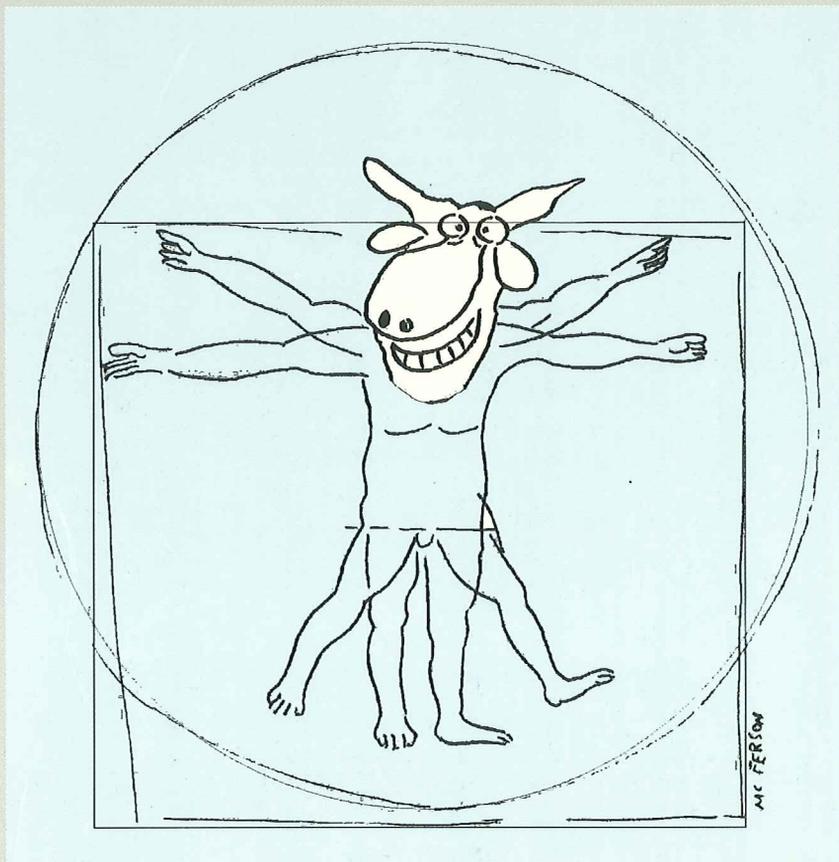
national autrichien au profit de l'internationalisme ouvrier, et dans sa main droite une torche enflammée avec laquelle il vient de mettre le feu au Parlement perçu comme l'origine de tous les maux de la classe ouvrière. Et, pour parfaire le dynamisme de l'image, il écrase le bâtiment de son pied gauche, montrant ainsi qu'il entend définitivement détruire l'ordre démocratique parlementaire qui lui est associé. La violence de l'image veut répondre aux attentes des masses prolétariennes qui aspirent au changement radical de la société. Elle suggère aux électeurs de passer à l'action. Mais elle est détournée et atténuée par le texte accompagnateur : « Votez communiste ! » La destruction du Parlement n'est donc que symbolique ; elle sera assurée par le parti communiste. Le texte vient de nouveau prolonger l'image et l'explicitier. Sans lui, l'affiche serait un appel à la révolution ; avec lui, le message est détourné et réduit dans sa portée révolutionnaire.

Ces quatre affiches décrites, malgré leur nombre des plus réduits, sont représentatives de la tactique électorale développée par l'ensemble des partis dans l'Autriche de l'entre-deux-guerres. Elles utilisent deux types d'icônes qu'on retrouve presque à chaque fois : d'une part la figure du géant, d'autre part les icônes spatiaux qui viennent situer l'action à la fois dans l'espace et dans le temps. Le premier, le géant, est toujours vu comme une icône positive ; symbole de la force physique ou morale d'un individu ou d'un groupe, il est celui qui vient sauver ce dernier des périls que l'ennemi fait peser sur les intérêts du groupe électoral visé. Il est en même temps là pour intimider l'adversaire potentiel. Il est toujours vu, pour le groupe-cible des électeurs, comme une icône positive à l'inverse de la seconde icône essentiellement spatiale (abîme, Parlement vu comme instrument de pouvoir du capitalisme, riches banquiers juifs en train d'exploiter le petit peuple chrétien). Toutefois, la même icône peut être simultanément positive ou négative ; ainsi en va-t-il, par exemple, de l'icône du Parlement qui sert, dans la propagande social-démocrate, de symbole de la vie démocratique alors qu'elle est, dans la représentation communiste, incarnation de l'oppression que la bourgeoisie exerce sur la classe ouvrière. Ces icônes sont, dans un cas comme dans l'autre, employées de manière caricaturale dans le but de faire réagir le spectateur/électeur, de lui faire peur et, en fin de compte, la rencontre de ces deux icônes antagonistes produit toujours le même sens : « Si vous ne voulez pas subir l'emprise de l'oppression qui pèse sur vous,.... Votez pour nous ! » Ces affiches utilisent le procédé d'identification aux « bons » qui cherchent à échapper aux

« méchants ». Tout se passe comme si le géant se faisait, comme par miracle, le défenseur des « bons ». Le texte qui figure sur chaque affiche, toujours très bref, avec son caractère impératif, prolonge le message véhiculé par l'image et lui donne une conclusion. La succession « image + texte » constitue alors une sorte de fable dont l'image représente l'histoire et le texte la morale de cette histoire, le tout étant destiné à édifier, à éduquer un public pour le mettre sur ce que l'on entend être la bonne voie.

Ces affiches créent, parallèlement les unes aux autres, une image négative de l'ennemi comme stimulus électoral et répondent ainsi à l'ambiance politique de la Première République faite de radicalisme verbal et d'esprit négatif où l'identité se définissait presque toujours par opposition à l'ennemi. L'image que les partis donnèrent d'eux-mêmes s'en trouvait ainsi, pour une bonne partie de l'opinion publique, totalement négative. Elle conduisit à leur discrédit progressif et finalement à leur élimination totale en 1934. Ce type d'affiches électorales disparut entièrement après 1945, les partis reconstitués ayant alors pour souci principal de donner une image exclusivement positive de la vie démocratique après l'expérience désastreuse de l'austro-fascisme, puis du national-socialisme.

# RIDICULOSA



## Les animaux pour le dire

La signification des animaux dans la caricature

Université de Bretagne Occidentale

Université de Limoges

Brest - 10/2003

université  
**univ**  
de bretagne  
**o**  
occidentale

## L'ANIMALISATION DANS LES AFFICHES POLITIQUES DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES EN AUTRICHE

Gérard GRELLE

*Dites à un enfant que Crassus, allant contre les Parthes, s'engagea dans leur pays sans considérer comment il en sortirait, que cela le fit périr lui et son armée, quelque effort qu'il fit pour se retirer. Dites au même enfant que le renard et le bouc descendirent au fond d'un puits pour y éteindre leur soif ; que le renard en sortit s'étant servi des épaules et des cornes de son camarade comme d'une échelle. Au contraire, le bouc y demeura pour n'avoir pas eu tant de prévoyance ; et par conséquent il faut considérer en toute chose la fin : je demande lequel de ces deux exemples fera le plus d'impression sur cet enfant.<sup>1</sup>*

C'est en ces termes que Jean de La Fontaine justifiait, dans la Préface de ses Fables, l'utilisation des animaux pour l'édification, voire l'éducation du genre humain. Et, afin d'expliquer sa méthode, il poursuivait un peu plus loin dans cette préface :

*Quand Prométhée voulut former l'homme, il prit la qualité dominante de chaque bête ; de ces pièces si différentes il composa notre espèce : il fit cet ouvrage qu'on appelle le Petit Monde. Ainsi ces fables sont un tableau où chacun de nous se trouve dépeint.<sup>2</sup>*

La méthode, c'est donc de prêter à l'animal des caractéristiques de l'être humain, mais pas n'importe comment. Il en choisit une, deux au plus, les met en scène, et voici notre fable composée. Et voici le personnage caricaturé. Le lecteur s'en amuse fort, mais, sans le vouloir, s'en trouve simultanément fort édifié. C'est bien de cette technique que procède l'utilisation des animaux dans les affiches électorales de l'entre-deux-guerres en Autriche.

---

<sup>1</sup> La Fontaine : Les Fables illustrées, Éd. A. Deslinières, Chantilly, 1900, Préface, p. XL.

<sup>2</sup> Ibidem, p. XLI.

L'entre-deux-guerres, c'est, pour le pays ici considéré, cette courte période d'une quinzaine d'années au cours de laquelle celui-ci sort d'un millénaire d'histoire monarchique et impériale avant de sombrer dans le fascisme et le nazisme, faute d'avoir trouvé son identité. Sur le plan politique, cette période est marquée par l'extrême violence des luttes intestines, violence verbale d'abord, à laquelle fera suite, à partir du milieu des années 20, la violence physique. Cette violence verbale se retrouve non seulement dans les diatribes des tribuns des partis, mais de même sur les murs des villes et des campagnes lors des campagnes électorales. Le suffrage universel a été instauré pour les hommes dès 1907, et les femmes l'obtiennent à égalité de droit en novembre 1918. Pour les partis, il faut donc, d'urgence pratiquer l'agit-prop si l'on veut obtenir les faveurs de l'électeur. Pour ce faire, ils disposent de plusieurs instruments. La parole d'abord : on l'utilise dans les réunions politiques qui se multiplient à loisir et les défilés politiques destinés à haranguer l'électeur, à l'entraîner dans son sillage politique, ne manquent pas. On en trouve d'ailleurs des descriptions littéraires fort édifiantes dans les romans de l'époque, notamment chez Franz Kafka dans « Amerika », et même si l'action se déroule aux États-Unis, les scènes décrites par Kafka ne peuvent que rappeler ce qui se passait simultanément dans les rues de Vienne ou de Prague.

À cette époque où la radio n'en est encore qu'à ses balbutiements, ce sont d'abord les murs qui prennent la parole, qui haranguent les citoyens<sup>3</sup>. Les affiches de propagande politique au sens moderne du terme, à savoir celles qui soutiennent l'action des partis politiques, abondent, certes, depuis plus d'un demi-siècle. Mais elles sont encore bien différentes de nos affiches modernes. Pour l'essentiel, ce sont des affiches ou placards-textes, comme les définit Laurent Gervereau, spécialiste de l'analyse de l'affiche politique en France ; elles ne contiennent que du texte, elles bombardent littéralement le citoyen d'informations politiques de tous genres. Et si la caricature et le dessin humoristique existent depuis belle lurette, ils n'ont, jusqu'alors, pas encore trouvé leur place dans l'affiche électorale. Il faut attendre la Première Guerre Mondiale pour que ce mode d'expression politique commence réellement à se développer.

Quant aux animaux comme instrument de propagande des campagnes électorales, leur utilisation dans les graphismes ne fut que rare dans l'entre-

---

<sup>3</sup> Bernard Denscher (Hg.), *Von der Sinnlichkeit der roten Farbe*, Victor Th. Slama, Wiener Stadt- und Landesbibliothek, 1990, p. 11.

deux-guerres en Autriche. Si l'on s'en tient aux strictes données statistiques, l'animalisation dans les affiches politiques est une goutte d'eau dans l'océan : six affiches politiques ayant recours aux animaux sur un corpus de quelques 450 affiches ; on voit ici toute la relativité du propos.

Ces six affiches se répartissent sur cinq élections différentes. Afin d'affiner l'analyse, précisons que trois affiches utilisant des animaux apparaissent sur les panneaux électoraux lors des élections à l'Assemblée Constituante de février 1919, deux lors des premières élections législatives et « républicaines » d'octobre 1920 ; une seule lors du scrutin d'octobre 1923, aucune lors de celui d'avril 1927, et une seule lors des dernières élections nationales libres en novembre 1930. Et cependant, malgré leur présence infiniment réduite – ou bien à cause de celle-ci – leur impact psychologique, en stylisant voire caricaturant au maximum les énormes contrastes politiques qui opposaient les protagonistes, ne saurait être sous-estimé.

Qui donc utilise alors les animaux pour faire campagne ? Bien peu de formations politiques, il est vrai. Exception faite du parti bourgeois-démocratique en 1919, ce sont uniquement les deux grands partis, les chrétiens-sociaux et les sociaux-démocrates, et ce de manière plus que parcimonieuse. En moyenne, on dénombre par election – et non par parti – une seule affiche politique utilisant les animaux à des fins propagandistes. C'est dire que l'utilisation de l'affiche animalière était bien réfléchie et savamment dosée.

À quoi donc sert l'animalisation dans l'affiche politique ? Dans cette période qui fait suite à la Première Guerre Mondiale, elle est en concurrence avec le placard-texte ou, pour parler le langage commun, avec l'affiche ne présentant que du texte écrit, sans aucune illustration. Elle est également en concurrence avec l'affiche qui, en utilisant la caricature humaine, parodie l'ennemi. Alors, qu'apporte-t-elle d'autre, de plus que les autres ?

Quel en est le moteur ? Les animaux utilisés font alors office de symboles ; ils deviennent des instruments d'auto-définition ou de stigmatisation de l'ennemi. Ils servent ainsi, pour le parti qui y a recours, soit à se mettre en valeur, soit à railler l'ennemi. On passe alors à un degré supérieur d'abstraction pour l'électeur, mais le message ne s'en veut que plus percutant.

Comment fonctionne ce type d'affiche ? Il ne s'adresse pas, en soi, à la raison de l'électeur, mais directement à son psychisme. Il saute ou frappe littéralement le regard ; il cherche à l'agresser<sup>4</sup>. Il véhicule des symboles que chacun est en mesure de décoder et d'interpréter immédiatement, donc de lui

---

<sup>4</sup> Bernhard Denscher, *Österreichische Plakatkunst 1898-1938*, Verlag Brandstätter, Wien, 1992, p. 7.

conférer le sens voulu par son/ses concepteur(s). Les animaux ainsi représentés ne le sont pas sous forme de photographie neutre, mais de manière stylisée et renvoient à un référent situé dans l'ordre de la caricature. On est alors en plein dans l'ordre du symbolisme, du non-verbalisé, mais d'un message exprimé de façon beaucoup plus radicale ... et ainsi plus agressive que le texte visualisé par voie d'affiche. La stylisation de l'animal, ses couleurs, sa posture expriment un signifié auquel s'ajoute un texte le plus souvent bref et destiné à clairement positionner le message.

Si l'on essaie d'établir une théorie de l'utilisation des animaux dans les campagnes électorales de l'entre-deux-guerres en Autriche, on en vient à constater une double stratégie de la part des concepteurs d'affiches : les animaux servent d'une part d'éléments d'identification pour un parti et sont alors au service de son auto-définition ; d'autre part ils servent à représenter l'ennemi et sont alors utilisés pour le stigmatiser. Dans un cas comme dans l'autre, le schéma de représentation est toujours semblable : il s'agit de la lutte entre les « bons » et les « méchants », les « bons » étant toujours du côté de l'auto-définition, les « méchants » ne pouvant symboliser que l'ennemi politique. L'animal utilisé à des fins d'auto-identification est systématiquement chargé de qualités positives afin de le mettre en valeur ; il est alors symbole de force, de puissance, de goût de liberté et autres qualités « positives ». L'animal chargé de représenter l'ennemi est en revanche investi de pouvoirs négatifs de destruction, d'usurpation, d'exploitation ; il est alors l'exploiteur, l'usurpateur, le parasite qui représente un danger pour soi-même et pour les siens. D'où la nécessité impérieuse de le combattre.

Nous commencerons à illustrer notre propos en analysant une première affiche conçue pour le parti bourgeois démocratique lors des élections à l'Assemblée Constituante de février 1919. L'affiche se partage grosso modo en deux parties quasiment égales que l'on peut délimiter selon une diagonale partant de l'angle supérieur droit et allant jusqu'à l'angle inférieur gauche. La partie image occupe la partie supérieure gauche de l'affiche, l'autre étant réservée au texte. Nous noterons dès à présent l'importance ainsi attribuée au texte puisqu'il couvre largement la moitié de l'affiche.

L'image par elle-même<sup>5</sup> représente une feuille de chêne en train de se faire dévorer par deux chenilles. Chacune des deux bestioles semblent bien installées sur la feuille de chêne et consommer sa proie sans être dérangée par quoi que ce soit. À première vue, une affiche qui peut sembler peu significative

---

<sup>5</sup> Denscher Bernhard, *Österreichische Plakatkunst 1898-1938*, Brandstätter, Wien, 1992, p. 178.



pour le regard non averti. En réalité, chacun des éléments ne prend son sens qu'en lien avec le message politique correspondant. C'est alors qu'il faut avoir recours à la symbolique politique de ces éléments.

La feuille de chêne est, en soi, le symbole de la nation allemande. Premier élément d'interprétation donc : voici un parti qui présente les habitants de la petite Autriche démocratique créée quelques semaines auparavant comme une partie de la nation allemande, niant ainsi à sa source l'idée d'une possible identité « autrichienne ». Qui plus est, la feuille, symbole de la nation allemande, est en danger puisqu'elle est en train de se faire

grignoter par les deux chenilles. Et qui sont donc ces deux chenilles ? L'une est rouge, l'autre noire. Il ne s'agit pas ici tout à fait du rouge et du noir stendhalien, mais d'un code des couleurs servant, en Autriche, d'instrument de représentation des orientations politiques. Ainsi le noir représente-t-il les chrétiens-sociaux, le rouge les sociaux-démocrates. De plus, la chenille noire est, pour renforcer la classification politique implicite, coiffée d'une couronne, ce qui vise à montrer aux électeurs les liens « évidents » entre chrétiens-sociaux et passé impérial de l'Autriche et leurs liens étroits avec l'ordre monarchique. Quant à la chenille rouge, elle porte une casquette rouge qui l'identifie aux soldats de l'Armée Rouge ; là encore, aucune possibilité, pour l'électeur de l'époque, de se tromper sur la signification du message. Armés de ce code, nous pouvons maintenant procéder à une première interprétation du rôle des animaux : les chenilles, métaphores visuelles l'une de la social-démocratie, l'autre du parti chrétien-social, grignotent la feuille de chêne, elle-même symbole de la nation allemande et semblent bien décidées à la grignoter jusqu'au bout. Or, chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates constituaient, en 1919, les deux partis les plus importants tant numériquement qu'en ce qui concerne le degré d'influence idéologique sur l'opinion publique. Le baromètre politique laissait

supposer la suprématie de ces deux groupes politiques à l'issue du scrutin. D'où l'appel pressant lancé aux électeurs par ce parti bourgeois-démocratique qui entendait se situer au centre de l'échiquier politique et espérait pouvoir constituer une troisième force située entre les deux. Cette troisième force, considérée par ses initiateurs comme « honnête et objective », s'attribuait la tâche de contrôler les deux grands partis déjà installés au pouvoir depuis novembre 1918<sup>6</sup>.

Les deux chenilles sont donc perçues par le spectateur comme éléments destructeurs ; elles sont donc ici utilisées pour symboliser l'ennemi dans son acception négative ; elles se situent, en tant que représentation de l'ennemi, du côté des « méchants » ; elles servent de « repoussoir » et permettent ainsi, pour l'électeur, une identification positive du parti qui va vous représenter, donc de soi-même.

Le texte qui accompagne ce graphisme et recouvre plus de la moitié de l'image ne fait que renforcer la sensation<sup>7</sup> perçue par l'œil. « Auf gegen die Schädlinge des Staates », soit en français « soulevez-vous contre les déprédateurs de l'État ! ». Le texte allemand n'a pas recours à une forme verbale impérative, mais à un adverbe, en l'occurrence « auf », dont l'impact est encore bien plus important chez le récepteur qu'un verbe à l'impératif. Ce « auf » est en quelque sorte un véritable injonctif lancé au lecteur dont la puissance suggestive dépasse de loin la simple forme verbale. Une sorte de paroxysme est ainsi atteinte à travers cette expression, après quoi le ton peut quelque peu retomber « wählet bürgerlich-demokratisch », « votez bourgeois démocratique ! », simple appel qui semble la conclusion, la synthèse de l'ensemble de l'affiche, c'est-à-dire tant du graphisme que du texte.

En résumé, cette affiche utilise donc les animaux à des fins négatives ; elle sert bien à stigmatiser l'ennemi politique, ainsi que nous l'avons évoqué précédemment dans la partie théorique.

Cette appréhension négative des ennemis politiques se retrouve également dans une seconde affiche<sup>8</sup> réalisée pour la même formation politique lors de la même campagne électorale. Celle-ci représente un cheval entravé dans sa liberté et sa puissance d'action<sup>9</sup> par des sortes de « menottes » qui lui ligotent les pattes ainsi que par des harnais trop serrés et par une bride laissée

---

<sup>6</sup> Denscher Bernhard, *Wahlkämpfe in der Ersten Republik, Die Wahlen zur konstituierenden Nationalversammlung 1919 und die Nationalratswahlen 1920-1930*, Wien, Diss, 1981, p. 50.

<sup>7</sup> Denscher Bernhard, *Österreichische Plak'atkunst 1898-1938*, Brandstätter, Wien, 1992, p. 178.

<sup>8</sup> *Ibidem*.

<sup>9</sup> Fontana David, *Le langage secret des symboles*, Paris, Solars, 1995, p. 83.



trop courte. Ici, l'animal ne représente pas l'ennemi, mais soi-même. Impossible, pour ce cheval, de courir à bride abattue, comme l'expression a coutume de l'exprimer, puisqu'il est totalement limité dans ses possibilités d'action. Brides, harnais et menottes qui l'entravent sont alors les symboles de puissances maléfiques qui s'associent afin de l'entraver dans sa course vers sa destinée. Et qui sont ces puissances maléfiques ? C'est, comme dans l'affiche précédente, l'analyse des couleurs de remplissage utilisées pour les entraves imposées au cheval qui va nous livrer la clé du message. De nouveau, nous tombons sur le noir et le rouge, symboles respectifs des chrétiens-sociaux et

des sociaux-démocrates. Le message graphique de cette affiche est alors le suivant : le cheval symbolise les forces naissantes de la jeune nation autrichienne. Celles-ci se voient dans l'impossibilité de caracoler par monts et par vaux, entravées qu'elles sont par l'alliance du parti chrétien-social et du parti social-démocrate détenant conjointement les rênes du pouvoir depuis novembre 1918. Le graphisme de cette affiche se donne donc pour but de présenter aux électeurs les deux grands partis de la coalition gouvernementale comme entraves à la vie de la nation. L'impact souhaité de cette affiche se veut d'autant plus important que le graphisme couvre approximativement les trois-quarts de celle-ci. La couleur du texte qui l'accompagne est assortie à celles du graphisme ; on y retrouve le rouge et le noir précédemment évoqués. Les couleurs évoquent la même symbolique, le rouge pour la social-démocratie, le noir pour les chrétiens-sociaux. En clair, ce sont donc les chrétiens-sociaux et les sociaux-démocrates qui entravent le cheval, symbole de la petite Autriche naissante. Ce sont ces deux partis qui empêchent l'Autriche de devenir ce à quoi elle aspire. Peut alors s'opérer une identification entre le cheval et l'électeur potentiel et le danger représenté par les brides, menottes et harnais, c'est à dire par les deux grands partis au pouvoir apparaît alors clairement à l'électeur. Ici,

l'animal, qui doit servir d'instrument d'auto-représentation, est donc chargé de valeurs « positives ».

Le texte, rédigé de nouveau dans les couleurs rouge et noir, ne fait qu'illustrer le graphisme. « Keine Freiheit ohne Aufhören der schwarzen und roten Fessel » ; « pas de liberté sans que ne cessent les entraves rouges et noires ». De nouveau, pas de verbe à l'impératif, mais une injonction exprimée à l'aide d'une négation : « keine Freiheit » liée à la préposition privative « ohne », combinaison sémantique qui revient à intimer un ordre de façon catégorique et implique que le début ne va pas sans la fin. Celle-ci, située au bas de l'affiche, est claire « daher wählet die Kandidaten der Bürgerlich-demokratischen Partei », « donc votez pour les candidats du parti bourgeois et démocratique ». Le « daher-donc » établit le lien de cause à effet : « vous ne voulez pas de ces entraves, alors votez pour nous ! » Là encore, le schéma allié versus adversaire se confirme.

Cette seconde affiche nous montre donc comment l'animal peut servir d'instrument d'auto-définition d'un parti, celui-ci s'identifiant bien évidemment au cheval entravé.

On retrouve le même fonctionnement de l'animalisation dans l'affiche politique lors des élections de 1920 ; mais, cette fois-ci, c'est au tour des deux grands partis de s'emparer des animaux pour étoffer leur campagne électorale respective. Des deux affiches utilisant l'animalisation pour leur campagne, celle du parti chrétien-social est sans nul doute la plus intéressante et la plus révélatrice tant des moyens psychologiques sous-jacents à cette technique que de l'impact que le parti en escomptait. Celle-ci rassemble en effet en elle-même les deux possibilités d'utilisation des animaux telles qu'elles ont été précédemment décrites, à savoir à la fois l'animal servant de moyen d'auto-identification et l'animal comme symbole de la perversité de l'ennemi politique. Après l'enthousiasme des premiers mois républicains, les énormes difficultés économiques et sociales, le chômage sans cesse grandissant, la misère, le froid et la faim, les conditions des plus hostiles du Traité de paix de Saint-Germain-en-Laye qui faisaient de l'Autriche « ce qui reste », selon les propos de Georges Clémenceau, tous ces éléments ne pouvaient que faire naître le pessimisme dans l'électorat et inciter chacun des camps en présence à rejeter la responsabilité des difficultés présentes sur l'adversaire politique.



L'affiche animalière du parti chrétien-social représente ainsi un aigle noir enlacé par un serpent rouge<sup>10</sup>. Or, l'aigle noir avec ses ailes déployées et tenant dans ses griffes la faucille et le marteau<sup>11</sup> est l'emblème de la République d'Autriche. Ici, cet aigle est menacé de mort par un méchant serpent qui est en train de l'étrangler. L'identification du serpent se fait de nouveau par les couleurs : il est rouge, aux couleurs de la social-démocratie donc. Le graphisme signifie ainsi que cette dernière, par ses visées politiques et par la mise en application de son programme social et culturel à

Vienne, est en train d'étrangler l'état autrichien, et ceci tant et si bien que l'aigle s'en voit même contraint de lâcher la faucille et le marteau. Et pour qui sait bien regarder ce graphisme, l'accusation va encore plus loin, car en y regardant de près, on s'aperçoit que la tête du serpent n'est pas une tête normale, mais représente la caricature du juif classique avec son grand nez crochu. Derrière cette caricature, se cache toute l'idéologie chrétienne sociale qui considérait les Juifs comme les véritables instigateurs de la social-démocratie.

Le texte qui accompagne le graphisme ne fait pas double emploi avec celui-ci, mais en constitue la : « Deutsche Christen - Rettet Österreich ! », « Chrétiens allemands, sauvez l'Autriche ! », ultimatum lancé aux Autrichiens. Mais comment faire ? Réponse : « wählt christlichsozial », « votez chrétien-social ». La démarche, pour l'électeur, se veut alors simple, peut-être même simpliste. Mais c'est le résultat qui compte, et le résultat fut là puisque le parti chrétien-social obtint lors de ce scrutin la majorité absolue des suffrages exprimés.

<sup>10</sup> Tagebuch der Strasse, Geschichte in Plakaten, Wiener Stadt- und Landesbibliothek, Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1981, p. 152.

<sup>11</sup> Faucille et marteau ne représentent pas ici les symboles du communisme, mais la première la paysannerie, le second les travailleurs, tous deux ainsi étroitement liés à l'existence du nouvel état autrichien.

Cette affiche nous présente donc les deux fonctions de l'animalisation réunies en une seule et même affiche : d'une part l'aigle, à la fois emblème et symbole de l'Autriche, donc chargé de valeurs « positives », qui fait partie du camp des « bons » et sert d'instrument d'identification des chrétiens-sociaux, d'autre part le serpent, animal par qui arrive le mal, et donc vu « négativement », qui classe la social-démocratie et les Juifs dans le camp des « méchants », les deux éléments obligeant l'électeur à se placer dans le camp des chrétiens-sociaux s'il souhaite sauver l'Autriche, qui, soit dit au passage, est encore une fois vue comme « allemande ».

Lors de ces mêmes élections de 1920, le parti social-démocrate eut pareillement recours aux animaux dans une affiche particulièrement parlante et le concepteur éleva la technique de propagande à un niveau encore plus élevé que celui de l'affiche chrétienne-sociale. Ici encore, le graphisme domine par rapport au texte, et le texte, réduit à un minimum, est investi d'un pouvoir de persuasion jusqu'alors inégalé. L'affiche<sup>12</sup> nous présente un attelage tiré par quatre chevaux qui occupe la moitié de l'espace disponible selon l'une des diagonales. Sur la seconde moitié de l'image, apparaît un personnage que tout un chacun ne tarde pas à identifier : le Christ. Le texte accompagnateur est plus que bref ; il ne fait explicitement référence à aucun parti ; c'est au spectateur de décoder le message, d'attribuer l'affiche à un parti, mais les symboles véhiculés par le graphisme sont si forts que celui-ci ne saurait s'y méprendre. Que repré-



<sup>12</sup> Denscher Bernhard, *Österreichische Plakatkunst 1898-1938*, Brandstätter, Wien, 1992, p. 189.

sente donc cet attelage ? ou plutôt, quels sont les personnages <sup>13</sup> qui ont pris place dessus ? Constatons tout d'abord qu'on ne les voit que de dos et que, de toute évidence, l'attelage se trouve en quelque sorte « en fuite ». Les deux personnages assis au fond du coupé sont très faciles à identifier. Avec leurs chapeaux d'ecclésiastiques et leurs vêtements de couleur noir et rouge, personne ne peut s'y tromper : il s'agit de deux prélats de l'Église catholique, bien nourris, ce qui se voit à la rondeur exagérée de leurs formes, ainsi qu'à leur attitude avachie au fonds du coupé. Ils sont repus et visiblement épuisés d'avoir fait trop bonne chère, et ce alors que le peuple crie famine. Accusation on ne peut plus directe adressée à l'Église. Le cocher, reconnaissable à son fouet, porte une livrée de l'ancien régime et renvoie ainsi à un référent monarchique et impérial. À ses côtés, est assis un paysan, facilement reconnaissable à son chapeau à plume et à sa grosse moustache. Le tableau est ainsi complet : les prélats, de toute évidence un cardinal reconnaissable à ses vêtements rouges, le cocher qui rappelle l'Empire habsbourgeois, le paysan symbole de la fidélité à l'Église et à l'Empire, et nous voici en présence de tous les éléments constitutifs de ce que la gauche autrichienne nommait la « réaction politique ». L'identification est d'autant plus facilitée qu'à l'arrière du coupé est apposée une affiche électorale du parti chrétien-social conçue pour cette même élection et qui intime directement l'ordre aux électeurs : « Votez chétien-social ! ». Face à cette équipée de bambocheurs, le Christ, debout, pieds nus, son bâton de pèlerin dans la main gauche, ainsi présenté selon une image traditionnelle dans les églises autrichiennes, le bras droit dressé en direction de l'attelage, la main élevée en signe de refus. Ce bras tendu crée deux fronts : d'un côté les fêtards qui mènent grand train de vie, de l'autre le Christ dans son dépouillement. La main levée en signe de refus indique les rapports entre ces deux fronts, rapports de refus, de non-contact, à l'image de ce qui se passait dès 1920 en Autriche entre chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates. Sur cette affiche, les animaux ne jouent qu'un rôle secondaire. Il s'agit de quatre chevaux qui tirent l'attelage et que l'on ne voit que dans la ligne de fuite créée par le départ de la calèche. En réalité, ces quatre chevaux ne servent qu'à dynamiser la calèche, à la mettre en mouvement. On serait presque tenté de dire qu'ils ne sont que des figurants dans cette scène. Et pourtant, ce sont bien eux qui lui confèrent sa dynamique. Plus même, en entraînant la calèche, ils se situent en adjuvants des cardinaux et consorts installés dans la calèche et, d'un point de vue symbo-

---

<sup>13</sup> Bennersdorfer Ernestine, *Kampf der Symbole, Plakate zu den Nationalratswahlen Erste Republik Österreich*, Wien, Diss., 2002, pp.160-163.

lique, sont assimilés à ceux-ci. On obtient ainsi pour cette affiche une image « négative » de l'animal placé ainsi au service de l'ennemi.

Cette image nous livre déjà, en soi, tout le message de l'affiche : le refus du cléralisme imposé par la politique chrétienne-sociale. Mais il est renforcé et clarifié afin d'éviter toute équivoque par une petite phrase écrite aux couleurs de la social-démocratie : « So habe ich das Christentum nicht gemeint ! », « ce n'est pas ainsi que j'ai conçu le Christianisme ! » La phrase, à la manière de La Fontaine, tire, dans une sorte de morale, les leçons de l'histoire. Accusation directe de l'attitude de l'Église et des chrétiens-sociaux. Il existe entre le graphisme et le texte un lien direct exprimé par l'adverbe « so » ici utilisé comme charnière du discours. Avec sa fonction ici purement argumentative <sup>14</sup>, il impose le texte qui suit comme conclusion de l'image.

Enfin, phénomène intéressant en ce qui concerne cette affiche : celle-ci n'appelle pas directement l'électeur à voter pour la social-démocratie. Elle le fait indirectement en l'invitant à ne pas voter pour les représentants du cléralisme, donc indirectement à voter en faveur de la social-démocratie qui, dans son programme, se déclarait hostile à l'Église en tant qu'institution, mais acceptait très clairement le message évangélique.

Lors des élections suivantes, le 21 octobre 1923, la République n'a que quatre ans d'existence, mais elle est déjà bien usée par les luttes qui opposent avec de plus en plus de violence chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates. Depuis novembre 1920, les chrétiens-sociaux gouvernent seuls le pays. Au niveau fédéral, les sociaux-démocrates sont passés dans l'opposition, sauf dans la capitale, Vienne, où, depuis 1919, ils détiennent la majorité absolue au sein du conseil municipal et, conformément à leur programme politique, ont engagé de vastes réformes. Ils ont notamment, pour financer leur ambitieux programme de construction de logements sociaux, créé de nouveaux impôts qui touchent directement les couches sociales aisées, et en particulier l'électorat potentiel du chrétien-social. La campagne pour ces élections du 21 octobre 1923, élections à la fois



<sup>14</sup> Cf. F. Schanen, J.P. Confais, Grammaire de l'allemand, formes et fonctions, Paris, Nathan Université, 1989, p. 434.

fédérales et municipales dans la ville de Vienne, mélange les thèmes nationaux et locaux. Mais, en tête des préoccupations des propagandistes, se trouve évidemment l'introduction récente de ces nouveaux impôts à Vienne. Cette fois, c'est le parti chrétien-social qui utilise l'animalisation. L'affiche en question nous montre un homme courbé sous l'énorme poids d'un sac qu'il traîne péniblement sur son dos. Ce sac renferme les « impôts communaux » déjà bien assez lourds pour écraser le pauvre travailleur. Mais en plus, comble du sarcasme, un coq s'est juché sur le sac afin d'alourdir ce fardeau qui ne lui semble pas si lourd que cela. Ce coq, tout joyeux, chante, qui plus est à gorge déployée, les louanges de la politique communale sociale-démocrate à Vienne<sup>15</sup> sans tenir compte de la souffrance du travailleur. Quel contraste entre les deux ! C'est la couleur du coq qui va nous livrer la clé de l'énigme : celui-ci est rouge ; il est le porte-parole de la social-démocratie. Bernhard Denscher fait remarquer que le plumage du volatile semble avoir quelque peu souffert de son train de vie et que, pour faire bonne mine, il s'est fait implanter quelques plumes artificielles portant les inscriptions alléchantes mais trompeuses : « budget municipal assaini » ou « aide sociale »<sup>16</sup>. Sachons donc lire le message électoral : la social-démocratie, avec ses nouveaux impôts dont elle semble plus que fière, écrase le petit peuple travailleur. Pour échapper à cette sorte de tyrannie, « votez chrétien-social ! » Le texte en est ainsi réduit à sa plus simple expression. En réalité, c'est l'image qui a fait tout le travail. L'animal utilisé, en l'occurrence le coq, a servi à mettre en valeur les qualités « négatives » de l'ennemi, à le reléguer au compte des « méchants », et ainsi, par contraste, à faire du parti chrétien-social le parti des « bons », selon l'hypothèse émise précédemment.

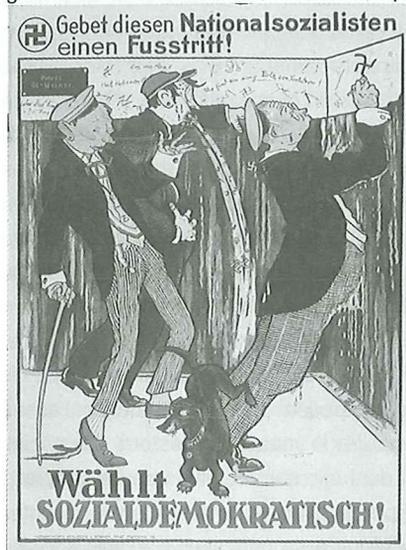
En 1930, le danger national-socialiste se faisait sans doute moins pressant en Autriche qu'en Allemagne, assez toutefois pour susciter la vigilance des partis démocratiques. Forts du succès de leur parti frère allemand, les nationaux-socialistes autrichiens avaient en effet décidé de présenter des listes électorales au scrutin du 9 novembre. Les sociaux-démocrates autrichiens, constatant la montée en flèche du NSDAP dans le pays voisin, décidèrent de mener la lutte contre le parti national-socialiste autrichien en se servant d'un animal. L'affiche sociale-démocrate dirigée contre ce parti nous montre trois étudiants nazis en train de dessiner des croix gammées sur un mur ; les trois

---

<sup>15</sup> Le coq proclame les succès politiques de la social-démocratie qui détenait les rênes du pouvoir dans la capitale autrichienne : « Blauer Dunst / Stadtbahnelektrifizierung / 25.000 Volkswohnungen der Stadt Wien / Ins Schlaraffenland », soit en français : « Fumée bleue, électrification du métro, 25.000 logements sociaux construits par la municipalité de Vienne, vers le pays de cocagne ».

<sup>16</sup> B. Denscher, *Wahlkämpfe*, *op. cit.*, p. 144.

personnages semblent follement s'amuser. Mais voici que, dans la fête, arrive, littéralement parlé, un véritable trouble-fête, un petit basset qui vient tout gâcher. Il donne un coup de pied à l'étudiant qui est en train de dessiner la croix gammée. C'est donc lui, le chien, qui se situe en défenseur des valeurs



démocratiques et républicaines ; c'est lui le gardien de l'ordre établi. Dans le schéma d'opposition des « bons » et des « méchants », il se range du côté des « bons » et lutte contre les « méchants ». L'affiche opère ainsi une substitution en mettant le chien à la place d'un social-démocrate. Le texte est en adéquation parfaite avec l'image : « donnez un coup de pied à ces nationaux-socialistes ! ... Votez social-démocrate ! » L'électeur est ainsi invité à s'exprimer par son vote en faveur de la social-démocratie et, à l'instar du chien, à donner un bon coup de pied aux nazis afin de faire

barrage au danger d'extrême-droite.

En guise de conclusion, soulignons encore une fois le fait que les concepteurs des campagnes électorales autrichiennes de l'entre-deux-guerres n'ont eu que bien peu souvent recours à l'animalisation pour parvenir à leurs fins : six affiches sur quatre cent cinquante, cela fait vraiment peu. Et pourtant, l'impact de ces six affiches, à en prendre à témoins les réactions dans les organes de presse de l'époque, ne fut pas des moindres. Leur singularité les rendit d'autant plus expressives. Le caractère « direct » de leur message leur conféra une très grande efficacité, sans nul doute beaucoup plus grande que la prolifération du texte sur les affiches traditionnelles. Il permit aux partis, sur un ton humoristique, voire caustique, de s'auto-identifier ou d'identifier l'ennemi, d'en donner quelques caractéristiques essentielles qui devaient mener l'électeur à faire « le bon choix », sans grand commentaire. L'animalisation, en caricaturant les caractères d'un parti à la manière de La Fontaine, créait ainsi des stéréotypes politiques qui permettaient un positionnement irrfléchi et spontané de la part de l'électeur. Les concepteurs politiques de l'après-guerre

ne s'y trompèrent d'ailleurs pas et utilisèrent tout aussi parcimonieusement cette méthode, mais avec une intentionnalité beaucoup plus forte encore : pensons au duel des deux grands partis de la coalition gouvernementale au moyen du chat noir et du chat rouge, ou bien à l'éléphant dans le magasin de porcelaine des années 50, mais il s'agit là d'un autre sujet susceptible de faire l'objet d'une autre communication.

Université de Limoges

## **Vienne s'affiche – Vienne à l'affiche : auto-représentation ou auto-glorification ?**

« Wien ist anders » ; en français : « Vienne est autre » - « Vienne est différente ».  
C'est en ces termes que la ville de Vienne entend se définir vis-à-vis de l'extérieur.  
Mais toute personne critique sera en droit de se demander par rapport à qui ou à  
quoi Vienne entend se définir, se délimiter. Par rapport au postulat posé, à savoir  
« « Wien ist anders » ; il convient de se poser les deux questions suivantes,  
opposées , certes, mais cependant complémentaires : Première question : Vienne  
est-elle 'autre' ou 'différente' par rapport à une autre ville, à une autre capitale  
européenne ? Et alors, dans ce cas, en quoi consiste cette « différence », cette  
« altérité » ? Quelles vont être alors les particularités de la capitale autrichienne ? Et,  
seconde question : Vienne est-elle « autre » ou « différente » par rapport à ce que  
les personnes extérieures, en l'occurrence et principalement les touristes, projettent  
comme représentations iconographiques de la ville, ou, pour parler plus simplement,  
Vienne est-elle ou se veut-elle « différente » des représentations que s'en font les  
touristes ?

Mais qu'est-ce que Vienne en réalité ? Essayons d'abord de voir ensemble non plus  
les images à la fois collectives et représentatives de cette ville, mais de cerner ce

qu'elle est dans les faits ! Vienne, vue de l'étranger – et de France en particulier, c'est en tout premier lieu une ville à caractère historique, capitale déchue d'un immense empire qui s'étalait jusqu'aux portes de l'Orient. En tant que telle, Vienne est chargée d'une valeur quasi mythique. Dans l'imagerie collective, ce sont les fastes de Schönbrunn, ceux du célèbre congrès de Vienne en 1815, l'image de François-Joseph, dernier Empereur d'Autriche-Hongrie et le romantisme de son épouse Elisabeth immortalisée dans les films de « Sissy » réalisés dans les années 50 par les frères Maryschka. Pour certains, meilleurs connaisseurs de l'Autriche, ce sera le prince Eugène de Savoie et son Palais du Belvédère ; pour d'autres encore, ce seront les salles de concert, l'opéra et toute l'atmosphère musicale dans laquelle semble baigner la ville, une ville qui, de fait, aura accueilli en ses murs les plus grands compositeurs européens, Beethoven, Schubert, Schönberg et bien sûr, comment l'oublier en cette année commémorative, Wolfgang Amadeus Mozart, et s'enorgueillit chaque année de son Concert du Nouvel An diffusé dans le monde entier.

Pour les littéraires, Vienne, c'est le berceau de toute une littérature : Stefan Zweig, Arthur Schnitzler, Joseph Roth et dans une époque récente, Thomas Bernhard, Peter Handke ou, encore plus récemment, Elfriede Jelinek. Pour les amateurs de peinture, ce sera Gustav Klimt et Egon Schiele ; pour les amoureux d'architecture, ce sera le « Jugendstil » si présent dans la capitale autrichienne. Enfin, pour ceux qui connaissent effectivement la ville, ce sera son premier arrondissement avec son parterre de monuments historiques : la cathédrale Saint-Etienne, la crypte des Capucins où reposent les Habsbourg, l'Opéra, le musée de l'Albertina avec ses toiles de Dürer, ses ruelles étroites où il fait bon se promener en fiacre.

Vienne, bien sûr, c'est tout cela, tout cet ensemble de représentations d'un univers quelque peu suranné. Mais c'est aussi, et surtout, .... Bien plus. C'est par exemple Vienne la Rouge et ses réalisations de complexes de logements sociaux construits dans les années 20 et 30 qui constituent encore aujourd'hui la fierté d'un mouvement ouvrier qui a su faire de la capitale autrichienne un modèle de l'habitat social. Que l'on évoque le Karl-Marx-Hof, le Rabenhof ou le Georg Washington-Hof, toutes ces constructions sont encore là, restaurées ces dernières années, et témoignent d'une autre image de Vienne, de celle d'une ville ouvrière qui a su créer des conditions de vie uniques en Europe non seulement pour sa population ouvrière, mais également pour sa jeunesse qui bénéficiera alors d'un système éducatif et de prévention médicale bien en avance sur son temps.

Vienne, c'est encore le berceau de la psychanalyse et de nombreuses avancées dans le domaine de la psychologie et de la médecine au cours du XXe siècle.

Lorsque l'on évoque Vienne, il ne faut pas oublier non plus la cité de l'ONU, la UNO-City. Erigée dans les années 70, elle abrite, comme chacun le sait, l'un des quatre sièges de l'ONU ainsi que de nombreuses organisations internationales. Cette présence internationale qui entraîne une activité économique résolument tournée vers l'avenir fait contre-poids à l'image principalement passéiste évoquée jusqu'à présent.

Vienne, c'est également un carrefour entre l'Est et l'Ouest dont le rôle, depuis les changements politiques survenus en Europe dans les années 90, ne cesse de

croître. Héritière d'une longue tradition diplomatique qu'il faudrait faire remonter à l'ancien empire austro-hongrois, la ville ne cesse d'accueillir des conférences internationales de toutes sortes. Les rencontres diplomatiques qui s'y déroulent confèrent à la ville un caractère international qui n'a que peu à voir avec les images d'Epinal traditionnelles. Lieu du dialogue est-ouest, mais également nord-sud, elle se situe géographiquement parlant au cœur de la nouvelle Europe actuellement en pleine construction et est appelée, en cette qualité, à jouer un rôle de plus en plus prépondérant sur la scène internationale.

Vienne, c'est donc tout cela à la fois et bien d'autres éléments constitutifs encore qu'il serait trop fastidieux d'évoquer ici. Mais si vous le voulez bien, voyons ensemble quelle image Vienne essaie de donner d'elle-même sur ses propres murs, quelle image elle entend communiquer aux témoins oculaires que nous sommes tous, ou – pour faire un jeu de mot en français – comment Vienne s'affiche-t-elle au grand jour ?

En cette année 2006, dans le contexte européen et international actuel, Vienne se veut « métropole » et « Europe » à la fois. Mais Vienne est-elle la métropole qu'elle



entend être ? Si elle l'est, ce ne peut être du fait de son nombre d'habitants car sa population ne dépasse qu'à peine celle de Budapest. Plus peuplée que Prague ou Bruxelles, elle n'égale toutefois pas Paris, Berlin, Londres ou Rome. Néanmoins,

si l'on considère le terme « métropole » au sens de capitale exerçant une influence importante sur son entourage géographique, il est indéniable que Vienne joue un rôle de tout premier plan dans le contexte de l'Europe Centrale actuelle et de l'espace danubien, retrouvant en quelque sorte la place qu'elle occupait dans cette zone jusqu'à la fin de la Première Guerre Mondiale. Située à la charnière entre les pays riches et développés de l'Europe de l'Ouest d'une part et les pays de l'Europe de l'Est actuellement en pleine émergence tant politique qu'économique et culturelle, Vienne fait aujourd'hui figure de métropole d'Europe Centrale capable de faire se rencontrer l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, pays riches et pays pauvres de l'Europe. La politique des établissements bancaires autrichiens dans les nouveaux pays membres de l'Union Européenne place en effet la capitale autrichienne au centre d'une évolution économico-financière qui fait d'elle une véritable plaque tournante économique de l'Europe Centrale.

A ce titre, Vienne entend devenir « ville modèle » pour l'ensemble de l'Europe. L'affiche en question joue sur les mots et avec le regard du spectateur. Car, de façon naturelle et automatique, le regard lit spontanément « Musterstadt », ville modèle, alors qu'en réalité le texte différencie les termes : Vienne se veut simultanément « modèle » et « ville », et donc « différente ». Comme sur l'affiche précédente, une étincelle aux contours bleu et rouge s'insère dans l'affiche ; un doigt touche bien timidement le fond de l'affiche, et



pourtant l'effet se produit : l'étincelle jaillit, tout comme la « ville-modèle » que Vienne souhaite devenir. Pourquoi donc ce besoin, pour Vienne, de se mettre en avant, de se déclarer « métropole », de vouloir être « ville-modèle » ? Posons-nous simplement la question ; la réponse viendra un peu plus tard.

Pour l'heure, tournons-nous vers un second thème de l'affichage effectué par la ville de Vienne : la capitale autrichienne comme « l'une des villes les plus sûres du monde ». Deux affiches officielles font leur apparition en octobre 2000, la seconde

étant la suite de la première, très simple, bref sur fond uni : « Nix



première ! La offre un slogan très Chicago ! ». L'allusion, tarde pas à donner du

sens. « Nix », symbole d'un langage simplifié, d'un code restreint, pour employer un terme de la sociolinguistique, est vite associé à l'image de l'immigré qui parle mal la langue allemande et induit une connotation nettement négative. Second élément du slogan : « Chicago » ; dans l'imaginaire collectif, la ville américaine est immédiatement associée à la pègre, au crime, à la violence et au meurtre. Chicago fait naître chez la plupart des individus un sentiment de peur, d'angoisse. C'est, précisément, « l'anti-modèle », le symbole de l'insécurité, de la violence gratuite. L'association des deux éléments linguistiques, « Nix » et « Chicago » évoque une répulsion, un refus catégorique de voir une ville devenir à l'image de la ville-symbole

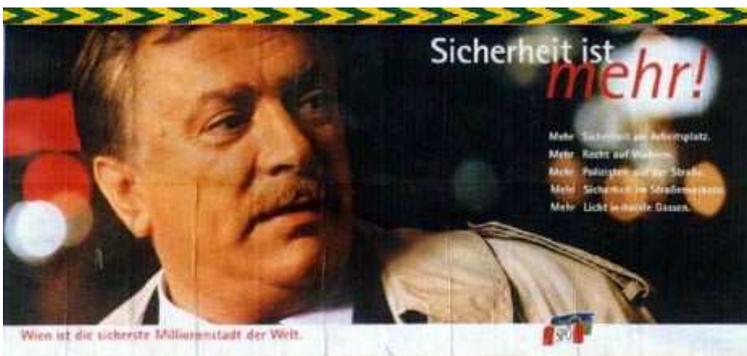
du crime. La seconde complément de la spectateur par le texte une lecture



affiche, reprise et première, entraîne son ajouté au premier, vers radicalement opposée

à la première : « Vienne est l'une des villes les plus sûres du monde ! » Nous sommes alors dans le domaine du superlatif, de l'opposition radicale : Vienne se veut le pôle opposé de Chicago, une ville où l'on peut se déplacer sans crainte.

Cette campagne d'affichage lancée officiellement dans la capitale en l'an 2000 fait suite à une première campagne sur le même thème effectuée par certains partis politiques à l'occasion des élections municipales de 1996 et trouvera un prolongement dans la campagne électorale de 2001. Deux affiches s'étaient alors rendues la pareille en 1996, l'une du parti socialiste viennois, l'autre du parti libéral dirigé par Jörg Haider. Au cœur du débat, le thème de l'insécurité grandissante dans



la capitale autrichienne. Sur l'affiche du parti socialiste qui présente en gros plan la photo du candidat du parti au fauteuil de maire de la ville, on peut lire, en petits caractères certes, mais

en rouge, le slogan suivant : « Vienne est la ville de plus d'un million d'habitants la plus sûre du monde. » alors que le slogan général de l'affiche aborde le thème de la sécurité. En concurrence à cette affiche, celle du parti néolibéral de J.Haider nous montre son candidat au poste de maire avec un slogan particulièrement provocateur pour la mairie socialiste en place : « Vienne ne doit pas devenir



Chicago ! ». Nous avons ici, pour la première fois, une mise en parallèle directe des

deux grandes villes. La raison : l'accroissement, au cours des années 90 et suite à l'ouverture des frontières en direction de l'est et du sud-est de l'Europe, des chiffres de la criminalité liée, affirme-t-on alors dans les milieux proches du FPÖ, à l'arrivée massive d'immigrés illégaux en provenance de ces régions. L'équation est simple : l'augmentation du nombre des immigrés venant de l'Est, et en particulier des Balkans, entraîne automatiquement l'accroissement de la criminalité. Et, conséquence ultime, Vienne est en train, de ce fait, de devenir un petit Chicago européen. C'est sur cet arrière-plan qu'il convient de replacer les affiches de l'an 2000.

Mais qu'en est-il, dans la réalité, de l'évolution de l'immigration dans la ville de Vienne ? Pour une population d'environ 1,63 millions d'habitants, elle compte – officiellement du moins – quelques 23% d'habitats qui ne sont pas nés en Autriche, dont 16% qui n'ont pas la nationalité autrichienne. Les groupes les plus importants sont, par ordre de grandeur, les personnes venant de l'ex-Yougoslavie (120.000), suivis par les Turcs (48.000), puis les ressortissants des anciens pays de l'Est. La population viennoise de souche non-autrichienne approche donc environ le quart de la population totale. Mais, bien évidemment, cette population ne se répartit pas de manière égale sur les différents arrondissements. Les arrondissements qui hébergent le plus de population étrangère sont le 15<sup>e</sup> (Rudolfsheim-Fünfhaus, 31%), le 20<sup>e</sup> (Brigittenau, 26%) et le 16<sup>e</sup> (Ottakring, 25%). Bien évidemment, de telles concentrations de population immigrée ne sont pas sans poser de problèmes, notamment dans le domaine de la criminalité. C'est ainsi que le nombre de condamnations de citoyens étrangers à Vienne est passé d'environ 10% de l'ensemble des condamnations en 1980, à près de 30% en 1996, date à laquelle la

campagne électorale pour les municipales s'empare du sujet, et à près de 40% en 2005. Cette augmentation spectaculaire des délits commis par des étrangers



crée certainement une sorte de psychose qui explique facilement l'importance du débat sur la sécurité publique dans la capitale. Néanmoins, la ville de Vienne semble optimiste quant à l'intégration des

immigrés, à en prendre à témoin la campagne d'affichage relative à l'insertion des jeunes immigrés dans la cité. Placé sous le slogan « donner une chance à la cohabitation », la ville a produit en 2000 un groupe d'affiches relatives à ce thème. Sur chacune d'elle, on voit un enfant pouvant être clairement identifié comme Autrichien de souche et un second enfant dont le physique révèle sans doute aucun l'origine étrangère. Sur l'une de ces affiches, on voit un petit Autrichien blond et une petite fille dont les cheveux trahissent l'identité étrangère debout sur une passerelle ; en faisant dire au garçon « Mon papa dit que je n'ai pas le droit de jouer avec une fille comme toi », l'affiche veut provoquer, interpeller le passant. Ce à quoi une feuille identifiable comme émanant de l'administration municipale rectifie ce jugement au caractère raciste : « pas de place pour l'intolérance à Vienne ». On retrouve un schéma de fonctionnement analogue sur une seconde affiche : une petite



Autrichienne bien blonde et un petit garçon tout droit sorti des Balkans sont l'un à côté de l'autre. Le garçon dit : « je parle allemand, turc et viennois, tu comprends ? » Mais l'orthographe de la phrase

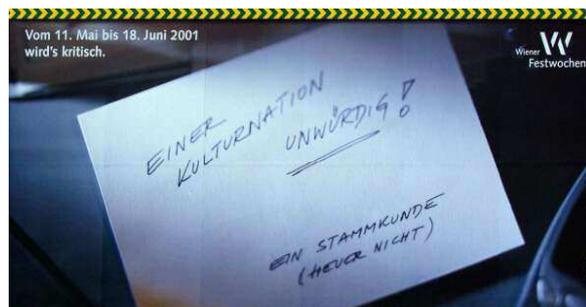
permet de l'associer à la langue allemande parlée : absence du « e » final de *sprech* et absence du pronom personnel dans l'expression « *verstehst ?* » Ce qui prouve que le petit garçon, turc ou serbe de toute évidence, s'est bien intégré dans la société autrichienne et n'a aucun problème linguistique. Ce à quoi vient s'ajouter le slogan émis par l'administration municipale : « se comprendre nécessite une langue commune », incitation directe lancée envers les enfants d'immigrés à apprendre l'usage correcte de la langue allemande. A travers cette campagne, la ville veut montrer non seulement qu'elle a les moyens, mais aussi qu'elle veut et qu'elle sait favoriser une meilleure intégration des populations issues de l'immigration.

Il convient cependant de se poser la question de la véracité de tels propos lorsque l'on se penche sur les chiffres des enfants immigrés scolarisés à Vienne. En effet, lorsque l'on constate qu'environ 40% des élèves du primaire n'ont pas l'allemand comme langue maternelle, et entre 45 et 50% des élèves des « *Hauptschulen* », il faut alors se demander si une intégration totale, dans de telles conditions, est réellement possible. Les chiffres de fréquentation des populations immigrées dans les lycées et, pire encore, à l'Université, nous prouveraient que les difficultés linguistiques rencontrées par les enfants eux-mêmes immigrés ou issus de

l'immigration sont dans bien des cas source d'échecs scolaires. En ce sens, l'intégration prisée par les services municipaux ne semble pas aussi réussie que les affiches ne le suggèrent.

Mais cette volonté de montrer une image positive de la ville se retrouve également dans le domaine culturel. La ville de Vienne, qui a souvent tendance à faire l'amalgame entre elle-même et l'état autrichien, n'hésite pas à avoir recours à des termes tels que « nation culturelle » pour se définir. Ainsi, en 2001, pour annoncer le festival de Vienne, on pouvait voir une affiche tout à fait révélatrice d'une certaine idéologie. Sur cette affiche, on pouvait lire : « indigne d'une nation culturelle ».

Utilisant une la provocation, les glissaient ainsi l'oreille de ceux affiche qu'ils



nouvelle fois l'art de concepteurs discrètement à qui verraient cette faisaient partie d'une

« nation culturelle ». Vue sous un angle critique, cette affiche appelle plusieurs commentaires. Elle implique d'abord l'idée qu'il puisse exister des nations soit-disant « culturelles » alors que d'autres n'en seraient pas, ce qui instaure une première discrimination. Ensuite, cette affiche classe Vienne et l'Autriche au rang des dites « nations culturelles » sans justifier cette affirmation. Enfin, l'indignation manifestée (indigne d'une nation culturelle) place les Autrichiens à un niveau – pour ainsi dire – au dessus de tout soupçon. Et même s'il ne s'agit ici que de la pure provocation destinée à inciter au contraire les Viennois à fréquenter les manifestations du festival de Vienne, il n'en reste pas moins que ce gag trahisse un état d'esprit de supériorité culturelle, état d'esprit que l'on retrouve d'ailleurs sur une série d'affiches conçues

entre 2000 et 2002 et destinées à souligner le caractère hautement « culturel » de la ville de Vienne.

Sans doute pour marquer l'an 2000, la ville de Vienne, toujours sous le slogan « Wien ist anders », inaugure en effet une série d'affiches dont le cadre général reste le même. Il s'agit d'une sorte de panneau unicolore orange dans lequel s'insère une forme ovale impliquant un mouvement de rotation et à l'intérieur de laquelle se présente un message. Notons tout d'abord la couleur orange du cadre général qui est une couleur chaude. Elle symbolise le soleil et l'énergie que celui-ci nous



dispense. Par ailleurs, il semblerait qu'il soit prouvé que la couleur orange soit celle qui se distingue le mieux dans des situations de luminosité délicates, à en

prendre pour preuve son utilisation pour signaler les dangers dans la circulation automobile. Quelles que soient les interprétations que nous puissions attribuer à la couleur orange, toujours est-il qu'elle saute littéralement aux yeux, qu'elle attire le regard et capte l'attention. Ainsi, affiché aux murs de la ville, recouvrant près de la moitié de l'affiche, la couleur orange ne peut que capter le regard des passants. La forme ovale insérée au centre de l'affiche nous mène vers un message, constitue le passage vers ce message. Mais avant d'aller vers le message, voyons comment se forme, comment s'organise cet ovale qui n'est pas en fait une forme fermée sur elle-même, donc achevée, ne menant nul part, mais une forme ouverte, qui tourne, en quelque sorte dynamisante, simulant comme un tourbillon aquatique qui entraîne tout

sur son passage, conférant la vie et le mouvement. Ainsi ce mouvement induit par cette forme ovoïde, venant lui-même s'inscrire dans la chaleur dynamisante de l'arrière-plan orange, va avoir littéralement une incidence directe sur le message placé à l'intérieur de cette forme ovale, va le vitaliser, le dynamiser. Avant même que l'œil puisse lire le message écrit ou décrypter l'image contenue dans l'ovale, une dynamique s'installe, un mouvement de rotation, une spirale vitalisante. Ces divers éléments – couleur, ovale ouvert en forme de tourbillon – nous introduisent vers un message. C'est un peu comme le trou d'une serrure qui permet de voir ce qui se passe à l'intérieur de la pièce voisine ; ce sont eux qui donnent accès au secret. Et c'est sur ce mode que se décline la série d'affiches en question.

Le texte de l'affiche repose en premier lieu sur une homonymie en langue allemande : le verbe « stattfinden » que nous traduirions en français par avoir lieu, et l'expression « Stadt finden » créée de toutes pièces pour la circonstance et se traduirait alors par « trouver une ville ». L'homonymie est alors elle-même productrice de sens : Quelque chose se passe, et simultanément cette chose qui se passe trouve un lieu, une ville où

L'homonymie permet de l'expression puisque, « stattfinden » vient de finden », « Statt », nom allemand de « Ort, Platz ».



pouvoir se dérouler. retrouver l'étymologie de historiquement, le verbe l'expression « Statt féminin synonyme en Les concepteurs du slogan

l'ont-ils fait en connaissance de cause ? Toujours est-il que le jeu de mots est bel et bien là. A nous maintenant de voir ce qui « findet statt – ou Stadt » ! En l'an 2000, ce seront tour à tour « event, fun, Kultur, Musik und Sport » qui trouveront leur ville, leur

lieu où pouvoir s'épanouir et s'offrir au spectateur, en 2001, ce seront « Bewegung » avec trois affiches différentes, « Musik », puis « Eintauchen, Freispielen, Stimmung, Abheben, Hingabe ». Enfin, en 2002, la source d'inspiration se tarissant, on ne verra plus que « Kultur und Musik ». Il est alors possible de classer ces termes en trois rubriques différentes : la culture au sens classique du terme, le sport et enfin un certain savoir-vivre sur lequel nous reviendrons par ailleurs un peu plus tard. Ces trois domaines trouvent ainsi leur lieu, leur ville, en l'occurrence Vienne, et celle-ci se transforme ainsi en ville de la culture, ville du sport, ville du savoir-vivre par excellence. Le slogan devient presque une équation : culture = Vienne, sport = Vienne, savoir-vivre = Vienne.

Les photos insérées dans la forme ovale et sur lesquelles viennent se placer les slogans illustrent parfaitement ceux-ci et présentent cette particularité de nous montrer des personnages en action. Lorsqu'il s'agit de musique, ce n'est pas un simple musicien, c'est un musicien qui joue du saxophone de tout son corps - et de tout son cœur. Lorsqu'il s'agit d'un « événement », il ne s'agit pas d'un simple chanteur d'opéra,

mais de la  
la Nuit en train  
déclamer sa  
aria. Bref, ce  
photos d'action  
ralenti, dans le



Reine de  
de  
célèbre  
sont des  
prises au  
feu de

l'action, des photos en quelque sorte dynamisantes, qui, associée au tourbillon précédemment décrit, entraîne le spectateur dans leur sillage et donnent l'impression

de Vienne, ville dynamique et progressiste sur le plan culturel, sportif et du savoir-vivre.

Autre élément dont Vienne s'enorgueillit et qui lui sert pour propager son image de marque : les espaces verts ! Phénomène intéressant : on pourrait s'attendre à voir à l'affiche une photo ou un dessin représentant des espaces verts. Tel n'est pas le cas ! Pas de photos, pas de dessin. Uniquement un texte. En gros caractères : le slogan : « Grün : 50% ! » L'équivoque, s'il en est une, est vite levée puisque l'explication est livrée de suite sous forme d'une phrase complète : « Wien hat mehr Grünflächen als die meisten Großstädte. » Et pour prouver cette affirmation, en petits caractères, « halb Wien ist begrünt. » La municipalité de Vienne semble ainsi jouer

sur la corde sensible de l'environnement.

de la ville une cité nature continue à place importante et



sensible de Elle entend faire dans laquelle la occuper une donc à respecter

un rythme naturel de la vie, loin du stress des grandes villes, espérant par là toucher le spectateur.

Et sur cette image de Vienne ville respectueuse de l'environnement, vient se greffer un dernier aspect : Vienne ville de la joie de vivre, ville des plaisirs raffinés, ville de la « Gemütlichkeit ». Précisons d'abord que cette image n'est pas transmise par la municipalité de Vienne elle-même, mais par des groupements d'intérêts économiques, et en particulier par l'association des joailliers viennois. Trois affiches méritent notre attention : toutes trois construites sur le même modèle, elles offrent

une image d'une Vienne distinguée et cultivée, selon les saisons. La première présente un



couple batifolant dans un parc, la femme à cheval sur le dos du mari, s'amusant comme des fous à courir de la sorte pour le simple plaisir de s'amuser. Le texte qui accompagne cette affiche vient de

surcroît renforcer cette impression : « Frühling genießen », le tout comme pour vanter les valeurs épicuriennes. On retrouve la même structure dans une seconde affiche : un couple aux cheveux déjà blanchis par l'âge, en habits de soirée, regarde vers l'objectif de la caméra en rayonnant une grande sérénité. Enfin, troisième et dernière



affiche, un couple d'âge moyen, bien habillé mais de façon détendue (l'homme a le col de chemise ouvert, la femme porte un T-shirt), sourit de bonheur. La femme, qui



tient à la main un verre de vin, semble éprouver une profonde joie de vivre, son mari également. Ces trois affiches concourent pour nous montrer qu'il fait bon vivre à Vienne et que l'on sait y goûter les plaisirs de la vie. Une impression que nous allons retrouver sur

une dernière affiche, cette fois servant à faire de la publicité pour les transports publics de Vienne : deux jeunes femmes sont installées dans un célèbre café viennois, symbole même de cette Gemütlichkeit évoquée précédemment, et



jouissent pleinement de leur amicale rencontre dans un décor feutré. L'art de vivre à la viennoise déjà bien apprécié par Gérard de Nerval lors de son passage à Vienne.

Alors, l'image que Vienne entend donner d'elle-même relève-t-elle de l'auto-représentation ou de l'auto-glorification ? Il convient d'abord de constater que les clichés sur Vienne véhiculés à l'étranger et évoqués auparavant n'apparaissent à aucun moment dans cette image que la ville entend donner d'elle-même. Ni Schönbrunn, ni le Stephansdom, ni l'Opéra de Vienne ne sont à l'affiche ; à l'inverse, les aspects de la culture viennoise présentés en début de notre exposé – les réalisations de Vienne la Rouge, Vienne siège de l'ONU et lieu d'importantes rencontres diplomatiques, etc – ces aspects ne sont à aucun moment utilisés. C'est donc une autre représentation que la capitale autrichienne veut nous offrir, celle d'une ville moderne, dynamique, capable de maîtriser les phénomènes sociaux contemporains tels que l'immigration ou l'ouverture des frontières, d'une ville non pas tournée vers le passé comme on pourrait s'y attendre, mais au contraire vers l'avenir, ville sûre, ville de l'intégration, ville de la culture moderne, mais aussi ville à la dimension humaine avec son souci de protection de l'environnement. Mais cette image correspond-elle à la réalité ? N'y a-t-il pas là une grande part d'auto-glorification de la part d'une ville qui a la nécessité de s'imposer face aux autres

capitales de l'Europe Centrale comme Prague ou Budapest ? Vienne, c'est sans doute cette ville moderne, mais c'est aussi, et ne nous leurrions pas sur ce point, une ville confrontée aux dures réalités du monde contemporain, à celles de l'immigration, de la difficile intégration des étrangers, notamment de ceux venus de l'Est, de la concurrence, à celles du chômage et de la concurrence économique, où tous les problèmes ne sont pas forcément maîtrisés.

Gérard Grelle

Université de Limoges

## **Racisme, démagogie, populisme .... Jörg Haider s'affiche en Autriche (campagne électorale de l'automne 1999)**

Le soir du 3 octobre 1999 tombent les résultats provisoires, puis définitifs des élections législatives au Conseil National, le « Nationalrat », équivalent autrichien de notre Assemblée Nationale, donc première chambre du Parlement Autrichien depuis la fondation de la Seconde République d'Autriche en 1945. Les résultats sont, ce soir-là, accablants pour l'Autriche. Aucun des deux grands partis qui ont, jusqu'à cette date, gouverné l'Autriche, ni le Parti Populiste Autrichien, ni le Parti Social-démocrate ne se retrouvent en position de force. Le Parti National-Libéral, le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ), a créé la surprise. Les observateurs s'y attendaient un peu, mais personne ne pensait à une telle poussée du parti de Jörg Haider.

Les résultats furent les suivants :

- Parti Social-Démocrate Autrichien SPÖ : 1.532.448 voix, soit 33,15% des suffrages exprimés
- Parti Populiste Autrichien ÖVP : 1.243.672 voix, soit 26,91% des suffrages exprimés
- Parti Libéral Autrichien FPÖ : 1.244.087 voix, soit 26,91% des suffrages exprimés
- Verts Die Grünen : 342.260 voix, soit 7,40% des suffrages exprimés

On constate dès lors égalité des pourcentages de voix entre Parti Populiste et Parti Libéral, mais au niveau des voix, le Parti Libéral devance le Parti Populiste de quelques 415 voix, chiffre en soi bien maigre, mais très révélateur du climat politique en Autriche en 1999.

En effet, et ce pour la première fois dans l'histoire de la République d'Autriche, le Parti Libéral se hisse au rang de second parti national alors que, jusqu'à cette date, il n'avait toujours occupé que la troisième place.

Fondé en 1956 pour prendre le relais de l'Union des Indépendants créée en 1945 et qui rassemblait nombre d'anciens nazis, le Parti Libéral eut en son sein deux grandes tendances, l'une libérale, s'inscrivant dans la tradition du libéralisme occidental que l'on retrouve notamment en Allemagne dans le FDP, l'autre nationale, voire nationaliste, et ce dans le sens « grand-allemand », c'est-à-dire niant l'identité nationale autrichienne et réclamant le retour de l'Autriche dans le Reich allemand. Suivant les périodes, le côté « libéral » a été mis en avant pour camoufler les tendances d'extrême droite du parti.

Au niveau des résultats électoraux, le score du FPÖ oscille de sa fondation jusqu'à la fin des années 80 entre 5 et 8 %. Il ne participa d'ailleurs que très brièvement, de 1981 à 1986, aux affaires gouvernementales alors qu'il se trouvait dans une phase « libérale » sous la houlette de Norbert Steger.

Mais en 1986, le FPÖ élut Jörg Haider à sa tête et l'on assiste, à compter de cette date, à une progression constante de ses résultats électoraux. Dès les élections de 1990, le FPÖ frôle les 17% des suffrages exprimés ; il obtient 22% en 1994 et lors des élections anticipées de 1995 avant d'atteindre son record lors des élections qui nous intéressent présentement avec près de 27%.

Quelles sont donc les raisons qui incitent l'électorat à se porter sur un parti jusqu'alors fortement minoritaire ? Deux pistes s'offrent à nous pour expliquer le

phénomène : une grande lassitude de l'opinion publique par rapport aux deux grands partis qui se partagent le pouvoir politique depuis la Seconde Guerre Mondiale et une crise sociale et identitaire auxquelles Jörg Haider propose des solutions parfois radicales qui, bien que parfois simplistes, n'en trouvent pas moins un vaste écho dans le public.

Premier phénomène : la lassitude de l'opinion publique par rapport aux deux grands partis. Depuis le rétablissement de l'intégrité territoriale de l'Autriche en avril 1955 jusqu'en 1966, Parti Populiste à droite et Parti Social-Démocrate à gauche se sont tenus la main pour gouverner le pays, instaurant un système quasi paritaire de répartition des postes, et ce à tous les niveaux et dans tous les domaines de la vie économique et culturelle. Que ce soit dans l'enseignement ou dans l'industrie nationalisée, les postes se voient attribués sur appartenance à l'un des deux grands partis. Cette pratique va mener à un profond immobilisme dans bien des domaines. Après une brève Grande Coalition à la fin des années 60, le gouvernement est entre les mains des sociaux-démocrates, mais sous le contrôle des populistes du fait de la répartition paritaire du pouvoir précédemment évoquée. A compter de 1986 et jusqu'à 1999, les deux partis réitèrent leur alliance pour gouverner ensemble. L'opposition, ou bien la « dissidence » politique, pour employer une expression fort à la mode dans ces années 80, ne peut donc s'exprimer que par l'intermédiaire de deux canaux, le Parti de Jörg Haider ou les Verts. Or, les Verts autrichiens sont mal organisés, manquent d'une ligne politique directrice et ont bien de la peine à unifier et à canaliser les courants qui les animent.

Du côté du FPÖ, la situation se présente de manière bien différente. Le parti a un chef, et c'est celui-ci qui fixe à la fois les thèmes de campagnes et la manière dont ces dernières sont conduites. Et Jörg Haider n'hésite pas à provoquer l'opinion publique par des prises de position provocantes, pour ne pas dire provocatrices.

A titre de bref exemple, il déclare lors d'une émission politique à la télévision autrichienne en 1988 : « Vous savez aussi bien que moi que la nation autrichienne a été un avorton, un avorton idéologique », s'attaquant de la sorte à un sujet plus que sensible de l'histoire autrichienne du XXe siècle et qui fait, à cette date, un large consensus dans l'opinion publique.

En 1991, lors d'un débat au Parlement régional de Carinthie, son fief politique, il provoque à nouveau le scandale en déclarant sur le sujet du chômage : « Cela n'a pas existé sous le Troisième Reich parce que, sous le Troisième Reich, ils ont pratiqué une bonne politique de l'emploi, ce que votre gouvernement à Vienne n'arrive pas à faire. » Même si le camp idéologique de Haider était alors déjà bien connu, cette petite phrase va définitivement le situer dans l'opinion publique. Mais contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette prise de position ne va pas véritablement nuire à son image politique, du moins dans les milieux populaires qui se situent en opposition à la classe dominante.

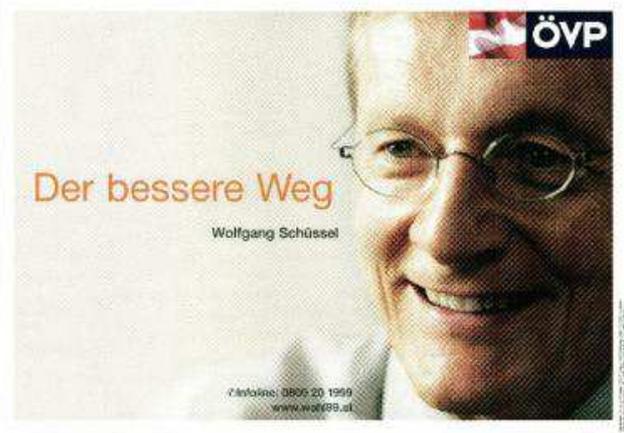
Par ailleurs, durant ces années 90, Haider fait campagne contre l'arrogance des grands partis, contre la répartition paritaire des postes, contre l'attribution des postes à responsabilité à des hommes de partis, se faisant ainsi l'écho d'une voix populaire profonde qui, jusque là, n'a pas pu exprimer sa grogne.

C'est dans un tel contexte de déliquescence politique que s'ouvre la campagne électorale pour les élections législatives de 1999 qui nous intéresse aujourd'hui. Avant de nous plonger dans les affiches du FPÖ, faisons une digression vers celles du Parti Populiste et du Parti Social-Démocrate afin de montrer les lignes de rupture par rapport aux stratégies visuelles utilisées par le FPÖ.



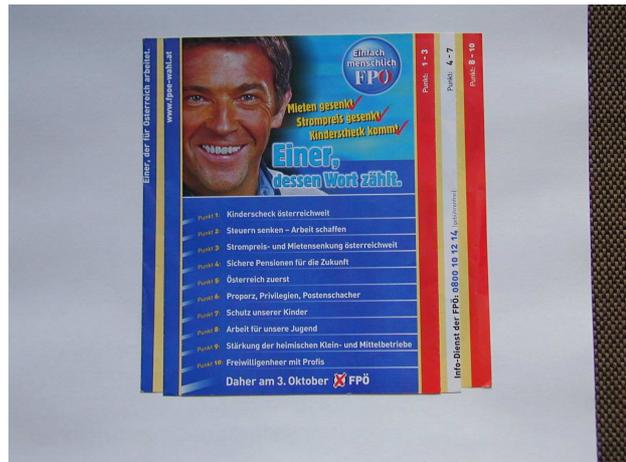
Les affiches électorales des deux partis majoritaires sont de configuration totalement classique. La base de l'affiche est constituée par la photo du ou des candidats têtes de liste – une technique également utilisée par Jörg Haider, mais en un sens différent. Ici, l'angle de prise de vue est des plus classiques. Le personnage dirige son regard droit dans la caméra, en direction du spectateur de l'affiche, comme s'il était en train de s'adresser

directement à lui, une technique bien connue utilisée en France par François Mitterrand lors de sa campagne présidentielle de 1988. Les visages sont souriants, avenants, doivent susciter l'intérêt de l'électeur potentiel. Bien que le format des photos utilisées soit du type photo d'identité, il convient de porter notre attention sur les éléments vestimentaires visibles : chemise blanche fermée aussi bien pour le candidat de droite que pour celui de gauche, cravate sombre pour Viktor Klima (SPÖ), nœud papillon légendaire pour Wolfgang Schüssel (ÖVP). Dans un cas comme dans l'autre, le souci de respectabilité prédomine ; il s'agit de donner une image très « bourgeoise » de l'homme de pouvoir et de montrer, en fin de compte, que « l'habit fait le moine ». La tenue vestimentaire classique confère respectabilité et autorité. Le texte qui accompagne les photos n'en est pas moins révélateur d'une volonté affichée de ne rien exprimer qui puisse devenir sujet de débat, voire de polémique. L'une et l'autre des deux affiches utilisent le substantif « Der Weg », en français « la voie », pour définir leur programme. Seul l'adjectif épithète change : pour le social-démocrate Viktor Klima, il s'agit de der « richtige » Weg, donc la « bonne » voie, en opposition à la mauvaise, sous-entendu celle de l'adversaire ; pour Wolfgang Schüssel, c'est der « bessere » Weg, la « meilleure » voie, impliquant là aussi que celle de l'adversaire est moins bonne, voire mauvaise. Mais ce qui frappe le spectateur avisé, c'est le fait que ces tournures alléchantes ne véhiculent aucun contenu idéologique, ne transmettent aucun message permettant d'identifier aucun parti. Elles pourraient être interverties, la formule de Viktor Klima alors employée par Wolfgang Schüssel, et vice-versa, sans aucune incidence pour le spectateur. La « convergence » idéologique vers un centre informel, telle que l'a définie à plusieurs reprises le politologue autrichien Anton Pelinka ces dernières années, prend ici tout son sens.



A l'opposé, la campagne électorale menée par Jörg Haider à la tête de son parti, le FPÖ, a été réalisée afin de proposer à l'électorat une alternative politique tant dans ses contenus programmatiques que dans sa présentation « visuelle ». Offrir une alternative aux deux grands partis, cela signifie proposer des éléments de différence clairement définis. Au niveau programmatique, les objectifs que se fixe Jörg Haider

sont clairs et précis ; ils figurent même sur des tracts distribués en masse. Le programme se décline en dix points qui se recoupent partiellement et qui se résument pour l'essentiel aux points suivants : baisse des impôts, des loyers et des tarifs de l'électricité, salaire maternel, protection de l'enfance, lutte contre le « copinage » en politique, affirmation de l'identité autrichienne face à l'Union Européenne, le tout présenté sous l'effigie de l'homme qui se présente comme « quelqu'un dont la parole compte », en opposition aux autres hommes politiques ... dont la parole ne compte pas et que lui-même n'hésite pas, dans ses discours, à qualifier de « menteurs ».



Avant d'aborder les thèmes de campagne qui figurent sur les affiches électorales du FPÖ, concentrons-nous d'abord sur l'image générale que Jörg Haider entend donner de lui-même. De la Bibliothèque Nationale la loi l'exige, une seule Haider en chemise et deux éléments de aux candidats des précédemment portée par Haider mais bleue ; peut-être d'une part à la couleur attribuée à sa donc couleur l'identification à une d'autre part le fait que coéquipier aient leurs « retroussées », détermination à « s'attelant »



Là encore,

l'homme de la rue, le citoyen moyen confronté à l'immobilisme ambiant évoqué plus haut et désireux de changements et le leader du FPÖ est plus facile qu'avec le technocrate en chemise blanche et cravate ou nœud papillon.

Sur toutes les autres affiches, Jörg Haider, conformément à une tradition qu'il a lui-même introduite dans l'imagerie politique autrichienne depuis son accession à la tête du parti libéral, se montre en vêtements d'homme de la rue, habillé simplement, souvent même presque en tenue de loisirs, pour bien marquer son appartenance à la classe moyenne ainsi qu'aux classes plus défavorisées de la société autrichienne, en opposition aux « cols économiques et sociale dont marqué par la récession chômage et la peur des



blancs », symboles de la réussite l'image, dans un contexte social économique, la montée du immigrants en provenance des Pays

de l'Est, ne correspond plus aux attentes d'un électorat socialement fragilisé. Le polo à manches longues semble être particulièrement affectionné ; il peut être noir, rayé gris et bleu foncé, qu'importe ; il est signe du caractère « décontracté » et « familial » que Haider entend se donner.

Si le polo revient souvent sur les affiches, il est fortement concurrencé par le costume traditionnel autrichien décliné lui aussi sous plusieurs formes. Cependant, ces quelques photos en costume autrichien nécessitent d'être replacées dans leur contexte : Jörg Haider s'y montre en compagnie d'une femme sans doute plus âgée ayant les cheveux tressés et enroulés sur la tête comme c'est la coutume dans les milieux ruraux en Autriche. Le procédé facilite alors l'identification de tout un électorat rural traditionnel avec la femme ainsi représentée et doit montrer la proximité, voire peut-être la connivence entre Haider et ce monde rural.



Celui-ci développe aussi une stratégie analogue vis-à-vis des mères de famille. Jörg Haider en conversation avec une mère de famille portant sa fillette dans ses bras, voici une affiche susceptible d'attirer l'attention de toutes les mères de famille, surtout lorsque nous aurons analysé le texte qui accompagne cette image.

Enfin, dernière « scène de la vie courante » que nous commenterons : Jörg Haider au milieu d'une foule. L'atmosphère y semble joviale, détendue. De nouveau, le candidat apparaît en costume traditionnel autrichien. La scène paraît tirée d'une foire ou d'un marché. Haider y apparaît ainsi en « simple citoyen » qui s'habille comme tout un chacun. Ce n'est pas l'homme politique qui vient rendre visite à la foule ; Haider est semblable aux autres, sans cravate, en toute simplicité. On serait tenté de commenter en ces termes : « Un homme comme vous et moi ». On est loin de la



chemise blanche et du nœud papillon.

Dans cette stratégie communicative employée par Jörg Haider, il y a, à côté de l'élément vestimentaire et en plus, un autre élément visuel, l'orientation du regard du candidat. Si Haider ne renonce pas à la pause traditionnelle avec le regard dirigé vers l'objectif qui photographie, il utilise également assez souvent une autre stratégie : Haider ne

dirige pas son regard vers l'objectif, mais vers la personne avec laquelle il dialogue. Il est complètement absorbé par la conversation qu'il mène. Il est présent de corps et d'esprit là où il se trouve ; la conversation est une chose sérieuse, il est pleinement présent pour celui ou celle à qui il adresse la parole. L'analyse de l'image nous amène ainsi à en conclure que le candidat n'a pas recours à la langue de bois, mais

qu'il se situe véritablement au cœur des préoccupations de chacun, qu'il lui consacre toute son attention et le prend pleinement au sérieux.

L'instrumentalisation de l'image à des fins politiques passe alors, entre autres, par l'ajout du logo du parti, un logo créé spécialement pour ces élections de 1999. Ce logo mérite toute notre attention car, comparé aux affiches des précédentes campagnes électorales menées par Jörg Haider, ce logo renferme une très forte charge programmatique et idéologique. Sur la plupart des affiches où il figure, il se présente sous la forme d'une sorte de sphère que l'on peut identifier comme telle grâce à l'écriture arrondie du texte qui y figure. Il est placé dans l'un des angles ; il ne gêne pas le message visuel précédemment décrit, il semble en quelque sorte le compléter. Ce logo se compose de deux éléments : le sigle FPÖ, abréviation communément admise pour désigner le parti national-libéral autrichien (Freiheitliche Partei Österreichs), et un slogan textuel très bref qui évoque certaines réminiscences.

Le sigle « FPÖ » d'abord : il s'inscrit sur fonds bleu, couleur traditionnellement attribuée au libéralisme en Autriche. Deux lettres, le « F » et le « P », sont en blanc. La troisième, le « Ö », est en rouge avec, à l'intérieur du cercle de la lettre, un léger liseré blanc. Cette association de deux traits rouge et d'un trait blanc n'est pas anodine. Elle évoque, pour l'électeur autrichien, consciemment ou non, le drapeau national. Ainsi le FPÖ, longtemps considéré comme le seul parti pangermaniste de l'Autriche d'après-guerre – et les propos de Jörg Haider cités plus haut le confirment – retourne-t-il la situation afin de se présenter, en 1999, dans un contexte devenu « européen » et à l'approche d'un nouvel élargissement de l'Union Européenne, comme parti aux couleurs nationales, et donc comme défenseur des intérêts nationaux. Il s'agit d'attirer par cette stratégie les nombreux « eurosceptiques » dont le nombre n'était pas des moindres en Autriche.

Ce sigle intentionnel est accompagné d'un texte tout aussi, voire encore plus intentionnel. Ce texte reprend soit un slogan déjà utilisé lors des campagnes électorales de 1994 et 1995 et destiné à créer « une certaine image » de Jörg Haider : « einfach menschlich », en français « tout simplement humain », soit une expression proche de celle utilisée en 1986 par les partisans de Kurt Waldheim, alors candidat à la fonction présidentielle, « gerade jetzt », que nous essaierons de traduire par « eh bien, justement maintenant! ». Penchons-nous d'abord sur le premier slogan, « einfach menschlich », en français « tout simplement humain ». En opposition à ses adversaires politiques de droite comme de gauche qu'il n'hésite pas à présenter comme des sortes d'apparatchiks complètement coupés du peuple, Jörg Haider entend – et nous l'avons vu précédemment dans les photos utilisées – se présenter comme « proche du peuple », proche des petites gens et de leurs préoccupations quotidiennes. En se définissant en 1999 comme « tout simplement humain », il renoue non seulement le lien avec sa précédente campagne et se situe ainsi dans la continuité, mais occupe par ailleurs un terrain que tout homme politique voudrait occuper, à savoir celui de l'humain, de la proximité affective avec l'électorat. Quant au « gerade jetzt », la formule avait été utilisée par les partisans de Kurt Waldheim au moment où ses détracteurs l'accusaient de collaboration avec le régime nazi et lui reprochaient sa lourde responsabilité dans la déportation des Juifs de Thessalonique. La formule, concise, invitait les électeurs à ne pas se laisser intimider par ce qui était considéré par les partisans de Waldheim comme des propos calomnieux dénués de tout fondement. Ce « jetzt erst recht » invitait donc l'électeur à « justement » porter sa voix sur Kurt Waldheim afin de montrer à ses détracteurs qu'ils avaient tort et qu'il fallait, en conséquence, leur faire barrage. Cette formule fut,

en son temps, objet d'une vaste polémique sur la place publique ; revendiquée par les uns, condamnée par les autres, elle devint le symbole d'un homme au passé douteux qui sut déclencher les passions pour ou contre lui. La reprise de cette formule par Jörg Haider en 1999 est ainsi destinée à le situer sur le champ politique comme un candidat décrié à tort et à inviter l'électeur, « justement à cause de cela », à lui donner son suffrage pour faire triompher une alternative politique.

Quittons maintenant le logo et son analyse pour nous tourner vers les slogans politiques choisis pour, en quelque sorte, accompagner chaque photo utilisée. Une sorte de « modèle de base » s'impose et se voit ensuite décliné sous différentes formules : « Einer, ». Ce « Einer » signifie « quelqu'un », « une personne », un « quidam », serait-on tenté de dire. En bref, un individu qui pourrait être vous ou moi. Partant de là, la formule s'étoffe d'un complément relatif : « einer, der sein Wort hält », « einer, der unsere Kinder schützt », „einer, der Euch nicht im Stich lässt“ . „quelqu'un qui tient sa parole“, „quelqu'un qui protège nos enfants », « quelqu'un qui ne vous laisse pas tomber ». Ce « quelqu'un » donc est affublé soit d'une énonciation soit positive (il protège nos enfants, il tient sa parole), soit il négative (il ne vous laisse pas tomber). Ce « einer » est évidemment associé à Jörg Haider ; « einer », c'est Haider, ce prophète différent des autres qui vous décline tout ce qu'il est capable de faire pour vous et tout ce qu'il ne fera pas, à l'inverse de ses adversaires politiques. La technique est simple : se situer encore une fois en rapport aux candidats des grands partis qu'il est alors possible de fustiger ... tout citoyen moyen, qui clame sa grogne face au pouvoir établi. Ce « quelqu'un », en l'occurrence Jörg Haider, se trouve alors en position de « canaliser » la protestation populaire, de la reprendre et de la transformer en action, voire en activisme positif : enfin, nous partageons nos soucis, nos convictions ! Mais sur quels thèmes « accrocheurs », pour ne pas dire « racoleurs » Jörg Haider a-t-il fait campagne en cet automne 1999 ? Trois grands domaines se partagent l'affiche : le social, le patriotisme autrichien, la lutte contre les étrangers et contre la drogue.



Dans le domaine social, Jörg Haider s'engage en promettant, au niveau de l'amélioration du pouvoir d'achat, une réduction des impôts ainsi qu'une baisse des tarifs de l'électricité. Par ailleurs, il déclare son intention de baisser les loyers. Ce type de mesures, de toute évidence, s'adresse aux couches sociales qui souffrent de la crise et auxquelles il promet ce que les grands partis se refusent de faire. Mais la mesure phare que Jörg Haider annonce durant cette campagne de 1999, c'est sans conteste le fameux « Kinderscheck », le « chèque à l'enfant », système d'allocation versée à toute mère de nationalité autrichienne qui s'engagerait à rester à la maison pour élever son enfant. Et le montant de l'allocation n'est pas des moindres : 5.700 schillings par mois et par enfant, soit près de 450 euros ! Avec par exemple trois enfants, cela fait un salaire ! Cette promesse est bien sûr à double face. Pour l'électorat – et pour les mères de famille obligées de travailler pour assurer la survie de la famille, et peut-être aussi pour les pères de famille – ce type de proposition est plus que mobilisateur. Comment ne pas être pour lorsque l'on est une famille aux revenus bas ou moyens ? La séduction n'est pas difficile à opérer. Mais une telle mesure aurait, sur un plan socio-économique, un atout : elle permettrait de retirer du

marché du travail nombre de femmes qui verraient dans cette allocation le manque à gagner nécessaire pour la famille, et ainsi de réduire sensiblement les chiffres du chômage en une période où celui-ci était fortement en hausse en Autriche. On le voit, une bonne manipulation démagogique !

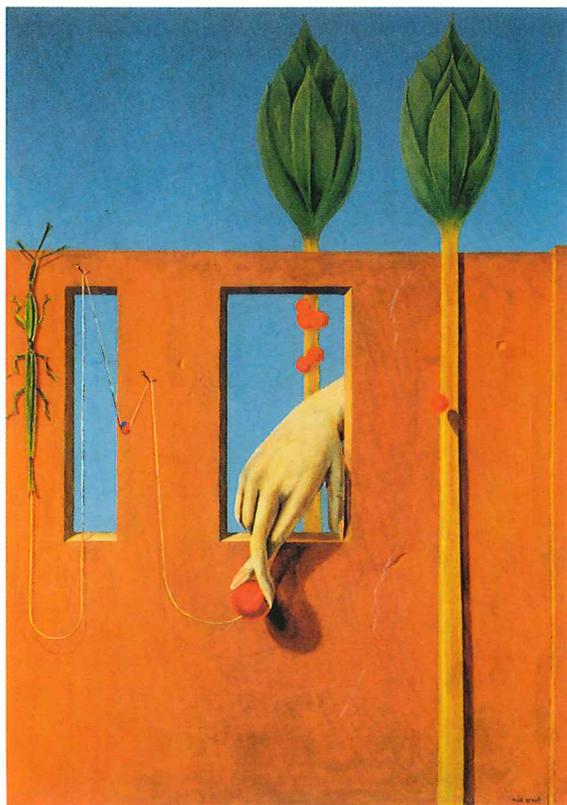
Parmi les thèmes de campagne de Jörg Haider, le patriotisme autrichien : « Österreich zuerst ! », « d'abord l'Autriche ! ». Après l'allusion visuelle au sujet dans le logo du parti évoquée auparavant, la formulation enfonce le clou : le Parti Libéral National veut être le défenseur de l'idée nationale. Paradoxe même après les déclarations de son leader précédemment citées. Mais il faut replacer ce thème dans son contexte. Depuis longtemps, et encore plus depuis la chute du rideau de fer, de nombreux ressortissants venus de l'Est envahissent le territoire autrichien. Cette présence crée un profond malaise dans la population autrichienne, et notamment dans les couches défavorisées qui redoutent plus que tout autre la concurrence de ces étrangers venus de l'Est prêts à travailler pour des salaires plus que bas et occupé par un Autrichien. En outre, dans ce discours même ces étrangers qui nous amènent toutes les maladies qui n'existaient pas chez nous auparavant. Là encore, le racolage démagogique est facile pour Haider. Ce n'est pas le « Ausländer raus ! », le « dehors les étrangers ! » que l'on entend dans les milieux d'extrême-droite



c'est ici « « Stop der Überfremdung ! », c.a.d. « halte à l'envahissement par les étrangers ! » Haider attise ainsi la peur vis-à-vis des étrangers qui viendraient « dénaturer » la culture autrichienne, alors qu'il avait lui-même affirmé, comme nous l'avons dit, que « l'Autriche était un avorton de l'histoire »... Une belle manière de retourner sa veste et de gagner des voix tout en contredisant ses propres positions ! Et cette peur de la concurrence des étrangers sur le marché du travail n'est pas la seule à laquelle Jörg Haider ait recours : les étrangers sont en outre d'affreux marchands de drogue ! Comment pourrait-on ne pas leur faire la chasse !!

# L'ESPACE DE L'EROS

Représentations textuelles et iconiques



Sous la direction de  
Eduardo RAMOS-IZQUIERDO  
Angelika SCHOBER

Collection Espaces Humains

  
Pulim

## L'art de la provocation

### Egon Schiele entre pornographie et érotisme : essai d'interprétation psychanalytique

Gérard GRELLE  
*Université de Limoges*

L'œuvre du peintre autrichien Egon Schiele (1890-1918) fut ressentie par nombre de ses contemporains comme une véritable provocation et peu furent ceux qui, de son vivant, surent prendre son parti contre les attaques dont il fut l'objet. La plus grande partie du public autrichien en fut scandalisée, et l'œuvre resta quasiment inconnue du public étranger non averti. Ce n'est guère qu'à partir des années 70 que la critique artistique internationale en souligna la valeur, ne manquant pas d'insérer Schiele parmi les artistes de la « Sécession » viennoise parmi lesquels on a coutume de citer principalement Gustav Klimt dont l'œuvre ne suscita un tel tollé ni chez ses contemporains, ni chez les générations de critiques d'art qui suivirent. Aujourd'hui encore, tant en Autriche que dans le monde, l'œuvre de Schiele continue à provoquer, suscitant soit admiration, soit refus total.

Mais qu'y a-t-il donc de si provocateur chez Schiele pour que ses toiles suscitent de telles réactions ? Schiele est « cru » ; il nous livre son monde intérieur, ses fantasmes, ses désirs, et ce sans fard. Ses nus féminins et masculins ne peuvent nous laisser indifférents ; ils nous obligent à nous situer en face d'eux, à situer notre propre espace et nos propres fantasmes corporels. Ses autoportraits ont souvent un caractère déstabilisant et ne peuvent susciter, pour qui les regarde à un degré primaire, que prise de distance, voire refus. La question est alors la suivante : les toiles de l'artiste sont-elles érotiques, pornographiques ou expression d'un malade psychique ? Un jugement péremptoire, taillé à l'emporte-pièce, nous conduirait à une réponse claire et nette, sans appel. Mais à y voir de plus près, la réponse est loin d'être si simple.

Pour essayer de mieux comprendre à la fois les thèmes peints par Schiele et la manière dont il les aborde, il convient de jeter un regard sur la société autrichienne de son temps. Et là, il faut bien constater que Schiele n'est pas le seul à « provoquer », mais qu'au contraire, l'ère du temps, cette « Vienne fin de siècle », à la fois fin d'un monde révolu et naissance d'une nouvelle culture, est remplie de « provocateurs » de toutes sortes, écrivains, médecins, théoriciens politiques, *etc.*, où tout se mêle et qui ressemble à ce que nous appellerions aujourd'hui un énorme « bouillon de culture ». Ce qui caractérise l'ensemble de cette période de modernité, c'est la découverte du moi profond, que ce soit en littérature, en peinture ou dans le domaine de la psychologie et de la médecine. Révolution culturelle dans un pays où

dominaient les forces conservatrices que représentaient l'armée, l'aristocratie et l'Eglise Catholique, ces trois forces étant intrinsèquement liées l'une à l'autre, imposant leur carcan idéologique et moral et ne laissant aucune marge à la créativité artistique.

Et pourtant, il est des artistes qui se révoltent, qui quittent le rang. Arthur Schnitzler, médecin neurologue établi, abandonne son cabinet médical pour se consacrer à l'écriture<sup>1</sup>. Très vite, ses œuvres font scandale. *Anatol*, pièce de théâtre présentée pour la première fois au public en 1889, puis *Liebelei*, en 1895, puis *Der Reigen (La Ronde)*, nouvelle pièce conçue autour des années 1896/97 sont autant de témoignages de l'esprit que Schnitzler entend répandre par sa plume. Dans ses pièces, l'auteur met en scène des personnages dont le comportement peut être qualifié de « libertin » et s'oppose au *codex* moral chrétien régnant alors dans la société autrichienne. Ceux-ci évoquent – sans les décrire directement – leurs expériences avec la sexualité libérée de la morale traditionnelle. Le comble est atteint chez Schnitzler dans *La Ronde* où les protagonistes apparaissent en scène suite à un et en disparaissent pour retrouver un nouveau partenaire d'accouplement. Même si l'acte sexuel n'est pas directement décrit, l'allusion est si claire que le spectateur ne peut s'y tromper.

A un degré moindre, mais également présent chez l'auteur, le thème de la libération sexuelle, proscrit longtemps de la littérature autrichienne incarnée par un classique comme Adalbert Stifter, se retrouve dans l'œuvre de jeunesse de Hugo von Hofmannsthal dans laquelle foisonnent également les exemples d'infidélité sexuelle et d'incitation à un certain libertinage sexuel, comme dans la pièce *Hier* datée de 1891 et qui se termine par le texte suivant :

Je peux si bien comprendre les femmes infidèles...  
Si bien, c'est comme si je pouvais voir dans leurs âmes.  
Je vois dans leurs yeux le plaisir de s'abandonner  
Dans ce dont elles n'ont jamais joui, de vibrer dans l'interdit...  
Le plaisir de jouer, le plaisir de servir soi-même de mise...<sup>2</sup>

Et si l'on veut continuer à s'intéresser à la littérature, il ne faut surtout pas oublier, en ce domaine, le célèbre Peter Altenberg, écrivain qui passait sa vie dans les cafés viennois et qui nous a laissé des traces beaucoup plus directes de son intérêt pour le monde de l'érotisme ; dans un ouvrage publié en 1901, Peter Altenberg écrivait :

Ma vie fut consacrée à l'enthousiasme inouï pour l'œuvre d'art de Dieu [appelé] « corps de la femme » ! Ma misérable chambre est presque

---

<sup>1</sup> Le « médecin » Schnitzler ouvrit, certes, son cabinet médical en 1893, mais cessa toute activité deux ans plus tard, sans toutefois jamais procéder à sa fermeture définitive.

<sup>2</sup> Hugo von HOFMANNSTHAL, *Gestern* in HOFMANNSTHAL, *Gesammelte Werke, Gedichte – Dramen I (1891-1898)*, Frankfurt/Main, Fischer Verlag, 1979, p. 243.

entièrement tapissée de nus aux formes parfaites. Tous se trouvent dans un cadre en chêne, avec signature. Au-dessus d'une jeune fille de quinze ans est écrit : « Beauté est vertu. » Sous une autre : « Il n'y a qu'une seule indécence de la nudité ... C'est de trouver indécemment la nudité »<sup>3</sup>.

Peter Altenberg écrivit en outre une dédicace dont l'essence peut intégralement s'intégrer à l'univers d'Egon Schiele :

O femme,  
Tu n'es pas ce que tu es !  
Tu es ce que nous te rêvons  
Tu es ce qui luit dans la sombre nostalgie d'un regard enthousiasmé<sup>4</sup>.

La femme est en effet alors vue à travers le prisme de l'imaginaire, de l'inconscient, transformée selon les fantasmes intérieurs de l'écrivain ou du peintre. L'image qui en ressort devient ainsi reflet du monde intérieur de l'artiste ; l'écriture tout comme la peinture lui servent alors de *catharsis*, ce qui semble bien être le cas chez Schiele.

Et l'on pourrait continuer à merci les exemples littéraires illustrant le sujet. En fait, si les écrivains épris de modernité se penchaient sur cet aspect des choses, c'est qu'ils étaient inspirés par les découvertes simultanées de la psychanalyse. Certes, le nom de Sigmund Freud vient alors immédiatement à l'esprit ; mais avant de lui consacrer quelques pensées, évoquons d'abord son « concurrent » en quelque sorte, Otto Weininger. Celui-ci publie en 1903 son œuvre principale *Sexe et caractère*<sup>5</sup> dans lequel, inspiré par les travaux de Sigmund Freud, il développe la théorie de la bisexualité de l'être humain. Selon lui, tout être humain possède à la fois des attributs masculins et féminins, les uns ou les autres étant plus ou moins prononcés. Cette théorie de la bisexualité humaine pourrait avoir influencé Egon Schiele, même s'il n'existe aucune preuve tangible de cette hypothèse, dans la mesure où tant l'homme que la femme, non seulement dans leur corps, mais aussi dans leur psychisme sont au centre de l'œuvre de l'artiste.

Mais la période de Schiele est aussi et avant tout marquée par les découvertes de Sigmund Freud, et nombre d'entre elles se retrouvent dans les toiles du maître comme elles se retrouvent dans les œuvres littéraires précédemment évoquées. Au centre de l'œuvre freudienne, chacun le sait, se situe la découverte de l'importance de la sexualité et, au-delà du concept, la découverte du corps jusqu'alors totalement tabouisé par la société, notamment autrichienne. Un tour d'horizon rapide de la peinture européenne nous montrerait en effet que, depuis l'époque de Michel-Ange où les personnages sont représentés ayant un sexe, celle-ci a enveloppé les corps ; les parties sexuelles de l'être humain, homme ou femme, ont été drapées, voilées afin de cacher ce qui semble être porteur de l'immoralité par

---

<sup>3</sup> Peter ALTENBERG, *Was der Tag mir zuträgt*, Berlin, S. Fischer, 1901, p. 3.

<sup>4</sup> P. ALTENBERG, *Neues Altes*, Berlin, S. Fischer, 1911, p. 130.

<sup>5</sup> Otto WEININGER, *Geschlecht und Charakter*, Wien, Braumüller, 1903.

excellence aux yeux d'une morale chrétienne qui règne sur l'Europe. Or, voici que Freud ose parler des choses du sexe. Et en parler pour les dé-tabouiser, afin de leur « re-donner » leur place, pour les « ré-intégrer » à la vie, comme si le « mens sana in corpore sano » retrouvait toute sa dimension. Souvenons-nous de certaines scènes d'un certain François Rabelais, moine défroqué, mais moine quand même, qui évoque aussi avec saveur la sexualité et qui, pendant toute une période, est quasiment proscrit de la culture française officielle. Freud, pour revenir à lui, publie en 1900 son *Interprétation des rêves*, cinq ans plus tard les *Trois Essais sur la théorie sexuelle*, et intercale un certain nombre d'essais divers au nombre desquels nous citerons en 1914 *Pour introduire le narcissisme* et enfin *Totem et tabou* en 1913. Tous ces ouvrages cités sont susceptibles de nous éclairer dans la compréhension de l'œuvre de Schiele qui va sans aucun doute dans le sens d'un parcours psychanalytique.

Car Sigmund Freud ne s'est pas seulement intéressé à la psychanalyse pour elle-même ; il a également très tôt perçu les liens entre art et psychanalyse. Ainsi, dans un essai intitulé *Le Moïse de Michel-Ange*, il aborde la problématique de l'œuvre d'art et de son interprétation en ces termes :

En général, chacun exprime, sur chaque œuvre d'art, une opinion différente, aucun ne dit ce qui en résoudrait l'énigme pour un simple admirateur. Toutefois, à mon sens, ce qui nous empoigne si violemment ne peut être que l'intention de l'artiste, autant du moins qu'il aura réussi à l'exprimer dans son œuvre et à nous la faire saisir. Je sais qu'il ne peut être question ici, simplement, d'intelligence compréhensive ; il faut que soit reproduit en nous l'état de passion, d'émotion psychique qui a provoqué chez l'artiste l'élan créateur..... L'œuvre elle-même devra ainsi être susceptible d'une analyse si cette œuvre est l'expression, effective sur nous, des intentions et des émois de l'artiste. Mais, pour découvrir cette intention, il faut que je découvre d'abord le sens et le contenu de ce qui est représenté dans l'œuvre, par conséquent que je l'interprète<sup>6</sup>.

Selon Freud, il convient donc de retrouver l'élan créateur qui a pu mouvoir l'artiste et lui faire produire telle ou telle œuvre. Il établit ainsi un lien direct entre le monde psychique de l'artiste et sa production artistique. Dans le cas d'Egon Schiele, il y a donc un lien direct entre son monde intérieur et ses toiles. Mais quel peut être ce cheminement qui mène de l'inconscient à la toile, qui supprime le verbe pour en exprimer encore davantage. Dans ses *Trois Essais sur la sexualité*, Freud écrit déjà :

Et tout le monde connaît la source de plaisir, d'une part, l'afflux d'excitations nouvelles, d'autre part, qu'engendrent les sensations produites par le contact de la peau de l'objet sexuel....Il en va de même pour la vue dérivée, en dernière ligne, du toucher. L'impression optique reste la voie par laquelle

---

<sup>6</sup> Sigmund FREUD, *Le Moïse de Michel-Ange* in *Essais de psychanalyse appliquée*, Paris, Gallimard, 1975, pp. 10-11.

L'excitation libidinale est le plus fréquemment éveillée et la sélection naturelle compte sur la praticabilité de cette voie – si toutefois cette façon téléologique de voir les choses est recevable – lorsqu'elle favorise l'évolution sexuelle vers la beauté. La dissimulation progressive du corps qui va de pair avec la civilisation tient en éveil la curiosité sexuelle, laquelle aspire à compléter pour soi l'objet sexuel en dévoilant ses parties cachées, mais peut être aussi détournée (« sublimée ») en direction de l'art, lorsqu'il devient possible de détacher des parties génitales l'intérêt qu'elles suscitent pour le diriger vers la forme du corps dans son ensemble<sup>7</sup>.

Si, ainsi, l'on transpose la théorie freudienne dans l'œuvre picturale d'Egon Schiele, l'on perçoit que l'œuvre du peintre est en tout premier lieu conditionnée par le prisme déformateur constitué par l'œil de l'artiste. Le toucher devient vue, vision. L'excitation libidinale provoquée par la vue d'un objet sexuel – que ce soit le peintre lui-même sous la forme de l'autoportrait ou bien l'objet sexuel convoité sous la forme de la femme peinte... et en quelque sorte désirée – permet la genèse d'une œuvre d'art. Celle-ci devient alors manifestation psychanalytique du monde intérieur de son auteur, que celui-ci soit écrivain, peintre ou musicien. Ce que fait Schiele, ce n'est pas la « dissimulation progressive du corps », pour reprendre les termes de Freud, mais au contraire une sorte de « mise au jour/à jour » ou, plus révélateur encore la « mise à nu » de ce corps humain révélateur de l'état psychique du sujet. La peinture prend alors la place de la parole, elle la remplace, elle se fait parole... Pour dire le moi profond, ses inquiétudes. Le trait de crayon exprime le monde intérieur. Par ses toiles, Schiele veut nous dire sa vision de lui-même et, par suite, sa vision de ce qu'il perçoit d'autrui, et notamment de la femme, ses rapports avec celle-ci, ses angoisses vis-à-vis d'elle. Dans ce même essai sur la théorie sexuelle, Freud écrit cette phrase qui peut s'appliquer à merveille à Schiele : « Celui qui, dans l'inconscient, est, est en même temps voyeur »<sup>8</sup>. En poussant plus loin l'analyse, on pourrait dire que le peintre « exhibitionniste » le corps, et fait donc œuvre de voyeurisme. Il dévoile alors l'inconscient. Par la peinture, Schiele rend l'inconscient conscient ; l'exhibitionniste devient voyeur, et vice-versa. Le tracé du crayon n'est pas laissé au hasard, vague gribouillage infantile ; il est expression de l'inconscient qui passe par son intermédiaire à l'état de conscience.

Si l'on soumet à l'analyse l'œuvre de Schiele, on constatera qu'elle est dominée par deux grands thèmes : la nature et l'être humain. La nature, Schiele l'a peinte à de nombreuses reprises et sous des formes les plus diverses. Mais c'est à chaque fois la nature telle que l'artiste la perçoit ou la reçoit, et non telle qu'elle se présente à l'objectif de la caméra. C'est une nature revue et corrigée, où le trait de crayon souligne certains aspects qui passeraient inaperçus à l'œil habituel, où la couleur savamment distribuée met en valeur telle ou telle atmosphère dans un paysage. Pensons par exemple à sa peinture des arbres en automne, ou aux bateaux dans le port de

---

<sup>7</sup> S. FREUD, *Trois Essais sur la théorie sexuelle*, Paris, Gallimard, 1987, pp. 66-67.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p. 82.

Trieste dont les lignes ondulent à l'infini. Schiele observe avec acribie la nature et nous en livre son interprétation : nature transformée, transfigurée par son monde intérieur.

Mais Schiele observe aussi l'être humain, avec encore plus d'émotions. Il s'y jette tout entier, il s'y projette. Il cherche à se dire son moi à travers son propre corps et à travers celui des autres. Ses thèmes deviennent alors récurrents : autoportraits, enfants à l'aube de l'adolescence, hommes et femmes pris dans leur singularité, mais également vision du couple. Au travers de chacun de ces thèmes, Schiele cherche avidement à scruter, à découvrir les profondeurs de l'être humain et, en fin de compte, sa propre identité.

Aucun autre peintre n'a jamais réalisé autant d'autoportraits que Schiele, et quel que soit celui que l'on observe, on en arrive toujours aux mêmes constatations : l'impression générale est celle d'un être profondément tourmenté, convulsionné par la souffrance. Il règne dans ces autoportraits une grande disharmonie, reflet du monde intérieur de l'artiste. Chaque détail de la toile, chaque partie du corps est explosion d'un déchirement jusqu'aux profondeurs de l'abîme. « Le visage grimaçant, déformé de douleur », pour reprendre la formulation d'Aragon, exprime la torture à laquelle semble soumis le moi de l'artiste. Les joues sont creuses, creusées par la souffrance ; les yeux ont quelque chose de hagard, la bouche est littéralement déformée, elle ne parvient pas à formuler ce mal d'être. Il en ressort une impression de peur. Peur du spectateur qui ne sait que répondre à cette angoisse, mais aussi et surtout peur de l'artiste face au monde qui l'entoure. Le reste du corps rayonne le même sentiment. Le buste n'est jamais droit, mais toujours penché, et donc en équilibre instable, voire en déséquilibre, comme le moi profond qu'il est censé refléter. Il est maigre, quasiment décharné. Chaque coup de pinceau, imprimé à la toile en saccades, souligne cette maigreur. Les membres enfin, des membres qui semblent jouer le premier rôle de la pièce parce qu'ils assaillent l'œil du spectateur par leur difformité. Anguleux, tordus, convulsés, presque désarticulés, ils laissent une impression de chaos intérieur total, de disharmonie générale, comme si le sujet était en proie à une torture indicible. Les doigts, prolongements des bras, renforcent ce sentiment. Démesurément allongés, noueux, tordus, ils expriment jusqu'au paroxysme toute l'angoisse accumulée dans le moi de l'artiste. Aucun détail n'échappe donc à ce phénomène, et chacun concourt à exprimer cette angoisse existentielle profonde qui traverse l'artiste. Quelle différence entre un tel tableau et le classicisme de la peinture autrichienne, voire européenne de la seconde moitié du dix-neuvième siècle.

Cette profonde inquiétude du moi dont l'expression publique semble possible grâce à la libération intellectuelle qu'entraînent les écrits de Freud mais aussi des écrivains qui le suivent dans sa démarche psychanalytique, on la retrouve dans la représentation de la femme. Si on la compare aux tableaux représentant la femme au XIX<sup>e</sup> siècle autrichien, on voit le chemin parcouru. Jusqu'alors, la femme est représentée comme un être quasiment angélique aux proportions quasiment baroques. Pour ce faire, les artistes utilisaient la

ligne arrondie et régulière afin d'exprimer la perfection du corps féminin. Cette ligne arrondie voulant exprimer les rondeurs sensuelles de la femme dessine les contours voluptueux de ce corps et ne s'interrompt jamais brutalement, comme c'est le cas par exemple chez Hans Makart (1840-1884), qui entraîne chaque rondeur féminine vers la perfection de la forme. Corps féminin et perfection esthétique s'y identifient mutuellement. Or, avec les peintres de la Sécession Viennoise qui débute vers 1890 et dont le plus connu est sans nul doute Gustav Klimt (1862-1918), s'opère une révolution dans la vision de la femme. Celle-ci n'est plus subitement un être angélique adulé, elle devient un être humain possédant des parties corporelles sexuées, ou même sexuelles pour employer le vocabulaire nouveau. Et même si les femmes de Klimt sont loin d'égaliser celles de Schiele dans la représentation de leurs parties sexuées, elles rompent déjà avec la peinture académique de leur temps. Chez Schiele, la représentation de la femme explose, les tabous tombent, le corps est démythifié. Alors que sa représentation chez Klimt prend encore un caractère idyllique, Schiele brise le tabou et montre crûment les organes génitaux féminins qui ne sont plus cachés, mais se retrouvent quasiment de la sorte au centre des toiles. A ses débuts, Schiele peint la femme à l'instar de l'homme, c'est-à-dire de lui-même, et maints traits caractéristiques des autoportraits se retrouvent dans la peinture du corps féminin. Comme le corps masculin, celui de la femme est décharné, parfois d'une maigreur effrayante ; sa silhouette se fait souvent squelettique. Le tracé des contours, même s'il est moins haché que celui de l'homme, le reste néanmoins assez pour créer une atmosphère là encore de disharmonie dont le but est d'exprimer ce malaise d'être de l'artiste. Par ailleurs, dans bien des cas, Schiele a renoncé, intentionnellement – sans nul doute – à donner aux membres féminins une extrémité : la femme est souvent sans pieds ni mains, donc sans prise sur le monde. Ses jambes comme ses bras sont généralement repliés. La femme exhibe son corps en le dévoilant volontairement, elle lève ce voile posé sur un corps décharné qui crie l'inquiétude de la vie, l'absence d'harmonie des sexes, mais aussi l'inquiétude face à la mort. C'est en quelque sorte une « femme fatale » ; elle attire le regard du peintre, fait naître en lui un désir, mais vu son état de déchéance physique... et donc psychique, elle n'est pas en mesure de répondre aux désirs de l'homme. A maints égards, elle fait penser à certaines figures féminines de François Villon d'ailleurs reprises dans les arts plastiques par Auguste Rodin dont Schiele avait vu les œuvres et qui en était fasciné.

La femme n'est plus un ange ; elle est un être sexué doté de l'imperfection humaine. Contrairement à l'homme, elle n'est pas « décharnée », mais les formes arrondies de son corps créent ce que Sigmund Freud appelle des zones « érogènes » qui mènent à l'érotisme des tableaux de femmes chez Schiele. La représentation de ces « objets érogènes » se transforme-t-elle alors en pornographie ? Telle est bien la question. Pour tenter d'y trouver une réponse, ayons de nouveau recours à Freud dans sa définition de l'érogénité :

Si nous nommons érogénéité d'une partie du corps cette activité qui consiste à envoyer dans la vie psychique des excitations qui l'excitent sexuellement, et si nous songeons que les considérations tirées de la théorie sexuelle nous ont depuis longtemps habitués à cette conception que certaines autres parties du corps – les zones érogènes – pourraient remplacer les organes génitaux et se comporter de façon analogue à eux, il ne nous reste maintenant qu'un pas de plus à tenter. Nous pouvons nous décider à tenir l'érogénéité pour une propriété générale de tous les organes, ce qui nous autorise à parler de l'augmentation ou de la diminution de celle-ci dans une partie déterminée du corps<sup>9</sup>.

Selon cette définition, toute partie du corps peut ainsi devenir érogène, donc productrice d'érotisme. Là où cet érotisme risque toutefois de dégénérer en pornographie, c'est lorsqu'il se transforme en perversion au sens freudien du terme. Or, dans ce domaine du visuel, Freud nous dit que

le plaisir scopique devient une perversion [...] lorsqu'il refoule le but sexuel normal, au lieu de le préparer. Ce dernier cas est très répandu chez les exhibitionnistes qui [...] montrent leurs parties génitales afin de pouvoir contempler en retour les parties génitales d'autrui<sup>10</sup>.

Les œuvres de Schiele ont-elles été conçues dans un but de plaisir scopique ? Et ce plaisir se transforme-t-il chez l'artiste qui réalise l'œuvre en perversion ? Il convient d'en douter. Car le peintre réalise son œuvre pour projeter son inconscient dans la réalité. En ce sens, les toiles et dessins de Schiele ne sont-ils pas plutôt une projection de son moi profond, à la recherche d'un équilibre psychique dans la relation de l'artiste au monde féminin – ce que tendrait à prouver l'évolution de sa peinture après son mariage avec Edith vers des représentations moins « crues » de l'espace féminin.

En effet, à compter de 1917, il se lie à Edith Harms qu'il épouse peu après, rompant ses liaisons féminines antérieures. Et cette césure temporelle correspond à une césure picturale dans la représentation de la femme chez Schiele. Celle-ci perd peu à peu ses traits maléfiques, change de forme visuelle et donc de constitution psychique. A la femme grêle et tourmentée fait place une femme aux traits beaucoup moins anguleux, donc plus arrondis. Une certaine douceur se manifeste. Nous avons désormais à faire avec une vision plus apaisée de la femme. Cette nouvelle vision permet alors une réconciliation entre les deux sexes jusqu'alors situés en opposition l'un à l'autre, et donc en quelque sorte sur le pied de guerre. La chair se fait plus charnue et donc plus voluptueuse. Cette dernière phase dans l'œuvre de Schiele débouche sur de nouveaux thèmes où la rencontre de l'homme et de la femme devient possible, c'est la série intitulée *Etreinte* qui, finalement,

---

<sup>9</sup> S. FREUD, *Pour introduire le narcissisme* in S. FREUD, *La Vie sexuelle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989, p. 90.

<sup>10</sup> S. FREUD, *Trois Essais sur la théorie sexuelle*, op. cit., Paris, Gallimard, 1987, pp. 67-68.

nous mène à la peinture de la famille. La famille est alors représentée selon un schéma qui se reproduit à plusieurs reprises : en arrière-plan le père assis et dont on ne voit plus que les formes extérieures, au plan central la mère elle aussi assise et dont le bas-ventre est caché par un vêtement de l'enfant, et enfin l'enfant placé au premier plan dont la tête est démesurément grosse par rapport aux parents. Le trait de crayon n'est plus haché, il est devenu quasiment continu sans toutefois redevenir académique. Les regards se font plus doux. La femme est devenue épouse et mère. Les doigts de l'homme sont moins crispés ; ils ont trouvé leur paix. A ce stade, Schiele a trouvé ce que Freud qualifie de but sexuel, la procréation. Les tensions provoquées par les pulsions se sont estompées. Les corps peuvent alors s'offrir en partage l'un à l'autre ; la relation devient possible.

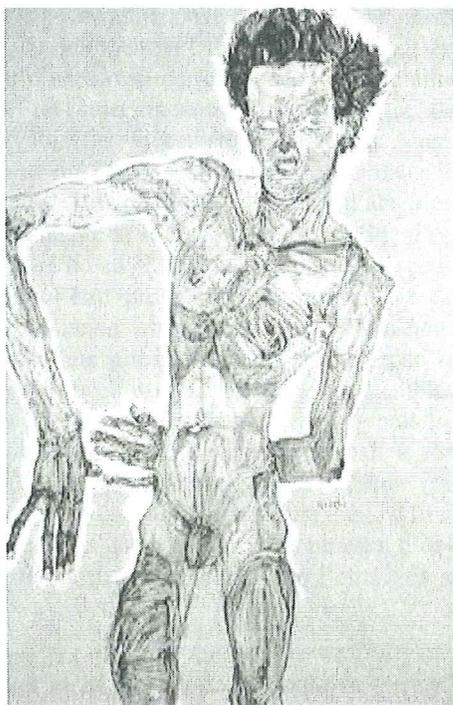
Mais que faire de certaines toiles représentant la masturbation masculine ou féminine ? me direz-vous. Prises isolément, détachées de l'ensemble du contexte schieléen, elles incitent bien sûr à une interprétation pornographique dépourvue de tout érotisme. Mais si on les replace dans l'œuvre du peintre et si on les met en perspective avec les œuvres représentatives du corps humain, ces œuvres malfamées prennent leur place dans une suite quasiment thérapeutique qui permet à Schiele de dépasser ses angoisses, de cerner son inconscient et de trouver un équilibre psychique profond.

Il existe un tableau qui peut être révélateur de l'état intérieur du peintre : il s'agit d'un autoportrait daté de 1912 à l'encre de Chine représentant le peintre nu les membres écartelés. Ces membres ne sont toutefois qu'esquissés et s'étalent en forme de croix, comme si Schiele s'était senti comme « crucifié » dans sa souffrance intérieure. Car l'œuvre de Schiele semble n'être qu'un seul cri intérieur, une recherche sauvage de soi, de sa propre identité. Elle est un cri de l'être à la recherche d'une unité, unité d'abord avec soi, puis avec l'être du sexe opposé tant désiré, à la recherche d'une sorte d'hermaphrodisme ; elle est en tout cas une quête de l'humain et du bonheur et si Eros et Thanatos sont complémentaires, cela nous entraîne à affirmer que les œuvres de Schiele n'ont rien de pornographique mais qu'elles sont imprégnées de l'érotisme nécessaire à un sain développement de la sexualité selon les conceptions d'un certain docteur Freud.



Egon Schiele, *Nu féminin assis au bas bleus*, 1914, Dessin, 48,3 x 32 cm  
© Graphische Sammlung, Albertina Vienne

Egon Schiele, *Autoportrait debout*, 1910, Crayon, gouache, aquarelle, 55,8 x 36,9 cm © Graphische Sammlung, Albertina Vienne



# *Seminaria*

2

Les espaces du corps II  
Arts visuels



Sous la direction de  
Eduardo Ramos-Izquierdo

$R_2$   
ADEHL

## Egon Schiele ou le corps écartelé

Gérard GRELLE  
*Université de Limoges*

S'il est un peintre du XX<sup>e</sup> siècle qui ait consacré une grande partie de son œuvre au corps humain et à sa représentation, c'est bien Egon Schiele. Malgré la brièveté de sa vie, celui-ci nous a laissé des centaines de croquis, dessins et aquarelles ayant pour thème le corps humain. Il semble que cette fébrilité du peintre à représenter le corps ait été pour lui-même une sorte de cure psychanalytique, un moyen de projeter, d'extérioriser ses phantasmes, de s'en libérer. La représentation du corps devient ainsi chez Schiele un moyen qui permet de se plonger dans l'humain, de le regarder en pleine face, de l'accepter, de l'assumer dans tout ce qu'il a de plus beau, mais aussi de plus sombre et de plus angoissant. Car la peinture de Schiele est souvent expression d'une profonde angoisse intérieure, d'un cri de l'être vers la vie, d'un appel qui veut être entendu, d'une souffrance qui veut être reconnue.

Pour comprendre cette œuvre, il faut la replacer dans son contexte géographique et historique. Schiele naît en Autriche non loin de Vienne en 1890 et meurt dans la capitale autrichienne le 31 octobre 1918, soit en plein dans la période d'effondrement de la monarchie austro-hongroise qui est engloutie quelques jours plus tard dans la tourmente de la fin de la Première Guerre mondiale. Sa vie s'inscrit donc dans cette période de fin de règne qui voit s'affronter tant en politique que dans les arts un conformisme conservateur délibérément lié aux forces du passé et un vent de modernité qui souffle sur les milieux intellectuels autrichiens de l'avant-garde littéraire et artistique. Lorsque Schiele vient au monde, Sigmund Freud a déjà trente-quatre ans et s'apprête à publier ses premiers ouvrages qui viendront littéralement bousculer la pensée dominante du pays et révolutionner la vision du corps. Mais à côté de Freud, il y a aussi les jeunes écrivains alors en pleine rupture avec l'écriture classique autrichienne :

Hugo von Hofmannsthal, né en 1874, qui publie ses premières pièces de théâtre à scandale au début des années 90, Arthur Schnitzler, né en 1862, donc contemporain immédiat de Sigmund Freud, qui mettra littéralement en scène le monde des pulsions obscures, pour ne citer que les plus connus. Dans le domaine pictural, la scène autrichienne est alors dominée par des peintres « classiques » tels que Rudolf von Alt ou Hans Makart qui, bien que décédé en 1884, n'en restera pas moins le maître incontesté de la peinture autrichienne jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est sous son influence que commencera la carrière de Gustav Klimt (1862-1918), mais ce dernier provoquera la rupture avec ce style historisant pour permettre l'avènement du *Jugendstil* en Autriche.

Bercé dans ce « bouillon de culture » qu'est alors la société viennoise au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, Egon Schiele fait très jeune preuve d'un talent remarqué. Mais ce talent précoce ne se laissera pas emprisonner dans le moule de la peinture classique. Très rapidement, Schiele sera un être en rupture, rupture avec un style pictural dominant, mais aussi rupture avec le conformisme moral de son temps. Dès les premières années de son œuvre, l'artiste se joindra au groupe de la *Sezession* viennoise et, au fil du temps, en viendra même à s'en écarter pour suivre ses propres traces.

Ce qui frappe tout d'abord lorsque l'on regarde l'être humain peint par Schiele, c'est que, dans chaque composition, celui-ci constitue le seul et unique plan, et donc que le peintre, sciemment, omet un arrière-plan. Ainsi l'être peint – adulte ou enfant, homme ou femme – se trouve-t-il au centre de la toile ; il en est le centre et la périphérie tout à la fois. Il n'y a pas détournement de l'attention du spectateur par un quelconque décor, et ce dernier est contraint d'aller à l'essentiel du message pictural émis par Schiele lui-même. Schiele, dans chacune de ses œuvres, veut aller à l'essentiel, et mener son spectateur à cet essentiel.

Parmi l'immense œuvre de représentation du corps de Schiele, nous nous orienterons principalement selon trois axes : l'enfance, la femme déclinée sous diverses facettes et l'homme, ce dernier prenant souvent chez ce peintre la forme de l'autoportrait. Les enfants d'abord ; ils furent souvent les compagnons quotidiens de Schiele dans ses divers ateliers. Ce ne sont ni les enfants de la bourgeoisie, ni ceux de la société autrichienne bien pensante ; ce sont les gamins et gamines de la rue livrés à eux-mêmes, à la rue, qui errent souvent sans but et trouvent refuge

auprès de l'artiste. Sans doute leur confère-t-il une sorte de sentiment de sécurité ; sans doute les valorise-t-il par ailleurs en les accueillant, en les écoutant, en les observant et, finalement, en les prenant comme modèles. Ce faisant, il les peint dans leur désœuvrement, et c'est, à travers la détresse de ces enfants, la détresse de sa propre enfance qu'il dépeint. Les garçons ont toujours un regard triste, un peu hagard, ainsi dans cette esquisse au crayon intitulée *Trois gamins des rues*<sup>1</sup> datant de 1910 ou bien dans ce *Portrait d'un jeune garçon*<sup>2</sup> réalisé la même année. Cette tristesse du regard est renforcée par la tenue vestimentaire des garçons : vêtements trop grands, mal soignés, chiffonnés. Les mains pendent le long du corps, inactives, résignées. Des mains aux doigts désarticulés, presque « désincarnés » au sens étymologique du mot, c'est-à-dire dépourvus de chair, aux doigts qui ressemblent plus à des tenailles ou à des pinces avides de proies qu'à des extrémités de bras susceptibles d'amour et de tendresse. Ces doigts désarticulés, nous les retrouverons sur presque tous les personnages de Schiele, sauf peut-être sur les toiles et dessins de la fin de sa vie, vers 1917/18, lorsque, juste avant sa mort brutale, il semblera avoir trouvé la paix dans le mariage avec Edith. Affublés de vêtements de mauvaise qualité, les corps de ces garçons ont tendance à s'allonger démesurément, comme pour renforcer leur détresse physique et morale. Cette impression de chétiveté se confirme d'ailleurs dans les nus, ainsi dans ce *Nu de jeune garçon debout*<sup>3</sup> toujours daté de 1910 où il semble que le modèle n'a littéralement « que la peau sur les os », ce qui lui confère un caractère quasi rachitique. Ces représentations picturales d'Egon Schiele ne font d'ailleurs que confirmer la misère attestée du prolétariat autrichien à la veille de la Première Guerre mondiale.

Les représentations de fillettes réalisées à cette même époque vont elles aussi dans ce même sens. Elles reflètent également une immense détresse et un profond dénuement. Ainsi ces *Deux petites*

---

<sup>1</sup> *Gruppe von drei Gassenbuben* (1910), crayon, Graphische Sammlung Albertina, Vienne.

<sup>2</sup> *Portrait eines jungen Knaben* (1910), crayon, The Metropolitan Museum of Art, New York.

<sup>3</sup> *Stehender Knabenakt* (1910), craie noire, aquarelle, Museum der Schönen Künste, Budapest.

*filles*<sup>4</sup>, l'une blonde et l'autre brune, dont le regard semble être un appel à l'écoute venu du fond de l'être et exprimer toute la solitude d'enfants livrées à elles-mêmes. Là non plus, les vêtements ne semblent pas très soignés, du moins au sens de la bonne bourgeoisie dominante. Elles aussi laissent pendre leurs bras désœuvrés. Les mains, sages, sont moins crochues que celles des garçons, mais semblent se tendre vers le spectateur, comme pour en implorer de l'aide. Une impression analogue se dégage de l'aquarelle intitulée *Jeune fille noire*<sup>5</sup> : une jeune fille à la chevelure brune et vêtue d'une jupe noire mais au corps dévêtu affiche un regard triste et lointain, reflet de son mal de vivre général. Son corps, chétif, ses bras, maigres, dévoilent de même la misère matérielle ambiante de cette époque.

Il faudra attendre la fin de la vie de l'artiste pour rencontrer dans son œuvre des représentations plus sereines de l'enfance. Les plus connues sont les portraits de la petite Eva Steiner réalisés en 1918, c'est-à-dire l'année de sa mort.

En ce qui concerne la représentation de la femme, Egon Schiele rompt avec les formes classiques. Avant lui, et même jusqu'à son maître Gustav Klimt, la femme est représentée le plus souvent vêtue, et si l'artiste la dévêt, ses formes se font arrondies, suaves, harmonieuses ; elle est peinte pour plaire, plaire à l'homme. Ses contours sont réguliers, tendent à évoquer la perfection des formes féminines toutes en rondeur et en douceur. Schiele, tout du moins dans la première partie de son œuvre, se situe en rupture totale avec ce mode de représentation idyllique de la femme. Chez lui, celle-ci se dénude, dévoile ses parties les plus intimes, prend des postures « non académiques ». La plupart des représentations féminines du jeune Schiele sont des nus, et des nus au caractère provocateur. L'artiste « exhibe » littéralement les parties proprement sexuelles du corps féminin, dessine clairement un pubis jusqu'alors discrètement dissimulé, voire gommé pour des raisons de bienséance morale. Pornographie ? Est-on alors en droit de se demander. Mais Schiele ne se veut pas pornographe, il ne peint pas non plus pour « faire de l'argent ». S'il peint les parties génitales féminines, c'est par besoin, par nécessité

<sup>4</sup> *Zwei kleine Mädchen*, crayon, aquarelle, Graphische Sammlung Albertina, Vienne.

<sup>5</sup> *Schwarzes Mädchen* (1911), crayon, aquarelle, Allen Memorial Art Museum, Oberlin, Ohio.

intérieure, pour se libérer de ses instincts, de ces pulsions, de ce « ça » dont parlera bientôt Freud à la même époque. Bien sûr, le spectateur a automatiquement et systématiquement tendance à se fixer sur cet aspect de l'œuvre. Cette démarche est toutefois bien réductrice par rapport à la véritable portée des tableaux. Car cette représentation du sexe de la femme n'est qu'une infime partie du tableau. Par tout le reste de la représentation, Schiele veut dépasser l'aspect pornographique. Car ce qui caractérise ces représentations féminines, c'est la difformité des corps.

Le corps féminin est souvent allongé, hors de mesure. Il se caractérise par sa maigreur, frôlant l'aspect rachitique<sup>6</sup>. Les bras sont souvent coupés ou, du moins, dépourvus de mains. Lorsque les mains sont représentées, ce sont souvent les doigts qui ne figurent pas. A chaque fois, c'est une sorte de moignon qui apparaît, meurtrissure profonde du corps de la femme. De même les jambes : ce qui intéresse Schiele dans leur représentation, ce n'est pas leur aspect réaliste, mais leur pouvoir érotique. Ainsi les jambes sont-elles dans bien des cas recouvertes de bas aux couleurs crues, vert, bleu, rouge. Des jambes ouvertes, écartées qui offrent le pubis en spectacle<sup>7</sup>.

La représentation du corps masculin ne diffère pas sensiblement de celle du corps féminin dans l'œuvre schieléenne. Elle se manifeste sous deux aspects différents qui sont, en fait complémentaires. Schiele, malgré la brièveté de son existence, a abondé dans l'autoportrait, expression picturale de son narcissisme profond et de son égocentrisme exacerbé. Mais à côté de cela, il a réalisé un nombre important de portraits de diverses personnalités, principalement de ses amis artistes tels que Albert Paris-Gütersloh ou l'écrivain Robert Müller ou bien de ses mécènes et protecteurs comme Arthur Roessler, Heinrich Benesch, et d'autres encore. Ces portraits masculins, commandes passées à l'artiste par les acquéreurs de ses autres toiles, ne sont en aucun cas en contradiction avec ses autoportraits. Bien au contraire, ils semblent les prolonger, s'inscrire dans cette lignée des autoportraits que nous évoquerons plus tard. En effet, on

---

<sup>6</sup> *Sitzender Frauenakt* (1914), craie noire et aquarelle, Graphische Sammlung Albertina, Vienne.

<sup>7</sup> *Liegender Frauenakt* (1914), crayon et détrempe, Graphische Sammlung Albertina, Vienne.

trouve sur ces œuvres nombre de caractéristiques de l'autoportrait schiéléen.

Première observation importante : le portrait n'a pas d'arrière-plan, ou bien, plus explicitement, le portrait n'est pas situé dans un cadre ; il est là, au premier plan, s'imposant, seul, au spectateur que nous sommes, tout comme la plupart des portraits féminins réalisés par l'artiste<sup>8</sup>. La personne portraiturée se trouve ainsi au centre du discours du peintre. Manifestation renouvelée de l'égoïsme de l'artiste.

Seconde observation : la personne n'est jamais représentée en entier, le corps est coupé au maximum au niveau des hanches. Mais, plus généralement, celui-ci se limite à un buste stylisé. L'attention du spectateur est ainsi attirée sur un minimum d'éléments que l'on peut qualifier chez Schiele « d'élémentaires » ; ce sont eux qui donnent le sens de l'existence. Les deux éléments essentiels de ces portraits, ce sont la tête et les mains, expression même de la sensibilité de l'artiste. En peinture, on touche à la fois avec le cœur et avec les mains par le biais du pinceau. Ainsi Schiele va-t-il à l'essentiel : d'une part ce qu'exprime le visage, le regard, d'autre part ce que le toucher, les caresses peuvent manifester de douceur et de tendresse, ou tout au moins d'émotion vis-à-vis de l'autre.

Ce qui frappe lorsque l'on se penche sur les visages des portraits de Schiele, c'est leur caractère allongé, leur forme anguleuse, comme pour marquer une sorte de difformité congénitale. Ces faciès s'allongent démesurément, ils prennent une forme triangulaire, quasi isocèle dont la pointe à chaque fois tournée vers le bas symboliserait le menton ; ces faciès reflètent une souffrance profonde de l'être provoquée par la vie, ou plutôt par le manque, par l'absence quasi totale de vie<sup>9</sup>. Des coups de pinceau saccadés au travers des visages témoignent des déchirures profondes subies par l'être dépeint. L'expression de ces visages est toujours triste, sans joie aucune ; en eux aucun sourire signe d'un espoir de vie. Ils ont, dans la plupart des cas, l'air sévère. Pour le spectateur avisé, cet allongement généralisé du visage correspond au visage de l'artiste, le visage de Schiele étant lui-même allongé.

<sup>8</sup> *Max Kabrer* (1910), rayon noir, Graphische Sammlung Albertina, Vienne.

<sup>9</sup> *Eduard Kosmack* (1910), Österreichische Galerie, Vienne.

Au centre de ces visages, les yeux, fatigués, démesurés, exorbitants, semblables à ceux de l'artiste usé par ses combats intérieurs ; ces yeux des portraits expriment le report de la fatigue physique et morale d'un artiste épuisé par les souffrances sur les personnages représentés. Pour Schiele, les individus, quels qu'ils soient, subissent le même sort que lui ; ils sont en proie aux mêmes tortures psychiques. Tous ont, comme lui d'ailleurs, un front élevé, symbole – dit-on dans certains milieux – d'intelligence. Ces fronts larges qui contiennent tant de secrets et sont source de tant de réflexions existentielles.

Sous ces visages, des corps habillés, le plus souvent en costume, se limitent au tronc. La partie située en dessous des hanches est généralement escamotée, inutile aux yeux du peintre parce qu'inexpressive. Ce sont toujours de beaux costumes, des vêtements du dimanche, en quelque sorte, ou bien des vêtements « de sortie ». Les personnages portent en principe une cravate bien nouée, parfois même un nœud papillon, sur une chemise blanche<sup>10</sup>. L'artiste se plie ainsi aux conventions sociales ; il peint les commanditaires de ses toiles dans leurs habits d'apparat, mais imprime toutefois à leurs vêtements une note toute personnelle : le tracé des vêtements, leur contour n'est pas formé de lignes claires et droites, qui se prolongent de façon rectiligne le long d'une manche ou d'un buste ; ce sont des lignes brisées, interrompues, reprises en cours d'élaboration, semblables à celles que trace Schiele lorsqu'il peint la nudité des corps ; la tenue vestimentaire se fait alors prolongation du monde intérieur disloqué. De la sorte, le peintre respecte la convention du portrait en vigueur à l'époque, les conventions sociales de bienséance et de respect d'un *codex* moral encore strict. Mais il exprime simultanément une autre réalité, celle de la vision de l'être humain par un artiste déchiré.

Mais l'élément qui frappe le plus le spectateur lorsqu'il est présent dans le tableau, ce sont les mains dotées alors d'une expressivité toute particulière. Ces mains, tout comme le visage, sont au premier plan du tableau ; elles en sont sinon l'unique centre, du moins l'un des lieux essentiels. Ces mains qui, de manière générale, nous servent à toucher, à travailler, qui

---

<sup>10</sup> Max Oppenheimer (1910) craie noire, encre, aquarelle, Graphische Sammlung Albertina, Vienne ; Arthur Roessler (1910), Historisches Museum der Stadt Wien.

pourraient être suaves et douces et enclines aux caresses, se détachent souvent sur fonds de vêtements sombres. Elles s'allongent démesurément pour occuper la première place. Déformées, elles frôlent souvent la difformité<sup>11</sup>. Les doigts sont toujours disproportionnellement allongés. Par certains égards, ils ressemblent à des griffes d'animaux, ils sont décharnés, anguleux, n'expriment aucune douceur, sont incapables de caresser. Ils sont des cris de l'être profond jetés à la face de l'humanité. Mais en fin de compte, ces doigts allongés, toujours tendus vers un but impossible à atteindre, s'étirent comme une supplication adressée au spectateur, imploration à écouter la souffrance de l'être.

Somme toute, ces portraits, commandés généralement passés à l'artiste par les acheteurs de ses toiles, et donc en quelque sorte par ses « mécènes », constituent un compromis entre les conventions d'un genre pictural bien défini et l'expression de son monde intérieur déchiré. Ils sont une étape intermédiaire entre sa projection psychanalytique au moyen du crayon ou du pinceau, et un art de conventions définies bien avant l'œuvre de l'artiste. Ils lui donnent droit de cité au sein du cercle des peintres reconnus, mais sont simultanément annonciateurs de ses autoportraits dans lesquels Schiele se livre pleinement à son spectateur dans un élan de profond narcissisme.

Et c'est bien dans l'art de l'autoportrait que Schiele excelle. Rares sont les peintres qui se sont tant auto-portraiturés que Schiele. On peut considérer cette tendance du peintre comme un signe caractéristique de narcissisme, mais il s'agit ici d'une interprétation réductrice de cette œuvre picturale. Car au-delà de cette sorte d'exhibitionnisme se cache un cri profond de l'artiste, un appel de détresse qui se traduit à chaque coup de crayon, à chaque trait de pinceau. Chaque détail est pensé, étudié ; rien n'est laissé au hasard.

Ce qui frappe lorsque l'on se penche sur ces autoportraits, c'est que Schiele, à aucune reprise, ne se représente en entier. Il y a dans son art une sorte d'auto-mutilation symbolique. Schiele ne peint jamais ses pieds ni ses jambes ; seules ses cuisses sont souvent esquissées, mais pas plus.

Chez Schiele, le corps n'est pas ainsi en lien avec le sol, l'artiste n'est pas un être « debout », il a perdu ce lien qui nous relie à la

<sup>11</sup> *Karl Zakovsek* (1910), collection particulière, New York.

terre ferme ; il est en quelque sorte « déconnecté » de la matérialité. Ou bien, pour reprendre une expression imagée et hautement symbolique, « il n'a pas les pieds sur terre ». Il en est coupé ; il se situe alors dans un autre univers. En plus de cette absence de pieds, il y a même parfois absence de mains et de bras. Ne reste alors qu'un buste tout juste esquissé qui porte une tête fortement expressive.

Le corps, lorsqu'il existe, est toujours d'une maigreur extrême ; il n'a, pour ainsi dire, « que la peau sur les os », et ce à la fois au sens concret et au sens abstrait de l'expression. C'est tout le contraire d'un corps repus, c'est un corps creusé, qui se recroqueville sur lui-même, un corps qui a faim, un corps qui a soif, de nourriture terrestre, certes, afin de se remplir, mais aussi et surtout de tendresse, d'amour, de plénitude sexuelle. Ce corps se contorsionne, en proie à la douleur intérieure, au manque, car le corps de Schiele est un corps « en manque ». Il est noueux parce que noué par ce manque, ce désir de rencontre, au plus profond de l'humain. Il est, à la limite, difforme parce que déformé par la souffrance provoquée par le manque<sup>12</sup>. Ce phénomène se constate sur presque l'ensemble de l'œuvre de l'artiste, sauf tout à la fin de sa vie, lorsque Schiele aura trouvé stabilité psychique auprès d'une compagne stable et qu'il sera en attente de paternité. Dans cette phase, la représentation de son propre corps devient beaucoup plus harmonieuse, prend des formes arrondies, le corps se remplit<sup>13</sup>, mais cette phase ne sera que de très courte durée puisque la mort vient le faucher.

Ce qui frappe par ailleurs lorsque l'intégralité du tronc est représentée, c'est la représentation des parties génitales du corps masculin. A l'inverse des artistes de son temps et des artistes en général, Schiele représente cette partie du corps humain de façon souvent crue, percutante, provocatrice. L'apparence en est à la limite du repoussant. C'est un sexe rabougri qui, inséré dans la maigreur du corps, reflète l'état de pauvreté de l'être humain<sup>14</sup>. Sur le plan sexuel, Schiele est avide, là aussi il est en manque, en manque profond, et la représentation des parties génitales montre encore une fois ce cri intérieur de l'artiste, cet appel de détresse

<sup>12</sup> *Männlicher Akt, Selbstbildnis* (1910), Graphische Sammlung Albertina, Vienne.

<sup>13</sup> *Selbstbildnis* (1918), Graphische Sammlung Albertina, Vienne.

<sup>14</sup> *Männlicher Akt, Selbstbildnis* (1910), Graphische Sammlung Albertina, Vienne.

qui invite son spectateur à la compassion. L'utilisation de la couleur rouge pour ces parties du corps prend alors toute une dimension symbolique : le rouge couleur du feu de l'amour, de la violence des sentiments, mais parallèlement aussi couleur de la souffrance, du sang versé. Ce qui est sûr, c'est que Schiele veut attirer l'attention du spectateur, lui clamer son attente.

Ce cri qui sort du plus profond de l'être se retrouve de manière particulièrement expressive dans la représentation des mains. Schiele lui-même, dans des poses prises tout spécialement pour la photographie, se montre souvent en mettant sa ou ses mains au premier plan de l'image. C'est dire combien les mains lui importent. Rien d'étonnant, alors, à ce que les mains prennent un relief tout particulier dans ses auto-portraits. Lorsqu'elles figurent sur un tableau – ce qui n'est pas toujours le cas –, celles-ci s'allongent démesurément, presque indéfiniment, en tous cas de façon disproportionnées par rapport au reste du corps. En fait, ce sont surtout les doigts qui s'étirent plus que de façon, tout comme les doigts réels de l'artiste. Ils ne sont pas potelés comme chez les peintres baroques, mais tout le contraire, décharnés, menus, à l'instar des corps auxquels ils se rattachent. Ils sont noueux, cannelés, souvent recroquevillés, presque crochus. Ce ne sont pas des doigts faits pour caresser ni pour exprimer la tendresse ; ce sont des doigts qui veulent en quelque sorte griffer un objet ou une personne, même si celui ou celle-ci n'est pas visible sur le tableau. Ces doigts sont un seul et même cri de douleur et de souffrance d'un être profondément blessé par la vie. Parfois à la limite de la difformité, ils manifestent vers l'extérieur la charge d'angoisse accumulée à l'intérieur et semblent vouloir accrocher un bout d'espoir et de lumière.

Mais le *sumum* de l'expressivité des autoportraits schieléens réside indubitablement dans ses visages. Les têtes schieléennes ont toutes une forme allongée, triangulaire, reprenant ainsi de manière réaliste la forme réelle de la tête de l'artiste. Cette forme triangulaire, avec sa pointe tournée vers le bas, souligne, en opposition à un visage arrondi qui témoigne de la satisfaction, du bonheur de l'individu, l'inquiétude qui habite les profondeurs de Schiele. Dans bien des cas, la chevelure est ébouriffée, à la limite hirsute ; elle reflète le désordre intérieur de l'artiste <sup>15</sup>. C'est

<sup>15</sup> *Selbstbildnis* (1913), crayon, collection privée.

l'antipode des portraits masculins précédemment évoqués sur lesquels les personnages ont une certaine harmonie. Ici, la rondeur fait place à « l'angulosité », expression de la disharmonie. Le tracé du crayon est alors saccadé, en quelque sorte brutal. Comme si Schiele avait voulu littéralement « défigurer » son propre visage pour bien marquer sa hargne vis-à-vis d'une société qui, à la fois, refusait et refoulait ses angoisses et ses interrogations. Car l'expression même des autoportraits schieléen est celle de l'angoisse, de la perte d'orientation, de la torture intérieure. Le regard schieléen, « renfrogné », repoussant, exprime la détresse, met le spectateur mal à l'aise. Il interpelle violemment ; il est un cri lancé au public. Ce cri se manifeste tout particulièrement dans les yeux ; souvent démesurés par rapport aux autres parties du visage, ils témoignent d'une immense inquiétude. Le regard est souvent hagard, comme ayant perdu tout repère. Il exprime à maints égards la tristesse du *clown*. Ce sentiment se propage par ailleurs par les joues presque toujours creuses, totalement amaigries de ces autoportraits. Enfin la bouche, considérée par la psychanalyse comme lieu du plaisir onirique, se fait dans la peinture schieléenne minuscule, rétractée, comme incapable de donner ni de recevoir ce plaisir des sens<sup>16</sup>.

Bref, les visages des autoportraits schieléens sont en accord avec le reste du corps. L'ensemble montre comme une mutilation de l'être profond. Ces autoportraits sont un seul et même cri de détresse de l'artiste, détresse sentimentale, détresse affective, être en manque d'amour et de tendresse. C'est que Schiele se sent au martyr. Toute sa peinture exprime la soif de vie, la quête quasi impossible de l'harmonie. Son œuvre semble être le catalyseur de ses angoisses au sens psychanalytique du terme, une projection de ses conflits intérieurs qui permette une libération d'une souffrance indicible d'une autre manière. Elle permet à l'artiste de se libérer de ses conflits intérieurs en les extériorisant par rapport à sa propre personne. Car, durant la plus grande partie de sa courte existence, Schiele a été « en manque », un manque traduit par sa peinture.

Le 17 juin 1915, Egon Schiele épousa Edith Worms après s'être séparé de son modèle Wally. Cette étape décisive dans la vie du peintre, qui lui permit de trouver la stabilité intérieure, ouvrit

---

<sup>16</sup> *Ibidem*.

une nouvelle phase dans le processus de création artistique de l'artiste. L'être humain et sa représentation restèrent certes au centre de l'œuvre, mais le mode de représentation commença à se transformer. Les lignes brisées, interrompues, le tracé saccadé du crayon, si caractéristiques de la première phase de création, font peu à peu place à des lignes désormais continues, arrondies et donc plus harmonieuses. Les corps se « remplissent » au sens littéral du terme ; la maigreur disparaît pour faire place à une certaine opulence de la chair. Par ailleurs, les corps « se voilent », se couvrent de vêtements symboles de pudeur<sup>17</sup>. Les parties sexuelles du corps sont désormais pudiquement cachées. Les dessins de fillettes nues disparaissent. Les nus féminins deviennent harmonieux, presque gracieux ; les poses de moins en moins provocatrices. Le tracé de leurs contours se fait désormais régulier et continu, comme pour marquer la beauté du corps féminin alors que, jusque là, il n'avait la plupart du temps exprimé que laideur. Les portraits, tant masculins que féminins réalisés durant cette phase perdent eux aussi leur caractère tourmenté. Sans perdre complètement le ton soucieux sous-jacent qu'ils avaient auparavant, ils témoignent néanmoins d'un certain équilibre, pour ne pas dire d'un équilibre certain. Les portraits de femmes<sup>18</sup> reflètent le calme et la tendresse. Quant à l'autoportrait<sup>19</sup>, il ne fait pas exception : les lignes, quoique encore très tremblantes, deviennent toutefois continues, comme pour indiquer qu'il n'y a plus de rupture à l'intérieur du monde de l'artiste. Bref, c'est tout l'univers intérieur de Schiele, transformé par une stabilisation de la vie affective – et libidinale –, sa vision des autres et du monde qui se modifient, qui « se civilisent » sur les toiles du peintre.

Dans la plus grande partie de son œuvre, Schiele représente son propre corps et le corps des autres comme « écartelé », « déchiré » par les combats qui se déroulent à l'intérieur de l'être humain. Ses toiles sont le miroir de son monde intérieur, un

---

<sup>17</sup> *Sitzender Frauenakt mit Draperie* (1917), Privatbesitz Viktor Fogarassy, Graz ; *Sitzende Frau*, (1917), Privatbesitz, Wien.

<sup>18</sup> *Edith Harms, die Frau des Künstlers* (1915) ou *Die Mutter des Künstlers* (1918), Graphische Sammlung Albertina, Wien ; *Edith Schiele* (1918), Leopoldsammlung, Wien.

<sup>19</sup> *Knieender männlicher Akt (Selbstbildnis)* (1918), Graphische Sammlung Albertina, Wien.

monde en « dislocation », à l'image de la monarchie austro-hongroise moribonde. Ses pulsions, au sens freudien du terme, explosent littéralement à la face du monde. Ses tableaux ont, pour l'artiste, comme un effet de *catharsis* ; ils le libèrent de ce poids qui le tire souvent vers le bas. La postérité s'est emparée de cette partie de l'œuvre, soit pour l'admirer, soit pour la refuser, voire la refouler. Or, la dernière année de sa vie, Schiele semble changer de style, comme nous l'avons vu précédemment. La *catharsis* étant alors effectuée, tant les sujets que le tracé du crayon ou le choix des couleurs se transforment, « s'adoucissent ». Quelle forme aurait pris cette œuvre si Schiele n'avait pas succombé à la grippe espagnole, s'il avait pu la poursuivre ? Nul ne peut le supposer. Mais il est probable que l'artiste aurait inauguré une nouvelle ère picturale, créé un nouveau style, tout comme il avait su créer auparavant ce style incomparable tant admiré aujourd'hui.

### **3. Figures de l'antinazisme autrichien**

# Le pouvoir au féminin

## *Spielräume weiblicher Macht*

Identités, représentations et stéréotypes  
dans l'espace germanique



Sous la direction de  
Aline LE BERRE  
Angelika SCHÖBER  
Florent GABAUDE

Collection Espaces Humains

  
Pulim

## Irene Harand : une femme contre Hitler

Gérard GRELLE  
*Université de Limoges*

Lorsque Irene Harand vint au monde le 7 septembre 1900 dans la capitale autrichienne, aucun élément familial ni social ne pouvait laisser présager ce destin féminin hors du commun. Ses origines familiales étaient nettement bourgeoises : un père catholique, industriel à la tête d'une PME bien portante, une mère protestante, un milieu aisé, politiquement et culturellement ancré dans le conservatisme catholique profondément marqué par les idées antisémites de son leader incontesté Karl Lueger.

La jeune Irene Harand est élevée dans la tradition chrétienne-sociale ; elle reçoit une éducation féminine catholique traditionnelle. Adolescente, elle perçoit le message de Karl Lueger, fondateur du parti chrétien-social en 1890 et leader incontesté de ce mouvement jusqu'à sa mort ; selon lui, les Juifs sont la cause de tous les maux de la société ; ils exploitent le peuple chrétien, règnent sans scrupule sur le monde de la finance, manipulent la presse et, de surcroît, contribuent largement à la propagation du socialisme. Mais elle a aussi un autre exemple de judaïcité, celui de sa tante qui, après le décès prématuré de sa mère, s'occupera d'elle, avec un dévouement sans pareil, comme si elle était sa propre fille.

Irene Harand épouse Frank Harand, (1895-1975), jusqu'en 1918 officier de l'armée impériale autrichienne, puis directeur des ventes dans plusieurs entreprises autrichiennes successives. Elle-même exerce la profession de secrétaire dans plusieurs entreprises, jusqu'au jour où elle fait, vers la fin des années 20, la connaissance de l'avocat juif Moriz Zalman, alors célèbre à Vienne pour son combat impitoyable contre le gouvernement autrichien et défenseur acharné de la cause des petits épargnants ruinés par la crise économique et les krachs boursiers. Zalman a créé auparavant le « Verband der Kleinrentner und Sparer Österreichs » dont Irene Harand devient bientôt la secrétaire.

Politiquement, elle est, jusqu'en 1932, membre du parti chrétien-social autrichien, qu'elle quitte à cette date du fait de son désaccord avec la direction pour ses positions économiques et sociales et surtout du fait de son orientation nettement antisémite. Dès 1930, elle fonde son propre parti, le « Österreichische Volkspartei », parti qui n'a eu certes qu'une existence bien éphémère et se dissout rapidement. Le véritable combat d'Irene Harand ne doit donc pas se situer au niveau de la lutte des partis ; il doit être aux côtés des Juifs, et donc contre Hitler.

Dès mars 1933, soit un mois et demi après l'accession d'Adolf Hitler au pouvoir à Berlin et quelques jours seulement après l'élimination du Parlement autrichien par le gouvernement chrétien-social conservateur du chancelier Engelbert Dollfuss, elle publie un opuscule de vingt-quatre pages intitulé « So oder so ? Die Wahrheit über den Antisemitismus » ; elle y expose les principaux arguments qu'elle développera deux ans plus tard, cette fois dans un ouvrage bien plus important puisqu'il comporte quelques deux cent trente-cinq pages d'un texte auquel elle donne le titre « Sein Kampf, Antwort an Adolf Hiltler ». L'ouvrage paraît à Vienne en langue allemande au printemps 1935, est traduit immédiatement en anglais et en français ; l'édition française, datée en 1935 à la fin de l'introduction, paraît à Bruxelles en 1936 sous le titre « *Son Combat, réponse à Hitler* »<sup>1</sup>. C'est cette édition que nous utiliserons pour les citations. L'éditeur des différentes versions en est Irene Harand elle-même qui publie déjà depuis 1933 à ses propres frais la revue hebdomadaire « Gerechtigkeït », revue dont il existe par ailleurs aussi une édition partielle en langue française.

Parallèlement à cette activité éditoriale, Irene Harand met sur pied dès le 19 décembre 1933 un mouvement international qui eut, en son temps, un retentissement mondial, la « Weltorganisation gegen Rassenhass und Menschennot » (Organisation mondiale contre la haine raciale et la détresse humaine), également connue sous le terme de « Harandbewegung ». Ce mouvement se voulait comme l'opposé de la « Hitler-Bewegung » en Allemagne. Rapidement, il compta plusieurs centaines de milliers de membres à travers le monde entier.

Il va sans dire que Irene Harand se trouve désormais, si ce n'est déjà fait, sur la liste des personnes à abattre du régime national-socialiste. Son combat est alors pour ses frères et sœurs sémites.

Au moment de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, en mars 38, Irene Harand se trouve à Londres ; elle ne rentrera plus sur le continent européen, mais émigrera aux Etats-Unis où elle a, dans un premier temps, un engagement politique. Elle participe, en automne 1939, à la fondation du « American-Austrian Center » (AAC) à New York, première organisation des exilés politiques autrichiens qui, sous la présidence de Ernst Karl Winter, ex maire adjoint de Vienne de 1934 à 1936, se veut comme embryon d'un futur gouvernement d'exil autrichien. En réalité, cette organisation, qui entend être

<sup>1</sup> Irene Harand, *Son combat, réponse à Hitler*, Edition Gerechtigkeït, Bruxelles et Vienne, 1936, 235 p.

un front républicain « de droite à gauche contre le national-socialisme », se révèle comme étant l'expression politique des forces conservatrices autrichiennes dans lequel les forces de gauche ne peuvent se reconnaître. Après l'échec de cette tentative politique, Irène Harand se retire de toutes les activités des exilés politiques autrichiens pour se consacrer à la défense et au soutien des artistes juifs autrichiens exilés outre-Atlantique et crée en 1943 « l'Institut für jüdische Schriftsteller und Künstler » (Institut des écrivains et artistes juifs), centre culturel appelé à devenir le « Austrian Forum » encore présent aujourd'hui à New York. Irène Harand s'est éteinte le 2 février 1975, sans avoir revu sa terre natale

Notre propos de ce jour n'est pas ici de retracer dans le détail l'itinéraire biographique de cette femme hors du commun, mais de montrer son argumentation contre l'idéologie nationale-socialiste.

Dès l'introduction de son ouvrage, Irène Harand nous fait connaître ses intentions : « *Ce livre ne s'adresse pas aux savants.* »<sup>2</sup>, écrit-elle. Elle n'entend donc pas faire œuvre scientifique, mais offrir à son public un ouvrage de vulgarisation. Son but premier est « d'éclairer les esprits » au sens de la philosophie des Lumières. Le public qu'elle vise et le but qu'elle se fixe sont tout aussi clairs :

Le but de cet ouvrage est de convaincre les grandes masses chrétiennes du mensonge de la doctrine national-socialiste et d'indiquer les moyens de se prémunir contre ce terrible fléau.<sup>3</sup>

Cette citation se veut quasi programmatique ; elle nous indique à qui l'ouvrage s'adresse, *les grandes masses chrétiennes*, le propos de l'ouvrage, *le mensonge de la doctrine national-socialiste*, et la voie que l'auteur offre à ses lecteurs d'emprunter afin de sortir du dit mensonge. Irène Harand affirme son souci d'objectivité : « *Tout ce que je veux, c'est établir la vérité.* »<sup>4</sup> C'est donc dans un style très sobre, sans fioritures intellectuelles, qu'elle va décliner son argumentation. A ses yeux, le national-socialisme constitue un « danger » et son but est « *d'ouvrir les yeux à ces Allemands qui n'ont pas encore perdu tout sentiment de pudeur* »<sup>5</sup>. Irène Harand ne mâche pas ses mots ; dès ses premières lignes, ses accusations sont des plus directes et incisives :

La croix gammée ne s'acharne pas seulement contre la minorité juive, mais aussi contre les catholiques. Mais c'est principalement contre la première qu'elle sévit, avec une dureté sans pareille.<sup>6</sup>

---

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 7.

<sup>3</sup> *Ibidem*.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 6.

<sup>5</sup> *Ibidem*

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 5.

Elle considère l'attitude du régime national-socialiste comme « *odieuse envers le christianisme et le judaïsme* » et comme une « *atteinte aux droits de l'homme* ». Face à une telle situation, elle estime « *qu'il est du devoir de toute l'humanité polic e de s'élever contre les brutalités qui frappent, en Allemagne, juifs et chrétiens* »<sup>7</sup>. Dans la lutte qui l'oppose à l'Allemagne hitlérienne qui fait de l'antisémitisme son principal cheval de bataille, elle lance un appel direct à la conscience de ses frères chrétiens, invoquant le fait que « *l'antisémitisme déshonore notre christianisme* ».

L'ouvrage de Irene Harand – si l'on s'en tient au seul titre – pourrait laisser penser qu'il s'agit d'une véritable réfutation point par point de « *Mein Kampf* » d'Adolf Hitler. Or, il n'en est pas ainsi. Irene Harand se limite à réfuter les théories raciales du national-socialisme, et plus spécialement l'antisémitisme. Ce fait ne peut vraiment étonner de la part d'une Autrichienne puisque c'est bien dans ce pays que l'antisémitisme, au début du vingtième siècle, fut le plus virulent. N'oublions pas que c'est à Vienne qu'un certain Georg von Sch nerer avait crée dans les années 90 du siècle précédent la *Alldeutsche Vereinigung*, parti politique autrichien dont l'une des principales composantes idéologiques était l'antisémitisme. Sch nerer fut, avec cet antisémitisme et son anti-catholicisme déclarés, sans contestation possible, le père idéologique d'Adolf Hitler. Ajoutons à cette influence principale sur le jeune Adolf Hitler une seconde influence non négligeable sur cette scène politique autrichienne de la Fin de Siècle viennoise, Karl Lueger, fondateur du parti chrétien-social autrichien, dont l'antisémitisme religieux influença notablement le futur leader du parti national-socialiste<sup>8</sup>. La jeune Irene Harand grandit donc dans cette ambiance profondément antisémite, mais s'en offusqua profondément à cause de ses convictions religieuses catholiques. En effet, contrairement à l'immense majorité des catholiques autrichiens de son temps qui voyaient dans les Juifs les pires ennemis de leur religion, Irene Harand grandissait dans une autre tradition catholique, celle qui considère que tous les hommes sont frères et égaux entre eux. Marquée par une telle conception religieuse, elle ne pouvait qu'afficher un refus catégorique de l'antisémitisme régnant, et précisément de celui que propageait Adolf Hitler dans *Mein Kampf*.

Le principal argument qu'elle utilise contre cet antisémitisme est celui du mensonge ; « *La croix gammée a fait du mensonge une raison d'Etat.* », ou bien « *les assertions de la croix gammée à propos de la race juive dans son ensemble reposent sur le mensonge.* »<sup>9</sup>  crit-elle en conclusion de son ouvrage, et elle décline ce thème du mensonge tout au long de son ouvrage.

<sup>7</sup> *Ibidem*.

<sup>8</sup> Dans *Mein Kampf*, Adolf Hitler fait expressément référence à Georg von Sch nerer ainsi qu'à Karl Lueger comme les deux personnalités politiques qui l'ont le plus marqué durant ses années de maturation politique. Cf. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Verlag Efer, München, 1925, p. 10 6-111.

<sup>9</sup> *Ibidem*, p. 216-217.

Le chapitre I est intitulé « *Le mensonge, principale arme de la croix gammée* ». Faisant référence à un passage de *Mein Kampf* dans lequel Hitler explique que « *la propagande ne doit servir que sa vérité à elle* », elle oppose la position selon laquelle « *cette doctrine, selon laquelle il faut cacher la vérité au peuple, sous peine de le voir perdre la foi en son propre droit, est fausse* ». Elle prend alors, en conclusion du chapitre, une position parfaitement claire tant par rapport à ses intentions politiques que vis-à-vis de son engagement effectif :

Le mensonge est une arme vile, c'est un crime contre Dieu, la nature et l'homme. C'est pourquoi je veux arracher le masque à la croix gammée. Que le monde sache qu'elle a obtenu la victoire en bafouant la religion, la morale et les mœurs, en trahissant la vérité et la justice, et que le devoir de tous les hommes et de tous les peuples est de lutter contre elle, afin que cette peste ne puisse franchir les frontières du III<sup>e</sup> Reich, afin aussi que soient libérés les millions d'êtres qui languissent dans la geôle allemande.<sup>10</sup>

Au cours des chapitres qui suivent, Irene Harand démonte les arguments de *Mein Kampf* les uns après les autres et en explique leur fausseté. Elle s'attache surtout à prouver que la soi-disant infériorité des Juifs est un mensonge, qu'il n'existe ni « race pure », ni « race supérieure », que l'idée selon laquelle les Juifs vivent de l'usure et non d'un travail honnête est fausse, que les affirmations contenues dans *Mein Kampf* à propos du Talmud sont sans fondements, que les accusations de meurtre rituel chez les Juifs le sont tout autant, que les Protocoles de Sion utilisés par le national-socialisme ne sont que de sombres contrefaçons, et nous pourrions allonger cette liste à loisir, tant l'ouvrage foisonne d'exemples de ce genre.

Mais revenons sur certaines analyses d'Irene Harand pour les approfondir, et commençons par l'énumération qu'elle nous fait des causes de l'antisémitisme. Elle évoque, en marge, ce qu'elle nomme un « *semblant de justification religieuse* »<sup>11</sup>, faisant ici allusion à la théorie déicide remontant au II<sup>e</sup> siècle de notre ère qui affirmait que c'étaient les Juifs qui avaient crucifié le Christ, et rejetant ainsi une lourde part de responsabilité sur les chrétiens par rapport à l'antisémitisme. Mais ce qui intéresse en premier lieu Irene Harand, ce sont les raisons et les motifs de l'antisémitisme au moment où elle écrit, à savoir en 1935. Elle cite trois « *facteurs* » de l'antisémitisme, pour employer ses propres termes. En premier lieu, elle évoque « *les sommes importantes que le III<sup>e</sup> Reich met à la disposition de ses agents pour les besoins de la propagande* »<sup>12</sup>, puis « *les mots d'ordre antisémites qui possèdent le pouvoir de fanatiser les masses* », et enfin ce qu'elle considère comme « *le facteur principal, l'affreuse misère qui sévit sur l'humanité et qui la rend perméable à l'agitation dont la croix gammée sait se servir d'une*

---

<sup>10</sup> *Ibidem*, p. 10.

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 220.

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 221.

*manière raffinée* »<sup>13</sup>. De la sorte, elle déplace de manière radicale la question de l'antisémitisme contemporain dont elle situe désormais les causes profondes dans le marasme économique déclenché par la crise boursière d'octobre 1929, lui-même amorcé auparavant par la crise de la surproduction industrielle aux Etats-Unis et dont les conséquences se firent largement sentir en Europe, et en particulier dans l'Allemagne de ce début des années 30. Pour elle, la raison essentielle de la prolifération de l'antisémitisme en Allemagne n'est autre que la misère économique et sociale de ses contemporains. « *Le problème de la subsistance de l'humanité attend toujours sa solution* », écrit-elle, et quelques lignes plus loin : « *Si l'on devait réussir à résoudre le problème de la subsistance, la réceptivité des masses pour le radicalisme et la révolution serait immédiatement annihilée.* »<sup>1415</sup> Elle précise encore sa position en s'indignant vis-à-vis des inégalités sociales qu'elle constate :

Nous ne pouvons admettre qu'une partie de l'humanité mène une vie de luxe insensée, quand des millions de nos frères et sœurs, des enfants et des vieillards, souffrent de la faim et de la misère.<sup>16</sup>

Ce jugement sans complaisance à l'égard de la société qui l'entoure la conduit à proposer des solutions : « *Diminuons les contrastes entre les classes et la haine des classes disparaîtra d'elle-même.* »<sup>17</sup>

Irene Harand lance alors un appel à la société afin de changer ces rapports sociaux. Pour expliquer la crise économique de l'époque, de nombreux analystes contemporains invoquaient un phénomène de surproduction. Irene Harand prend à contre-pied cette affirmation et invite ses lecteurs à cesser d'employer ce terme qu'elle n'hésite pas à qualifier de « *vilain mot* »<sup>18</sup>. Selon elle, il ne s'agit pas de suivre le modèle des communistes russes et d'instaurer un régime économique de style soviétique, mais de « *satisfaire les besoins de l'humanité sans abolir notre économie privée* »<sup>19</sup>. A son avis, « *le plus grand danger de guerre réside dans notre malheureux système économique.* »<sup>20</sup> Irene Harand impute une grande partie de la crise économique à l'existence de barrières douanières qui ont entraîné de nombreux Etats dans la dépendance économique à l'égard de l'Allemagne nazie. Son analyse veut prouver que l'Allemagne de Hitler, forte importatrice de biens de consommation étrangers, n'achète pas ces produits par seule nécessité, mais avec l'arrière-pensée malicieuse d'introduire dans le pays partenaire, lors de chaque transaction commerciale, des « *agitateurs* » commandités par le

<sup>13</sup> *Ibidem*

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 232.

<sup>15</sup> *Ibidem*, p. 232.

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 233-234.

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 234.

<sup>18</sup> *Ibidem*.

<sup>19</sup> *Ibidem*.

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 231.

Ministère allemand de la Propagande dont la mission est littéralement d'assujettir les populations à l'idéologie nationale-socialiste. Pour échapper à ce qu'elle considère comme un cercle infernal, I. Harand propose de « *changer notre système économique actuel en abattant les murailles douanières* »<sup>21</sup>. Elle sait néanmoins que cette démarche ne peut être immédiate, sous peine de ruiner en quelques jours certaines économies ; elle propose donc une « *diminution progressive des barrières du trafic* »<sup>22</sup> qui permettra, à terme, de « *trouver les voies et moyens de concilier le principe de la productivité des entreprises avec la satisfaction des besoins des hommes* », solution qui l'amène à donner une sévère leçon de morale au capitalisme qui l'entoure : « *En tout cas, c'est la satisfaction des besoins et non le profit qui doit avoir la prépondérance.* »

Sur le plan de la politique intérieure allemande, Irène Harand dénonce ce qu'il conviendrait de nommer le laxisme des partis politiques. A propos du NSDAP, elle écrit : « *Il est inadmissible qu'un parti s'arroge le droit d'exciter la population contre des catholiques, des protestants, contre une partie des habitants d'une région, d'une communauté ou d'un quartier.* »<sup>23</sup> Cette réprobation directe et sans équivoque des méthodes propagandistes utilisées par le parti nazi s'accompagne simultanément de reproches formulés à l'encontre des autres partis politiques allemands ; elle accuse le centre, le parti populaire allemand, les nationaux-allemands jusqu'au parti social-démocrate de n'avoir témoigné que « *d'insouciance et d'indifférence* » vis-à-vis de ces assertions propagandistes du NSDAP sur la place publique<sup>24</sup>. A cette attitude laxiste des partis allemands, Irène Harand oppose celle de la Confédération helvétique qui a pris « *des mesures énergiques contre ce fléau* »<sup>25</sup>.

Irène Harand entrevoit cependant un garant de la légitimité : la Société des Nations, la S.D.N. Pour prémunir ses concitoyens face aux attaques virulentes de la propagande national-socialiste, elle invoque la nécessité du « *maintien et du développement de la S.D.N.* ». Au moment où le chancelier Adolf Hitler retire l'Allemagne de cette organisation internationale, elle en affirme, pour sa part, le bien-fondé :

On ne peut traiter la S.D.N. comme un phénomène nébuleux et de peu d'intérêt. La S.D.N. est une question vitale. La S.D.N. doit devenir une communauté de peuples, au milieu de laquelle tout peuple et tout Etat de bonne volonté et désirant la paix se sente en sécurité.<sup>26</sup>

Irène Harand adresse cet argumentaire constitué à la fois de considérations de politique intérieure et économique et d'attention accrue aux

---

<sup>21</sup> *Ibidem.*

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 233.

<sup>23</sup> *Ibidem*, p. 224.

<sup>24</sup> *Ibidem.*

<sup>25</sup> *Ibidem.*

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 230.

relations internationales à une strate bien spécifique de la société allemande et autrichienne, les catholiques. Elle commence sa conclusion par une exhortation aux catholiques de faire preuve de davantage d'humilité :

Que sommes-nous, humains, par rapport à l'univers, à Dieu qui a créé le monde ? Nous ne savons rien, nous ne pouvons rien. Dans l'histoire universelle, une génération ne pèse pas plus qu'une goutte de pluie tombée dans l'océan. Jésus-Christ a prêché l'humilité. De quel droit, pauvres créatures, concevons-nous de l'orgueil, proclamant comme nobles et sacrés la chair et le sang, tandis que nos faiblesses et nos imperfections devraient plutôt nous enseigner la modestie et la concorde, qui assureraient le progrès de l'humanité et faciliteraient l'existence aux générations futures.<sup>27</sup>

Cette exhortation des catholiques à l'humilité l'amène à mettre ces mêmes catholiques en accusation dans la propagation de l'antisémitisme. En effet, selon elle, si les Juifs sont massivement rejetés dans la société ambiante, c'est parce que les Chrétiens les ont condamnés à vivre en ghettos religieux et professionnels. « *La faute est à nous autres chrétiens si la structure sociale du judaïsme est anormale et malsaine.* »<sup>28</sup> La responsabilité des chrétiens est maintenant clairement pointée du doigt. Parmi d'autres, Irene Harand cite l'exemple de la presse décriée par les nationaux-socialistes comme « enjuivée » ; à ce reproche, elle répond de manière laconique :

Quant à la malignité de la presse juive, elle n'a été de toute évidence inventée que pour faire place à quelques journalistes chrétiens en mal de copie. Telle est la vérité.

Face à l'évidence même de cette culpabilité des chrétiens dans la construction et la diffusion de l'antisémitisme, thème qui sera abondamment repris après la Seconde Guerre Mondiale par le philosophe autrichien Friedrich Heer, et notamment dans son ouvrage intitulé *Gottes erste Liebe* »<sup>29</sup> Irene Harand en appelle à la conscience et à la lucidité des chrétiens :

Nous autres chrétiens devons leur venir en aide, afin que ce reclassement s'accomplisse sans contrainte ni préjudice. On peut y arriver sans haine, sans violences, sans recourir aux 'Protocoles des Sages de Sion', aux déformations du Talmud ou à la doctrine de 'l'infériorité' raciale.<sup>30</sup>

Mais bien au-delà de cette défense du judaïsme face aux attaques de l'idéologie nationale-socialiste, Irene Harand nous dévoile dans son ouvrage, et ce dès 1935/36, l'existence et la réalité des camps de concentration dans l'Allemagne nazie et nous livre des informations qui auraient pu et dû faire

<sup>27</sup> *Ibidem*, p. 215.

<sup>28</sup> *Ibidem*, p. 225.

<sup>29</sup> Friedrich Heer, *Gottes erste Liebe, 2000 Jahre Judentum und Christentum. Genesis des österreichischen Katholiken Adolf Hitler*, Editions Bechtle, München, 1967, 740 p.

<sup>30</sup> Irene Harand, *op.cit.*, p. 227-228.

frémir d'horreur et de honte ses contemporains, chrétiens ou non. Dans l'avant-dernier chapitre de son livre, soit au chapitre 12, Irene Harand consacre sept pages à la description de la situation dans les camps de concentration. Pour ce faire, elle s'appuie sur une brochure publiée auparavant par le rabbin Max Abraham, brochure dans laquelle il décrit les horreurs commises dans le camp de concentration de Oranienburg, ouvert en mars 33 et fermé en juillet 34 à la suite de la tentative de putsch de Röhm, camp dans lequel il fut lui-même interné. Irene Harand introduit son propos dans les termes suivants :

On a beaucoup parlé des camps de concentration allemands. Ce qu'on en disait était si terrible que j'avais peine à y croire. Je n'avais pas l'intention d'en parler, mais il y a quelques mois, le rabbin Max Abraham a raconté, dans une brochure, ce qu'il eut à y supporter. Il a cité des noms et il se déclare prêt à confirmer sous serment la véracité de ses dires. Aussi, je considère comme mon devoir de citer quelques extraits de cette brochure.<sup>31</sup>

Elle donne alors la parole au rabbin lui-même qui décrit sans rien cacher les scènes de tortures physiques et d'humiliations morales auxquelles les détenus juifs étaient soumis. La lecture de ces scènes d'horreur suffit en elle-même pour provoquer le dégoût vis-à-vis d'un régime qui utilise de telles méthodes. Elle cite en outre pour le lecteur moyen les paroles du rabbin après ces tortures :

Je fus si affreusement maltraité que j'en eus de la fièvre et des crises nerveuses. Mon corps était couvert d'ecchymoses, je ne pouvais ni m'asseoir, ni m'étendre. Je passai une nuit terrible, hanté par des cauchemars cruels. Le lendemain matin, dans un état grave, je fus transporté à l'infirmerie.<sup>32</sup>

Mais Irene Harand ne s'arrête pas au sort des seuls Juifs ; elle évoque alors celui des catholiques allemands bien peu différent, lorsqu'ils s'opposaient ouvertement à la politique pratiquée par le III<sup>e</sup> Reich ; ceux-ci furent tout autant suppliciés que leurs compatriotes juifs. Et elle conclut en ces termes : « *Mes lecteurs voient la folie à laquelle la théorie raciste peut acculer les humains.* »<sup>33</sup>

L'ouvrage de Irene Harand fut imprimé à plusieurs milliers d'exemplaires et donc largement diffusé ; les traductions françaises et anglaises devaient toucher un vaste public en dehors des frontières de l'Allemagne. Son ouvrage fut publiquement brûlé à Salzbourg le 30 avril 1938, une récompense de cent mille Reichsmark promise à qui pourrait faciliter l'arrestation de Irene Harand, mais celle-ci se trouvait déjà à l'abri Outre-Atlantique. Au lieu de baisser les bras, Irene Harand n'eut de cesse, dans son exil américain, de jeter toute son énergie pour sauver la vie du plus grand nombre possible de Juifs

---

<sup>31</sup> *Ibidem*, p. 183.

<sup>32</sup> *Ibidem*, p. 186-187.

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 191.

allemands et autrichiens. Le peuple juif a su lui rendre hommage en faisant d'elle, en 1968, une « *Juste parmi les nations* ».

### Résumé en allemand

Die Österreicherin Irene Harand (1900-1975) ist eine der wenigen Frauen gewesen, die sich traute, gegen die nationalsozialistische Ideologie bzw. gegen Adolf Hitler selbst aufzutreten. Bereits 1933 veröffentlichte sie eine kleine Schrift gegen diese Ideologie. Zwei Jahre später kam ihre Hauptschrift *Sein Kampf, Antwort an Adolf Hitler* heraus. In der Zwischenzeit gründete sie die « Weltorganisation gegen Rassenhass und Menschennot », auch « Harandbewegung » genannt, eine Organisation, die hauptsächlich gegen den Antisemitismus des Dritten Reiches ankämpfen wollte. 1938 floh sie in die USA, hatte dort kurzfristig politische Exilaktivitäten, kümmerte sich aber dann ausschließlich um österreichische Exilkünstler und lebte bis zu ihrem Tod in den Vereinigten Staaten. In ihrem Werk widerlegt sie die wichtigsten antisemitischen Argumente von *Mein Kampf*, deckt schon 1935 (!) die Gräueltaten in den Konzentrationslagern auf und ruft die Katholiken Österreichs, Deutschlands und darüber hinaus die Bürger aller Nationen auf, sich gegen das Hakenkreuz zu verbünden.

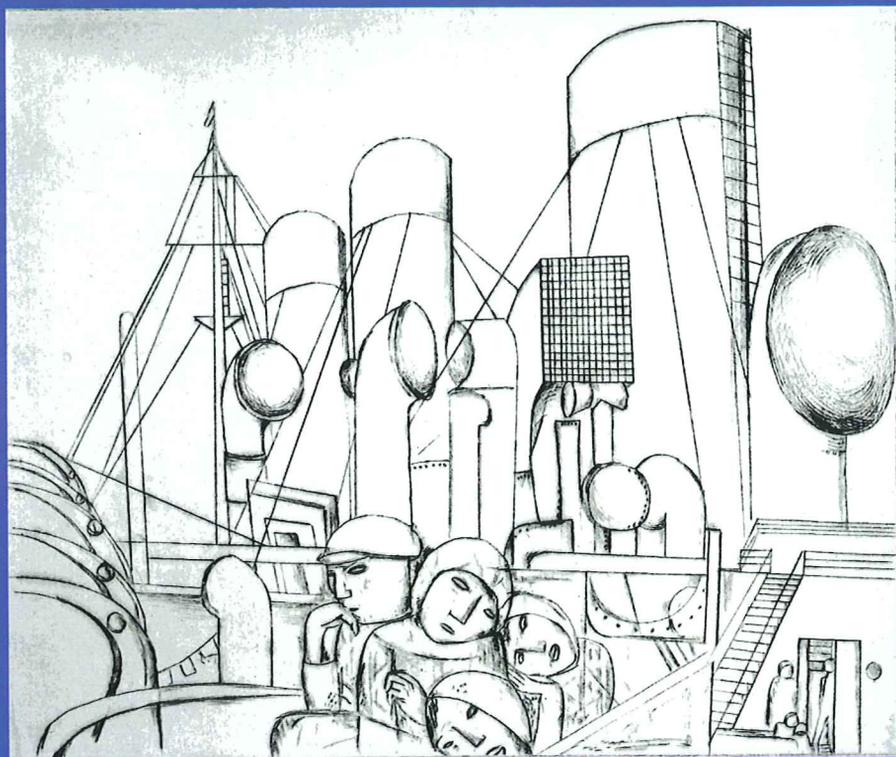
VOLUME III

# EXILS, MIGRATIONS, CRÉATION

ÉTUDES GERMANIQUES

**EXIL ANTI-NAZI  
TÉMOIGNAGES CONCENTRATIONNAIRES**

Sous la direction de Jürgen DOLL



INDIGO

## Ernst Karl Winter: tentatives et échecs de formation d'un gouvernement d'exil autrichien après l'*Anschluss*

Gérard GRELLE

(Université de Limoges)

Si bon nombre d'Autrichiens furent, durant les années qui précédèrent l'*Anschluss*, favorables au régime nazi, tous ne le furent pas. Certains – un petit nombre certes – choisirent de s'y opposer, et se décidèrent pour l'exil, un exil qu'ils voulurent alors politiquement engagé. Tel fut notamment le cas de Ernst Karl Winter, catholique, sociologue et ancien maire-adjoint de Vienne de 1934 à 1936 chargé d'une mission de réconciliation avec la classe ouvrière. Pour lui, l'exil ne fut pas une sorte d'expulsion forcée hors du pays natal, mais un choix réfléchi et délibéré, motivé par la volonté de poursuivre la lutte antinazie hors des frontières du pays. Lorsqu'il quitta l'Autriche en mars 1938, c'était avec la ferme intention de rassembler les forces politiques autrichiennes libres afin de continuer la lutte pour le retour de son pays à l'indépendance et à la démocratie. Ce chemin, qui le conduisit aux États-Unis en passant par la France, s'était cependant annoncé dans ses écrits politiques dès 1933.

En effet, l'opposition intellectuelle de E. K. Winter au national-socialisme se manifesta dès l'arrivée de ce régime au pouvoir. S'il se décida à publier dès avril 1933 ses *Wiener Politische Blätter*, ce fut certes pour se situer intellectuellement et politiquement par rapport à ce qu'il considérait comme une dérive politique et institutionnelle du gouvernement Dollfuss, mais également pour exprimer son opposition irréductible au régime de Berlin. Dans ces *Wiener Politische Blätter*, E. K. Winter n'eut de cesse de se démarquer par rapport au national-

socialisme, d'en montrer les aspects dangereux et envahissants. Certes, il ne manqua jamais de préciser que l'Allemagne de Hitler n'était pas l'Allemagne et il n'en resta pas moins attaché à affirmer l'existence d'une autre Allemagne que celle de Hitler, celle des opposants enfermés dans les camps de concentration ou des exilés décidés à mener la lutte de l'extérieur. Car c'est avec eux qu'il entendait mener la lutte contre l'adversaire.

E. K. Winter arriva, semble-t-il, dès les premiers jours d'avril 1938 à Paris, après un séjour en Suisse où il avait déjà tenté de rassembler les forces démocratiques autrichiennes en exil ; il s'installa à l'hôtel Récamier, place St-Sulpice, où sa femme et ses sept enfants ne tardèrent pas à le rejoindre. Selon son fils aîné Ernst Florian, il noua dès son arrivée sur le sol parisien des contacts politiques tant avec les exilés politiques autrichiens réfugiés dans la capitale française qu'avec certaines autorités politiques françaises afin de mettre sur pied cette «union sacrée de droite à gauche» qu'il comptait opposer au national-socialisme. Il ne reste pratiquement aucune trace écrite des efforts de E. K. Winter en vue de la formation d'un gouvernement d'exil autrichien en France. Les seules traces que nous possédions sont les déclarations faites des années plus tard par son fils Ernst Florian, lequel affirme que son père était alors, pour ce qui est du côté français, en relation étroite avec d'une part Joseph Paul-Boncour, avec d'autre part le slaviste Louis Eisenmann qui, l'un comme l'autre, l'auraient vivement encouragé dans son projet. Or, l'examen des archives tant publiques que privées de J. Paul-Boncour, pour la période indiquée, ne révèle aucun contact entre les deux hommes. Quant à Louis Eisenmann, il était décédé le 13 mai 1937 ; il ne put donc y avoir, au printemps 38, ni soutien, ni contact entre E. K. Winter. et lui-même. Si contact il y eut à cette période précise de l'histoire, ce ne put être qu'avec son fils Charles Eisenmann.

Ce qui semble plus probable, c'est que E. K. Winter ait noué ces contacts et évoqué ces intentions un an auparavant, lorsqu'il séjourna à Paris en février / mars 37 lors d'une série de conférences données à Paris et alors qu'il se trouvait en route pour les États-Unis. En effet, déjà à cette date, E. K. Winter semblait ne se faire aucune illusion sur le sort de son pays, et envisageait déjà l'exil comme seul lieu où il pût poursuivre son combat contre le national-socialisme et pour la reconnaissance d'une nation autrichienne. En outre, L. Eisenmann était

alors encore en vie, et Joseph Paul-Boncour en meilleure position politique pour soutenir la cause autrichienne.

Par ailleurs, E. K. Winter ne relate nulle part dans ses écrits ses contacts avec des exilés politiques autrichiens durant cette période. Fait peu étonnant si l'on tient compte de l'extrême précarité tant politique que matérielle dans laquelle se trouvaient alors tous ces réfugiés et qui ne leur laissait qu'une bien faible marge pour s'engager en politique, et ce d'autant plus que le cours général des événements n'était pas propice à ce type d'engagement.

Cette période «parisienne» de l'exil wintérien fut donc probablement essentiellement caractérisée par une série de contacts et de rencontres informelles qui préparèrent la voie à d'autres contacts cette fois plus concrets outre Atlantique. En effet, confronté à l'échec, E. K. Winter choisit dès septembre 38 la voie de l'émigration vers les USA, terre qui lui semblait, à ce moment-là, plus propice à ses visées politiques.

E. K. Winter arriva aux États-Unis durant l'automne 1938 et il semble bien qu'il ne perdit pas de temps dans la poursuite de ses visées politiques. En effet, dès janvier 1939, il créa à New York la toute première organisation à caractère nettement politique conçue pour rassembler les exilés autrichiens de toute tendance politique résidant sur le continent américain : le «Austrian-American Center»<sup>1</sup> dont il nous rapporta lui-même qu'il ne se composait que d'une douzaine de personnalités autrichiennes. Parmi elles, nous citerons principalement, à ses côtés, Irene Harand, catholique autrichienne engagée dont l'anti-nazisme, au travers de la publication de son pamphlet «*Sein Kampf, meine Antwort an Hitler*» en 1935, ne pouvait faire aucun doute et qui séjournait aux USA depuis plusieurs années. A leurs côtés se trouvaient des personnalités autrichiennes de second rang telles que Robert Heine-Geldner, Erich Hula et Otto Kreilisheim.

Le premier but de ce centre était de travailler en faveur de «l'autodétermination» des Autrichiens. En fonction de cet objectif qui se voulait le plus large possible et pouvait ainsi rassembler un maximum d'exilés au-delà des clivages politiques d'avant-guerre, le AAC entendait se situer au-dessus des partis politiques, ouvrant ainsi ses portes à des personnes de toute obédience politique. Selon E. K. Winter, le AAC se dota d'une constitution en sept points dont, malheureusement, il ne reste, semble-t-il, aucune trace. Ce centre se voulait à la fois comme un lieu de rassemblement des milieux politiques autrichiens contre le nazisme

selon le principe cher à E. K. Winter de «l'union sacrée de la droite à la gauche» et comme source d'information politique et culturelle à l'adresse des hôtes américains. En effet, E. K. Winter savait pertinemment dès la création de ce centre qu'il n'était pas possible d'envisager la formation immédiate d'un gouvernement d'exil autrichien sans l'appui des autorités américaines.

Les activités du centre devaient donc être principalement de l'ordre du rassemblement des forces politiques autrichiennes et de l'information du public américain sur la situation réelle de l'Autriche. Le premier acte de l'AAC fut ainsi une proclamation relative à l'indépendance et à l'autodétermination de l'Autriche le 11 mars 1939, date anniversaire de l'invasion du pays un an plus tôt par les troupes du IIIe Reich à laquelle avait immédiatement succédé l'annexion pure et simple de l'Autriche. S'ensuivit le 13 mars une conférence donnée par E. K. Winter lui-même dans laquelle il formulait clairement ses critiques à l'égard du gouvernement Schuschnigg et de sa politique trop attentiste face aux menaces émanant de Berlin. Le 20 mars, le Austrian-American Center accueillit un conférencier dont, jusqu'à ce jour, l'identité nous reste inconnue. E. K. Winter nous rapporte lui-même qu'au cours de la discussion qui suivit la conférence, des propos antisémites furent lancés dans la salle, propos qui déclenchèrent de violentes discussions.<sup>2</sup> Ces incidents qui se situent environ deux mois après la création de l'AAC firent apparaître au grand jour des oppositions politiques qui allaient de plus en plus s'amplifier. En effet, à la mi-avril, une minorité de membres décida de faire sécession et de quitter l'AAC sans indiquer de motifs précis. Ce furent ces quelques membres qui, peu de temps après, fondèrent à leur tour la «Austrian-American League» dont l'orientation fut clairement de tendance monarchiste. Cette AAL reprit dans ses statuts un certain nombre de points du programme du AAC, ce qui, selon E. K. Winter, entraîna dans le public des confusions sur les buts, et donc sur l'identité des deux associations. Celles-ci se trouvèrent alors en concurrence l'une par rapport à l'autre, et E. K. Winter nous rapporte qu'il tenta une médiation afin d'éviter cette lutte intestine qui ne pouvait, en tout état de cause, que nuire à l'image politique de l'Autriche. Or, le 9 mai, les responsables de l'AAL repoussèrent la proposition de médiation de E. K. Winter, scellant ainsi la rupture définitive entre les deux groupes. Mais quelle était donc la nature du conflit entre les deux associations ? La réponse à cette question nous donnera l'une des clés

de l'échec des tentatives de rassemblement national souhaité par E. K. Winter.

Qui étaient donc les «dissidents» au sein de l'AAC ? Et que reprochaient-ils au AAC ? Tout en restant très discret sur l'identité des personnes qui firent sécession, E. K. Winter nous indique dans plusieurs documents qu'il s'agissait de personnes se situant dans la mouvance légitimiste. Or, il faut rappeler ici l'évolution des rapports entre E. K. Winter et Otto de Habsbourg : longtemps convaincu du bien-fondé d'un retour de l'Autriche à un régime monarchique – et l'on se souviendra ici de l'ouvrage intitulé *Monarchie und Arbeiterschaft*<sup>3</sup> rédigé par E. K. Winter en 1936 dans lequel il prônait le retour des Habsbourg à la tête de l'État autrichien comme seule alternative au danger national-socialiste –, E. K. Winter semble donc s'être «brouillé» avec le prétendant au trône sur la fin de son séjour à Paris. En effet, jusqu'à son exil parisien au printemps 1938 et même durant celui-ci, il semble que E. K. Winter, d'une manière ou d'une autre, ait été convaincu de l'opportunité du retour à la monarchie. Cependant, vers la fin de son séjour parisien et à la suite de sa première tentative de formation d'un gouvernement d'exil qui se solde, comme nous l'avons vu, par un échec, E. K. Winter se rend, selon les dires de son fils Ernst Florian, aux alentours du 4 août 1938, auprès de Otto de Habsbourg au château de Steenokkerzeel en Belgique, vraisemblablement pour envisager la suite à donner à son combat. Il semble également que ce soit à ce moment-là que se consume la rupture entre les deux hommes. Après cette ultime rencontre, E. K. Winter se prépara à quitter le continent européen. Dès son arrivée sur le sol américain, celui-ci semble d'emblée prendre ses distances vis-à-vis de Otto de Habsbourg<sup>4</sup>, et sa critique du légitimisme ne fit que croître dans les mois qui suivirent la création de l'AAC. Il semble plus que probable qu'un désaccord de fond soit apparu sur plusieurs points entre les deux hommes. D'abord sur le plan des personnes, Otto de Habsbourg, en sa qualité d'héritier de la couronne, entendait jouer le premier rôle dans un éventuel gouvernement d'exil et dominer ainsi le jeu politique, réduisant le rôle de E. K. Winter à celui d'un simple exécutant alors que celui-ci s'en voulait le maître d'oeuvre. Mais il y a sans doute explication plus profonde à cette prise de distance de la part de E. K. Winter, à savoir d'une part la question de la place du mouvement communiste au sein d'un éventuel gouvernement d'exil autrichien, d'autre part l'antagonisme naissant entre les deux

hommes à propos d'une éventuelle fédération danubienne. Souvenons-nous, sur le premier point, des positions très claires de E. K. Winter à l'égard du mouvement communiste, et ce dès ses premières prises de position officielles en politique. Tant dans ses *Wiener Politische Blätter* éditées entre 1933 et 1936 que dans *Monarchie und Arbeiterschaft*, il y défend la place du mouvement communiste au sein de l'union sacrée anti-nazie. Selon lui, les communistes autrichiens sont d'excellents défenseurs de la cause autrichienne et, en cette qualité, ils ont pleinement leur place au sein d'un gouvernement d'exil. Or, Otto de Habsbourg défend des positions sensiblement opposées. Pour lui, toute alliance avec les communistes signifie, à ce moment précis de l'histoire, livraison de l'Autriche à l'ennemi soviétique, et donc trahison incompréhensible de l'allié américain. Sur ce point, il ne peut donc y avoir accord entre les deux hommes. De même sur l'idée d'une fédération danubienne. Certes, l'un et l'autre envisagèrent cette solution comme meilleur moyen de reconstruire l'Europe Centrale. Mais si la vision géopolitique était sensiblement la même, le contenu politique à proprement parler était radicalement différent. Pour Otto de Habsbourg, fédération danubienne rimait avec retour à une forme d'empire austro-hongrois avec, à sa tête, la famille des Habsbourg. Pour E. K. Winter, fédération danubienne ne pouvait en aucun cas signifier retour à la monarchie, mais avènement de républiques démocratiques fédérées au titre du principe d'autodétermination des nations. E. K. Winter n'envisageait cette possibilité que dans le cadre d'une coopération fructueuse entre les gouvernements d'exil polonais, tchèque et autrichien, si celui-ci venait à prendre forme. On voit donc ici la profondeur du fossé qui séparait les deux conceptions.

Dans ces conditions, rien d'étonnant que les légitimistes qui avaient adhéré au départ au projet de l'Austrian-American Center s'en soient rapidement retirés. Qu'en était-il, en réalité, des tendances «communistes» de E.K.Winter ? Dans les faits, fidèle à son idée du front commun des partis démocratiques dans sa lutte anti-nazie, celui-ci avait accepté – et même sans doute souhaité – la présence de Otto Kreilisheim, fils d'un ouvrier viennois et membre du parti communiste autrichien, ce qui est loin de signifier qu'il avait lui-même rejoint les rangs communistes, comme le prétendit Otto de Habsbourg dans un rapport quasi secret aux autorités américaines.

Après cette scission et faute de moyens financiers véritablement

conséquents, E. K. Winter laissa lentement «s'endormir» son centre, trop refoulé dans l'ombre qu'il était par la concurrence de la AAL, celle-ci étant abondamment soutenue et par les monarchistes exilés autrichiens et par la bienveillance affichée des milieux politiques américains. A compter du printemps 1939, le AAC se retrouva ainsi «en sommeil» et E.K. Winter se tourna désormais vers un autre projet politique.

En effet, en juin 1940, il participa à la fondation de «l'American Committee on European Reconstruction»<sup>5</sup> en en créant, avec Victor V. J. Tlach, ancien consul général autrichien de Cleveland, et Hermann Mark, la section autrichienne. Cette ACER se composait de trois sections, une polonaise, une tchécoslovaque et donc une autrichienne. Le but commun déclaré était «d'unifier en un front commun toutes les victimes et opposants à l'Allemagne hitlérienne, Américains et Européens, de toute religion et de toute race, de continuer sans compromis la lutte contre l'hitlérisme ...». Derrière cette organisation, se cachait un projet de fédération danubienne issue du rassemblement des gouvernements d'exil polonais, tchèque et, par conséquent, autrichien.

Poursuivant son idée d'un rassemblement le plus large possible de toutes les tendances politiques autrichiennes, E. K. Winter prit l'initiative de publier un bulletin d'information sur l'Autriche destiné aussi bien aux exilés autrichiens se trouvant sur le sol américain qu'aux Américains qui s'intéressaient à l'Autriche : ce fut le *Austrian Bulletin in the United States*. Six numéros parurent, dont trois seulement ont survécu aux aléas de la guerre. Réalisés avec des moyens de fortune, frappés sur une simple machine à écrire, ils devaient servir à E. K. Winter à informer ses lecteurs de la situation politique de l'Autriche et de ses diverses tendances politiques ainsi que des tentatives de constitution d'un front politique autrichien commun. Par leur style et leur contenu, ces «bulletins» ne sont pas sans rappeler les *Wiener Politische Blätter* précédemment évoquées. Faute de moyens, mais aussi suite à sa décision de ne plus poursuivre son combat politique, E. K. Winter en cessa la publication dès l'automne 41.

Et pourtant, début septembre 1941, on retrouve E. K. Winter parmi les signataires d'un appel à la formation d'un «Conseil National Autrichien aux États-Unis». A ses côtés, on trouve principalement la signature de personnalités appartenant ou ayant appartenu à la mouvance légitimiste : Ferdinand Czernin, Otto Kallir, Aurel Kolnai et Martin Fuchs. Ce «Conseil National Autrichien» se donnait pour buts

«l'autodétermination, la liberté et l'indépendance de l'Autriche, le retour à un système démocratique de gouvernement et à une législation sociale progressiste». Ce conseil voulait se définir comme un «front uni autrichien sur la base non-partisane la plus large possible», point qui correspondait pleinement aux conceptions politiques de E. K. Winter et à son idée du «front populaire de droite à gauche». Seulement, c'est sur ce dernier point que E. K. Winter ne tarda pas à se trouver en porte-à-faux. En effet, ce front qui aurait voulu, à l'origine, rassembler toutes les orientations politiques autrichiennes ne fut jamais rejoint par les exilés de gauche, et notamment par les socialistes qui, presque simultanément, créèrent le «Comité Travailleuse Autrichien», mouvement équivalent au «Conseil National Autrichien», mais destiné à réunir les exilés politiques de gauche résidant aux USA. Cette réédition du clivage politique droite/gauche montra ainsi à E. K. Winter l'impossibilité de l'unification des diverses tendances politiques autrichiennes au sein d'un front commun. Saisissant pleinement cette impossibilité, E. K. Winter prit alors la décision, durant l'hiver 41/42, de se retirer de la lutte politique et de revenir, tout au moins provisoirement, à ses activités scientifiques et universitaires.<sup>6</sup> En réalité, cette décision l'écarta définitivement du monde politique, et, déçu, il renonça dès lors à toute idée d'un retour à la vie politique.

Il convient maintenant de s'interroger sur les raisons de l'échec de ces tentatives. Celles-ci en furent tant intérieures à l'Autriche qu'internationales.

Premièrement, E.K.Winter n'avait jamais été membre du parti chrétien-social au pouvoir à Vienne entre 1920 et 1938, et ne fut donc jamais considéré par les représentants de ce parti comme un personnage représentatif de leur camp politique. Même s'il avait été, entre 1934 et 1936, maire adjoint de Vienne, il était et restait considéré par la grande majorité de son camp politique comme un marginal. Légitimiste invétéré aux premières heures de la République, il l'était resté jusqu'à sa fin, et même au-delà de celle-ci, sous le régime austro-fasciste. Et ce légitimisme, il semble ne l'avoir abandonné qu'une fois parvenu Outre-Atlantique, s'apercevant alors de la pensée trop restrictive, sur le plan politique, d'un Otto de Habsbourg qui refusait toute idée de collaboration avec la gauche autrichienne, celle-ci dût-elle être majoritaire en Autriche. Les légitimistes, pour leur part, avec à leur tête l'héritier de la couronne, ne surent exprimer qu'extrême méfiance à son égard, le considérant,

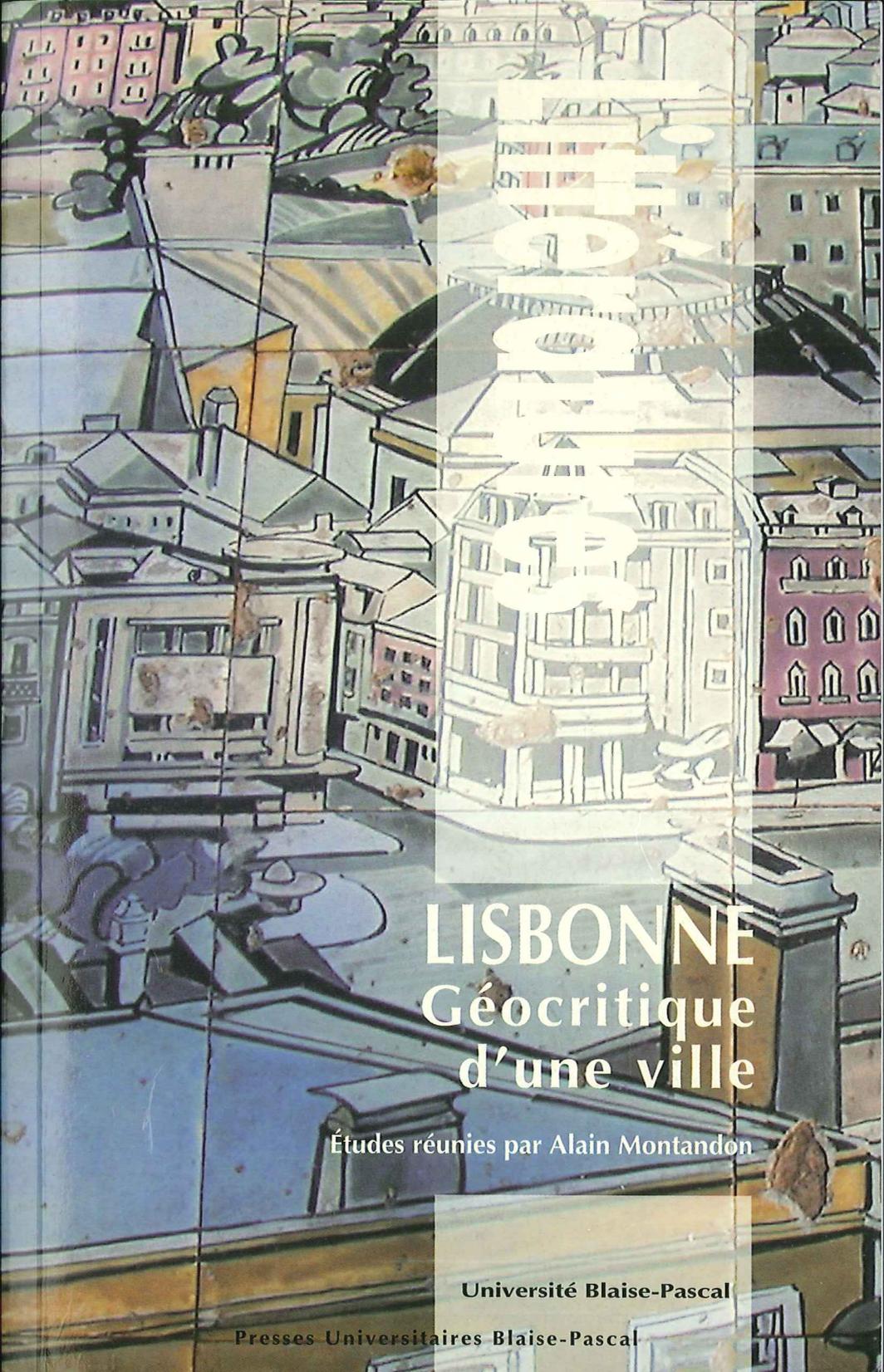
selon les propres dires de Otto de Habsbourg, comme un «communiste déguisé» à cause de ses liens avec certains exilés autrichiens d'obédience communiste qui, comme lui, se reconnaissaient dans un gouvernement d'union nationale.

Par ailleurs, E. K. Winter était considéré par les sociaux-démocrates en exil comme «trop marqué à droite» et trop lié au Catholicisme politique autrichien, même s'il fut l'un des plus virulents adversaires du cours autoritaire pris par les chrétiens-sociaux, à en prendre à témoin ses critiques réitérées de Seipel, Dollfuss et Schuschnigg, pour pouvoir faire alliance avec lui.

En réalité, E. K. Winter avait deux handicaps majeurs : d'abord, il ne faisait pas partie des hommes politiques autrichiens de tout premier plan comme Otto de Habsbourg, Hans Rott ou Julius Deutsch et, de ce fait, ne jouissait sans doute pas d'une reconnaissance unanime de la part des exilés politiques. Par ailleurs, il fut certainement considéré par les politiciens autrichiens en exil plus comme un «intellectuel» que comme un «politique», et l'on peut estimer qu'il souffrit d'un manque de confiance et de crédibilité de la part de ceux-ci. Phénomène sans nul doute renforcé par le fait qu'il fût également très peu connu des milieux politiques et diplomatiques étrangers, tant à Paris qu'à Washington, dont il ne put recevoir un soutien que très relatif, ceux-ci accordant davantage de crédit à d'autres exilés politiques autrichiens plus en vue et évoqués précédemment. Rien d'étonnant, dans de telles conditions, que les tentatives de Winter fussent condamnées à l'échec.

## NOTES

1. Ernst Karl Winter : *Warum die österreichische Einheitsfront in New York nur drei Monate bestand*, in *Österreicher im Exil, USA 1938-1945, Eine Dokumentation*, Band 2, Österreichischer Bundesverlag, Wien, 1995, p. 235-241.
2. *Ibidem*, p. 236.
3. Ernst Karl Winter, *Monarchie und Arbeiterschaft*, Wien, Gsur-Verlag, 1936, 140 p.
4. Dans une interview réalisée par l'auteur de cet article le 12 octobre 2006, Otto von Habsburg confirme ne plus avoir eu de contacts avec E.K. Winter sur le sol américain.
5. *Österreicher im Exil, USA 1938-1945, Eine Dokumentation*, op. cit., p. 278.
6. *Österreicher im Exil, USA 1938-1945, Eine Dokumentation*, op. cit., p. 431-433.



ÉTUDES  
D'ÉTUDES  
D'ÉTUDES  
D'ÉTUDES  
D'ÉTUDES

LISBONNE  
Géocritique  
d'une ville

Études réunies par Alain Montandon

Université Blaise-Pascal

Presses Universitaires Blaise-Pascal

## **Lisbonne : un havre de paix ?**

**Lisbonne et le Portugal vus par les réfugiés du nazisme –  
été / automne 1940**

**Friedrich Torberg témoigne**

Gérard GRELLE

En tant qu'étranger, on peut découvrir le Portugal et ses habitants en touriste, pendant les vacances, ou bien en tant qu'hommes d'affaires. En 1940, les émigrants, eux, n'avaient pas le choix. La plupart des intellectuels allemands avaient fui leur pays peu après l'arrivée de Hitler au pouvoir et s'étaient réfugiés en Autriche, en Suisse ou avaient émigré vers la Grande-Bretagne ou les États-Unis. Ceux qui choisirent l'Autriche durent à nouveau émigrer au moment de l'annexion de ce pays par l'Allemagne nazie, le plus souvent vers la France, croyant sans doute y trouver un refuge durable, tout comme une grande partie de l'intelligentsia autrichienne et allemande. Mais arriva la défaite française en juin 1940. Et les réfugiés allemands et autrichiens qui avaient encore plus à craindre de l'avance ennemie que les Français eux-mêmes, durent reprendre la route, car pour eux, être pris par les Allemands ou par la police française complice du III<sup>e</sup> Reich, signifiait à coup sûr l'internement, la déportation et la mort.

Ne pouvant plus désormais compter sur la France comme pays d'accueil, il leur fallait poursuivre leurs pérégrinations. Les possibilités de survie devenaient toutefois plus que restreintes : il ne restait plus guère que traverser l'Espagne franquiste infestée d'espions nazis pour pouvoir gagner le Portugal d'où ils pourraient enfin tenter l'émigration vers le continent américain. Le Portugal constituait ainsi une étape intermédiaire entre le péril nazi et l'espoir d'une liberté dans le nouveau monde. Quelle perception eurent-ils donc de ce pays où ils ne résidèrent que quelques jours, quelques semaines ou, tout au plus, quelques mois ? Fut-il perçu comme un « havre de paix » ou bien comme un nouveau lieu de souffrance et d'angoisse ?

Nous laisserons principalement la parole à l'écrivain viennois Friedrich Kantor-Berg, connu sous le pseudonyme de Friedrich Torberg (1908-1979), également critique littéraire, chroniqueur, essayiste et romancier cher aux Autrichiens, auteur du best-seller *L'écolier Gerber a*

*terminé ses études*, et dont nous possédons les seules descriptions relativement approfondies sur le séjour des émigrants autrichiens au Portugal. Torberg réussit à rejoindre Lisbonne en juin 1940 sans se faire intercepter par la police portugaise et y séjourna près de quatre mois avant de pouvoir émigrer vers les États-Unis à bord du bateau américain « Exeter » le 9 octobre 1940. Durant ce séjour, il adressa divers témoignages décrivant la vie des émigrants autrichiens et allemands à son ami journaliste viennois d'origine galicienne Willy Schlamm, émigré aux USA dès 1938. Ces témoignages, sous forme de lettres qui prennent parfois le caractère de reportage journalistique, ainsi que les récits qu'il nous a laissés de son séjour au Portugal dans ses différents livres de souvenirs, constituent la principale source de renseignements relatifs aux conditions de vie des émigrants allemands et autrichiens à ce moment de leur histoire au Portugal. Il existe, certes, d'autres témoignages nous retraçant le séjour des réfugiés allemands ou autrichiens à Lisbonne ou au Portugal à ce moment de l'histoire, et même plus abondants en volume que ceux de Friedrich Torberg, et notamment celui d'Alfred Döblin, romancier allemand et auteur du célèbre roman *Berlin, Alexanderplatz*, mais son témoignage ne souligne que le côté positif des événements et passe sous silence les innombrables tracasseries des réfugiés moyens, que ce fussent les problèmes de logement, les rapports avec la police portugaise ou, plus grave, l'angoisse de tomber entre les mains de la police du III<sup>e</sup> Reich. F. Torberg, au contraire, s'attache à nous décrire, presque sur le mode d'un reportage journalistique, les problèmes que lui et ses congénères eurent à surmonter à leur arrivée sur le sol portugais.

Le Portugal, Lisbonne, il fallait d'abord l'atteindre, et pour y parvenir, traverser l'Espagne sans éveiller les soupçons de la police franquiste prête à les livrer aux autorités allemandes, échapper aux espions nazis qui avaient pour mission de quadriller le pays afin de retrouver le plus grand nombre de fugitifs. Cette traversée de l'Espagne dans l'illégalité constituait déjà une véritable odyssée. L'objectif à atteindre, c'était Lisbonne. Afin d'avoir une idée de la difficulté de ce périple, laissons la parole à Alma Mahler-Werfel, veuve du célèbre compositeur viennois Gustav Mahler et épouse en seconde noce du tout aussi célèbre écrivain autrichien Franz Werfel ; à propos de cette arrivée au Portugal, elle écrit dans son livre de souvenirs intitulé *Ma vie* (en allemand : *Mein Leben*) :

Après deux jours de halte à Barcelone, un train nous amena à Madrid, en quinze heures. On nous avait conseillé de ne pas aller au Portugal en chemin de fer, car tous les émigrants étaient emprisonnés à la frontière

portugaise ; il convenait de prendre l'avion. À trois heures de l'après-midi, notre avion s'envola de Madrid vers Lisbonne<sup>1</sup>.

Ainsi le voyage en avion permettait-il, visiblement, d'échapper à un contrôle de la police portugaise et d'atteindre plus facilement Lisbonne où le but premier et primordial était d'obtenir un visa pour le continent américain.

Ce témoignage d'Alma Mahler-Werfel à propos de l'arrivée des émigrants germanophones sur le sol portugais se voit confirmer par celui de Friedrich Torberg qui écrit ainsi à propos du voyage vers Lisbonne :

Ce fut... un voyage terriblement déprimant qui nous conduisit d'Irun à moitié détruite par la guerre civile, en wagons plombés, à la frontière hispano-portugaise à travers des contrées misérablement dévastées (pour rejoindre) Fuentes de Onoro et sa misérable petite gare, puis jusqu'au poste frontière portugais de Vilar Formoso en traversant un sinistre no man's land<sup>2</sup>.

Dans une lettre adressée à Willy Schlamm et datée du 6 juillet 1940, Friedrich Torberg fait également état du voyage qui menait les émigrants vers le Portugal et vers Lisbonne :

Les premiers et peu nombreux groupes de réfugiés se rendirent directement à Lisbonne qui fut fermée à partir du 23 juin. À compter de cette date, les arrivants à Vilar Formoso, poste frontière portugais, furent répartis... par nationalités et dirigés vers différents lieux de séjour. Les plus importants étaient Porto, Coimbra, Figuera da Foz, Curia et Caldas da Rainha<sup>3</sup>.

Au passage, Torberg souligne la différence de traitement faite par les autorités portugaises aux Anglais et aux Français qui semblaient ne pas être alors considérés comme de véritables réfugiés. En ce qui concerne les Allemands et les Autrichiens qui rejoignirent le Portugal, il signale qu'ils étaient « peu nombreux » et qu'ils reçurent généralement de la part des Portugais le même accueil que les Français, la plupart d'entre eux

<sup>1</sup> Alma Mahler-Werfel, *Ma vie*, p. 330.

<sup>2</sup> Friedrich Torberg, *Die Erben der Tante Jolesch*, Langen Müller Verlag, Gütersloh, 1978, p. 211.

<sup>3</sup> Friedrich Torberg, *Eine tolle, tolle Zeit : Briefe und Dokumente aus den Jahren der Flucht 1938-1941 ; Zürich Frankreich, Portugal*, Hrsg. v. David Axmann und Marietta Torberg, Frankfurt-Berlin, Ullstein Verlag, 1992, p. 122-123.

disposant d'un « Titre de voyage » français et se voyant par là même assimilés à ces derniers<sup>4</sup>.

À un autre endroit, F. Torberg évoque l'exposition mondiale universelle, qui se tenait alors à Lisbonne, comme motif d'interdiction de séjours des réfugiés étrangers dans la capitale portugaise.

Quant à l'accueil réservé par les Portugais aux réfugiés, Torberg le juge de façon très positive. Dès l'arrivée au poste frontière de Vilar Formoso, il nous brosse un tableau très flatteur de cet accueil :

Il y avait là un véritable buffet de gare propre avec des tables recouvertes de nappes blanches. Nous y bûmes du café et y mangeâmes des petits pains comme ce n'avait plus été le cas depuis longtemps<sup>5</sup>.

Et Torberg d'ajouter cette remarque plus que flatteuse pour le Portugal qui peut sembler déplacée dans un tel contexte historique, mais qui reflète à coup sûr le véritable état d'esprit dans lequel se trouvaient les réfugiés précisément à ce moment-là : « Aucun doute : nous étions au paradis. »<sup>6</sup> Après l'exode sur les routes de France et d'Espagne, la peur d'être rattrapés par les polices fascistes, ils se trouvaient enfin – tout au moins provisoirement – en lieu sûr. F. Torberg qualifie par ailleurs ces premiers moments au Portugal de « véritablement célestes »<sup>7</sup>. Dans l'euphorie des premiers moments vécus dans un climat de sécurité relative, les douaniers portugais se voient affublés de l'adjectif « freundlich » qui signifie « aimable », et leur patience vis-à-vis des émigrants est mise en valeur. Torberg souligne le fait que les tracts distribués aux émigrants par les douaniers portugais étaient rédigés en plusieurs langues, ce qui prouvait l'attitude bienveillante des autorités portugaises à leur égard. L'intégralité de la nouvelle situation est donc perçue de manière très positive.

La situation des réfugiés au Portugal dépendit largement de leur lieu et de leur mode d'hébergement. Les plus en vue parmi eux furent dirigés vers l'Estoril Hôtel situé aux environs de Lisbonne. Le séjour dans cet hôtel fut ressenti comme plus que positif ; Alma Mahler-Werfel écrit à ce propos : « Premiers jours d'une paix paradisiaque dans un pays paradisiaque, inoubliables après les tourments des derniers mois. »<sup>8</sup> Pour les autres, les moins chanceux – ou les moins fortunés – commençait le problème du lieu où ils avaient le droit de se loger. Car, en fait, c'étaient

---

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 123.

<sup>5</sup> F. Torberg, *Die Erben*, *op. cit.*, p. 211.

<sup>6</sup> *Ibidem*.

<sup>7</sup> *Ibidem*.

<sup>8</sup> A. Mahler-Werfel, *op. cit.*, p. 330.

les autorités portugaises qui décidaient du lieu de séjour des nouveaux arrivants. Certes, pour ces derniers, il ne pouvait y avoir qu'un seul lieu de séjour : Lisbonne, et ce pour une raison très simple : les bateaux qui permettraient la traversée de l'Atlantique ne partaient que de la capitale. Par ailleurs, pour pouvoir s'embarquer, il fallait être muni d'un visa en bonne et due forme que l'on ne pouvait obtenir qu'à Lisbonne, seul lieu où se trouvaient les ambassades et consulats habilités à délivrer ce type de document. Dans ces conditions donc, il était clair que chaque réfugié ferait tout pour résider dans la capitale. Or, les autorités locales firent en sorte qu'un trop grand nombre de réfugiés ne vînt encombrer les rues de Lisbonne durant cette période d'exposition universelle et ainsi en perturber le déroulement. Ces efforts furent néanmoins contrecarrés par l'attitude des réfugiés qui, d'une manière ou d'une autre, faisaient tout pour atteindre, puis pour rester dans la capitale. Herta Pauli, (1906-1973) actrice et romancière autrichienne qui émigra à l'automne 1940 vers les USA, écrit dans ses mémoires que « Lisbonne débordait alors de réfugiés »<sup>9</sup>. Sous de telles auspices, les conditions d'accueil et de logement ne pouvaient être que précaires. La même Hertha Pauli rapporte qu'elle logea dans « une mansarde... qui ne semblait pas si délabrée que celle du bon curé de Toulouse »<sup>10</sup>.

La plupart des réfugiés logeait cependant dans des hôtels de seconde, voire de troisième catégorie, faute de meilleurs moyens financiers pour pouvoir s'offrir un peu plus de confort et contraints de veiller à leurs économies pour pouvoir s'acheter le billet qui permettrait la traversée de l'Océan. Friedrich Torberg qui, après avoir été dans un premier temps logé à Curia, fut transféré par les autorités à Porto, nous indique qu'il y trouva à se loger dans une pension nommée « Élite » qui lui coûta un loyer journalier de six escudos. Et Torberg d'ajouter : « Ce n'était pas beaucoup d'argent. Cela correspondait à peu près au prix d'une boîte de sardines, ma principale nourriture quotidienne. »<sup>11</sup> Mais laissons de nouveau la parole à Friedrich Torberg pour entendre une description à la fois détaillée et cocasse de la dite chambre d'hôtel :

Elle (la pension, remarque de l'auteur) offrait... de l'extérieur un aspect à peu près correct, mais vers l'intérieur rien ne fonctionnait. À la pension « Élite », cela commençait déjà par l'ascenseur qui se trouvait sur une estrade surélevée en forme de marche et qui se mettait certes en

<sup>9</sup> Hertha Pauli, *Der Riss der Zeit geht durch mein Herz, Ein Erlebnisbuch*, Paul Szolnay Verlag, Wien-Hamburg, 1970, p. 256.

<sup>10</sup> *Ibidem*.

<sup>11</sup> Friedrich Torberg, *Die Erben der Tante Jolesch, op. cit.*, p. 213.

mouvement comme tout ascenseur normal, mais n'atteignait jamais complètement le but visé et s'arrêtait toujours un peu en dessous. Il fallait alors se hisser par traction jusqu'au corridor de l'étage correspondant (pour moi le second). Le corridor se terminait par une porte en verre dépoli sur laquelle se trouvait sans équivoque les lettres « WC » ; lorsqu'on l'ouvrait, on avait de bonnes chances de tomber dans la rue, car la maison se terminait à cet endroit. À gauche de cette porte en verre dépoli, l'architecte avait eu encore un peu de place, trop peu pour en faire une véritable pièce d'habitation, trop pour les WC qui s'y trouvaient. C'était là que je logeais. Je logeais dans des toilettes avec chambre incorporée. Sacrificio<sup>12</sup>.

Cette longue citation se passe de commentaire. Et quelques lignes plus loin, F. Torberg évoque son dernier logement à Lisbonne :

Encore un dernier changement de domicile à Lisbonne qui me conduisit dans l'une de ces maisons portugaises mal construites où une cour intérieure qui traversait toute la maison et qui n'avait aucune raison d'être m'empêcha des jours durant de savoir que j'habitais juste à côté de Oskar Karlweis<sup>13</sup>.

Ces descriptions particulièrement négatives des conditions de logement ne constituent pourtant pas le seul élément qui permette à Torberg de juger le Portugal.

Ce qui le frappe avant tout, c'est « l'in vraisemblable hospitalité et la serviabilité » du peuple portugais vis-à-vis des réfugiés. Dans une lettre à Willy Schlamm datée du 6 juillet 1940, Torberg raconte les faits suivants :

Je connais des gens qui avaient par exemple pris un appartement à Curia et longuement et sérieusement discuté sur le prix – et lorsqu'ils s'en allèrent, la propriétaire refusa tout simplement d'accepter cet argent ; en revanche, elle les avait invités auparavant à prendre chez elle au moins un repas par jour<sup>14</sup>.

S'il peut y avoir un meilleur témoignage de la générosité du peuple portugais, qu'il nous soit rapporté ! Car le problème financier – tout en n'étant pas toujours forcément le principal pour ces réfugiés – était cependant au centre de leurs préoccupations quotidiennes. La plupart d'entre eux, qui venaient de France, avaient échangé leurs avoirs

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 213-214.

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 217.

<sup>14</sup> Friedrich Torberg, *Eine tolle, tolle Zeit*, op. cit., p. 124.

financiers en Francs français qu'il leur fallait désormais convertir en Escudos portugais. Or, Friedrich Torberg évoque clairement la dévaluation de la monnaie portugaise et les conséquences qui s'en suivirent pour les réfugiés. Laissons-lui encore une fois la parole :

Une chose fatale est le cours mauvais et incertain du Franc français. En temps de paix, on recevait pour 1 000 Frs un peu plus de 700 Escudos, durant la guerre et jusqu'à la défaite, plus de 400 – à Formoso on devait être heureux d'en recevoir 80. Depuis, la situation s'est améliorée, pendant quelques jours, on en a reçu 150, puis même 180 et avant-hier subitement 260 – aujourd'hui, c'est de nouveau retombé au-dessous de 200<sup>15</sup>.

Cette question financière, elle est également évoquée par F. Torberg dans une lettre adressée de Lisbonne à Willy Schlamm le 3 septembre 1940, soit près de trois mois après son arrivée au Portugal : « Reste encore, et c'est bien là le point le plus amer, la question de l'argent. »<sup>16</sup>

Autre point à mettre à l'actif des Portugais : la bienveillance de la police nationale et, de manière plus générale, de l'ensemble de la population, à l'égard des réfugiés. Torberg nous en livre un tableau encore extrêmement favorable ; à ce sujet, il écrit :

En outre, il faut souligner le fait que l'organisation des autorités fonctionne parfaitement sans grandes façons. Les passeports nous ont été retirés à la frontière et doivent, dit-on, nous être restitués seulement à la sortie du territoire ou afin de pouvoir aller chercher un visa. On reçoit des cartes d'identité de réfugiés portant photo, indications personnelles et empreintes digitales, à peu près comme en France, et qui ont également à peu près la même fonction, à savoir celle d'une pièce d'identité pleinement valable à l'intérieur du territoire. Le tout se déroule étonnamment vite (particulièrement étonnamment après le rythme administratif mortel connu en France). Des gens qui avaient par exemple remis leurs photos à Curia et vinrent ensuite ici à Porto, trouvèrent leurs cartes toutes prêtes. À la police pour étrangers, trois guichets sont ouverts en permanence, avec patience et amabilité, même le petit bureau de poste de la villégiature de Curia avait embauché dès le deuxième jour après l'arrivée massive (des réfugiés) un employé supplémentaire qui parlait français et anglais. Dans toutes les autres administrations, on est aussi touché par la prévenance naïve sans être servile ; les gens sont heureux lorsque leur français ou leur anglais suffit pour pouvoir vous aider. Souvent, dans la rue, on vous saisit par le bras et l'on vous demande ce

<sup>15</sup> *Ibidem.*

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 140.

que vous cherchez ; les policiers, les contrôleurs et autres personnels sourient, et s'il n'en tenait qu'aux Portugais, on pourrait, en la matière, vivre un certain temps sans aucun souci<sup>17</sup>.

Ce commentaire très favorable de l'attitude des autorités portugaises à l'égard des réfugiés mérite d'être souligné ; il fait en effet contrepoint à l'appréciation portée par la plupart de ces mêmes réfugiés vis-à-vis de la police française très souvent collaboratrice avec l'Allemagne nazie. On est ici au contraire frappé par la prévenance des autorités portugaises qui vont jusqu'à engager des employés trilingues, fait bien peu courant, surtout en temps de guerre. Torberg confirme dans son récit autobiographique de la Tante Jolesch ces affirmations en écrivant :

Mais même à ce moment-là, et que ce fait soit encore une fois retenu avec gratitude, le Portugal s'est montré à notre égard, nous les émigrants, plus aimable et plus compréhensif que n'importe lequel des autres pays d'accueil précédents<sup>18</sup>.

Quant au Portugal, et plus précisément à Lisbonne, vus sous l'angle d'une description géophysique, les réfugiés semblent n'y avoir accordé aucune attention particulière, trop préoccupés qu'ils étaient par la précarité de leurs situations personnelles. Pour ce qui est du climat, F. Torberg écrit à Willy Schlamm : « Il fait si chaud que l'on peut manger le soir les grappes de raisins que l'on s'est achetées à midi sous forme de gros raisins secs »<sup>19</sup>. Manière élégante d'exprimer la grosse chaleur qui règne en été dans la capitale portugaise. Seule information que les réfugiés nous en aient transmis en différents endroits, c'est le fait que Lisbonne se soit fait rutilante au moment de l'exposition universelle qui s'y tenait. F. Torberg évoque « le monastère Dos Jeronymos de Belem, dont la magnifique façade venait d'être repeinte et était éclairée de manière éclatante par des projecteurs »<sup>20</sup>. On notera ainsi l'énorme contraste des descriptions entre cette Lisbonne rutilante et apprêtée pour la circonstance, et cette autre Lisbonne des hôtels de seconde et troisième catégorie dans lesquels les réfugiés étaient contraints de se loger. Contraste entre deux mondes : l'un officiel, recevant les honneurs de la société internationale établie, y compris de la nomenclature politico-fasciste qui régnait alors sur l'Europe, l'autre constitué de personnes en

---

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 125.

<sup>18</sup> F. Torberg, *Die Erben der Tante Jolesch*, op. cit., p. 212.

<sup>19</sup> F. Torberg, *Eine tolle, tolle Zeit*, op. cit., p. 141.

<sup>20</sup> F. Torberg, *Die Erben der Tante Jolesch*, op. cit., p. 216.

fuite face à un danger mortel auquel elles essayaient d'échapper avec des moyens bien réduits.

Qui étaient ces personnes ? C'est encore Friedrich Torberg qui nous en offre la description la plus précise dans sa lettre du 6 juillet 1940.

À l'exception de Lisbonne et de Caldas da Rainha, j'ai visité tous les centres de réfugiés. Si j'admets qu'à Lisbonne et à Caldas da Rainha il y a en tout 2 000 réfugiés, l'évaluation du chiffre global des réfugiés au Portugal est avec 5 000-6 000 plutôt trop élevé que trop bas<sup>21</sup>.

Dans cette même lettre, Torberg précise qui sont ces réfugiés et quel est leur sort :

Au moins 80 pour cent des réfugiés sont des Juifs : chez les Belges, les Hollandais et les Tchécoslovaques, le pourcentage devrait encore être plus élevé, chez les Polonais (parmi lesquels un nombre énigmatique est en possession de passeports diplomatiques) et chez les Anglais très réduit. Les Anglais sont en outre les seuls à être hors de souci : leurs bateaux viennent les chercher et les emmènent chez eux. Que les Belges et les Hollandais soient transportés dans leurs colonies, les Polonais au Canada, tout cela n'est que bruits ou chimères<sup>22</sup>.

Il est ici fait état de différentes nationalités, mais ni des Allemands, ni des Autrichiens qui, s'ils ne constituaient pas la majorité, n'en étaient pas pour autant en moindre nombre. Pour eux, il n'était pas question d'émigrer vers une colonie puisque leur pays respectif n'en possédait pas ou plus. La seule voie possible était alors celle de l'émigration vers un pays qui leur offrirait l'asile politique. Le Portugal ne constituait alors qu'un lieu d'attente, un pays de transit avant un départ vers un horizon plus sûr, l'objectif essentiel étant de pouvoir le quitter au plus vite et dans les meilleures conditions possibles. Car si la police portugaise, comme nous l'avons vu précédemment, se montrait très bienveillante à leur égard, ceci ne signifiait pas pour les réfugiés absence de danger, bien au contraire. Malgré les déclarations de neutralité du gouvernement portugais, et donc malgré sa volonté d'accueillir sur son sol au titre de transit les personnes poursuivies par les régimes fascistes et notamment par les nazis, il n'était pas en mesure d'empêcher la police du III<sup>e</sup> Reich de s'infiltrer dans le pays pour traquer les fugitifs. Certes, et il faut le porter à l'honneur des Portugais, leur police nationale n'eut pas, à ma connaissance, mission de livrer les réfugiés allemands et autrichiens à la

<sup>21</sup> F. Torberg, *Eine tolle, tolle Zeit*, op. cit., p. 123.

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 124.

Gestapo allemande, mais celle-ci ne fut pas en mesure d'empêcher les exactions des nazis sur son propre territoire. Même s'ils n'avaient pas à craindre la police portugaise et pouvaient au contraire s'en sentir protégés, ils devaient à chaque instant prendre garde de ne pas tomber entre les mains des hommes de la Gestapo couvrant le Portugal de façon tentaculaire, à la poursuite de tous ceux qu'ils pourraient attraper. Dans une lettre de Porto datée du 12 juillet 1940, F. Torberg évoque très directement cette problématique :

La première prolongation de séjour qui sera bientôt nécessaire ne devrait pas poser de problème et vraisemblablement être valable pour un mois supplémentaire. Par contre, comme je l'ai également évoqué auparavant, le problème ne réside pas dans le fait de séjourner le plus longtemps possible ici, mais de partir le plus vite possible parce que sinon il existe le danger d'être pris ou bloqué ici – que ce soit par une arrestation par les nazis, que ce soit par une pression indirecte exercée par l'extérieur, que ce soit par un arrêt complet du trafic outre-atlantique. Il convient, sans pour cela tomber dans la panique, de prendre très sérieusement en compte tous ces éléments<sup>23</sup>.

Outre ce fait de devoir se préserver vis-à-vis des espions nazis qui infestèrent le Portugal entre juin et la fin de l'année 40, la principale préoccupation des réfugiés était donc d'obtenir un visa pour quitter au plus vite l'Europe et échapper ainsi définitivement aux poursuites policières. Différentes destinations étaient alors possibles : le Brésil, les États-Unis, le Canada ; F. Torberg évoque même Haïti et Saint-Domingue, ces deux dernières se révélant rapidement comme chimères. Mais le parcours à effectuer pour obtenir un visa pour l'un de ces pays ressemblait alors à un véritable parcours du combattant semé d'embûches qu'il fallait éviter. Première difficulté : les visas étaient délivrés principalement à Lisbonne. Or, nous l'avons déjà dit, le séjour prolongé des réfugiés dans la capitale portugaise était quasiment interdit. Les réfugiés logés à divers endroits du pays devaient donc se rendre à Lisbonne à cet effet. Pour cela, la police portugaise leur délivrait une autorisation de séjour de 24 heures dans la capitale. Ce laps de temps ne pouvait cependant suffire pour obtenir le visa, les conditions d'attente étant longues et pénibles. F. Torberg écrit à propos de ce délai de 24 heures qu'il était « tout juste suffisant pour arriver en vue de l'entrée du consulat général américain autour duquel s'enroulait une queue de plusieurs files de demandeurs »<sup>24</sup>. Dans ces conditions, il ne fallait pas

<sup>23</sup> *Ibidem*, p. 129.

<sup>24</sup> F. Torberg, *Die Erben der Tante Jolesch*, op. cit., p. 214.

espérer obtenir le visa. Que faire alors, à l'expiration du délai de 24 heures ? F. Torberg nous livre la réponse :

À l'issue des 24 heures, on se trouvait devant le choix ou bien de rentrer là où l'on était enregistré conformément aux ordres de la police pour étrangers, ou bien de rester à Lisbonne dans l'illégalité en enfreignant cet ordre. Je me décidai, pas pour la première fois et je n'étais pas le seul, pour l'illégalité<sup>25</sup>.

Cette nouvelle situation était accompagnée d'une haute dose d'instabilité et de précarité. Il fallait tout d'abord se trouver un logement, trouver un loueur qui acceptât de louer une chambre à un réfugié sans le faire enregistrer à la police des étrangers, ce qui impliquait des risques élevés pour les deux parties contractantes. F. Torberg nous dit que de tels loueurs « se faisaient payer cher » ce type de logement. Par ailleurs, il ajoute qu'au bout de quelques jours, les « espions de la police pour étrangers finissaient indubitablement par trouver inévitablement la trace de ceux qui étaient restés illégalement à Lisbonne ». Mais les réfugiés réussissaient presque à chaque fois à leur échapper. La police laissait alors à leur intention une convocation dont le texte mérite d'être cité, tant il est cocasse :

Votre Excellence ! Illustre Monsieur ! Excusez-nous de déranger votre bien-être ainsi que la modeste requête que nous vous adressons de bien vouloir franchir de votre noble pied le seuil de notre sale bâtiment administratif où nous aurons l'audace de vous importuner par quelques questions. Nous attendons votre Excellence...<sup>26</sup>

La plupart des réfugiés ne répondaient bien évidemment pas à cette injonction et replongeaient dans l'illégalité. Ils devaient alors se chercher un nouveau logement « au noir », puis parfois un troisième, et ce jusqu'à l'obtention du visa. Dans ce « parcours du combattant » – et c'est bien ainsi qu'il faut le définir – les réfugiés étaient souvent aidés par des sortes de « passeurs », personnes qui connaissaient très exactement les filières de l'émigration, les endroits où se loger, se nourrir, etc, sans se faire prendre par les autorités locales. Généralement, il s'agissait d'un congénère qui, pour une raison ou pour une autre, n'avait pas réussi la voie normale de l'émigration. F. Torberg, dans *La Tante Jolesch*, nous parle déjà une première fois de ce type de « passeur » durant l'exil des Allemands et des Autrichiens en Suisse, puis une seconde fois à propos

<sup>25</sup> *Ibidem*.

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 215.

d'un personnage du même type vivant au Portugal et répondant au nom de M. Kaufmann.

M. Kaufmann savait tout. Il savait lesquels des pays outre-Atlantique que l'on pouvait atteindre en partant du Portugal évoquaient la fermeture des frontières, grâce à quelle entremise on pouvait obtenir un visa, ce que cela coûtait et si cela valait la peine, avec lequel des cinq consuls qui décidaient au consulat général des États-Unis de l'attribution des visas on pouvait « discuter humainement » et avec lequel cela n'était pas possible<sup>27</sup>.

Plus qu'un simple conseiller, M. Kaufmann prenait ainsi l'envergure d'une sorte de père protecteur capable de comprendre et partager les soucis et les souffrances des émigrants :

Monsieur Kaufmann connaissait aussi les soucis, les détresses et les qualités de ceux qui cherchaient son conseil ; il enregistrerait chaque espoir formulé accessoirement, chaque plainte et chaque soupir ; il avait depuis longtemps remarqué que je supportais mal la chaleur qui régnait à Lisbonne et me fit profiter de ce savoir lorsqu'il me fut offert un visa pour Cuba<sup>28</sup>.

En conclusion, même si les conditions d'accueil des réfugiés germanophones ne furent pas toujours optimales, notamment en ce qui concerne le logement – et cela coule de source lorsque l'on tient compte de la précarité de leur situation –, c'est donc une image globalement positive que nous livre Friedrich Torberg du Portugal et de ses habitants en cette triste période de l'histoire. Les discordances matérielles ne sauraient dominer sur une perception largement positive du peuple portugais, l'unanimité se faisant sur leur grande générosité et leur prévenance à l'égard de personnes qui étaient, de fait, traquées par le régime nazi. Quant à Lisbonne, celle-ci ne fut perçue qu'en tant que lieu de passage, séjour trop bref imposé par les autorités locales et durant lequel les réfugiés étaient malheureusement davantage préoccupés par leurs situations personnelles que par la splendeur de la ville dont bien peu ne surent jouir comme ils l'auraient pu.

---

<sup>27</sup> Friedrich Torberg, *Die Tante Jolesch oder Der Untergang des Abendlandes in Anekdoten*, München, DTV, 1980, p. 203.

<sup>28</sup> *Ibidem*, p. 203-204.

#### **4. L'Autriche dans la « Mitteleuropa »**

# **Hans Bergel,**

## **Un écrivain germanophone décrit sa Transylvanie natale**

La Roumanie d'aujourd'hui compte moins de cinquante mille germanophones pour une population totale de près de vingt-deux millions d'habitants. Un chiffre ridicule, lorsque l'on sait l'importance germanique dans cette région dès le Moyen-Age. Dès le XIIe siècle, des colons allemands, venus de la vallée rhénane ou du pays de Souabe, vinrent s'établir sur les marges de la Transylvanie pour la faire fructifier. Leur mission principale était alors de protéger l'Europe face aux tentatives d'invasions venues de l'Est.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle et jusque dans les années 20 de notre siècle, les « Saxons de Transylvanie » - c'est ainsi qu'il est coutume de les appeler – représentaient plus de dix pour cent de la population de la région ; aujourd'hui, les statistiques nous indiquent qu'ils ne sont plus que 0,7%. La plupart d'entre eux ont préféré, depuis la Première Guerre Mondiale, mais surtout à l'époque de l'emprise communiste sur le pays, l'émigration vers l'Allemagne où ils ont réussi à se créer une nouvelle existence. Parmi eux, on trouve nombre d'intellectuels, de médecins, de scientifiques de haut renom, mais également des écrivains et des musiciens. Citons, à titre d'exemple, un nom bien connu en Allemagne, le chanteur Peter Maffay. Ces hommes et ces femmes qui se sont décidés à quitter leur terre natale à laquelle ils étaient généralement très attachés, ne l'ont pas oubliée, et les ouvrages qu'ils ont publié ou publient encore sur leur Transylvanie natale ne manquent pas. Aujourd'hui, nous nous pencherons sur l'un de ces écrivains : Hans Bergel.

Hans Bergel est né en 1925 à Rosenau près de Kronstadt, l'actuelle Rîsnov, en Transylvanie. Etant dès le départ en opposition au régime de Ceausescu, il tente une première évasion dès 1947, tentative qui échoue. Dans les années qui suivent, il exerce des activités littéraires et publicistiques. Mais se situant toujours en opposition au régime, il est condamné en 1959 à quinze ans de travaux forcés et se voit déchu de ses droits civiques pour une durée de cinq ans. Il parvient à émigrer en 1968 vers la République Fédérale d'Allemagne grâce à l'intervention de l'écrivain allemand et futur Prix Nobel de Littérature en 1999 Günter Grass. Il est toutefois réhabilité la même année par les autorités roumaines. Il s'établit cependant dès cette date près de Munich en Bavière où, de 1970 à 1989, il est rédacteur en chef du « *Siebenbürgische Zeitung* », le « *Journal de Transylvanie* » publié à Munich à destination des Transylvaniens émigrés en RFA.

En 1980, soit douze ans après avoir quitté sa Transylvanie natale, Hans Bergel publie à Innsbruck, en Autriche, un volume intitulé « Siebenbürgen, Bilder einer europäischen Landschaft<sup>1</sup>, titre que nous traduirons par „La Transylvanie, images d'un paysage européen ». Ce titre nous montre d'emblée le souci de l'auteur de situer la Transylvanie non pas dans un cadre roumain, voire est-européen, mais dans un cadre européen. L'auteur veut nous montrer, dans un volume de cent-vingt pages illustré de nombreuses photos, l'image d'un paysage unique et idyllique. Il introduit son texte par la phrase suivante :

*« C'est jusqu'à aujourd'hui l'un des paysages les plus paisibles d'Europe. Une allée et venue, une apparition et disparition de peuplades qui a commencé longtemps avant Jésus Christ la traverse comme le souffle du temps tout puissant, détermine la pulsation des époques et est – semble-t-il – sa loi inexorable. »<sup>2</sup>*

Hans Bergel ne nous offre donc ni un guide touristique de la Transylvanie, ni un ouvrage géographique ou scientifique, mais une vision poétique et sentimentale de sa terre natale. Il cherche à entraîner son lecteur dans ces lieux magiques et envoûtants de son enfance et nous invite à un voyage quasi merveilleux au pays des Carpates. Il en décrit la géographie, la faune, la flore, mais aussi les richesses culturelles et la diversité ethnique qu'elle nous propose selon un mode très personnel et essentiellement émotionnel. Ainsi cette merveilleuse description poétique du paysage carpatique :

*« Il y a des soirs de fin d'été pleins d'une lumière lourde et emplie d'une mélancolie à peine descriptible auxquels elles s'étalent, semblables aux bûches incandescentes d'un immense feu qui tressaillit en des couleurs d'or et d'argent. Mais dans la lumière de midi, des durs rayons de soleil venant du sud, les paysans les voient émerger en leurs bords supérieurs comme des plaques de verre brisées sous le coup de la colère. Par temps clair, on peut les voir de l'intérieur le plus profond du pays à partir de n'importe quel repli du sol – oui, l'intérieur des terre lui-même ne ressemble qu'à leur écho, à une série de variations tempérées de leur grand thème. Durant les hivers glaciaux, les vents de tempête ukrainiens apportent en franchissant les cols orientaux entre la Bistritz dorée et le massif de la Vrancea ce ton du froid sec des*

---

<sup>1</sup> Hans Bergel, *Siebenbürgen, Bilder einer europäischen Landschaft*, Editions Wort und Welt, Innsbruck, 1980, 120 p.

<sup>2</sup> „Sie ist bis heute eine der unruhigsten Landschaften Europas. Ein Kommen und Gehen, ein Auf- und Untertauchen von Völkerschaften, das lange vor Christus begann, durchweht sie wie der Atem der allmächtigen Zeit, bestimmt den Pulsschlag ihrer Epochen und ist – so scheint es – ihr erstes, unerbittliches Gesetz.“ *Ibidem*, p. 5.

*steppes qui vous pénètre jusqu'aux os. Elles se dressent alors en maîtres de ces hauts plateaux, visibles dans leur brillance en leurs lisières. En août, les vagues incandescentes qui montent de la plaine du Danube en franchissant les gorges et les vallées et les vallées glacières de la chaîne des Carpates méridionales s'engouffrent vers le nord avec la même insolence, y coupent aux humains leur respiration et transforme la Transylvanie de Kronstadt au sud jusqu'à Klausenburg au nord en un enfer brûlant et scintillant »<sup>3</sup>.*

Il s'agit ici d'une description poétique des montagnes des Carpates qui, dans l'original allemand, s'étend sur une vingtaine de lignes et chante la beauté du paysage carpatique. Le style emphatique qui use abondamment d'expressions lyriques fait naître sous la plume du poète une Transylvanie de rêve, pays aux charmes incontournables.

Et, comme pour étayer sa vision poétique de cette région, Hans Bergel fait appel aux peintres transylvaniens qui ont célébré dans leurs tableaux sa beauté naturelle :

*« Les peintres des peuples qui vivent ici ont essayé de fixer toutes leurs atmosphères, tous leurs visages en perpétuel changement, ne se sont pas seulement inlassablement efforcés de rendre les chatoiements des jours et des saisons, mais aussi simultanément avec sensualité les senteurs des immenses forêts de hêtres et de sapins, de leurs alpages, de leurs paysages fluviaux archaïques et intacts. Il existe des tableaux de peintres transylvaniens sur lesquels ces montagnes sont décrites et contées avec la proximité excitante de l'événement de leur silhouette mille fois changeante – peintes comme sous le joug du caractère de monde primitif de leur nature... »<sup>4</sup>*

---

<sup>3</sup> „Es gibt Spätsommerabende voll eines schweren, von kaum bezeichnender Melancholie erfüllten Lichts, an denen sie wie die verglühenden Scheite eines in Gold- und Kupferfarben zuckenden Riesenfeuers rings um das dunkle Land liegen. Aber im Mittagslicht der südlich harten Sonnenstrahlen sehen die Bauern sie von den Feldern als hellblaue, an den oberen Rändern wie im Zorn zerbrochene Glasplatten aufragen, die eine Hand an den Himmel lehnte und dort vergaß. Bei klarem Wetter sind sie aus dem tiefsten Innern des Landes von jeder Bodenfalte aus zu sehen – ja, das Landesinnere selbst erscheint nur als ihr ausschwingender Nachklang, als eine buntgefächerte Reihe temperierter Variationen auf ihr großes Thema. In den eisigen Wintern treiben die ukrainischen Sturmwinde durch ihre Ostpässe zwischen der Goldenen Bistritz und dem Vrancea-Gebirge jenen Ton trockener Steppenkalte bis herüber, der ins Mark geht. Dann stehen sie erst recht als die Herren des Hochlandes gleißend sichtbar an dessen Grenzen. Mit der gleichen Hemmungslosigkeit schieben sich im August die Glutwellen aus der Donautiefenebene über die Schluchten und Gletschertäler der Südkarpatenkette nordwärts, benehmen den Menschen hier den Atem und verwandeln Siebenbürgen von Kronstadt im Süden bis Klausenburg im Norden in eine flirrende Bruthöhle.“, *Ibidem*, p. 15.

<sup>4</sup> „Die Maler der hier lebenden Völker haben alle ihre Stimmungen, alle ihre ständig wechselnden Gesichter festzuhalten versucht, haben nicht allein die Farbspiele der Tages- und Jahreszeiten, sondern mit diesen gleichzeitig auch den Duft ihrer endlosen Buchen- und Tannenwälder, ihrer Hochwiesen, ihrer archaischen, ungestörten Flusslandschaften sinnhaft spürbar zu machen sich unablässig bemüht. Es gibt Bilder siebenbürgischer Maler, auf denen diese Berge mit erregender Nähe des Erlebnisses ihrer tausendfach wandelbaren Gestalt geschildert und nachgedichtet sind – gemalt wie im Bann des Urwelthaften ihrer Natur ....“, *Ibidem*, p. 15-16.

Les descriptions de la beauté carpatique se font toutes selon un mode mystificateur ; il a sans cesse recours au superlatif. H.Bergel met particulièrement en relief la beauté des paysages dont il ne tarit pas de faire l'éloge ; il s'agit tantôt de sa « *beauté indomptée* »<sup>5</sup>, tantôt de sa « *beauté majestueuse* »<sup>6</sup>. H.Bergel chante la « *beauté des hauts plateaux* »<sup>7</sup>. Il décrit les montagnes des Carpates comme un « *panorama d'une beauté infinie* »<sup>8</sup>. Elles font partie des « *univers montagneux les plus intacts et les plus variés d'Europe* »<sup>9</sup>. Elles sont les « *chambres au trésor d'immenses richesses naturelles* » ; elles sont le « *pouvoir mythique et le centre d'un paysage* ». Pour les hommes qui les habitent, « *l'eau et la forêt sont les dons les plus importants des montagnes* »<sup>10</sup>. Ces forêts ne sont en aucun cas de simples forêts communes, mais des « *forêts vierges des Carpates chantées mille fois dans les hymnes et les plaintes* » ; en elles, « *le mystère de l'heure de la Création vit comme au premier jour.* »<sup>11</sup>

Quant aux cours d'eau qui sillonnent les Carpates, ils contribuent, eux aussi, à conférer au paysage son caractère unique :

« *Une cinquantaine de cours d'eau émergent des Carpates orientales et méridionales. Ils coulent dans toutes les directions, traversent plusieurs pays et se jettent tous dans le Danube. Mais les fleuves qui jaillissent des flancs intérieurs des hauts plateaux imposent une topographie inhabituelle, même déroutantes ; bien que très proches les uns des autres à la source, ils s'éloignent les uns des autres, comme mus par une centrifugeuse invisible.* »<sup>12</sup>

Ces cours d'eau se jettent, pour parfaire l'image idyllique que nous venons d'évoquer, dans des « *lacs de rêve* »<sup>13</sup>.

Cette image bucolique se voit à plusieurs reprises confortée par une idée, la « *Unberührtheit* » de tout ce qui est carpatique, c'est-à-dire son caractère intact, en quelque sorte « *originel* », des paysages carpatiques, là où la société n'a pas encore

<sup>5</sup> „ungezähmte Schönheit“, *Ibidem*, p. 20.

<sup>6</sup> „ihre majestätische Schönheit“, *Ibidem*, p. 22.

<sup>7</sup> „die Schönheit des Hochlands“, *Ibidem*, p. 20.

<sup>8</sup> „das Panorama unendlicher Schönheit“, *Ibidem*, p. 16.

<sup>9</sup> „Europas unberührtesten und abwechslungsreichsten Bergwelten“, *Ibidem*.

<sup>10</sup> „Wasser und Wald sind die wichtigsten Beigaben der Berge.“, *Ibidem*, p. 20.

<sup>11</sup> „jene tausendmal in Jubel und Klage besungenen transsylvanischen Urwälder“ .... „in denen das Mysterium der Schöpfungstunde lebt wie am ersten Tag.“, *Ibidem*, p. 22.

<sup>12</sup> „Rund fünfzig größere Wasserläufe brechen aus den Ost- und Südkarpaten. Sie strömen in alle Himmelsrichtungen, durch mehrere Länder und münden alle in die Donau. Doch die an den Innenabhängen des Hochlands entspringende Flüsse zwingen zu einer ungewöhnlichen, ja, verwirrenden Topographie : obgleich im Quellgebiet nahe beieinander, streben sie, wie von einer unsichtbaren Zentrifuge getrieben, voneinander weg.“, *Ibidem*, p. 20.

<sup>13</sup> „Traumseen“, *Ibidem*.

marqué le sol de son empreinte. Pour Hans Bergel, le pays des Carpates semble d'ailleurs vivre hors du temps :

*« Dans ces hautes terres, il n'y a rien qui ne vienne de ces montagnes. ... Elles sont le pouvoir mythique et le centre d'un paysage qui est l e u r paysage – par delà les peuples qui les ont jamais habitées, qui l'habitent aujourd'hui et l'habiteront à l'avenir. »<sup>14</sup>*

L'hymne de louange adressé aux Carpates et à la Transylvanie ne se limite pas chez H.Bergel à leur description topographique transfigurée des lieux ; il englobe aussi les richesses économiques naturelles du pays. H.Bergel mentionne en premier lieu la présence de l'or sur le territoire transylvanien dont il affirme que l'exploitation est l'une des plus anciennes en Europe :

*« Dans les cours de leurs fleuves et de leurs ruisseaux .... tout comme dans les veines de quartz de leurs roches plutoniennes se trouve l'or le plus anciennement documenté d'Europe. L'extraction de l'or en Transylvanie est prouvée au plus tard à l'époque où les Egyptiens lavaient leurs grains d'or dans le Nil bleu – soit deux mille ans avant Jésus Christ .... Au bas- et au Haut-Moyen-Age, la plupart de l'or provenait encore des mines et des fleuves des Carpates. »<sup>15</sup>*

Cette référence au passé millénaire de l'extraction de l'or dans cette région nous dévoile la fierté de l'auteur par rapport à sa terre natale. La même fierté se retrouve lorsqu'il s'agit de l'extraction du sel. H.Bergel nous la décrit avec tout autant d'enthousiasme que celle de l'or :

*« Cette forte artère du sel qui sort des montagnes et traverse les hautes terres attirait déjà les peuples de chevaliers, de bergers et de paysans de la Préhistoire. Elle y a fait naître, le long des lacs salés et des salines, l'une de ces légendaires routes du sel mal famées pour la possession desquelles partout où elles menaient à travers l'Europe – que ce fût la route de Hallstatt dans le Salzkammergut ou bien de la salle franconienne – on combattit pour la simple survie par le meurtre, l'homicide et la ruse .... »<sup>16</sup>*

---

<sup>14</sup> „In diesem Hochland gibt es nichts, was nicht von diesen Bergen käme. ... Sie sind die mythische Macht und Mitte einer Landschaft, die i h r e Landschaft ist – über alle Völker hinweg, die jemals in ihr lebten, heute leben und künftig leben werden.“, *Ibidem*, p. 16.

<sup>15</sup> „In ihren Fluß- und Bachläufen .... genauso aber in den Quarzgängen ihres Tiefengesteins lagert das am frühesten in Europa nachgewiesene Gold. Spätestens für die Zeit, in der die Ägypter ihre Goldkörner im Blauen Nil wuschen – zweitausend Jahre vor Christus ... Noch im Hoch- und Spätmittelalter kam in Europa das meiste Gold aus den Minen und Flüssen der Karpaten.“, *Ibidem*.

<sup>16</sup> „Die starke, satte Salzader, die von den Bergen führt und durch das Hochland quert, lockte schon die Reiter-, Hirten- und Bauernvölker der Frühzeit an. Sie ließ hier, entlang der Salzseen und der Salinen, eine jener sagenhaften und berühmten Salzstraßen entstehen, um deren Besitz überall, wo sie durch Europa führten – sei es die hallstattsche im Salzkammergut, sei es die an der Fränkischen Saale -, mit Mord, Totschlag und List wie

H.Bergel mentionne ensuite les différents minerais et minéraux que l'on peut trouver dans sa terre natale au nombre desquels il évoque plus particulièrement la présence de « *l'un des marbres les plus précieux de la terre* »<sup>17</sup>.

La description topographique des cours d'eau transylvaniens allie les éléments objectifs à la grande subjectivité du poète.

Et dans ces paysages bucoliques se meuvent animaux et humains. Les forêts des Carpates sont, selon H.Bergel, peuplées d'animaux légendaires ; il cite l'aigle royal, le chamois, le sanglier, mais celui qui est, selon H.Bergel, le « *roi de ces forêts de montagnes* », c'est « *le grand ours brun des Carpates* » qui fait partie des « *géants parmi les ours* ». Malgré sa taille impressionnante, H.Bergel lui prête une « *souplesse qui semble incroyable* ». Dans la suite de sa description, il magnifie en quelque sorte l'ours brun des Carpates :

« *Parmi tous les peuples de Transylvanie, l'ours des Carpates est l'incarnation d'une force inébranlablement calme, oui, même de sagesse .... Dans le conte, dans le poème populaire, dans les blagues, dans la littérature des peuples de ces hauts plateaux – des Roumains, des Allemands, des Hongrois et des Tsiganes – il apparaît inchangé, comme si c'était toujours le même ; tous éprouvent le même sentiment à son égard. Avec la grande masse sombre de sa silhouette, il ne porte pas seulement son caractère énigmatique, mais également cette marque de l'au-delà dans les imaginations et dans les rêves.* »<sup>18</sup>

Ce n'est donc pas l'ours brun qui fait naître la peur chez les humains, ni celui des représentations traditionnelles de l'ours comme animal de cirque, mais un animal qui stimule positivement les imaginations et semble même être le symbole de la sagesse face à l'agitation humaine. Un peu plus loin dans le texte, il évoque « *le rayonnement magique de l'animal* ».

Si la Transylvanie est, dans l'imaginaire de bien des Occidentaux, étroitement associée à la figure de cet « ours brun », elle ne l'est pas moins à celle des châteaux forts mystérieux, et essentiellement au mythe de Dracula et de son château hanté. H.Bergel, dans cet ouvrage, ne tombe à aucun moment dans ce cliché, même si remparts, châteaux forts et villes fortifiées y occupent une place de choix. L'auteur

---

*um das nackte Leben gekämpft wurde.* " *Ibidem*, p. 16 et 20.

<sup>17</sup> „*eine der hochwertigsten Marmorarten der Erde*“, *Ibidem*, p. 20.

<sup>18</sup> „*Der Karpatenbär ist bei allen Völkern Siebenbürgens der Inbegriff einer unerschütterlich gelassenen Kraft, ja, sogar der Verständigkeit ....Im Märchen, im Volksgedicht, in der Redewendung, im Scherzwort, in der Literatur aller Völker dieses Hochlandes – der Rumänen, Deutschen, Ungarn und Zigeuner – kommt er unverändert vor, als wäre es immer derselbe; alle haben das gleiche Gefühl vor ihm. Mit der massigen und dunklen Wucht seiner Erscheinung trägt er nicht nur das Rätselhafte, sondern auch das Jenseitige in ihre Phantasien und Träume.*“, *Ibidem*, p. 28.

nous les présente la plupart du temps comme de précieux héritages d'un passé glorieux. Ils s'inscrivent selon lui pleinement dans l'atmosphère de la région, une atmosphère profondément marquée par la tristesse et la mélancolie :

*« Celui qui traverse la région les voit s'élever tantôt comme des géants gris, tantôt comme des gnomes d'un rouge blême au-dessus des toits des localités. Ils sont toujours rongés par le temps, toujours entourés par le souffle d'une sombre mélancolie. Et toujours marqués par une gravité impitoyable. Ils ne sont pas le résultat de la joie architecturale distraite de quelques riches aristocrates, ni du besoin de domination ou de faste de rares brutes. Ils sont nés d'une nécessité pure et sans pitié.... Leur apparition est marquée par le regard de la figure grotesque de l'horreur, comme elle s'est brisée des siècles durant sans interruption sur les Carpates et s'est précipitée sur eux. Avant eux il y avait toujours le néant. Ils furent les premiers briseurs de tempête. C'est pourquoi leur gravité est leur pathos. Ils sont sans exception l'expression d'une détermination de mort soumise à la volonté divine ... Ils ne peuvent pas et ne veulent pas esquiver : geste du sort du sédentaire dans le paysage horizontal du nomade. »<sup>19</sup>*

Nous constatons ici qu'il ne s'agit pas d'une description géographique des richesses architecturales de la Transylvanie, mais de leur transfiguration qui s'opère selon un mode romantique, faisant appel au pathétique créé par des atmosphères subjectives dans la conscience de l'auteur, à en prendre à témoin les expressions utilisées telles que « *la figure grotesque de l'horreur* » ou bien encore « *les premiers briseurs de tempête* ». Le lecteur se voit ainsi plongé dans un monde envoûtant et magique. H.Bergel procède d'ailleurs de façon analogue lorsqu'il évoque les églises fortifiées de son pays natal :

*« Et là où ils (les monuments, note de l'auteur) émergent en tant qu'églises fortifiées au-dessus des villages et des communes de paysans des hauts plateaux, ils sont de la même manière l'apothéose tant héroïque que modeste de cette fusion de l'en deçà et de l'au-delà, qui nous bouleverse... »<sup>20</sup>*

---

<sup>19</sup> „Wer durch das Land wandert, sieht sie bald als graue Riesen, dann wieder als blassrote Gnome über den Dächern der Ortschaften emporwachsen. Immer sind sie verwittert, immer umweht vom Atem einer dunklen Schwermut. Und immer vor allem gezeichnet von einem unerbittlichen Ernst. Sie sind ja nicht das Ergebnis verspielter Baufreude betuchter Adelsherren, noch der Herrsch- und Prunksucht weniger Gewalttätiger. Sie entstanden aus nackter, aus gnadenloser Not.... Ihre Erscheinung ist geprägt vom Blick in die Fratze der Grausamkeit, wie sie jahrhundertlang pausenlos über die Karpaten heranbrandete und auf sie niederstürzte. Vor ihnen war immer das Nichts. Sie waren die ersten Sturmbrecher. Daher ist ihr Ernst ihr Pathos. Ohne Ausnahme sind sie der Ausdruck einer erschütternd gotterbenen Todentschlossenheit – si können nicht und wollen nicht ausweichen: Schicksalsgebärde des Seßhaften in der horizontalen Landschaft des Nomaden.“, *Ibidem*, p. 50.

<sup>20</sup> „Und dort, wo sie als Wehrkirchen .... über den Bauerndörfern und –gemeinden des Hochlands ragen, sind sie

Pour parfaire son tableau positif de la Transylvanie, H.Bergel nous fait une présentation originale de sa population : il nous en montre le caractère multi-ethnique et multi-culturel. Il ne cite aucun chiffre démographique, n'évoque à aucun moment les difficultés de survie des différentes communautés ethniques de son pays d'origine. Pour lui, quatre communautés ethniques, et donc culturelles et sociologiques, peuplent la Transylvanie et il ne veut en voir que les aspects positifs. Ces quatre communautés sont mises sur un pied d'égalité, même si tel n'est pas le cas dans la réalité. Il fait de la Transylvanie une entité sociologique exemplaire, semblable à l'exemple occidental de la Suisse :

*« Semblable aux Suisses qui sont pour les uns Allemands, pour les autres Italiens, pour d'autres encore Suisses francophones et les quatrièmes des rhéto-romans, les habitants des hauts plateaux devant les Carpates appartiennent ... à des peuples fondamentalement différents. »<sup>21</sup>*

H. Bergel décline alors les quatre ethnies qu'il identifie, en quelque sorte à part égale et à l'image de la Suisse, en Transylvanie : les Roumains, les Hongrois, les Allemands et les Tsiganes. Mais au lieu d'avoir recours à la réalité contemporaine qui l'entoure, il se réfère à ce qu'il nomme des « archétypes » : les Roumains sont des bergers, les Hongrois des chasseurs et guerriers, les Allemands des paysans et les Tsiganes des nomades. Selon lui, nous sommes en présence de quatre identités totalement différentes les unes des autres : *« quatre langues dissemblables, quatre mondes de représentations confessionnels et religieux, quatre tempéraments définissables de manière presque hippocratique et différents les uns des autres. »<sup>22</sup>* Pour identifier chacun des quatre groupes ethniques et ses caractéristiques, il se réfère aux traditions de l'art populaire, car *« la Transylvanie est un paysage d'art populaire incroyablement riche ... d'après les critères occidentaux. »<sup>23</sup>* Il s'exerce alors à définir chacun des groupes ethniques. D'abord les Allemands : *« La volonté de réfléchir en planifiant qui lie chaque détail au tout et le comprend simultanément comme porteur du tout »* ou bien encore *« l'esprit d'ordre comme besoin prioritaire/urgent »*. Puis il formule à propos des Allemands cette phrase lapidaire :

---

*gleichermaßen heroische wie demütige Apotheose jener Verschmelzung aus Diesseitigkeit und Jenseitigkeit, die uns bestürzt macht ....“*, Ibidem.

<sup>21</sup> „Den Schweizern vergleichbar, von denen die einen deutsche, die anderen italienische, die dritten französische Schweizer und die vierten Rätromanen sind, gehören die Bewohner des Hochlands vor den Karpaten vier nach Anlage und Art grundverschiedenen Völkern an.“, Ibidem, p. 85.

<sup>22</sup> „einander unähnliche Sprachen, vier konfessionelle und religiöse Vorstellungswelten, ... vier fast hippokratisch definierbare und voneinander unterschiedene Temperamente“, Ibidem..

<sup>23</sup> „Siebenbürgen ist eine in ihrer Fühle und Spannweite nach westlichen Begriffen unvorstellbar reiche Volkskunstlandschaft.“, Ibidem, p. 92.

« *L'homme sédentaire est à l'ouvrage.* »<sup>24</sup>, voulant ainsi indiquer le caractère réfléchi et posé de l'esprit germanique. Il poursuit sa description du caractère germanique réfléchi en termes élogieux : « *Il fonde à long terme, avec calme mesuré, il indique leur place aux choses qui doivent exister pour des raisons existentielles.* »<sup>25</sup> Dans le domaine des arts populaires, H.Bergel met en avant la « *broderie des Allemands* », art dans lequel ceux-ci excelleraient. Il en relève le souci de précision et du détail dans la réalisation de ces broderies, en soulignant soigneusement chaque trait distinctif et en les comparant à une œuvre musicale :

« *Les frêles ramifications souvent entremêlées de façon unique, mais toujours distinctes sont proches dans leur musicalité des tracés polyphoniques des grands compositeurs. Leur tendance philosophique est évidente, leurs modèles rythmiques étant le miroir intellectuel du monde.* »<sup>26</sup>

Il oppose alors au tempérament allemand l'esprit hongrois : « *Quelle différence le pendant hongrois* ». Le Hongrois est « *passionné* » ; la nature hongroise se définit selon lui selon deux éléments, les couleurs et les danses populaires. En ce qui concerne les couleurs qui caractérisent cette essence hongroise, elles sont « *crues et défiantes, les contrastes – du vert et du rouge criard sur du blanc* »<sup>27</sup>. H.Bergel se sert de nouveau de l'exemple des broderies pour illustrer son propos : « *Avec une puissance qui déconcerte parce qu'elle apparaît comme imprévisible et incalculable, les flots ornementaux essaient et prolifèrent dans toutes les directions.* »<sup>28</sup> Quant aux danses hongroises, elles sont liées, selon H.Bergel, à la figure du cavalier qui monte les chevaux sauvages de la steppe.

« *Ce sont des danses – écrit-il – qui se dansent comme si le danseur était assis sur le dos du cheval et le corps élastique de l'animal qui court le lançait en l'air ; ses jambes se heurtent en rythmes comme si elles frappaient contre les flancs du cheval au galop.* »<sup>29</sup>

Autre signe distinctif de la culture hongroise de Transylvanie que souligne H.Bergel : leur sculpture sur bois, notamment visible sur les portails des fermes des paysans

<sup>24</sup> „*Der seßhafte Mensch ist am Werk*“, *Ibidem*.

<sup>25</sup> „*Er gründet auf lange Sicht, er weist in bedachtsamer Ruhe den Dingen den Platz zu, die aus existentiellen Erwägungen Bestand haben müssen.*“, *Ibidem*.

<sup>26</sup> „*Die feingliedrigen, manchmal eigenartig versponnenen, aber immer übersichtlichen Verästelungen sind in ihrer Musikalität den polyphonen Linienführungen der großen Tonmeister verwandt. Ihre philosophische Neigung ist unverkennbar, sind doch ihre rhythmischen Muster das gedankliche Spiegelbild der Welt.*“ *Ibidem*.

<sup>27</sup> „*angreiferisch herausfordernde Grellheit, die Kontraste – knalliges Grün und Rot auf Weiß*“, *Ibidem*.

<sup>28</sup> „*Mit einer Stoßkraft, die verwirrt, weil sie unberechen- und und unüberschaubar erscheint, schwärmen und wuchern die Ornamentfluten nach allen Seiten.*“ *Ibidem*.

<sup>29</sup> „*Es sind Tänze, die so getanzt werden, als säße der Tänzer auf dem Pferderücken und der federnde Leib des laufenden Tieres würfe ihn hoch; seine Beine schlagen in Rhythmen gegeneinander, als schlugen sie gegen die Wampen des galoppierenden Rosses.*“ *Ibidem*, p. 93.

hongrois habitant cette région. La description de ces portails se fait de nouveau selon un mode subjectif et quelque peu romantique, du moins bien éloigné du style que l'on peut rencontrer dans un guide touristique traditionnel :

*« Le caractère sauvage difficile à dompter, cette exagération de cet ancien peuple de cavaliers qui méprise tout calcul se retrouve dans les magnifiques sculptures sur bois qui figurent sur les portails des fermes des Hongrois qui habitent sur le pourtour intérieur des Carpates orientales. Luttant contre toute contrainte – semble-t-il -, la composition bouillonnante des entailles et des encoches veut briser les arêtes du tronc d'arbre que l'on va ciseler et en même temps aller au-delà d'elles... »<sup>30</sup>*

Les Roumains, de leur côté, se voient selon lui le mieux caractérisés dans leur nature par leurs danses populaires. Ce sont, selon lui des *« danses de bergers »*, et ces danses de bergers sont l'expression même de l'âme populaire roumaine. Ce sont des danses qui *« dans la joie et dans la tristesse, se comprennent comme expression spontanée au-delà de la langue »<sup>31</sup>*.

Enfin, dernier groupe ethnique mentionné par H.Bergel, les tsiganes. L'image qu'il nous en livre est, contrairement à bien des opinions, tout à fait positive. Il fait l'éloge des jeunes filles et des femmes tsiganes, de leurs vêtements hautement colorés et de leur nonchalance, expliquant ces traits caractéristiques par le fait que ce peuple aurait toujours subi l'oppression des autres peuples plus puissants qui lui auraient imposés son nomadisme.

*« Les chaînes scintillantes qui se comptent par douzaines au cou des jeunes filles et des femmes tsiganes, les couleurs bigarrées hyper-criardes et orientales de leurs vêtements, la nonchalance à la moindre occasion – tout ceci n'est-il pas la conséquence ..... sur un chemin d'amertume, marqué par la pauvreté et imposé par des peuples trop puissant. »<sup>32</sup>*

Pour conclure ce chapitre sur les quatre groupes ethniques qui peuplent la Transylvanie, H.Bergel souligne l'harmonie et le bon voisinage que celles-ci ont toujours entretenus entre elles :

*« Au-delà de toutes leurs oppositions, les peuples des hautes terres se sont*

<sup>30</sup> „Die schwer zu zügelnde Ungebärdigkeit, diese alles Kalkül verachtende Überschwenglichkeit des ehemaligen Reitervolkes wird jedoch nicht zuletzt in den herrlichen Holzschnitzereien an den Bauernhofstoren der am Innenrand der südlichen Ostkarpaten wohnenden Szekler deutlich. Gegen jede Gebundenheit andrängend – so sieht es aus – will die brodelnde Komposition der Kerben und Schnitte die Kanten des zubehauenen Baumstammes durchbrechen und gleichsam über sie hinausstürzen ....“ Ibidem, p. 93.

<sup>31</sup> « ein Tanz, der sich in Jubel und Trauer als spontaner Ausdruck jenseits der Sprache versteht. », Ibidem, p.96.

<sup>32</sup> « Die oft nach einem Dutzend zählenden Glitzerketten am Hals der Zigeunermädchen und -frauen, die orientalisches-übergrelle Buntheit ihrer Kleidung, die Ausgelassenheit bei geringfügigsten Anlaß, ist all dies nicht auch die Folge des Ausgleichszwanges auf einem bitteren, von Kargheit gezeichneten, von übermächtigen Völkern erzwungenen Wanderweg ...? » Ibidem, p. 104.

*toujours bien entendus aussi longtemps qu'aucun pouvoir étranger à la Transylvanie ne se soit pas mêlé du cours de leur propre vie. »<sup>33</sup>*

Ce tableau de la Transylvanie dressé par H.Bergel est donc essentiellement « bucolique ». Le monde des villes en est totalement absent, l'univers industriel moderne tout autant. Dans ce milieu humain décrit, les conflits sociaux ou culturels de notre époque, les problèmes de chômage, voire de lutte des classes, en sont exclus. L'image de Dracula et des contes fantastiques des Carpates n'apparaît certes à aucun moment, mais malgré cela, H.Bergel nous livre une image très idéaliste, voire passéiste d'une région dont il sait vanter les charmes, mais qu'il omet de replacer dans son contexte actuel.

Gérard Grelle  
Université de Limoges  
France

---

<sup>33</sup> « Immer nämlich sind die Völker des Hochlands über alle Gegensätze hinweg miteinander ausgekommen, solange sich keine außersiebenbürgische Macht in den Kreislauf ihres eigengesetzlich verlaufenden Lebens einmischte. " Ibidem.

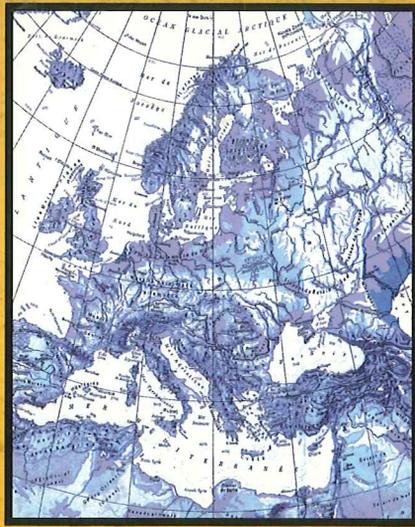
revue française de géopolitique

UTRE-TERRE

7



# Attention Europe !



O.G.R.E.

ères  
éditions

# Nouvelles dépendances ? L'Allemagne, ce n'est pas l'Autriche

Gérard Grelle

## Un commerce extérieur « déséquilibré »

Prenons tout d'abord en considération l'évolution des échanges entre l'Allemagne et les Pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Jusqu'à la chute des régimes socialistes d'Europe de l'Est en 1989-1990, ces échanges économiques étaient, avec la République Fédérale d'Allemagne, quasiment nuls, ou du moins négligeables. Ces pays commerçaient alors essentiellement dans le cadre du Conseil d'aide économique mutuelle (COMECON), entre eux. Certes, la République démocratique allemande jouait, à côté de l'Union soviétique, un rôle de premier plan dans leur commerce extérieur. Mais dès la chute des régimes socialistes et l'instauration de démocraties à l'occidentale, ils se hâtèrent de réorienter leurs partenariats économiques. En clair, le phénomène se traduisit par un abandon de l'Union soviétique comme presque unique partenaire, donc une réduction considérable des échanges avec celle-ci, voire avec la Communauté d'États indépendants qui lui succéda, et une réorientation vers le monde industrialisé occidental. Ceci par ailleurs à un moment des plus propices pour l'Europe de l'Ouest puisque celle-ci était alors confrontée à une récession et à une réduction de ses échanges extérieurs du fait de la saturation des marchés occidentaux. L'ouverture des marchés d'Europe de l'Est fut une double aubaine : pour les pays de l'Est en restructuration, elle satisfaisait les besoins immédiats à très court terme et dans les délais les plus brefs ; à l'Europe de l'Ouest, elle ouvrait des marchés inespérés à sa porte. Chacun y retrouvait son compte. Il convient néanmoins de se demander si cette réorientation vers des marchés trop exclusifs n'annonce pas, à la longue, de nouvelles dépendances économiques.

On constate par exemple que l'Allemagne, lorsqu'elle n'est pas le premier client ou le premier fournisseur des différents PECO, se situe presque partout en seconde position. Elle est le premier partenaire tant à l'importation qu'à l'exportation de la Hongrie, de la Pologne, de la Slovaquie et de la République tchèque. Pour ces pays dont le niveau de vie et le pouvoir d'achat par habitant s'élève assez rapidement et se rapproche le plus de celui de certains États membres de l'actuelle Union européenne, l'Allemagne, avec ses quelque 80 millions d'habitants au pouvoir d'achat très élevé et dont la solvabilité ne fait aucun doute, offre de vastes possibilités de débouchés. À l'inverse, ces pays constituent pour l'Allemagne un marché, de surcroît géographiquement proche, où écouler ses produits dans des conditions de paiement très favorables. Le produit intérieur brut par habitant de la République tchèque s'élevait en 2001 à 13 991 \$<sup>1</sup> et avoisinait donc celui de la Grèce ou du Portugal. Même phénomène avec la Hongrie dont le PIB/hab. atteignait 12 416 \$ en 2001, ou bien la Slovaquie à 17 367 \$ pas très loin de l'Espagne.

Rang occupé par différents pays industrialisés dans les exportations des PECO

	Allemagne	Autriche	France	États-Unis	Fédération de Russie
Bulgarie	2	–	4	6	7
Estonie	4	–	–	6	7
Hongrie	1	4	3	2	–
Lettonie	2	–	5	8	9
Lituanie	1	–	3	–	5
Pologne	1	–	2	10	8
Roumanie	2	8	3	5	–
Slovaquie	1	4	7	9	–
Slovénie	1	5	3	7	9
Rép. Tchèque	1	4	5	8	–

Données fournies par la Direction des Relations Économiques Extérieures, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, novembre 2003.

1. *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1026, juin-juillet 2002, p. 243-244.

## Rang occupé par différents pays industrialisés dans les importations des PECO

	Allemagne	Autriche	France	États-Unis	Fédération de Russie
Bulgarie	2	8	5	–	1
Estonie	3	–	7	–	2
Hongrie	1	3	5	–	4
Lettonie	1	–	9	–	2
Lituanie	2	–	5	–	1
Pologne	1	–	2	10	8
Roumanie	2	6	3	9	4
Slovaquie	1	5	6	–	3
Slovénie	1	4	3	–	10
Rép. Tchèque	1	6	2	–	3

Données fournies par la Direction des Relations Économiques Extérieures, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, novembre 2003.

Maintenant et de façon encore plus éloquente quant au volume financier. À titre d'exemple, l'Allemagne importe de République tchèque 12.347 contre 1.562 de millions de \$ à la France ; elle y exporte 12.932 pour 2278 millions de \$ au concurrent français. Il y a là une exclusivité allemande qui inquiète quant à une véritable indépendance des pays d'Europe centrale et orientale en question.

## Volume des exportations des PECO vers différents pays industrialisés en millions de \$

	Allemagne	Autriche	France	États-Unis	Fédération de Russie
Bulgarie	590	–	387	324	224
Estonie	253	–	–	245	184
Hongrie	10 204	1 759	2 017	2 805	–
Lettonie	388	–	182	147	116
Lituanie	594	–	377	–	308
Pologne	11 465	–	2 172	893	964
Roumanie	1 980	325	1 133	494	–
Slovaquie	3 571	884	606	226	–
Slovénie	2 214	577	783	266	246
Rép. Tchèque	12 347	1 637	1 562	1 055	–

Données fournies par la Direction des Relations Économiques Extérieures, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, novembre 2003.

Volume des importations des PECO en provenance de différents pays industrialisés  
en millions de \$

	Allemagne	Autriche	France	États-Unis	Fédération de Russie
Bulgarie	917	199	479	–	1 480
Estonie	462	–	135	–	853
Hongrie	9 351	2 295	1 976	–	2 255
Lettonie	720	–	146	–	538
Lituanie	1 093	–	256	–	1 630
Pologne	11 465	–	2 172	893	964
Roumanie	2 755	530	1 104	370	1 009
Slovaquie	3 486	752	571	–	2 151
Slovénie	2 119	1 061	1 174	–	220
Rép. Tchèque	12 932	1 735	2 278	–	1 860

Données fournies par la Direction des Relations Économiques Extérieures, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, novembre 2003.

Bien différent, le rôle de l'Autriche dans le commerce extérieur de ces pays. Premier élément : elle a des frontières communes avec davantage de pays de l'Est (République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie) que l'Allemagne (Pologne, République tchèque), ce qui favorise les échanges bilatéraux. Et puis elle a avec la plupart des PECO des liens historiques. Nombre d'entre eux firent partie, jusqu'à son effondrement en 1918, de l'empire austro-hongrois ; cet empire, même s'il n'était pas lui-même un ensemble très cohérent, donna à cette partie de l'Europe Centrale une cohésion et des solidarités tant économiques que culturelles qu'elle a irrémédiablement perdues avec la disparition de la monarchie habsbourgeoise. Bohême et Moravie étaient les réservoirs industriels de la monarchie danubienne, la Hongrie son grenier qui alimentait notamment la capitale viennoise, elle-même tête politique de l'ensemble. L'Autriche de l'entre-deux-guerres se trouva coupée de ses débouchés et sources d'approvisionnement dans les pays limitrophes ; d'où justement la revendication d'*Anschluss* pour cause de non-viabilité. C'est à l'inverse par désir d'indépendance que les États successeurs détruisirent les liens avec un centre trop dominateur.

Conscients des erreurs du passé, les différents protagonistes révisèrent leur attitude à l'issue de la Seconde Guerre mondiale : tant l'Autriche que ses voisins s'efforcèrent en un premier temps de reconstituer un tissu de relations économiques qui, si ténu qu'il fût parfois, n'en constitua pas moins un lien précieux à l'époque de la guerre froide. À la différence de l'Allemagne de l'Ouest dont les liens avec l'Est socialiste étaient réduits à néant, l'Autriche, même au plus fort des

crises Est-Ouest, n'interrompt jamais complètement ses échanges avec les voisins orientaux. Sa neutralité adoptée en 1955 lui conférait un statut particulier entre les blocs et elle maintint un volume d'échanges bilatéraux non négligeable. L'ouverture des marchés des PECO après les bouleversements de 1989-1990 ne fut donc pas pour l'Autriche une révolution, comme cela a pu être le cas en France ou en Allemagne, mais un nouveau départ qui s'inscrit dans une tradition et s'est effectué de manière raisonnée, ordonnée. Les Autrichiens s'intéressent aux marchés de l'Est et n'ont de cesse de les faire progresser, mais il n'y a pas chez eux la volonté de les envahir. Comme en témoignent les chiffres actuels !

L'Autriche ne se trouve en première position ni parmi les exportateurs, ni parmi les importateurs des PECO. Meilleure position, la troisième pour les exportations en direction de la Hongrie, ce qui s'explique facilement par la géographie et l'histoire. Ce qui joue également en Slovénie où l'Autriche occupe respectivement les quatrième et cinquième rangs pour les exportations et les importations. Dans le pire des cas, les Autrichiens se situent en huitième position pour les importations en provenance de Bulgarie ou pour les exportations à destination de la Roumanie. Par ailleurs, l'Autriche n'a aucune place dans les relations économiques de certains pays, notamment des pays baltes et de la Pologne. Ici comptent tant l'éloignement géographique qu'un faible intérêt de la république alpine pour des pays qui n'ont d'ailleurs jamais fait partie de l'empire austro-hongrois.

L'Autriche, plus généralement, est davantage soucieuse d'équilibre que d'hégémonie.

Quant à la France, pour sa part, son rôle est encore mineur dans les échanges avec les Pays d'Europe centrale et orientale. Certes, les hommes d'affaires français en ont maintenant conscience : il s'agit d'opérations qui pourraient devenir importantes ; ils sont bien sûr tentés d'envahir ces marchés moins éloignés que ceux d'Asie du Sud-Est ou d'Amérique latine. Mais jamais notre pays n'a entretenu de relations commerciales privilégiées avec l'un de ces pays, à l'exception de la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres. C'est dire s'ils constituent un champ d'investigation nouveau alors que les marchés occidentaux stagnent manifestement.

C'est avec la Pologne que la France semble entretenir les meilleures relations économiques dans la mesure où elle s'y place en seconde, voire en troisième position. Les relations avec la République Tchèque, héritage de l'entre-deux-guerres, sont prospères. Mais ailleurs, les échanges restent plus que modestes et sont à la mesure d'ambitions non conformes à la taille et au poids de notre pays en Europe de l'Ouest. La France exporte un peu plus vers la République tchèque, soit le pays de la région le plus actif au niveau du commerce international, que l'Autriche, mais près de six fois moins que l'Allemagne ; mêmes proportions au niveau des importations. En Pologne, la relation étant de nouveau de un à cinq avec notre voisin allemand. Tendence se confirmant dans d'autres pays de l'Est tels que la Hongrie ou la Slovaquie.

D'où précisément une orientation relativement unilatérale des marchés européens vers l'Allemagne et du même coup une véritable dépendance économique à son égard puisque ces pays sont soumis aux aléas d'une conjoncture économique qui leur échappe. Seule l'Autriche dont le volume des échanges commerciaux avec eux ne cesse de croître et qui représente à ce jour près de 17 % des exportations et 12,6 % des importations des PECO<sup>2</sup>, semble l'avoir compris : il est de leur intérêt à la fois stratégique et économique de ne pas devenir dépendants de tel ou tel partenaire industrialisé. D'où le choix autrichien de développer un grand nombre de Joint Ventures avec des entreprises des pays de l'Est.

### Des investissements directs étrangers trop « unilatéraux »

1996 : l'Allemagne se classe toujours en tête des pays investisseurs avec 41 % des flux, devant les Pays-Bas à 23 %, la France à 9 % et l'Autriche à 8 %<sup>3</sup>.

En 2001, notre voisin allemand était premier investisseur étranger en Hongrie, en Slovaquie et en République tchèque ainsi qu'en Bulgarie et en Lettonie. Ou encore en seconde position, comme par exemple en Pologne ou en Roumanie.

Il y a derrière ces chiffres une stratégie de domination économique : en prenant des parts de capitaux majoritaires dans nombre de sociétés est-européennes, l'Allemagne entend sinon diriger, du moins contrôler l'évolution de ces marchés et tente probablement de se tailler « une place au soleil ».

L'Autriche, de ce point de vue aussi, diffère. Elle serait d'après diverses sources officielles cinquième investisseur dans les pays candidats à l'UE derrière l'Allemagne, les États-Unis, les Pays-Bas et la France en 2003<sup>4</sup>. L'Autriche joue en fait, dans ces pays émergents d'Europe centrale et orientale, sur la constance et la continuité. Contrairement à d'autres gros investisseurs tels l'Allemagne, les Autrichiens ont commencé bien avant 1989-1990 à promouvoir chez leurs voisins une certaine libéralisation, comme celle, progressive, du marché des capitaux dans une Hongrie encore socialiste qui « tolérait » la création d'entreprises gérées sur le mode capitaliste. Et ce sont eux qui, pour l'essentiel, osaient investir, à l'époque, sans crainte en Hongrie. Rien d'étonnant à ce que le flux d'investissements directs autrichiens se soit poursuivi après les changements. Il s'élevait déjà, pour l'ensemble des PECO, à 514 millions de dollars en 1993<sup>5</sup>. Pour progresser constamment les années suivantes (1995 : 531,7 millions) et atteindre un chiffre

2. Österreichisches Bundesministerium für wirtschaftliche Angelegenheiten, Wirtschaftsbericht 2002.

3. Markus Gabel, « Huit nouveaux pays dans l'UE. Quelles conséquences pour l'Allemagne ? », *le courrier des pays de l'Est*, n° 1031, janvier 2003, p. 41.

4. *Informationen aus Österreich*, n° 20/2003.

5. Markus Gabel, *ibid.*

record en 1998 : 896,1 millions de dollars, avant de redescendre en 2000 à 755 millions de dollars. Une nette progression des investissements autrichiens, mais bien moins spectaculaire et sans doute plus raisonnée que dans le cas allemand où le volume a quasiment quadruplé de 1993 à 1998. En 2001, les Autrichiens étaient premiers investisseurs étrangers en Slovénie et en Croatie, pays limitrophes quelque peu laissés pour compte par les gros investisseurs occidentaux parce que considérés comme moins rentables.

L'Autriche entretient dans le même sens des relations privilégiées avec le groupe centre-européen de Visegrad. Elle fait partie depuis sa fondation de l'Initiative centro-européenne qui rassemble outre l'Italie l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'intégration et dont le but est de favoriser la coopération politique entre les seize États membres tout comme leur développement économique, en vue d'un rééquilibrage des forces dans la nouvelle Europe. Les Autrichiens montrent par là qu'ils ne sont pas à l'affût d'une quelconque domination, mais bien à la recherche d'autres équilibres au sein d'une *Mitteleuropa* de type nouveau<sup>6</sup>. C'est bien dans ce sens que semblent aller les investissements autrichiens à l'Est. En effet, ils visent à renforcer le potentiel économique des pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne, à rétablir des liens économiques ayant existé autrefois et donc, somme toute, à contribuer à la reconstruction d'une Europe centrale qui ne soit pas à la traîne de l'Europe de l'Ouest.

La France a toujours perçu les pays d'Europe centrale et orientale comme lointains. D'un autre monde, celui de la *slavité* avec laquelle notre pays n'avait guère d'affinités particulières. Et puis il y eut de 1945 à 1989-1990 la coupure opérée par le socialisme d'État. Ces pays étaient pour beaucoup de nos compatriotes, en particulier pour nos responsables financiers et économiques, quasiment inexistantes. Les relations économiques se limitaient à un niveau très bas et les relations diplomatiques à des visites souvent protocolaires. En un premier temps la France s'est réjouie, avec l'ensemble des nations libres, des révolutions tranquilles sans toutefois s'intéresser aux données économiques qui les accompagnaient. Les Français restèrent passifs, ne voyant aucun intérêt à aller investir dans des pays qu'on connaissait moins bien, en fin de compte, que ceux d'Asie du Sud-Est. Ainsi, le volume des investissements directs français dans les PECO s'élevait seulement, en 1993, à 269,1 millions de dollars, soit le quart des investissements allemands pour la même période<sup>7</sup>. La progression de ces investissements français au cours de la dernière décennie est relativement linéaire : 1 223,9 millions de dollars en 1995 ; chute légère en 1998 du fait de la conjoncture internationale : 976 millions de \$ ; remontée à 3 034 millions de \$ en 2000. Donc une courbe

6. Cf. Anton Pelinka, *Zur österreichischen Identität. Zwischen deutscher Vereinigung und Mitteleuropa*, Vienne, Ueberreuter, 1990, p. 133-138.

7. Markus Gabel, *ibid.*

ascendante en zigzag, mais dont la tendance générale est à la croissance. Pour cette même année 2000, le total des investissements directs français dépassait celui de l'Allemagne : 2 754 millions de \$.

À quoi est dû ce phénomène ? L'explication tient au fait que, dans une première phase, les Français n'ont pas cru – ou voulu croire (?) – à l'intérêt économique que représentaient les PECO. Mieux valait investir en Extrême-Orient où les coûts de production et les charges sociales sont des plus réduits et la main-d'œuvre abondante. Ce sont les succès économiques remportés par les Allemands, notamment en Hongrie, en Pologne et en République tchèque, qui leur ont fait saisir l'importance de l'Europe centrale et orientale pour les économies occidentales. Les pays de cette zone ont en effet des atouts indéniables pour l'Europe de l'Ouest. D'abord la proximité : ils se situent à ses portes, ce qui permet de réduire considérablement les frais de transport par rapport à des productions installées en Asie ou en Amérique latine. En outre, et même si les coûts de production sont plus élevés dans ces pays qu'hors d'Europe, ceux-ci restent nettement inférieurs aux nôtres. Enfin, au-delà de différences culturelles indéniables, mais minimales, c'est l'appartenance à une tradition religieuse judéo-chrétienne commune, marquant notamment le rapport psychologique au travail, et partant une absence de conflits potentiels comme dans le cas peut-être de l'islam.

Les investisseurs français, dès lors qu'ils eurent tiré les leçons de l'exemple allemand, se lancèrent dans une course effrénée aux places financières de l'Europe de l'Est, phénomène qui explique la progression continue des investissements français depuis une dizaine d'années, l'intérêt pour ces marchés se traduisant peu à peu en compétition économique avec l'Allemagne. Ce qui est particulièrement sensible en Pologne où les Français dépassent aujourd'hui les Allemands en volume d'investissements étrangers. Mais l'Allemagne continue, malgré tous ces efforts, à dépasser, et de loin, nos compatriotes. Ainsi les Allemands investissent-ils trois fois plus que les Français en Hongrie et en République tchèque ; l'écart étant encore plus important en Slovaquie ou en Croatie. En outre, les financiers allemands investissent dans les républiques baltes, alors que les Français y sont totalement absents.

Somme toute, Français, Allemands et Autrichiens injectent des capitaux dans les pays d'Europe centrale et orientale et comblent par là un vide financier au plan national, ce qui, à terme, entraînera à coup sûr un rattrapage économique de la région. Ces investissements étrangers risquent toutefois de rendre les « jeunes économies » dépendantes des capitaux de l'Europe de l'Ouest. Car ce sont en principe les investisseurs qui détiennent finalement le pouvoir de décision. On risque donc de voir ces pays devenir économiquement « téléguidés » de l'étranger par des investisseurs dont le principal intérêt ne sera pas celui du pays d'accueil, mais le bénéfice qu'ils pourront en tirer.